1.ère année Num. 1 Barcelone, le 3 septembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le dilemme espagnol: Socialisme ou Fascisme

par J. G. GORKIN

Il semble vérifié aujourd'hui que Mussolini et Hitler, passant outre aux prescriptions internationales, soutiennent moralement et matériellement les chefs militaires fascistes qui ont déchaîné la guerre civile en Espagne. Cela ne nous affecte pas le moins du monde. Ce soutien est dans la logique des choses, toujours plus forte que tous les légalismes.

La carte qui se joue à l'heure actuelle en Espagne est d'une importance non seulement nationale mais internationale. C'est la carte du socialisme ou du fascisme, de la révolution ou de la contre-révolution. Aussi sommes-nous décidés à ne pas céder à un opportunisme qui nous répugne et qui se retournerait contre nous-mêmes; nous gardons une position claire, transparente, conséquente; nous aspirons non seulement à écraser le fascisme espagnol, mais à provoquer par tous les moyens en notre pouvoir l'écrasement du fascisme dans les autres pays; non seulement à faire triompher la révolution en Espagne, mais à impulser la révolution internationale sans laquelle la nôtre demeurerait isolée et condamnée à sa perte.

C'est pourquoi la lutte à mort que nous menons en Espagne s'étend et s'étendra chaque jour davantage sur l'arène internationale. A nos yeux il serait aussi criminel d'essayer de freiner la révolution espagnole que d'essayer de freiner son expansion internationale.

L'attitude du fascisme italo-allemand soutenant le fascisme espagnol nous paraît, à nous, pleinement logique Ce n'est pas nous qui aurons la naïveté de lui faire des reproches à ce sujet. Car, par dessus leurs contradictions impérialistes et leurs rivalités nationale, tous les fascismes se sentent solidaires devant le danger de la révolution prolétarienne.

Mais si l'attitude du fascisme italien et du national-socialisme allemand à l'égard des rebelles espagnols apparaît logique, celle du prolétariat international envers les révolutionnaires espagnols ne peut pas être moins logique. Nous comptons sur la solidarité morale et matérielle des travailleurs du monde entier et, en premier lieu, sur celle des travailleurs de France et d'Angleterre. Des exemples de cette solidarité? Le Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, dont fait partie notre P. O. U. M., est en train de mener toute une campagne internationale et de recueillir des fonds en faveur de la Révolution espagnola. L'Indépendant Labour Party Anglais, notre parti frère, se distingue par son magnifique effort à notre égard.

En France, le gouvernement Léon Blum s'est déclaré neutre devant la guere civile espagnole, mais le prolétariat français ne suit pas cette neutralité. La grande C. G. T. française qui groupe quatre millions et demi de prolétaires a ouvert une grande souscription en faveur du prolétariat espagnol. La Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste français et tous les noyaux révolutionnaires de France manifestent journellement à notre égard une ardente solidarité de classe. Dans les immenses réunions qui viennent de se tenir en France les assistants réclament de tout leur coeur: «Des avions pour l'Espagne! Des avions pour l'Espagne!» A Courbevoie les ouvriers d'une usine ont décidé de faire quatre heures supplémentaires par jour au bénéfice de la révolution espagnole.

En face du fascisme mussolinien ou hitlérien qui ne peut rester ni ne reste neutre, le prolétariat lui non plus ne peut le rester. Qu'on le veuille ou non, la guerre civile espagnole s'internationalise. Et nous voyons, dans cette internationalisation une des conditions fondamentales de notre victoire et de la victoire du prolétariat international.

On spécule beaucoup en ce moment, nationalement et internationalement, sur le danger de guerre qui rôde autour de la révolution espagnole. Il parait qu'il existe un danger d'intervention étrangère. D'où peut partir l'intervention contre la révolution espagnole? Nous ne doutons pas un instant que la révolution espagnole soit un dur coup pour le fascisme, pour la bourgeoisie en général. On ne doit s'attendre de ce côté qu'à de l'hostilité, à des attaques, à des obstacles. Aucune révolution ne s'est jamais faite avec la permission de l'ennemi. La révolution française a excité contre elle toutes les monarchies coalisées. La révolution russe affronta la haine de la bourgeoisie mondiale. Mais nous pensons qu'une révolution ne se produit pas à un moment choisi arbitrairement, mais seulement quand sont mûres les conditions qui la rendent fatale et inévitable. Par ailleurs, si l'on devait s'incliner devant les craintes et les difficultés, jamais une seule révolution n'éclaterait.

Il existe un danger imminent de guerre internationale: il n'est pas la conséquence de la révolution espagnole, mais bien la conséquence des contradictions impérialistes. L'Italie n'a pas eu besoin de la révolution espagnole pour déclarer la guerre a l'Abyssinie. L'Allemagne n'en a pas eu besoin non plus pour activer ses préparatifs de guerre. Nous ne croyons pas que l'une comme l'autre soient aujourd'hui en mesure au moins immédiatement de déchaîner une guerre à propos de la révolution espagnole. Mussolini rencontre de grandes difficultées en Ethiopie. Face à Mussolini, il existe un lien d'unité entre la lutte du peuple éthiopien pour son indépendance et celle du peuple espagnol pour son émancipation révolutionnaire. Quant à Hitler, nous ne croyons pas qu'il ait aujourd'hui un intérêt direct à

faire une guerre ni qu'il se sente en mesure d'en affronter les conséquences.

Loin de nous rapprocher de la guerre, la révolution espagnole, au contraire, nous en éloigne. On n'évitera pas la guerre en fortifiant le régime capitaliste, mais au contraire en l'affaiblissant et en l'abattant. Il n'ést pas pour cela de procédé plus efficace que la révolution. En ce sens; la cause de la paix, de l'unique paix possible, qui est celle du socialisme, se trouve aujourd'hui à la pointe des baïonnettes et au bout des canons de fusils de nos miliciens. Nous affirmons enfin que si la guerre se produisait comme conséquence — ou pour mieux dire, sous le prétexte — de la révolution espagnole, le devoir de la classe ouvrière de tous les pays consisterait à la transformer immédiatement en guerre civile contre sa propre bourgeoisie. Nous sommes convaincus que c'est ce qui se produirait. C'est une raison de plus pour pousser de l'avant.

Les partis politiques et les organisations ouvrières en Catalogne

A titre de renseignement pour le lecteur étranger, voici les diférentes organisations dont les noms reviennent sans cesse dans les évènement actuels:

E. R. C. — Esquerra Republicana Catalana, ou gauche catalane. Parti de la petite bourgeoisie républicaine catalane, fondé par Macia, et qui détient la Généralité depuis la révolution bourgeoisie d'avril 1931.

A. C. — ACTION CATALANE. Parti de la bourgeoisie républicaine. Se place, au point de vue politique à la droite de la ESQUERRA.

F. A. I. — FEDERATION ANARCHISTE IBERIQUE. A des organisations sur tout le territoire espagnol, mais son influence est surtout prépondérante en Catalogne, où elle contrôle pratiquement la grosse majorité de la C. N. T., ou CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, organisation syndicale qui groupe la grande majorité du prolétariat catalan, et qui est affiliée internationalement à l'A. I. T., ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, de tendance anarcho-syndicaliste.

P. S. U. C. — PARTI SOCIALISTE UNIFIE CATALAN. Formé au lendemain des journées de juillet par la fusion des 4 organisations suivantes:

UNION SOCIALISTE DE CATALOGNE (parti socialiste purement catalan).

SECTION CATALANE DU P. S. ESPAGNOL (II.e Internationale).

PARTI OUVRIER CATALAN, anciennement tendance prolétarienne dans la ESQUERRA.

PARTI COMMUNISTE CATALAN (III.e Internationale). Ce parti, adhérent a la III.e Internationale, bénéficie à l'heure actuelle du prestige de la fusion, mais son influence reste faible dans le prolétariat catalan. Il contrôle l'U. G. T. ou UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS, affiliée à la FEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE D'AMSTERDAM. Les forces de l'U. G. T. sont assez restreintes en Catalogne.

P. O. U. M. — PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE. Fondé à la fin de 1935 par la fusion

du BLOC OUVRIER PAYSAN, parti communiste indépendant de Joaquim Maurin.

et de la GAUCHE COMMUNISTE ESPAGNOLE, dirigée par Andres Nin.

Le P. O. U. M. influence la F. O. U. S., FEDERATION OUVRIERE D'UNIFICATION SYNDICALE (70.000 adhérents), groupement de syndicats autonomes luttant pour l'unité syndicale.

U. R. — UNION DES RABASSAIRES, union corporative de métayers catalans influencée par la ESQUERRA et le P. O. U. M.

Contrôle ouvrier à Valence

Valence, 26 Aout. — Il a été constitué un Comité Exécutif de Contrôle de la presse qui a pour objet la confiscations de toutes les entreprises d'imprimerie. Elle comprend la confiscation de tout le matériel, meuble et immeuble ainsi que des crédits à recouvrer des entreprises confisquées, qui deviennent sur-le-champ propriétés de l'organisation ouvrière.

Ce Comité, qui dès maintenant procèdera à une minutieuse censure ouvrière, est composé de six délégués des Arts Graphiques, trois de la C. N. T. et trois de la U. G. T., plus un autre délégué qui représente le service de Presse et de Communications du Comité Exécutif Populaire de Valence.

Sous ce contrôle, le journal de gauche «El Mercantil Valenciano» a paru ce matin.

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les évènements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vuos invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

Comité d'aide à la révolution espagnole

En accord avec le Comite exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

Nous donnerons dans notre prochain numéro toutes les précisions nécessaires sur ce comité.

Perquisition profitable

Madrid, 26 Aout. — Le Comité d'Investigation des Jeunesses Socialistes Unifiées, a effectué une perquisition au domicile de José Antonio Primo de Rivera. On a trouvé d'importants documents, un registre des procès-verbaux et des affiliés de la Phalange Espagnole, un fichier avec tous les antécédents personnels du marquis de Estella, 150.000 pesetas en valeurs, deux cents pièces dor, soixante-quinze pièces d'argent, etc. On a trouvé aussi diverses caisses de boissons qui ont été envoyées aux hôpitaux.

La politique générale du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.)

Le parti ouvrier d'unification marxiste, qui représente en Catalogne surtout, une importante fraction du mouvement ouvrier, décide de créer ce «Bulletin d'information» tant pour réfuter les légendes plus ou moins intéressées sur les évènements d'Espagne que pour préciser devant ces évènements sa position politique.

Il est impossible de comprendre la guerre civile qui se déroule aujourd'hui si on ne remonte pas jusqu'à la révolution du 14 avril 1931 qui précipita la chute de la monarchie.

La «République du 14 avril» ne fut qu'une monarchie sans monarque. Elle proclama bien la nécessité d'une réforme agraire et la séparation de l'église et de l'Etat mais ne fit rien pour réaliser les grandes-réformes démocratiques et laïques attendues par le peuple. Ne touchant en rien aux cadres militaires et civils de l'Etat monarchique, mécontentant ouvriers et paysans, les partis démocratiques se divisèrent et furent écrasés aux élections de novembre 1933. De 1933 à 1936 c'est le bloc des droites qui gouverne sous la direction réelle de Gil Roblès. Ce bloc représente les intérêts de l'église et de la grande propriété foncière, intimement liés à la haute finance espagnole et internationale. Son but est la fascisation progressive de l'Espagne, la création d'un Etat clérical et corporatif à la manière de l'Autriche. En Octobre 1934, la classe ouvrière se lève contre les clérico-fascistes; mais sauf dans les Asturies qui résistent quinze jours et où l'unité totale du prolétariat se trouve réalisée, le prolétariat affaibli par l'abstention des anarchistes et la pusillanimité des républicains catalans est ecrasé rapidement.

Bien que battue, l'insurrection d'Octobre 1934, réalise dans les Asturies les formes d'un nouveau pouvoir révolutionnaire. Sa base se trouve dans les comités d'alliance ouvrière où se réunissent les délegués des partis prolétariens et des organisations syndicales, comités délibérant et éxécutant à la fois. Dans l'insurrection asturienne se construit pour la première fois en Espagne, une armée composée exclusivement de milices ouvrières.

Avec le front populaire, gagnant tous les partis antifascistes, prolétariens ou bourgeois, va se renouveler en 1936 dans le même cadre constitutionnel et administratif, l'expérience républicaine de 1931.

Le gouvernement de front populaire est entre les mains de la gauche républicaine de Azaña et le programme rédigé par tous les partis ne dépasse pas les aspirations de ce parti réformiste bourgeois. Cette nouvelle expérience du libéralisme bourgeois n'aboutit qu'à la catastrophe. Respectueux de la propriété privée, il est dans l'impossibilité de satisfaire les revendications des paysans travailleurs; il se refuse à confisquer lse richesses féodales et cléricales, il ne porte aucune attaque à la toute puissance des banques. Politiquement, il évite de frapper les éléments réactionnaires, qui préparent avec une science consommée la vaste rébellion d'aujourd'hui.

Les cinq mois de gouvernement de Front populaire suffisent pour démontrer l'incapacité de la démocratie bourgeoise à assurer le pain des travailleurs aussi bien qu'à défendre leur liberté. Le régime capitaliste en Espagne ne pourrait étre garanti que par l'établissement d'une dictature militaire à la Franco.

La bourgeoisie républicaine est abandonnée par SON armée par SA bureaucratie. Seule la classe ouvrière armée sauve aujourd'hui la liberté du peuple d'Espagne.

Les ouvriers paysans et marins ne se battent pas pour défendre la vieille République bourgeoise qui ne leur a rien apporté, mais pour établir le régime futur: la République des travailleurs. Cela ils le savent malgré la propagande des partis du Front populaire qui prétendent que les milices ouvrières défendent la constitution actuelle. Si à Madrid la classe ouvrière sous la conduite des partis socialiste et de l'U. G. T. et des communistes officiels suit encore les directives du Front populaire, à Barcelone, le gouvernement de la Généralité ne représente plus qu'une façade officielle, sans pouvoir aucun. La véritable autorité y est exercée par le Comité central des milices antifascistes composé en majorité par les délégués des organisations ouvrières. A côté de lui le conseil économique a la mission de réorganiser l'économie catalane dans le sens du socialisme. Les gouvernements des provinces de Lerida, Gerona, Tarragona sont entre les mains des ouvriers. Notre P. O. U. M. y a l'influence prépondérante. Il n'existe donc pas, ce qu'on appelle «dualité de pouvoir» en Catalogne; la classe ouvrière y contrôle effectivement toute la société. Par le canal des syndicats le prolétariat assure la gestion de tous les services publics et de nombreuses entreprises privées. Le clergé et les réactionnaires sont expropriés, les maisons des riches et les couvents transformés en centres d'éducation ou en sanatoria. Il se forme des comités dans les entreprises et les villages, parmi les marins et les troupes républicaines. Notre P. O. U. M. qui fait tout ce qui est possible pour en créer d'autres et les lier entre eux, voit dans ces comités, la base même de la République ouvrière et paysanne en gestation. Nous voyons chaque jour que la vieille démocratie bourgeoisie est morte en Espagne. Aussi le mot d'ordre du P. O. U. M. est-il la création d'un gouvernement d'alliance ouvrière appuyé d'une part sur les organisations normales du prolétariat et des petits paysans, d'autre part sur les comités locaux. Un tel gouvernement aurait le maximum d'autorité et d'initiative pour écraser le fascisme et accélérer la transformation de l'Espagne dans un sens socialiste. Une Assemblée constituante formée par les délégués des comités d'ouvriers, de paysans, de combattants donnerait à l'Espagne ouvrière sa constitution définitive.

Mais pour arriver à ce but suprême de sa lutte, le prolétariat doit veiller à remplir les deux conditions suivantes:

La première est de ne pas désarmer; de ne pas rendre ses armes à la bourgeoisie; c'est d'autant plus nécessaire que de nombreux éléments de la bourgeoisie républicaine cherchent à réaliser des compromis avec les militaires fascistes, compromis qui seraient une trahison à l'égard du peuple espagnol. Nous déclarons que quiconque cherchera un compromis avec nos ennemis sera traité de la même façon qu'eux, quiconque cherchera à désarmer le prolétariat sera considéré comme un complice de nos ennemis.

La deuxième condition est le maintien et le renforcement de l'unité d'action entre les travailleurs. L'unité d'action s'est scellée dans le sang de milliers de combattants morts pour la cause du prolétariat. Elle doit être indestructible et ne pas permettre à nouveau que la classe ouvrière se mette à la remorque de la bourgeoisie républicaine pour la défense du régime capitaliste.

Aujourd'hui, dans cette lutte pénible et inexorable, la classe ouvrière d'Espagne, de larges couches de la payssannerie, des classes moyennes, des intellectuels et techniciens ont pris conscience de la malfaisance du capitalisme et des horreurs auxquelles il aboutit. Notre parti aspire à les guider vers l'Union des Républiques socialistes Ibériques, nouvelle étape de la Révolution socialiste mondiale.

Discipline révolutionnaire

Voici les instructions que s'est donnée à l'unanimité la 2.eme colonne du P. O. U. M. en campagne.

Il se contitue des «milices armées d'ouvriers et de paysans» qui ont pour but immédiat l'écrasement de la réaction et du fascisme pour hâter la révolution jusqu'à l'amélioration totale politique et économique de la vie des travailleurs de la ville et des champs.

Article I. — Tous les travailleurs qui se sont enrôlés ou s'enrôleront dans les milices du P. O. U. M., s'engagent à lutter contre le fascisme et contre la réaction sous la direction du

comité militaire constitué qui porte la responsabilité de la direction de la lutte des colonnes du P. O. U. M. venues de Barcelone.

Art. II. — Quiconque est indiscipliné ou incite les autres camarades à commettre des actes de désobéissance au commandement militaire, encourt la plus grave responsabilité, sera juge suivant son acte et subira le châtiment approprié à la faute commise.

Art. III. — Sont rigoureusement prohibées les querelles ou discussions entre miliciens, étant donné que ces actes répréhensibles mènent à la désagrégation de nos forces et au renforcement de l'ennemi.

Art. IV. — Les caporaux ou chefs de groupes seront en contact d'une façons permanente avec leurs autorités respectives. Quand apparait une anomalie, si insignifiante soit elle ils sont tenus de la porter immédiatement à la connaissance du chef de compagnie, lequel, s'il est nécessaire, transmettra au comité militaire.

Art. V. — Celui qui, s'étant enrôlé dans les milices, déserterait, que ce soit au front ou à l'arrière, sera jugé avec la plus grande sévérité par le comité militaire et quatre camarades nommés par les miliciens eux-mêmes. Les sentences édictées par ce tribunal populaire seront exécutées sans appel.

Art. VI. — Celui qui, s'étant enrôlé ou non dans les milices, se livre au pillage, au vol, ou commet tout autre acte analogue, sera passé par les armes sans autre forme de procès.

Art. VII. — L'action dans la lutte est centralisée sous toutes ses formes, et personne ne pourra prendre de décision sans autorisation prélable du Comite militaire.

Art. VIII. — Les présentes instructions de cette ordonnance seront exécutées sur le champ, et si quelque réclamation ou observation est jugée nécessaire, elle devra être présentée de la maniere suivante:

Les réclamations, initiatives ou observations, sont portées aux caporaux de groupes; ceux-ci les transmettent à leurs chefs de groupes ou de compagnies qui les portent au Comité militaire.

Fait à Grañen, le 2 Aout.

Ces instructions de la colonne du P. O. U. M. ont été approuvées à l'unanimité par les miliciens du P. O. U. M. au front de Huesca.

La formation des milices antifascistes (1)

Au cours de la lutte des 19 et 20 de juillet contre les fascistes, les ouvriers de Barcelone et des autres villes s'emparèrent de toutes les armes dont disposait l'armée dans les casernes. Ce fut souvent au prix des combats les plus violents que les casernes où s'était retranché le commandement fasciste tombèrent aux mains des ouvriers.

La mitraille, le canon, le feu durent entrer en action. Défavorises par les moyens d'action insuffisants dont ils disposaient, mais animés d'un esprit de sacrifice sans exemple dans l'Histoire, les ouvriers atteignirent leurs objectifs: faire echec aux fascistes, les désarmer pour s'armer immédiatement. En l'espace de deux jours la Catalogne révolutionnaire se trouva en possession d'une milice ouvrière et paysanne composée de 60.000 homs pourvus de fusils.

Ces milices placés sous l'autorité des partis auxquels elles appartiennent, surent résoudre de leur propre initiative l'ensemble des problèmes de l'heure présente: réduire les derniers repaires fascistes, épurer la ville des éléments factieux, assurer l'ordre prolétarien, occuper les banques, les grands hôtels, les édifices réprésentatifs de l'hégémonie câpitaliste (Chambres de Commerce, cercles industriels, etc). Les usines furent placées immédiatement sous le contrôle des ouvriers armés. L'approvisionnement de la ville fut assuré en même temps par des détachements de miliciens sous la direction des syndicats de l'Alimentation.

L'attitude de la classe ouvrière de Barcelone dérouta le plan criminel de ses ennemis. Si les fascistes avaient triomphé dans la capitale catalane, l'exploit du général Goded se serait répercute comme un écho décisif dans le reste de la péninsule ibérique. La sédition aurait pris des proportions colossales. La liaison de l'Etat-Major de Barcelone avec les factieux de l'Aragon aurait amené la chute de Madrid.

La Catalogne rouge a écrit cette page de son histoire avec son héroïsme et le sang des meileurs de ses militants, mais elle a sauvé le peuple espagnol et elle à conquis définitivement ses droits à l'organisation d'un régime prolétarien.

Deux jours après le soulèvement fasciste, les délégués des organisations antifascistes: CNT, FAI, UGT, PSUC, POUM, ERC, etc., se réunirent et formèrent le *Comité des Milices Antifascistes* de Catalogne. Sa composition ne donne pas aux organisations prolétariennes la prépondérance à laquelle elles auraient droit. Mais les forces des organisations ouvrières dans la lutte définitive contre le fascisme imposent à ce Comité la satisfaction de toutes les revendications ouvrières.

Cinq jours après les évènements de la capitale, le Comité des Milices réalisa le départ de colonnes ouvrières vers Saragosse. La sévérité avec laquelle cette lutte se mène encore actuellement sur le front de l'Aragon a eu pour effet de lier encore plus profondément toutes les organisations prolétariennes et antifascistes qui avaient versé le sang de leurs hommes dans les rues de Barcelone. Jusqu'à la veille des évènements on a pu douter par exemple de la position que prendrait une organisation comme la FAI au lendemain de l'ecrasement du fascisme. Mais non seulement ses homes par leur nombre et par leur courage étaient au premier rang des fusillades fraternellement liés aux hommes du POUM, encore plus cette organisation en acceptant de participer au Comité Central des Milicies a levé une terrible inquiétude qui pesait sur le prolétariat de Catalogne.

La classe ouvrière, portant toute sa volonté, s'en allant à la conquête de l'Aragon, se trouve devant l'impérieuse nécéssité de réorganiser toute la vie de la Catalogne non pas seulement dans le simple but du triomphe antifasciste, mais avant tout pour l'édification d'un régime nouveau, d'un régime collectiviste, seul gage d'un triomphe absolu sur le régime capitaliste fauteur de ruines, de misère et de mort.

C'est ainsi que sous la poussée de la CNT, de la FAI, du POUM, etc., le Comité Central des Milices Antifascistes et le Gouvernement de la Généralité quand son approbation est nécessaire, entérinent toutes les mesures déjà prises par les ouvriers: la suppression de l'armée de métier, son remplacement par les milices des partis ouvriers, la délégation des pouvoirs de police, de surveillance aux patrouilles prolétariennes, la collectivisation des grandes entreprises, industrielles et agricoles, la mise sous sequestre des établissements d'intérêt public. La Généralité de Catalogne édicta une série de mesures favorables aux ouvriers: semaine de 40 heures, augmentation de 15 % des salaires, réduction des loyers, paiement des milices, mise en train immédiate de mesures d'Assistance sociale.

La classe ouvrière de Catalogne a donné une impulsion nouvelle à la lutte prolétarienne révolutionnaire. Son combat est celui de tous les révolutionnaires du monde. Son triomphe sera celui de la classe ouvrière internationale. La Révolution espagnole a mérité de haute lutte le soutien des ouvriers du monde entier. Qu'ils lui donnent les armes nécessaires à la liquidation de la réaction fasciste afin qu'elle devienne la citadelle d'où partira la vague révolutionnaire qui libérera définitivement le prolétariat de ses chaines.

---

(1) L'organe politique, administratif et militaire par lequel s'exprime la volonté du prolétariat, est le Comité central des milices antifascistes Il est composé de 15 membres dont la répartitions politique est la suivante:

3 délégués de la C. N. T.; 3 de la U. G. T.; 2 de la F. A. I.; 1 du P. S. U. C.; 1 du P. O. U. M.; 1 de l'Union des Rabassaires; 3 de la E. R. C.; et 1 de l'A. C.

Le prolétariat y est donc représenté par 10 délégués, les paysans par un, la petite bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie républicaine par 4. Le secrétaire du Comité est JAUME MIRAVITLLES. Parmi les délégués citons: BONAVENTURE DURRUTI qui représente la C. N. T. Le camarade ROVIRA représente le P. O. U. M. dans le dit Comité.

La tradition du «Potemkin» et de «L'Aurora»

Les marins du destroyer «Almirante Miranda», ceux qui bombardèrent Algesiras, Ceuta, Cadix, ceux qui prirent Ibiza et Formentera, offraient le jeudi 13 août au POUM une couronne comme preuve de leur admiration et de leur solidarité envers les ouvriers qui tombèrent sous les balles des militaires fascistes. La délégation du POUM composée de miliciens en armes que précédait une fanfare de trompette attendait la délégation des marins de l'«Almirante Miranda».

La grande place qui entoure le munument de Colomb était complètement pleine d'ouvriers venus se joindre à ce magnifique hommage.

Les marins déposèrent sur un camion tendu de rouge, la couronne qui portait l'inscription «L'équipage de l'Almirante Miranda à ses frères tombés dans la lutte», pendant que les miliciens et les marins présentaient les armes.

Le président de l'équipage du bateau de guerre lut une allocution fraternelle aux ouvriers revolutionnaires:

«Recevez cette couronne, plus illustre, plus méritée que toutes celles du monde parce que vous l'avez gagnée au prix de votre valeur de votre sang, de votre vie. Elle représente les vertus de ce sentiment de la liberté dont l'Espagne fait preuve devant le monde entier; elle représente le berceau naissant des libertés révolutionaires, de l'idéal de fraternité sociale que vous avez défendu et que nous autres, joints au peuple, jurons de défendre jusqu'au bout au cri de: «Vive la liberté».

Le camarade Gorkin, secrétaire à la propagande du POUM, salua ensuite l'union réalisée entre les milices ouvrières et les équipages rouges de la marine espagnole.

Précédé de la fanfare du POUM, le camion se mit en marche à travers la ville jusqu'au cimetière. Il était accompagné des miliciens ouvriers et du détachement des marins. Sur tout son passage une formidable ovation accueillit le cortège.

Le Comité des marins de l'«Almirante Miranda». — Le lendemain, les délégués du POUM rendirent leur visite à l'équipage à bord du destroyer, avant son départ pour l'attaque de Mallorca qui se trouvait encore aux mains des rebeiles. Dans la salle du Comité de bord, les hourrah enthousiastes accueillirent les cris de «Vive la Liberté, vive le POUM, vive la Révolution».

Les renseignements suivants nous sont donnés sur l'organisation nouvelle de la vie à bord:

Le corps des officiers est rallié au gouvernement, ceux d'entre eux qui étaient suspects ont été déposés à Carthagène en instance de conseil de guerre.

A bord de l'«Almirante Miranda», comme sur tous les navires de guerre de la marine espagnole, l'équipage a pris le commandement. Ceux qui font marcher le bateau, maintenant le dirigent. Le commandement est dans les mains d'un Comité de Justice comprenant les délégués élus de chacune des spécialités (artilleurs, machinistes, chauffeurs, marins). Le Comité exerce le pouvoir suprême sur le batiment, l'éxécution technique est transmise aux officiers. Toutes les décisions et opérations sont consignées dans un livre de bord. Les décisions du Comité sont sans appel. A son autorité sont soumis tous les marins et officiers. Lui seul possède le chiffre des communications télégraphiques. Lui seul possède la clé des dépôts d'armes et de munitions du navire. Sa salle de réunion est l'ancienne salle à manger des officiers.

Un incident significatif. — Avant le départ du bateau pour la reconquète de Mallorca, la manoeuvre de sortie du port fut mal effectuée et le bateau subissant une avarie fut retardé de quelques heures. Le Comité de bord ayant reconnu l'impéritie du commandant et sa responsabilité dans l'accident, le destitua en accord avec le Comité Central des Milices. Il fut sur-le-champ débarqué à Barcelone. Le premier contremaître fut nommé immédiatament à sa place. La justice révolutionnaire est prompte et efficace.

L'organisation décrite plus haut fonctionne à bord de tous les navires de la marine de guerre. Les Comités de Marins facilitent et suscitent la fraternisation des marins avec les ouvriers.

Au coeur de la lutte révolutionnaire que mène le prolétariat de Catalogne contre les restes de l'oppression bourgeoise et cléricale, formant leurs comités révolutionnaires, les marins rouges prennent résolument place à côté des ouvriers, des paysans, des miliciens.

De l'économie privée à l'économie collective

Le soulèvement militaire du 19 juillet avait pour but de détruire les quelques libertés ouvrières, d'en finir avec les organisations prolétariennes, et d'instituer en Espagne une dictature sanglante. La contre-attaque prolétarienne triomphante n'a pas permis que ce plan se réalise. L'attention de la classe ouvrière espagnole est presque entièrement absorbée en ce moment par les problèmes militaires que pose la guerre civile, et l'on comprend que toutes les énergies soient tendues vers la victoire sur le fascisme.

Mais les ouvriers n'oublient pas qu'il leur faut aussi assurer cette victoire à l'arrière La bataille se mène aussi sur le front économique. La victoire par les armes sur le fascisme resterait sans valeur si elle ne s'acompagnait pas dans le même temps d'une profonde transformation économique et sociale. La lutte contre la réaction militaire et cléricale dont le grand capitalisme tirait les ficelles a provoqué la chute du vieil appareil d'institutions bourgeoises. L'économie capitaliste s'est effondrée et ne peut pas se relever. Il faut lui substituer une nouvelle économie dont toutes les bases sont à créer.

Déjà les premiers jours du soulèvement, au milieu des coups de fusils, les ouvriers ont pris la direction de nombreuses entreprises, come nous le signalons par ailleurs. Les paysans chassant les gros propriétaires en maint endroits, ont mis en régime collectif l'exploitation des grands domaines agricoles. Les moyens de transport eux-mêmes ont été rapidement saisis par les travailleurs et exploités par eux.

L'importance des problèmes que pose la prise en charge par les ouvriers d'un gros secteur de l'économie de la Catalogne, a conduit les organisations participant au Comité Central des Milices à constituer le 11 août 1936, un Conseil de l'Economie formé exactement sur les mêmes bases que le Comité des Milices en ce qui concerne le nombre de représentants accordés aux différentes organisations politiques et syndicales, et composé de diverses sections dont sont chargés chacun des délégués susnommés:

Organisation du travail: Martin Barrera Maresma (ERC).
Répartition du travail: E. Ruiz Ponseti (PSUC).
Finances: Juan P. Fabrégas (CNT).
Assurances sociales: Juan B. Soler Bru (ERC).
Production métallurgique: J. Fronjosà Salomó (UGT).
Industrie textile: Andrès Nin (POUM).
Production chimique: R. Peipoch Pich (AC).
Commerce intérieur et extérieur: Eusebio C. Carbó (CNT).
Culture, Elevage, Forets: J. Pou Mas (UR).
Electricité, eau, gaz, forces motrices, carburants: Diego Santillan (FAI).
Alimentation: J. Puig Pidemunt (UGT).
Arts graphiques: Antonio G. Birlan (FAI).
Transports et communications: Vicente Bernades (ERC).
Bâtiment: Grijalbo Serres (UGT).
Hygiène: Cosme Rofas (CNT).

Les principaux objectifs du Conseil de l'Economie ont été définis quelques jours après dans un document que nous reproduisons ici:

«Le Conseil économique agira comme un organisme délibératif pour établir des accords en matière économique entre les diverses organisations représentées, et le Gouvernement de la Généralité éxécutera les accords qui résultent de ses délibéra-

tions. Sans préjudice des résolutions ultérieures qu'il pourra prendre, le conseil mettra en oeuvre les points suivants dont la réalisation lui parait d'une nécessité urgente:

1) Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation, en sacrifiant les industries ou productions qui sont en trop grand nombre et en stimulant énergiquement la production des nouvelles industries que, par suite du changement de valeur de la peseta, il sera utile d'installer dans notre pays.

2) Monopole du commerce extérieur pour éviter les attaques du dehors contre le nouvel ordre économique qui nait.

3) Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.

4) Dévalorisation partielle de la propriété urbaine, au moyen de la réduction des baux ou de l'établissement de taxes équivalentes quand on ne jugera pas utile d'avantager les locataires.

5) Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.

6) Saisie et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires.

7) Extension du régime coopératif dans la distribution des produits, et en particulier, exploitation coopérative des grandes entreprises de distribution.

8) Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation de la banque.

9) Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime privé.

10) Réabsorption énergique par l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail. Et, à cet effet, seront stimulés: la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs, dans la mesure du possible, des ouvriers qui pourront être absorbés par la nouvelle organisation du travail agricole, la création de grandes industries pour fournir des articles manufacturés qu'il serait difficile d'importer, l'électrification intégrale de la Catalogne et principalement des chemins de Fer.

11) Suppression rapide des divers impôts pour arriver à l'établissement de l'impôt unique.»

La résolution adoptée par l'ensemble du Conseil Economique exprime la nécessité de la collectivisation des secteurs les plus importants de l'économie catalane. Elle constitue la légalisation de toutes les actions entreprises par les ouvriers de Catalogne des les premiers jours pour abattre définitivement leur ennemi de classe. Bien plus elle tend à résoudre tous les problèmes que pose la gestion d'une économie abandonnée par ses possesseurs capitalistes et enfermée dans un cercle capitaliste naturellement ennemi de la nouvelle société. C'est pourquoi la première mesure appliquée est le monople du commerce extérieur; le contrôle des banques et ensuite leur nationalisation compléteront les moyens de défense extérieurs. A l'intérieur du secteur économique catalan la collectivisation des industries maîtresses, des moyens de transport, des services publics, de la grande propriété agricole et l'extension du système coopératif dans la distribution des produits constituent la charpente de la nouvelle économie. L'irrigation de la campagne et son industrialisation, l'électrification de toute la Catalogne seront les premières oeuvres indispensables au renforcement du nouveau régime.

Il s'agit là d'une révolution dans le régime économique de la société. C'est le passage de l'économie privée à l'économie collective. C'est le premier pas du capitalisme au socialisme. Etant donné le caractère retardataire de l'économie espagnole cette oeuvre no se réalisera pas en quelques jours. Elle exigera des travailleurs espagnols de grands efforts, d'immenses sacrifices. Mais la volonté, l'énergie du peuple espagnol sont aujourd'hui sans limite. Les travailleurs savent pourquoi ils se battent. Le sang que versèrent beaucoup d'entre eux sur les barricades au cours de la lutte contre la pire des réactions fascistes et capitalistes, sera le levain d'un régime nouveau.

La collectivisation industrielle en Catalogne

Parallèlement a l'oeuvre de défense militaire contre le fascisme se deroule a un rythme très rapide un effort de transformation et de reconstruction économique qui, parti de la base et entériné quotidiennement par le Comité des milices, allant du simple contrôle sur les entreprises jusqu'à la pleine gestion ouvrière, ne tend à rien moins qu'a extirper définitivement de Catalogne toutes les racines du capitalisme industriel.

L'ORGANISATION

Les saisies d'entreprises ont commence au coeur-même des journées de juillet. C'est le 19 que le Comité de défense de la Barriade de Pueblo Nuevo s'empara d ela Ford Motor Ibérica pour la remettre ensuite aux mains des syndicats (C. N. T. et U. G. T.). Il est a remarquer que, tandis que la plupart des grandes usines étaient prises délibérément par les travailleurs, ceux-ci ont laissé subsister les petites et moyennes exploitations, sauf lorsque le directeur prenait la fuite auquel cas il était immediatement exproprié.

A l'heure actuelle les principales entreprises saisies et exploitées sont les suivantes:

Service des autobus urbains, Autobus Roca, Service des tramways, Metro, Chemin de fer du Nord, Chemin de fer Madrid-Saragosse-Alicante (M. Z. A.), Société anonyme des Pétroles (C. A. M. P. S. A.), Ford Motor Iberica, la Hispano Suiza, la Marítima, la Girona, La Vulcano, la Maison Torres, la Maison Elizalde, la Cie. transatlantique, toutes les centrales électriques, les services publics. Les théâtres et les cinémas de Barcelona sont complètement socialisés sous le contrôle des syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T.

Les autres entreprises fonctionnent sous le contrôle ouvrier, celui-ci pouvant aller du simple contrat collectif jusqu'à une quasi-collectivisation.

Dans tous les cas les principaux objectifs à atteindre et les nouveaux organismes de contrôle ou de direction sont décidés par l'assemblée générale des ouvriers de l'entreprise organisés dans leurs syndicats. C'est, donc bien de la base que part toute initiative, aussi chacune de ces créations, comporte-t-elle un caractère original en rapports étroits avec les nécessités même de la vie de l'entreprise. Toutefois, et par delà toutes les nuances, les nécessités plus profondes et plus impérieuses de l'heure imposent une homogéneité d'action qui se traduit par les principales mesures suivantes:

Election d'un comité de direction ou de contrôle où sont representés suivant le rapport des forces les délégués des différents syndicats (C. N. T., U. G. T., F. O. U. S.).

Election de comités plus réduits a la tête de chaque section de l'entreprise.

Publication des traitements des hauts fonctionnaires de l'entreprise, suppression de ces traitements, suppression, dans toutes les entreprises exploitées de la fonction de directeur, nivellement des salaires.

Suppression du conseil d'administration et expropriation pure et simple dans les entreprises,, saisies. (A noter que pour éviter toute complication diplomatique, on s'est gardé d'exproprier les entreprises étrangeres).

Preparation de la semaine de 36 heures, la semaine de 40 heures, ayant été décrétée par la Généralité.

Ediction de règles d'hygiène et projets d'assainissement des entreprises (installation de douches, etc...).

Publication de l'état financier de l'entreprise, et, parfois, inventaire du matériel.

Dans certains cas fixation d'un plan de travail, ceci surtout dans les entreprises travaillant pour la défense militaire.

Partout en a repris les techniciens (et ils sont nombreux) qui faisaient cause commune avec les travailleurs. Plusieurs d'entre eux ont été élus a des postes de conseillers par l'assemblée des ouvriers.

L'ACTION REVOLUTIONNAIRE

Pour comprendre dans quel esprit, dans quel sens, à quel rythme se poursuit ce travail gigantesque, il faut ajouter à ces renseignements un certain nombre de remarques:

1) Les journaux ouvriers, et la «Solidaridad Obrera» en particulier (organe de la C. N. T.) fourmillent à l'heure actuelle de brefs articles ou de communications syndicales discutant des questions du contrôle ouvrier, de la nécessité des l'indépendance, de l'autorité et de la probité des camarades délégués aux organismes de contrôle.

2) Il règne dans toute la population ouvrière et en particulier chez les anarchistes bien décidés à faire mentir leur réputation, le souci d'organiser, de CONSTRUIRE, de se discipliner.

3) Dans les entreprises travaillant pour le front (munitions, autos), les ouvriers, la plupart du temps à l'unanimité, ont décidé de renoncer provisoirement à la semaine de 40 heures, et s'imposent des journées de 12 à 14 heures, même le dimanche.

4) Beaucoup de corporations ont abandonné pour le moment l'augmentation de salaires de 15 % décrétée par la Généralité, en faveur des milices et de la lutte contre le fascisme.

Enfin on peut affirmer qu'à l'heure actuelle, par son initiative, par la vivacité de ses réactions, par sa maturité politique, la classe ouvrière catalane, dans le domaine économique comme aux heures du combat de rues et de la prise des armes, a saisi la balle au bond. Par là même elle semble avoir évité la période de trouble, de désorganisation, de lock-out, de chômage, tout ce no man's land révolutionnaire que l'on pouvait croire jusqu'ici inhérent aux grandes convulsions sociales. A l'heure actuelle la production marche à un rythme à peine inférieur à celui de la normale dans l'ensemble des entreprises, à un rythme accéléré dans toutes les usines de guerre; et ceci au moment même où des milliers de travailleurs catalans combattent sur le front aragonnais, et où des centaines et des centaines d'autres sont occupés à assurer dans les rues de Barcelone l'ordre public, l'ordre révolutionnaire qui désormais se confondent.

PETITE BOURGEOISIE ET PROLETARIAT

«Dans les conflits actuels comme, du reste, dans tous ceux du passé, c'est avant tout aux ouvriers à emporter la victoire par leur courage, leur énergie et leur esprit de sacrifice. Dans la lutte, les petits bourgeois resteront — comme d'habitude — aussi longtemps que possible hésitants, indécis et inactifs; mais à peine la victoire assurée, ils entreront en action pour se l'approprier et pour obliger les ouvriers au calme, leur enjoindre de rentrer chez eux, de reprendre le travail afin que les soidisants excès soient éliminés et dans le but d'exclure le prolétariat des fruits de la victoire; ce n'est pas dans les possibilités des travailleurs d'interdire cela aux petits bourgeois démocrates, mais il est dans leurs possibilités de rendre dure et difficile cette reprise sur le prolétariat armé et d'y metere dès l'abord des conditions telles que le régime des démocrates bourgeois porte en lui le germe de sa destruction, ce qui aide énormément à les déplacer plus tard par le pouvoir du prolétariat. Les ouvriers doivent avant tout s'opposer à toute tentative d'apaisement des bourgeois — pendant et après le conflit — et obliger les démocrates à réaliser leurs propres phrases terroristes. Les ouvriers doivent tendre à ce que l'excitation révolutionnaire du moment ne soit pas supprimée immédiatement après la victoire. Au contraire ils doivent la maintenir aussi longtemps que possible. Tant s'en faut qu'ils s'opposent aux soi-disants excès, aux exemples de la vengeance du peuple contre des individus détestés ou bien contre des édifices publics auxquels sont liés seulement des souvenirs odieux — il ne faut pas seulement tolérer ces exemples, mais il faut même les diriger (...). Du moment que la victoire est assurée, il ne faut plus maintenir la méfiance contre le parti réactionnaire vaincu mais contre le propre allié du jour, contre le parti qui aspire à exploiter la commune victoire. (C'est donc contre les démocrates bourgeois. — Note de la Rédaction.)

Pour combattre énergiquement et avec tous les moyens ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera avec les premières heures de la victoire, les ouvriers doivent être armés et organisés. L'armement du prolétariat doit s'imposer de suite; il faut s'opposer à la réapparition de la vieille garde bourgeoise. Où cela n'est pas possible, les ouvriers doivent chercher à former une milice ouvrière, à élire leurs propres chefs, à organiser leur état major propre et rester aux ordres non de l'autorité publique mais des conseils révolutionnaires d'ouvriers.

Ils ne doivent absolument pas, sous aucun prétexte, se laisser désarmer, mais au contraire, le cas échéant, résister par la force à de pareilles tentatives.

Destruction de l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers; organisation armée des ouvriers, immédiate, autonome et complète; établissement de conditions même dures et compromettantes pour le régime de la démocratie bourgeoise, régime encore inévitable à cette époque: voilà les points principaux que le prolétariat doit s'imposer avant et après la révolution.»

(Extrait de la lettre du Comité Central de la «Ligue communiste aux communistes allemands (Mars 1850).

AUTOUR DE L'«EVASION» D'ABD-EL-KRIM

De l'éditorial de LA BATALLA du 29 Août, nous extrayons les paragraphes suivants dont l'importance et le caractère profondément révolutionnaire n'échapperont pas aux camarades français:

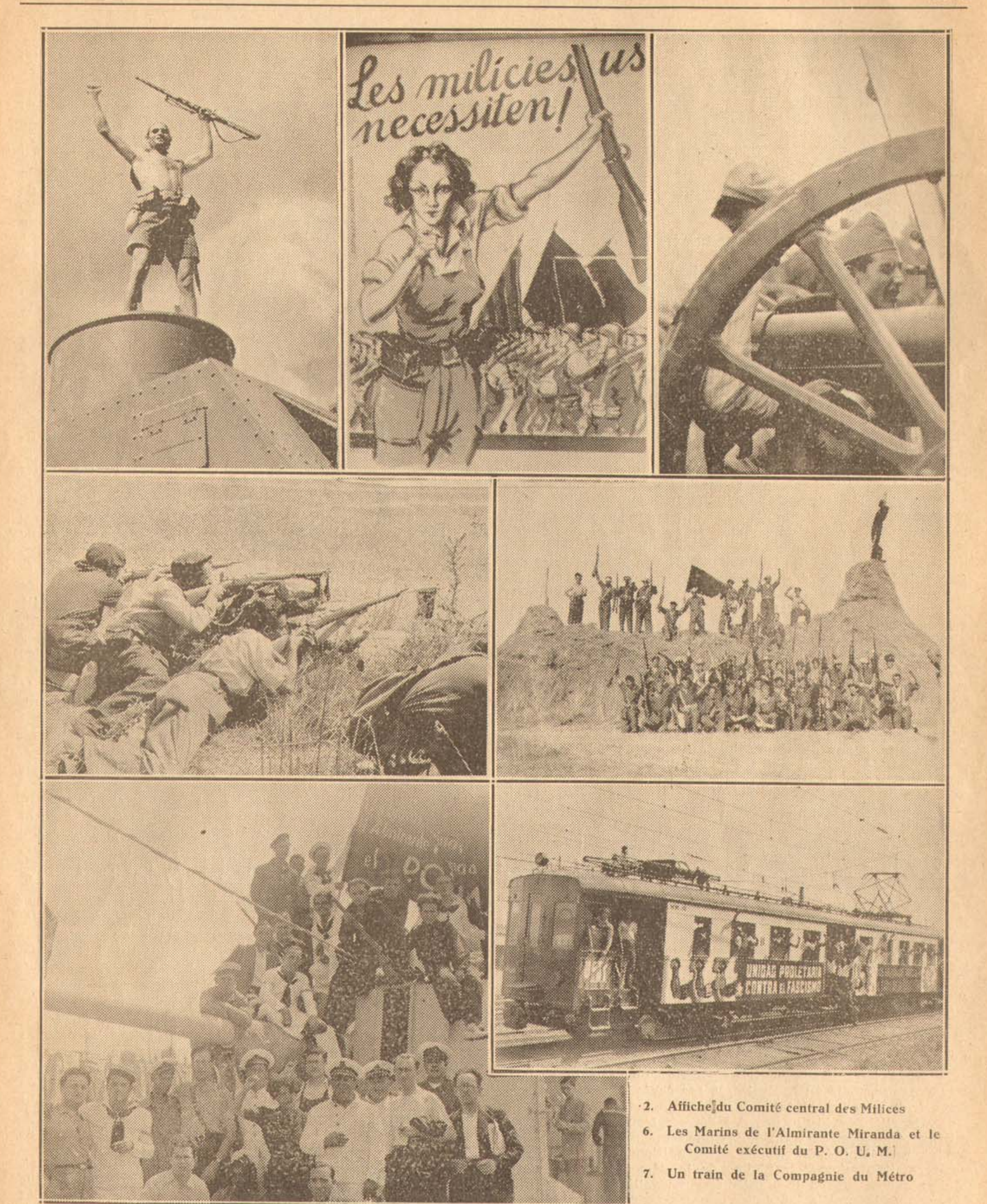
«IL FAUT PROCLAMER LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX MEMES. — LE PEUPLE ESPAGNOL ET LE PEUPLE MAROCAIN SE SENTENT UNIS EN FACE D'UN ENNEMI COMUN, EN VUE DE LEUR EMANCIPATION MUTUELLE. — Abd El Krim s'est enfui, paraît-il, de l'île de la Réunion où l'avaient envoyé les impérialistes franco-espagnols a l'issue de la guerre contre les Marocains. Où se dirige-t-il? Quelles sont ses intentions? Nous ne le savons pas exactement. Abd-El-Krim est, sans aucun doute, un homme passionné pour l'indépendance de son peuple, pour laquelle il a lutté de toutes ses forces contre l'impérialisme envahisseur...

Aujourd'hui, en présence de la guerre civile espagnole, le problème du Maroc acquiert à nouveau une importance de premier ordre. C'est au Maroc espagnol qu a éclaté le soulèvement armé du général Franco. Celui-ci représente l'esprit de l'Espagne monarchiste. Il est le véritable représentant des oppresseurs du peuple marocain. Il ne sera jamais son ami, mais son ennemi.

Le peuple espagnol au contraire est l'ami et l'allié du peuple marocain. Notre émancipation et notre liberté sont les siennes. Nous sommes unis face à Franco et à tous les généraux fascistes pour une cause commune. Nous avons toujours été les défenseurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous sommes des marxistes révolutionnaires et nous déclarons qu'aucun peuple ne peut se considérer comme libre tant qu'il existe des peuples opprimés. Le peuple espagnol ne serait pas digne de la liberté si cette liberté ne comportait pas implicitement celle de tous les peuples opprimés de la péninsule, et, en premier lieu celle du peuple marocain. Si les gouvernants républicains n'en sont pas capables, le prolétariat s'engage pour sa part à accorder au peuple marocain le droit à l'indépendance totale.

Mais, dira-t-on, les Maures ont été amenés dans les Asturies en Octobre 1934 afin de réprimer le magnifique mouvement des mineurs: aujourd'hui on les amène à nouveau, sur l'ordre du général Franco, pour se battre contre nos miliciens. C'est exact. Mais les Maures, soumis à une discipline féroce, ne sont pas plus responsables que les soldats de Saragosse, ou de Séville qui, sur l'ordre des généraux fascistes, se voient obligés de lutter contre leurs frères...

On ne peut traiter les Maures faits prisonniers avec la rigueur que l'on doit exercer contre les ennemis conscients. Nous devons nous efforcer au contraire de les attirer à nous, de les tourner contre l'ennemi commun. Exactement comme nous faisons à l'égard des soldats soumis provisoirement à la discipline des généraux fascistes...



2. Affiche du Comité central des Milices
6. Les Marins de l'Almirante Miranda et le Comité exécutif du P. O. U. M.
7. Un train de la Compagnie du Métro

I. C. S. I. G.-Barcelona

1.ère année Num. 2 Barcelone, le 10 septembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le nouveau Gouvernement de Madrid et la situation espagnole

Le ministère Giral vient de se retirer pour céder la place à un ministère présidé par Largo Caballero. Ce seul fait traduit toute la gravité de la situation actuelle en Espagne.

COMMENT SE PRESENTE LE NOUVEAU MINISTERE

Depuis quelque temps l'inquiétude couvait à travers l'Espagne antifasciste. Le gouvernement Giral, composé de républicains modérés, n'avait pu obtenir la confiance des masses. On lui reprochait ses lenteurs, on l'accusait de freiner les offensives sur le front de Madrid, on le soupçonnait de songer à un compromis avec les chefs fascistes, on dénonçait enfin son incapacité à imposer le commandement militaire unique, faute précisément de cette confiance du peuple qui lui aurait assuré l'autorité.

Alors que les masses antifascistes, classe ouvrière en tête, se levaient pour écraser le fascisme, on leur a offert un ministère bourgeois démocratico-libéral pour diriger leur élan et les conduire à la victoire. La logique des évènements, plus impitoyable que jamais en temps de guere, a jeté bas cette fragile construction.

Aujourd'hui c'est un gouvernement de Front Populaire qui se constitue. Le ministère Caballero comprend des représentants de tous les partis de gauche. Les socialistes qui ne jouaient dans le précédent gouvernement qu'un rôle officieux, y détiennent la majorité. Les communistes y ont deux représentants. C'est donc tout l'appui des masses socialistes et surtout de l'U. G. T. très puissante en Castille, qui lui est assuré. Enfin le ministère Caballero a obtenu, sinon la participation, du moins la tolérance de la C. N. T. Il se présente donc à première vue comme l'expression de la volonté des masses populaires et comme un gouvernement de lutte à outrance contre la réaction fasciste.

Dans sa brève déclaration, il se donne en effet pour but essentiel de pousser à la victoire sur les rebelles et de rendre pour cela plus efficace l'unité d'action antifasciste, puisqué «il se considère, par sa composition comme le représentant direct de toutes les forces qui combattent sur les différents fronts pour le maintien de la république démocratique».

En politique extérieure, il proclame son pacifisme «au nom des intérêts supérieurs de la nation», et il affirme «les sentiments d'amitié de l'Espagne à l'égard de toutes les nations et du pacte qui sert de base à la S. D. N.».

Il conclut en saluant «les forces qui défendent la légalité républicaine» et en espérant qu'il saura se montrer digne d'elles.

LA SITUATION

Le nouveau ministère se trouve en présence d'une situation très grave. La lutte se révèle plus longue et plus difficile qu'on ne pouvait le supposer. Des erreurs ont été commises: c'est ainsi que l'expédition de Majorque vient d'être rappelée. Irun est tombé aux mains des fascistes après une lutte effroyable. Les milices qui encerclent Saragosse manquent d'armes, d'avions et de munitions et le front est presque stabilisé. La sinistre comédie de la neutralité prive le gouvernement de Madrid, mais n'empêche pas le général Franco de se faire ravitailler par Hitler et Mussolini.

Tout cela malgré un élan admirable des masses, un enthousiasme sans cesse renouvelé et qui surprend toujours, une volonté farouche de sacrifice.

Il faut donc que ces milliers de volonté s'unifient, que ces énergies déjà galvanisées soient utilisées et tendues vers un même but de façon à donner leur maximum.

APPRECIATION

Le gouvernement Caballero sera-t-il à la hauteur de cette tâche?

Par sa composition même, il présente, comme nous l'avons vu, un caractère progressif eu égard au précédent. Nul doute qu'il accroisse la confiance des masses et qu'il entreprenne àssez vigoureusement l'offensive contre les rebelles.

Tel quel cependant, il nous paraît incapable de résoudre les grands problèmes de l'unification antifasciste et du progrès révolutionnaire dans toute l'Espagne. A l'heure en effet où les masses ouvrières et paysannes occupent presque seules le devant de la scène et où les éléments bourgeois républicains s'effacent de plus en plus dans la coulisse; à l'heure où le dilemme: socialisme ou fascisme s'impose avec une clarté éblouissante; à l'heure où l'oeuvre de socialisation est largement amorcée en Catalogne, où les conseils d'ouvriers et de soldats commencent à se multiplier sur tout le territoire; à l'heure où la situation est authentiquement révolutionnaire, le ministère Caballero conserve encore 6 ministres bourgeois, et, dans la déclaration que nous citons plus haut (et dont le manque d'energie n'a pu échapper à personne), il parle du «maintien de la république démocratique» et des «forces qui luttent pour la légalité républicaine».

Par sa composition, il est nettement en retard sur Barcelone et sur Valence où les véritables organismes du pouvoir (Comité central des milices et Comité exécutif populaire) sont aux mains de la classe ouvrière. Par ses objectifs, il est loin derrière les masses qu'il prétend représenter et qui, elles, savent bien que si elles sont décidées à se faire tuer, c'est pour autre chose que pour la république de M. Azaña.

Là dessus on pourrait croire tout simplement que la situation n'est pas mûre à Madrid comme elle l'est en Catalogne et dans la province de Valence. Mais en fait l'U. G. T., dirigée précisément par Caballero, et le parti socialiste, joints au éléments authentiquement révolutionnaires de la C. N. T. et du P. O. U. M. seraient assez forts pour y faire la loi s'ils le voulaient.

Même en ce qui concerne la lutte contre les rebelies, le ton de cette déclaration (qui devrait sonner comme un appel au combat) est assez terne et semble trahir chez ceux qui l'ont rédigée un véritable sentiment d'impuissance.

Enfin la profession d'amitié à l'égard de toutes les nations (y compris l'Allemagne et l'Italie dont le gouvernement arme les rebelles) sans aucune distinction entre les chefs et les peuples; l'affirmation vague de pacifisme «au nom des intérêts supérieurs de la nation», sans la moindre allusion au seul véritable moyen d'assurer la paix, qui est la révolution sociale, achèvent de donner une assez médiocre idée de la hauteur de vues du nouveau ministère.

POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Ce qui est à l'ordre du jour en Espagne, ce n'est pas le maintien de la république démocratique, ce n'est plus la formation d'un gouvernement de Front populaire, c'est la constitution d'un gouvernement ouvrier décidé à pousser jusqu'au bout la lutte militaire contre le fascisme et à donner le pouvoir à toute la classe travailleuse organisée dans ses différents partis et syndicat, et à la classe travailleuse seule. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la dictature du prolétariat quelque nom qu'on veuille lui donner.

Dès maintenant les deux organisations révolutionnaires qui contrôlent la grosse majorité du prolétariat en Catalogne et dans la province de Valence ont lancé cette revendication.

Dans son éditorial du 3 septembre, *La Batalla*, organe du P. O. U. M., déclare:

«Seul un tel gouvernement peut inspirer confiance aux masses travailleuses qui se battent au front de bataille et à l'arrière. Il peut seul affronter les grands problèmes de l'heure. Tout ce qui ne sera pas ce gouvernement ira à l'encontre des nécessités et des exigences de la révolution, et, comme tel, se heurtera à notre opposition.»

D'un autre côté, dans la C. N. T., ennemie de toujours des formes gouvernementales, et du terme de dictature, l'instinct révolutionnaire a été le plus fort, et la *Solidaridad Obrera* du 6 septembre réclame la constitution d'une «junte révolutionnaire» pour mener à bien l'écrasement du fascisme.

L'attitude de ces deux organisations suffit à montrer que le gouvernement de Madrid, malgré ses affirmations ne représente déjà plus l'ensemble de ceux qui luttent contre les rebelles. Ce n'est pas à travers lui que se scellera l'unité d'action des masses combattantes, ce n'est pas lui qui pourra présider aux transformations inévitables.

La question agraire en Catalogne

Quand on quitte les grandes villes de Catalogne (Barcelone, Lerida, Gerona) toutes chaudes de l'atmosphère révolutionnaire, c'est pour traverser des villages où partout flottent le drapeau rouge des organisations marxistes, le drapeau rouge et noir de la C. N. T. Des paysans gardent les entrées, le fusil en bandoulière ou le revolver au côté. On mesure alors, avec un sentiment d'immense sécurité la profondeur du mouvement. La campagne s'est alignée sur la ville. La révolution règne bien partout.

Tous les problèmes ne sont pas cependant résolus, loin de là. Des perplexités subsistent, voire des inquiétudes. Mais on sait dès maintenant que les masses paysannes sont en marche; ellesmêmes sont persuadées de l'importance de leur rôle: «La clef de la révolution est dans les campagnes» disait hier, dans une assemblée de journaliers, le secrétaire du syndicat des «campesinos» adhérent à la C. N. T. Et, successivement tous les orateurs reprenaient gravement la formule.

LE REGIME DE LA PROPRIETE EN CATALOGNE

La question de la terre se présente en Catalogne sous un aspect assez différent de celui du reste de l'Espagne. Au contraire d'autres provinces qui ont connu l'expulsion des Maures et la reconquête espagnole, accompagnée de la constitution de grands fiefs, la Catalogne est demeurée un pays de petite et moyenne propriété. Au contraire de l'Andalousie et de l'Estremadure où s'étendent de vastes domaines en friche qui servent tout au plus de pâturages pour les taureaux ou de chasses pour les propriétaires, ici, presque toute la superficie du sol est exploitée. L'exiguité de certaines propriétés, la pauvreté des cultivateurs expliquent l'insuffisance de l'outillage, l'emploi, par exemple de la charrue de bois dans certains coins. Il n'en reste pas moins que la question de la mise en valeur du sol — primordiale dans le reste de l'Espagne — se réduit en Catalogne à une simple question de rationalisation et de modernisation.

Dans ces campagnes morcelées vivent quelques petits propriétaires qui exploitent eux-mêmes leur bien; quelques journaliers (dans les rares exploitations importantes), un certain nombre de fermiers (en particulier dans la région de Barcelone et sur la côte), et surtout, une imense majorité de métayers, appelés ici rabassaires, et dont quelques uns sont arrivés à posséder un tout petit morceau de terre qui est loin de suffire à assurer leur existence.

Le rabassaire (littéralement: déracineur) est celui qui a défriché, planté, et qui exploite la terre qui appartient à un autre, moyennant le versement du quart, du tiers, ou même de la moitié de la récolte annuelle, versement généralement en nature. Le sol est danc au propriétaire, les plants sont au rabassaire, *jusqu'à l'extinction de ces plants*. A partir de ce moment le rabassaire devient un simple métayer que l'on peut renvoyer à volonté. La deuxième moitié du XIX.ème siècle est occupée par la lutte entre propriétaires et métayers, les premiers s'efforçant de dépouiller les rabassaires de leurs droits, les seconds s'accrochant à leurs contrats pour conserver quelque stabilité. La destruction des plants de vigne par le phylloxéra fut une aubaine pour les propriétaires et priva de leur sécurité un grand nombre de métayers. Pendant les premières années du XX.ème siècle, la lutte continua dans des conditions assez difficiles pour les métayers.

LES ORGANISATIONS PAYSANNES

Une bonne partie des paysans demeure inorganisée. Toutefois, à l'égard du reste de l'Espagne, et à plus forte raison d'un pays comme la France, la Catalogne est certainement le pays où la proportion de travailleurs des champs affiliés à des organisations, est la plus forte.

Ces organisations constituées toutes sur la base corporative sont au nombre de cinq, d'importance d'ailleurs très différentes.

L'Union des Rabassaires et Travailleurs de la Terre, spécifiquement catalane, est de beaucoup la plus importante. Elle groupe 35.000 adhérents, c'est à dire, en fait 35.000 responsables d'exploitations, ou chefs de famille. Elle ne se limite pas aux seuls rabassaires, mais admet les autres catégories.

Le *Syndicat des Campesinos*, adhérent à la C. N. T. est composé uniquement d'ouvriers agricoles.

La *Fédération des Travailleurs de la Terre*, adhérente à l'U. G. T., et qui groupe 500.000 travailleurs des champs dans toute l'Espagne, est peu importante en Catalogne.

L'Union Provinciale Agraire de Lerida, et *l'Union des Travailleurs de la Terre de Gerona*, enfin, sont des organisations locales influencées, surtout par le P. O. U. M., actuellement en pourparlers d'unification avec *l'Union des Rabassaires*.

L'histoire de l'Union des Rabassaires se confond avec celle des efforts et de l'évolution de toute la paysannerie catalane au cours des 15 dernières années. Elle fut fondée par l'avocat Francesc Layret, et continuée, après l'exécution de celui-ci sous la dictature de Martinez Anido, par Luys Companys. Elle avait pour objet immédiat d'obtenir la diminution des rentes et des redevances, et pour but final l'accès à la propriété des fermiers et métayers, d'après le principe: la terre est à qui la travaille. C'était donc une organisation de défense des intérêts paysans sans caractère véritablement révolutionnaire.

La dictature de Primo de Rivera paralysa à peu près son action, mais elle reprit force à partir de la république d'avril 31. Celle-ci réduisit la taux de la rente foncière à 4 % de la valeur fiscale de la terre. Mais de lourdes déceptions attendaient les rabassaires, car les autorités et les tribunaux sabotèrent le décret en favorisant automatiquement le propriétaire toutes les fois que s'élevait un conflit.

Un premier compromis intervint en septembre 32 qui devait être la préface d'une loi agraire. La loi se fit attendre au milieu de nouveaux conflits. En 33 fut décrétée une diminution des redevances; en 34 enfin, une loi préparatoire assez timide jetait les bases d'une stabilisation de la situation des rabaissaires, permettait l'accès à la propriété de ceux qui travaillaient un domaine depuis 18 ans, et décrétait à nouveau la réduction de la rente à 4 %. Furieux, les propriétaires se mirent en campagne, et obtinrent du Tribunal des garanties constitutionnelles la dénonciation de la loi. Enfin en septembre 34 une loi définitive était promulguée, déjà plus conservatrice que la précédente.

Pendant toute cette période, et grâce à l'action personelle de Companys, l'Union des Rabassaires reste, dans sa grande majorité sous l'influence de la Esquerra. Elle arrive à ce moment à grouper environ 25.000 affiliés.

Les évènements d'octobre firent table rase des quelques succès si péniblement obtenus. Les paysans dont les redevances avaient été diminuées se trouvèrent obligés de payer des arriérés, non seulement pour l'année 34, mais même pour les anées antérieures. Ceux qui ne purent s'exécuter furent saisis, expulsés, incarcérés. En 1935 le Parlement de Madrid vote une loi favorable aux propriétaires qui provoque des expulsions en masse (plus de 1500 relevées dans la seule Catalogne).

Devant la faiblesse de la Généralité lors des évènements d'octobre et sous le coup des déceptions accumulées, l'Union des Rabassaires se détourne peu à peu de la Esquerra et s'efforce de prendre une physionomie propre. Aux élections de février, elle présente, dans le cadre du Front populaire deux candidats (tous deux élus) sur un programme restreint et précis:

Retour aux deux lois agraires de 33 et 34.

Réparation de tous les dommages causés aux paysans, reprise des expulsés, etc.

Mais la Généralité issue des élections ne se montre pas pressée de donner satisfaction: à la veille des journées de juillet le deuxième point était encore lettre morte. Aussi l'opposition révolutionnaire grandit-elle dans les rangs de l'organisation. Dès son congrès de mai l'Union des Rabassaires se proclame à l'unanimité une organisation de classe et elle entreprend l'élaboration d'un programme à tendances socialistes. Dans les campagnes l'impatience croit et par endroits les paysans s'emparent spontanément des terres.

(A suivre).

Le rôle du Comité Central des Milices Antifascistes

Dans le dernier numéro, nous avons vu comment était constitué, du point de vue politique, le Comité Central des Milices antifascistes. Ajoutons qu'à chaque séance participent quatre représentants officiels du Gouvernement de la Généralité de Catalogne. Ces quatre représentants sont en premier lieu le Conseiller de la Défense (Ministre de la Guerre de Catalogne), le fameux colonel d'aviation Sandino, puis le Commissaire Général d'ordre public (Préfet de Police de Barcelone), enfin deux délégués de la Généralité sans attribution speciale. Le Comite Central gouverne en fait la Catalogne; la Généralite, présidée par Luis Companys, se contentant d'exécuter les décisions prises par le Comité Central. Le Comité Central a la haute main sur toute l'organisation militaire de Catalogne, sur la conduite de la guerre comme sur le ravitaillement Il est aussi le maître véritable de l'ordre intérieur et de la Police répressive; enfin, il contrôle la Radio et exerce la censure sur la presse comme sur les missives de tout ordre. Sa structure organique découle naturellement du rôle politique et technique qu'il exerce. Si l'on voulait trouver un terme de comparaison dans un pays capitaliste, on songerait immédiatement au rôle joue par le Grand Etat-Major en période de guerre, en supposant qu'au dessus de cet Etat-Major il n'existe, come cela a souvent été le cas qu'un fantôme de Gouvernement civil.

COMITES TECHNIQUES

Pour son travail, le Comité Central se subdivise en différents Comités techniques à la tête desquels on retrouve les noms des délégues des organisations antifascistes au sein du Comité Central.

Le plus important de ces Comités est évidemment le *Comité de Guerre*, qui est le responsable effectif de la conduite des opérations militaires sur le front de l'Aragon. Il est composé de 8 membres dont 3 officiers de l'armée républicaine, le Ministre de la Guerre, Sandino, et de 4 representants d'organisations qui sont: La Confédération nationale du Travail (C. N. T.), l'Union Générale des Travailleurs (U. G. T.), le Parti Ouvrier d'unification marxiste (P. O. U. M.) et la «Esquerra Republicana de Catalunya» (E. R. C.) qui est le Parti dirigant de la Généralité. Le Secrétaire du Comité, Garcia Oliver, est en même temps le représentant de la C. N. T. Quant au Secrétaire general du Comité Central, Jaime Miravitlles, il représente au sein du Comité de Guerre son parti, la Esquerra.

Au Comité de Guerre sont rattachés deux sous-comités, ceux de la *Santé* et du *Ravitaillement*. Le premier s'occupe exclusivement des soins à fournir aux blessés militaires, l'hygiène de la population civile relevant toujours du Gouvernement de la Généralité. Le second est peut-être l'organisation la plus importante pour le sort du peuple catalan. Il prend en charge le ravitaillement complet de toutes les milices, des Hôpitaux, des Services publics et des sans-travail. De sa bonne marche dépendent la disette ou l'abondance des prolétaires, des miliciens et de toute la population urbaine en général.

Le Comité d'Approvisionnement envoie un délégué au Comité des *Transports* qui, par ailleurs, est en relations directes avec le Comité Central des Milices. Le Comité des Transports se compose d'un représentant du Conseil National Economique, de trois délégués de l'U. G. T., et de trois délégués de la C. N. T. Ce Comité est responsable de la marche des Trains sur tout le territoire.

L'Ordre Public est assure par deux organisations qui relèvent directement du Secrétariat général des Milices antifascistes. La première est le *Comité d'Investigation* qui est l'organisme de la Police politique, et qui remplace l'ancienne police bourgeoise. Le deuxième, le Comité des *Patrouilles de Contrôle*, qui remplace pratiquement l'ancienne Police municipale de Barcelone. Les Patrouilles de Contrôle sont formées de plusieurs centaines de miliciens recrutés dans les organisations ouvrières et antifascistes au prorata du nombre de leurs adhérents. Ces patrouilles spéciales de miliciens assurent l'ordre dans Barcelone et sa banlieue, empêchent toute tentative de pillage ou de meurtre personnel sous le couvert de la révolution sociale.

Enfin, relevant aussi du Secrétariat général, se trouve l'organisation des Milices intérieures. On sait que chaque Parti, chaque organisation a ses milices propres; cependant ces milices sont contrôlées par le Comité Central à l'aide de ce Comité, de même que les colonnes du Front sont dirigées à l'aide du Comité de Guerre. C'est ce Comité des Milices intérieures qui délivre à chaque milicien, quel que soit son Parti, la carte d'identité, preuve de son enrôlement volontaire et témoignage de sa discipline dans la défense du peuple catalan. A Barcelone, le Comité des Milices est en rapports directs avec les Partis et syndicats ouvriers, tandis que dans la Catalogne, il n'est en liaison qu'avec les Comités locaux antifascistes de chaque Commune ou de chaque cité. Les Comités locaux ayant surgi spontanément et indépendamment les uns des autres, la grande tâche du Comité des Milices a été d'unifier et de coordonner toutes les règles d'action des différents comités locaux, tout en laissant à ceux-ci une très large autonomie.

Nous en avons terminé avec l'énumeration des principaux services ou comités qui sont utilisés pour la défense antifasciste. Mais cette énumeration, bien que courte, permet au lecteur

de se rendre compte du rôle décisif du Comité Central des Milices Antifascistes qui représente le véritable Pouvoir politique et militaire du peuple sur tout le territoire catalan.

DISSOLUTION DE L'ARMEE BOURGEOISE

Tout pouvoir d'Etat s'appuie nécessairement sur une force armée. L'Etat espagnol s'appuyait sur trois forces: l'Armée proprement dite, la garde d'Assaut, la Garde Civile. Que sont devenues en Catalogne ces trois forces depuis l'explosion du 19 juillet?

L'Armée a été complètement désagrégée par la rébellion de ses chefs fascistes. Après la défaite des officiers, les fusils et les canons de l'Armée régulière ont servi à l'armement des Milices ouvrières. Ses casernes abritent aujourd'hui les milices, des différents organisations. C'est ainsi que notre Parti a hérité de l'ancienne caserne de cavalerie de Montessa (aujourd'hui caserne Lenine, tandis que la C. N. T. occupe l'ancienne caserne citadelle de Pedralbes, devenue la caserne Michel Bakounine, etc.). Les soldats et les gardes fidèles au régime republicain servent aujourd'hui dans la milice, sans que rien les distingue des ouvriers. Le 5 août dernier, la Généralité faisait une timide tentative pour regrouper l'ancienne armée en soumettant les soldats à la direction exclusive de leurs anciens chefs militaires républicains. Les Comités de soldats s'opposèrent, et manifestèrent dans les rues pour exiger leur versement dans la Milice, ce qui fut fait d'ailleurs immédiatement.

Parmi les Gardes d'Assaut et les Gardes Civils se sont développés aussi des comités de Garde, la plupart influencés par notre Parti, et dont le but est de poursuivre la dissolution de ces anciens corps armés de la bourgeoisie. Dans la Garde d'Assaut, création recente de la République bourgeoise, la décomposition est pratiquement accomplie; les Gardes d'Assaut n'ont plus d'uniforme et se confondent avec les milices. L'évolution des Gardes Civils qui ont une vieille formation militaire et antiouvrière, héritée de le monarchie, est plus lente. Les Gardes Civils ont été très oscillants dans les journées de juillet et s'ils se sont ralliés à la cause du peuple au moment où sa victoire était acquise, beaucoup parmi eux restent foncièrement réactionnaires; mais là encore des Comités révolutionnaires de Gardes luttent contre ces éléments: c'est ainsi qu'à la fin d'août s'est déroulée sur les ramblas une manifestation de Gardes Civils, musique en tête qui acclamaient la Révolution prolétarienne. Beaucoup de Gardes se refusent à porter l'uniforme vert et surtout le bicorne en cuir noir qui les signalat naguère à la haine du peuple. D'ailleurs l'inutilité de plus en plus manifeste de ce corps auquel on a enlevé tous ses pouvoir de police et de surveillance est évidente pour ses membres eux-mêmes.

En résumé, la seule force armée en Catalogne est celle des Milices antifascistes, et ce fait seul suffirait à démontrer que la classe ouvrière a, sinon la direction exclusive, du moins l'influence dominante sur la marche des évènements.

TRANSFORMATION DU COMITE CENTRAL DES MILICES

Durant le premier mois de la Révolution, le Comité Central apparaît en face du Gouvernement légal de la Généralité comme une force nouvelle absolument indépendante et disposant de sa propre autorité. Il s'intalla dans le vaste bâtiment de l'Institut nautique; les services et comités s'ouvraient sur de grandes galeries circulaires où se bousculait une foule de miliciens et de femmes venus prendre les ordres ou demander des bons de ravitaillement; tout cela dans une atmosphere d'agitation et d'improvisation que portent en eux les débuts de toutes les révolutions. Sous le désordre apparent on sentait battre le pouls de la grande machine de défense qui portait en elle la confiance et l'espoir du prolétariat catalan. Dehors, un chaos semblable paraissait régner parmi les centaines de voitures qui liaient à tous les points du territoire l'organisme dirigeant des Milices.

Ce spectacle qui faisait ressembler le Comité Central à l'historique Institut de Smolny à Petrograd, lors des journées revolutionnaires de 1917, a aujord'hui disparu. Le Comité Central des Milices, ainsi que le Comité de Guerre habite à présent au Ministère de la Guerre, tandis que les autres services se trouvent répartis aux quatre points de Barcelone. Ce changement n'est pas purement géopraphique mais correspond à une évolution dans les rapports entre le Comité Central et la Généralité de Catalogne. Deux idées l'ont inspiré.

La première est un souci de façade diplomatique. Pour beaucoup il a semblé préjudiciable aux intérêts du peuple catalan vis a vis de l'étranger de voir le Gouvernement «légal» s'effacer de plus en plus devant le pouvoir «illégal» du Comité Central.

Bien que ce fait corresponde, comme nous l'avons vu a la réalité, la majorité des Partis antifascistes a jugé préférable de maintenir une apparence d'autorité au Gouvernement de Companys. Aussi a-t-on décidé de transformer le Comité Central des Milices antifascistes en un Service du Ministère officiel de la Défense. Le Comité Central n'apparait donc plus ainsi que comme un service technique, de grande importance il est vrai, de la Généralité.

L'autre idée est qu'on se trouve dans une singulière contradiction quand, d'une part les Services de la Défense militaire, de la Police et de l'Approvisionnement se trouvent sous le contrôle de *toutes* les organisations ouvrières et antifascistes, et d'autre part les autres Services, Finances, Economie, Assistance sociale, Culture, Enseignement, etc., se trouvent sous la responsabilité du *seul* Parti gouvernemental, la «Esquerra Republicana».

Notre Parti voit la solution de cette contradiction dans la constitution d'un Gouvernement ouvrier s'appuyant complètement sur les organisations politiques et syndicales du prolétariat d'une part et sur les Comités d'usine et de paysans d'autre part. Un tel Gouvernement serait l'exact reflet des forces combattantes antifascistes et ne serait entravé dans son action révolutionnaire par aucun souci de ménager les formes périmées de la démocratie bourgeoise. Le Parlement catalan n'existe plus que sur le papier et le Gouvernement de Companys d'origine et d'esprit petit bourgeois, ne peut à aucun moment prétendre représenter le prolétariat révolutionnaire. On a trouvé un moyen terme en créant dans chaque Ministère un Conseil exécutif où sont rassemblés les représentants de tous les partis et syndicats à l'image du Comité Central des Milices ou du Conseil Economique institué le 11 août dernier. Le Gouvernement formé par le Conseil des Ministres a toujours un certain pouvoir de coordination, mais cette coordination ne s'exerce que dans le domaine étroit qui lui est laissé pour l'exécution des décisions prises.

Cette transformation peut se résumer dans l'appréciation suivante: elle laisse en apparence une autorité plus grande au Gouvernement de la Généralité par la suppression apparente du second pouvoir révolutionnaire, mais en contrepartie, elle transporte le nouveau pouvoir révolutionnaire au sein même des Services gouvernementaux.

Cette solution un peu hypocrite traduit dans les rangs de la classe ouvrière l'embarras où se trouvent les dirigeants anarchistes de la C. N. T. qui, en se refusant par principe a créer un Etat ouvrier n'en sont pas moins obligés de gouverner dans l'intérêt de la classe ouvrière. Par fidélité à leurs principes, ils repoussent les apparences du pouvoir, se contentant de l'exercer dans la coulisse.

On ne saurait donc en Catalogne parler d'une dualité de Pouvoir entre le prolétariat et le Gouvernement de la Généralité. Le schéma traditionnel inspiré de la révolution russe où s'opposent les soviets ouvriers et le Gouvernement provisoire bourgeois ne s'applique pas à la situation de Barcelone. Le Gouvernement de Companys ne représente pas les intérêts de la bourgeoisie capitaliste; de formation petite bourgeoise républicaine, il subit dans la chaîne des évènements les vicissitudes que cause à la petite bourgeoisie sa faiblesse économique. En octobre 1934, Companys et ses amis ont montré qu'ils étaient incapables de lutter de front contre la réaction capitaliste; en juillet 1936, ils ne peuvent résister, si toutefois ils en avaient l'intention, à la formidable vague révolutionnaire du prolétariat. Suivant une formule célèbre: ils doivent «se soumetre ou se démettre». Il n'y a qu'une force en Catalogne: la classe ouvrière, et, derriere elle, paysans et petits bourgeois.

Les tribunaux populaires en Espagne

Le soulèvement fasciste de juillet a reçu la réponse immédiate du prolétariat espagnol. La lutte pour la liquidation militaire des secteurs fascistes se poursuit à l'aide des vaillantes colonnes de miliciens antifascistes. Et l'ampleur de cette lutte à révélé, des les premiers jours, combien était profonde la préparation fasciste de la rébellion.

L'arrestation des principaux chefs rebelles dans les villes de la Catalogne, du Levant ou de la Castille a mis dans les mains des brigades ouvrières d'investigation tous les fils conducteurs de l'organisation fasciste. Au milieu des rafales de mitrailleuses, les jugements furent sommaires. Les lois de la guerre et de la sécurité populaire l'exigeaient. Mais cela ne fut que de courte durée. Aujourd'hui, après un mois d'enquête, alors que les culpabilités sont établies, il faut juger les nombreux accusés fascistes, participants ou complices de la rébellion et qui remplissent les prisons gouvernementales. Cette justice doit être sommaire et rapide pour éviter toute influence extérieure, toute présentation de faux témoins.

Le Tribunal capable de rendre la justice au sujet des faits de rébellion fasciste manquait. Les anciens Tribunaux n'avaient aucune aptitude pour le faire. Le capitalisme espagnol et sa bourgeoisie possédait, bien entendu, sa justice de classe. A l'évocation de chacun des noms des juges bourgeois, jaillit le souvenir de condamnations iniques rendues contre les travailleurs: contre les Rabassaires, contre les anarchistes ou les syndicalistes, contre tous les révolutionnaires prolétariens en général. Le peuple espagnol, aurait-il pu admettre que les fascistes soient jugés par leurs «pairs» et surtout par ceux qui le condamnèrent à une époque où ils n'avaient aucun contrôle du pouvoir. Les gouvernements bourgeois de Madrid ou de Barcelone durent d'ailleurs destituer de nombreux juges qui sympathisaient avec la cause fasciste.

Le fait profond de toute révolution ouvrière est que les travailleurs prennent toujours des initiatives que les pouvoirs légaux tentent de légaliser ou d'amoindrir ensuite. Il en fut de même de la justice populaire. N'en donnons qu'un exemple: le tribunal populaire de Lerida. Il fut constitué dans la première quinzaine d'août. Il comprend uniquement des représentants ouvriers: du P. O. U. M., de l'Union Syndicale de Lerida, de la U. G. T. et de la C. N. T. Il a une complète autorité pour juger les fascistes de la région et pour faire appliquer les peines qu'il édicte. Il constitue le type du «tribunal révolutionnaire», instrument de la justice prolétarienne contre ses ennemis de classe. De semblables exemples existent dans d'autres villes (Castellon, Valence).

Les gouvernements de Madrid et de Barcelone en légalisant ces initiatives ouvrières ont dénaturé leur essence. Des décrets des gouvernements de Madrid ou de Barcelone ont imposé à ces villes la constitution de «Tribunaux Populaires» qui ne sont que des Cours d'Assises, présidées par des juges professionnels nommés par les autorités supérieures et auxquels s'adjoignent des jurés, délegués, il est vrai, par chacune des organisations du Front antifasciste.

A Madrid, ce tribunal se compose de 3 juges et de 14 jurés. Les juges règlent les débats; les jurés apprécient la culpabilité et dictent la condamnation par leur réponse. Les juges la précisent sous cette influence. Les défenseurs peuvent être choisis par les accusés ou désignés par le Tribunal. Les jurés comprennent: 2 membres du Parti Socialiste Ouvrier, 2 de la Jeunesse Unifiée, 2 de l'Union Republicaine, 2 de l'Izquierda Républicaine, 2 de la Maison du Peuple, 1 de la F. A. I. et 1 de la C. N. T., 2 communistes.

A Barcelone, ce tribunal se compose de 1 président et de 2 assesseurs qui doivent être des juges professionnels. Ils sont assistés de 12 jurés et de 12 suppléants. Le fonctionement du tribunal est semblable à celui de Madrid. L'article 4 du décret, publié le 24 d'août au «Journal Officiel de la Catalogne» ajoute que les magistrats appliqueront les peines qu'impose le Code de Justice militaire.

L'accueil qui fut fait dans les milieux bourgeois du Front antifasciste à ces décrets fut favorable. Les organisations ouvrières, par contre, élevèrent des protestations. Il est compréhensible qu'elles ne peuvent pas considérer comme les leurs, des organismes dans lesquels subsistent encore des juges issus d'une classe adverse et sur lesquels le prolétariat n'a qu'un contrôle réduit.

Il est inutile pour terminer de donner une justification de l'existence de ces tribunaux. Ils sont destinés, non seulement à exercer rapidement la justice, mais aussi à régulariser la punition des coupables. La cruauté n'est pas le fait du prolétariat, et il n'a pas à se faire pardonner l'extermination nécessaire de la gent fasciste, responsable des centaines de morts des fronts de l'Aragon et de la Guadarrama.

Le pouvoir prolétarien à Valence

A Valence, comme en Catalogne, comme à Madrid et comme dans le reste du pays, ce sont les travailleurs qui ont sauvé la situation. Il faut donc que ce soit eux qui organisent la victoire. Naturellement cela ne pouvait plaire aux gouvernants républicains qui ont fait tout leur possible pour ne pas perdre le contrôle de la situation. De Madrid on a nommé à Valence une Junte de Gouvernement, composée de Martinez Barrio, Ruiz Funes et Espla Ces personages firent preuve d'un vif souci de temporisation en ce qui concerne l'attaque des casernes dont les officiers étaient compromis dans le mouvement

Heureusement se mit tout de suite á fonctionner un autre organisme constitué par tous les partis ouvriers et les partis républicains de gauche, ainsi que par les organisations syndicales, C. N. T. comprise. Cet organisme a pris le nom de Comité exécutif populaire. Très vite s'établit, comme on pouvait s'y attendre, une sorte de dualité de pouvoir entre la Junte de gouvernement et le Comité exécutif populaire. La première n'était qu'un organisme artificiel nommé d'en haut; le second était un organisme vivant, investi de la légitime autorité que lui conférait la représentation de toutes les forces politiques et syndicales du peuple valencien. La dualité de pouvoir ne pouvait logiquement se résoudre qu'au profit de l'unique organisme vivant et légitime qui émanait des masses travailleuses en lutte. Et ceci malgré les efforts d'un parti ouvrier qui en fait d'opportunisme politique, surpasse le parti républicain le plus modéré (1).

L'unique organisme qui fonctionne aujourd'hui à Valence est donc le Comité exécutif populaire. Après avoir triomphé des fascistes de Valence, il assure l'organisation des milices qui se sont rendues jusqu'en Andalousie et en Aragon afin d'abattre le fascisme. Mais le Comité exerce d'autres fonctions que celles purement militaires ou d'ordre public. En fait, il exerce toutes les fonctions du gouvernement. Sous son contrôle agissent divers sous-comités à la tête de chacun desquels se trouve un camarade responsable. Ces sous-comités, départements ou «ministères» assurent la marche des diverses formes de la vie sociale de la ville et de la province; ils espèrent étendre sous peu leur rayon d'action à toute la région du Levant...

(1) Le parti communiste a tenté depuis de reformer le vieux Front populaire et a lancé un manifeste signé de toutes les autres organisations SAUF LA C. N. T. ET LE P. O. U. M. Mais cette tentative est tombée à l'eau.

A l'Ateneo rationaliste de Castellon s'est tenue une réunion des différents corps armés et des représentants de l'U. G. T. et de la C. N. T. pour constituer des comités d'ouvriers et de soldats. Les délégués de Barcelone ont montré l'utilité de ces organismes.

Sur les fusillades de Moscou et les poursuites contre Trotsky

(Résolutions du Comité Exécutif du P. O. U. M.)

Au milieu des tâches révolutionnaires que nous imposent les évènements actuels, est venue nous surprendre la nouvelle du procès et de l'exécution à Moscou de Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov, et d'autres bolcheviks, au nombre de 16 en tout, de la vieille garde. Le comité exécutif du P. O. U.M. ne peut passer ce fait sous silence. Se taire équivaudrait à se déclarer complice.

Après la mort de Lénine, Staline, secrétaire général du parti communiste d'U. R. S. S., s'appuyant sur une immense pyramide bureaucratique sélectionnée et appropriée à ses fins, inaugura un cours politique qui le conduisit jusqu'a une dictature personnelle. Ce cours ne pouvait s'imposer sans une liquidation préalable, en politique intérieure comme en politique extérieure — toutes deux se commandant mutuellement — des principes et des caractères essentiels de la Révolution d'Octobre. A l'intérieur, la dictature du prolétariat, sur la base de la démocratie ouvrière — démocratie soviétique — fut remplacée par la dictature de l'apparail bureaucratique, au préjudice, par conséquent des masses ouvrières et paysannes, privées d'initiative et de liberté, et au préjudice de la cause du socialisme qui ne peut se réaliser que grâce au développement progressif des conditions de vie matérielles et morales des masses productrices. En politique extérieure, l'Internationale communiste bureaucratisée s'est muée, d'instrument de la révolution mondiale, en un simple auxiliaire du gouvernement soviétique, plus soucieux des combinaisons diplomatiques avec les gouvernements impérialistes, que des besoins révolutionnaires des masses.

Cette liquidation des caractères essentiels d'octobre a conduit Staline, non seulement à un abandon complet des principes du socialisme révolutionnaire, mais aussi à l'extermination physique de la vieille garde bolchévique, extermination systématiquement et progressivement préparée avec tout l'ensemble des moyens que le pouvoir mettait entre ses mains. Le monstrueux procès de Moscou et son tragique dénouement sont le corollaire de ce processus de liquidation politique et physique auquel il faut attribuer le suicide de Tomsky et les poursuites qui s'ouvrent contre Boukharine, Piatakov et Radek. Des vieux collaborateurs de Lénine, des grands militants d'octobre, il ne reste donc plus personne qui puisse porter ombrage à Staline, de même qu'il ne reste dans l'Internationale communiste presque aucun des fondateurs des partis communistes.

Parce que nous sommes en train de vivre en Espagne un processus révolutionnaire d'une importance nationale et internationale considérable, nous avons à coeur, et nous considérons comme un devoir inéluctable de nous assimiler la grande expérience russe, afin d'éviter que se renouvelle ce qui en résulte de négatif pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme.

Nous nous déclarons ennemis irréductibles, au nom du marxisme révolutionnaire, de toute dictature personnelle ou bureaucratique, dictature qui ne peut se justifier dans le cadre des principes socialistes. Nous sommes partisans — parce qu'une necessité historique inéluctable et passagère l'exige — de la dictature du prolétariat, exercée par le prolétariat lui-même contre ses ennemis de classe, dans le cadre d'une démocratie ouvrière qui peut parfaitement concilier la liberté et la lutte correcte des tendances avec l'unité d'action de la classe ouvrière.

Il se peut que ceux qui, faute d'arguments et de moyens de défense légitimes, ont coutume de se borner à cultiver l'épithete, fassent état de cette résolution pour nous traiter de trotskystes. Nous ne sommes pas trotskystes et nous n'admettons pas l'existence du trotskysme. Trotsky est pour nous, à côté de Lénine, un des grands chefs de la révolution d'octobre et un grand écrivain socialiste révolutionnaire. Puisqu'il est calomnié et persécuté, nous tenons à lui exprimer notre solidarité révolutionnaire, sans dissimuler pour cela nos divergences sur quelques-unes de ses appréciations.

Nous sommes des socialistes révolutionnaires marxistes. Au nom du socialisme et de la classe ouvrière révolutionnaire, nous protestons énergiquement contre le crime monstrueux qui vient de se perpétrer à Moscou.

* * *

A Moscou ont été fusillés dans les circontances monstrueuses que tout le monde connaît, Zinoviev, Kamenev, Smirnov, et plusieurs autres militants bolcheviks. Notre Comité exécutif s'est déjà prononcé sur ce sujet en toute clarté, en toute honnêteté révolutionnaire, ne voulant pas, comme l'ont fait d'autres groupes et journaux ouvriers, se rendre complice d'un tel crime par son silence.

Trotsky, le compagnon de Lénine, le grand organisateur de l'armée rouge, n'a pu être fusillé pour la bonne raison qu'il ne se trouve pas en Russie, sous la férule de Staline. Malgré cela il est systématiquement et cruellement persécuté. Depuis quelques années sa vie est un véritable calvaire. Aujourd'hui il court un véritable danger. On exige son expulsion ou sa relégation dans un camp de concentration. On le traite en criminel. On pousse à son assassinat.

Nous, qui ne sommes pas trotskystes et qui avons avec Trotsky des divergences d'opinions, nous estimons qu'un crime est en train de se commettre contre lui, et nous exigeons que cesse ce scandale international La classe ouvrière espagnole, la classe ouvrière catalane, ne peuvent encourir la honte de tolérer un pareil scandale. Persuadés d'interprêter leur sentiment, nous exigeons qu'on offre à Trotsky un refuge en Catalogne, sous la protection révolutionnaire de la classe ouvrière.

Nous savons d'où viendront les résistances à cette généreuse proposition.

Contre ces résistances nous lutterons de toute notre énergie, pour l'accomplissement de ce grand devoir de solidarité révolutionnaire.

LE COMITE EXECUTIF DU P. O. U. M.

LES MILICES ANTIFASCISTES ET LES PAYSANS

Décret du Comité militaire de la 1.ère colonne, pris en accord avec le Comité populaire de Grañen (31 juillet).

1. Obligation pour les paysans d'effectuer rapidement la moisson.
2. Les biens et fortunes des partisans du fascisme deviennent propriété commune et passent sous l'administration dse organisations ouvrières.
3. Les latifundia deviennent propriété du peuple, les fermiers remettant leurs baux entre les mains du Comité populaire.
4. Interdiction d'effectuer des occupations individuelles.
5. Nécessité pour les paysans d'aider les milices libératrices.
6. Création de la police populaire.
7. Le comité populaire est propriétaire de toutes les machines agricoles.

(*La Batalla,* 7 août.)

ALLO! ALLO! ICI RADIO-POUM

A partir du 9 septembre, vous pourrez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

Ces émissions auront lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longuer d'onde est provisoirement de 42 mètres.

Vers la société socialiste

LA COOPERATIVE AGRICOLE DE RAIMAT

A mon retour de Leciñena, les camarades du P. O. U. M. de Lerida m'invitèrent à visiter la coopérative agricole de Raimat.

A quatorze kilomètres de Lerida, sur la grand'route de Huesca, à la limite même de l'Aragon, s'élève un vaste plateau. La vue s'étend au loin, au Nord jusqu'aux Pyrénées, à l'Ouest jusqu'à Huesca.

C'est là que, jusqu'en juillet 1936, se trouvait le domaine de la famille Raventos, aujourd'hui domaine du peuple. Le père Manuel Raventos, richissime capitaliste, propriétaire de la fameuse marque de Champagne Codorniu, était le maître absolu d'environ 4,000 hectares de terrain et de 60 familles de travailleurs.

Les richesses de ce domain seigneurial sont le vin, le blé et le bois.

Mais il ne suffisait pas à don Manuel Raventos d'édifier sa fortune avec le travail de ses ouvriers; en patron conscient de ses intérêts de classe, il entendait dominer aussi l'seprit de ses esclaves.

Il avait fait construire dans son parc une magnifique école pourvue du meilleur matériel pédagogique moderne; l école était destiné aux enfants des travailleurs. Mais pour les instruire, il avait fait venir au village une équipe de religieux destinés à élever les générations futures dans le respect de Dieu et du Capital.

Tous les dimanches les ouvriers étaient obligés d'assister à la grand-messe dans la vaste église du vilage. Là ils avaient le loisir d'admirer le magnifique tombeau de la famille Raventos, et de méditer sur l'éternité du Capitalisme...

Pour occuper les heures libres de ses ouvriers, don Manuel Raventos avait fait construire un théâtre où l'on jouait des oeuvres pieuses; Grâce à tout cela, le très catholique Manuel Raventos était parvenu à posséder complètement la vie de ses ouvriers du matin au soir et de l'enfance à la vieillesse.

A la mort de don Manuel en 1933, deux de ses fils Manuel et Luis convertirent l'entreprise en société anonyme.

Malgré l'état d'ignorance et de passivité dans lequel le patron avait plongé les ouvriers de Raimat, le P. O. U. M. avait réussi à créer une petite cellule communiste parmi les quelques travailleurs conscients du village.

La tempête qui se déchaîna le 19 juillet n'empêcha pas les patrons de s'enfuir en Italie.

Avec l'aide du P. O. U. M. de Lérida, en pleine lutte les ouvriers s'approprièrent l'entreprise et décidèrent de l'exploiter pour le compte du village.

Aujourd'hui sur la tour du château flotte le drapeau rouge du P. O. U. M. Un Comité de six membres, dans lequel figurent les vieux militants communistes Salvador Baro et Esteran, dirige l'exploitation.

A l'heure actuelle l'entreprise travaille fébrilement pour l'approvisionnement du village et des milices. Les stocks de blé sont portés à Lérida. Les différents vins, traités par des procédés techniques modernes, sont destinés en majeure partie aux services Assistance Sociale.

Le magnifique hotel de Luis Raventos est transformé en maison de repos pour les ouvriers. Mais nos camarades de Reimat sont plus ambitieux encore. Ils veulent créer une coopérative de consommation à l'intérieur de l'entreprise où chaque ouvrier pourra acquérir tous les produits qui lui sont nécessaires. De cette manière la circulation entre les produits agricoles envoyés à la ville par la coopérative et les produits manufacturés servis en échange aux travailleurs agricoles de Reimat échappera complètement au commerce privé. La production communiste naît sur les décombres du capitalisme.

La neutralité est une trahison à l'égard de la révolution espagnole

UN DE NOS CAMARADES EST TOMBE DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE

Tous les camarades de Paris et des organisations marxistes de France ont connu le camarade Etchebehere que nous appelions tous «Rustico». Notre vaillant camrade est mort au premier rang de la lutte antifasciste alors que chef d'un détachement, il dirigeait l'avance de nos troupes sur le front de Sigüenza, lors de la prise de Atienza. Une balle l'atteignit en pleine bataille et le tua net. Dès les premiers jours de la lutte antifasciste en Espagne, le camarade «Rustico» était venu se mettre au service des organisations du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Chef d'un détachement, il rendit des services exceptionnels à nos organisations. Ses qualités militaires n'étaient pas moins estimées.

En lui, en sa mort, se personnifie tout le courage des internationalistes français, allemands, italiens, belges, sud-américains, qui luttent aux cotés des camarades espagnols contre le fascisme et pour la révolution prolétarienne.

Salut, camarade.

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les évènements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vus invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

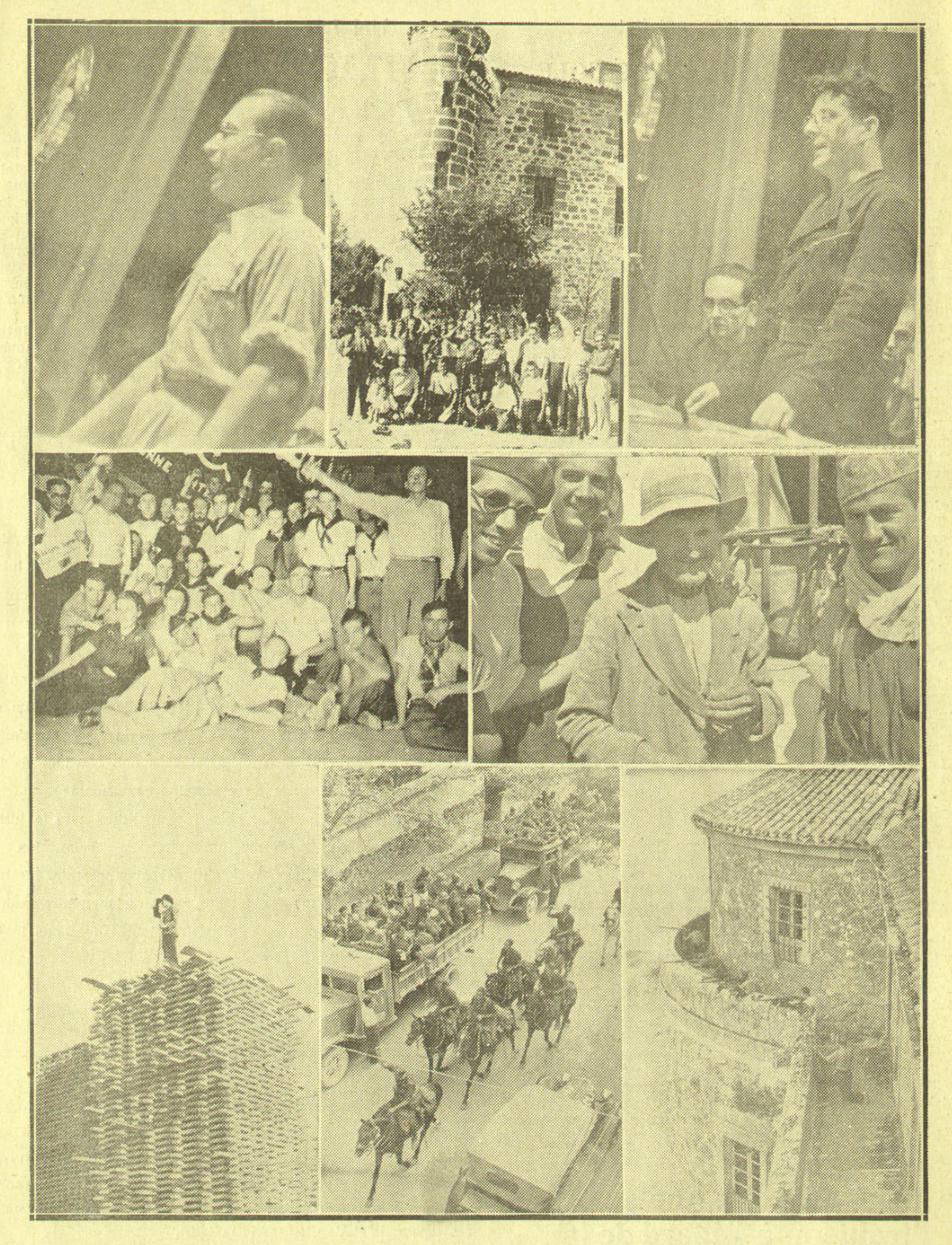
Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

COMITE D'AIDE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

Nous donnerons dans notre prochain numéro toutes les précisions nécessaires sur ce comité.



1. Le camarade J. G. GORKIN et 3. Le camarade A. NIN, tous deux secrétaires du P. O. U. M. 2. La coopérative agricole de Reimat
4. La colonne internationale formée de miliciens italiens, français, belges et allemands. 7. La cavalerie du P. O. U. M.

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 3 Barcelone, le 17 septembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Un plaidoyer contre soi-même

Le 6 septembre dernier, devant la classe ouvrière parisienne Léon Blum a tenté de justifier l'attitude de son gouvernement vis a vis de l'Espagne.

Son discours commence par une critique fondée de cette vieille lanterne que la bourgeoisie nomme «le droit intrnational». Blum rejette son habit de juriste pour constater cette vérité évidente qu'il y a autant d'interpretations du droit international qu'il y a d'intérêts en jeu.

L'Allemagne et l'Italie peuvent parfaitement reconnaitre les rebelles de Burgos et les considérer comme formant le véritable gouvernement de l'Espagne. A cela les marxistes que nous sommes ne trouvent rien à redire. Nous ne connaissons comme réalité que les antagonismes de classe et les antagonismes impérialistes. Le soi-disant «droit international» est une fiction diplomatique qui sert de justification au massacre des travailleurs. Les millions de morts de la grande guerre en sont le témoignage éternel. Mais cette fiction sur laquelle Blum ironise quand il parle de l'Espagne, pourquoi l'invoque-t-il ou fait-il semblant d'y croire quand il condamne le réarmement allemand ou quand il parle simplement de la S. D. N. Si le «droit international» n'a pas d'existence au delà des Pyrénées, pourquoi en aurait-il une sur les bords du lac Léman? Les prolétaires que l'on enverra demain à la boucherie sous le prétexte de l'«assistance mutuelle», cette vieille lune juridico-internationale, se souviendront de ce qu'en pensait Blum le 6 septembre. Nul doute qu'ils n'en tirent toutes les conséquences pour leur émancipation.

Après avoir nié l'existence du «droit international», Blum en arrive à la conséquence logique: pendant que la France aide le gouvernement régulier d'Espagne, les pays fascistes soutiennent les rebelles. C'est la concurrence des armements, et dans la pensée de Blum cette concurrence amènerait inévitablement la guerre européenne. On peut d'autant plus s'étonner de cette logique simpliste que, dans une autre partie de son discours, Blum affirme que *la guerre est possible quand on l'admet comme possible; fatale, quand on la proclame fatale.* Ainsi Blum inflige lui-même un démenti à son attitude dans la révolution espagnole. Blum refuse l'aide à Madrid parce qu'il croit la guerre fatale. Or rien n'est plus faux. Malgré un héroïsme formidable, c'est le manque d'armes de grande puissance qui oblige les milices ouvrières à une lente progression. C'est le manque d'avions, de canons, qui prolonge la guerre et *permet ainsi aux fascistes de recevoir malgré leur mauvaise situation géographique, les renforts allemands et italiens.* Des milliers de morts ouvriers et paysans massacrés dans les provinces ocupées par les rebelles sont l'effroyable rançon de la fausse neutralité.

Une rapide victoire des forces populaires, parfaitement possible si le commerce des armes était resté ce qu'il était auparavant, c'est à dire libre, n'aurait pas accéléré les risques de guerre. Au contraire, le socialisme triomphant en Espagne, c'était l'ébranlement du fascisme européen, la démoralisation dans les rangs de la réaction, une fermentation nouvelle dans ceux du prolétariat opprimé d'Allemagne et d'Italie. Cela, Blum ne le voit pas; il juge les évènements d'Espagne et d'Europe avec les lunettes des bureaucrates réactionnaires du Quai d'Orsay; et pendant que son coeur saigne à l'évocation des miliciens qui agonisent à Irun, il obéit aux forces capitalistes qui exigent la «neutralité» de la France. Rien n'exprime mieux cette soumission du Front Populaire au capitalisme que la décision prise le 8 août d'interdire les exportations d'armes de France en Espagne, décision prise unilatéralement sans attendre que l'Allemagne et l'Italie en fassent autant. Blum reconnait que la France s'est trouvée les mains liées, autrement dit que la décision du 8 août aboutissait à favoriser les généraux fascistes. Cette «neutralité» à sens unique était donc dirigée, volontairement ou non contre le peuple espagnol. Pour se donner une apparence de raison, Blum en vient à affirmer cette énormité qu'*il n'existe pas une seule preuve ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits.* C'est peut-être le point de vue de l'autruche, ce n'est pas celui de l'observateur impartial. Ce sont les trimoteurs Caproni qui ont mitraillé les miliciens de Majorque. D'après les témoignages quotidiens de la presse britannique, on signale des débarquements massifs d'appareils au Portugal, la présence d'aviateurs et d'appareils allemands à Séville, l'arrivée en Galice d'avions italiens. C'est le Portugal qui, adhérant au pacte de neutralité, sert de place forte et de lieu de réunion aux généraux rebelles... Blum attend pour se faire une «certitude», les miliciens du front ont, eux, la certitude que les rebelles reçoivent des armes et des munitions qu'ils sont dans l'incapacité de produire eux-mêmes. Des miliciens se sont fait ensevelir dans les mines d'Irun, n'ayant plus une cartouche à brûler, alors qu'à Hendaye, un train de munitions venu de Barcelone, ne pouvait franchir la frontière par ordre des autorités responsables du département des Basses-Pyrénées. Ce fait seul suffit à juger la soit-disant politique de paix du Gouvernement de Front Populaire qui, par ailleurs, décide d'augmenter les crédits de guerre de 4 milliards, et accorde à la Pologne, *pour ses armements* un emprunt de 5 milliards. Les prolétaires d'Espagne ne sont pas dupes de cette comédie. Ils ne mettent pas leur espoir dans le Gouvernement Blum. Ils ne mettent pas non plus leur espoir dans l'U. R. S. S. qui a proclamé,

comme la France sa «neutralité», et qui, à *aucun moment*, n'a songé a mettre à leur disposition le centième de sa formidable armée de techniciens. Non. Les travailleurs d'Espagne luttent pour la victoire du socialisme sur la réaction universelle. Ils s'adressent à leurs frères des autres pays et principalement à leurs frères de France dont le destin est intimement lié au leur.

Ouvriers et paysans de France!

Aidez-nous pour notre salut commun!

Manifestez, agissez comme l'ont déjà fait un grand nombre d'entre vous. Par votre pression unanime, par l'action directe, brisez le cercle de fer que vous imposent le capitalisme et le fascisme.

Prolétaires de France et d'Espagne!
Divisés, c'est l'esclavage sous la botte ignoble du fascisme!
Unis, c'est la victoire du socialisme et de la liberté!

L'OPINION PUBLIQUE ESPAGNOLE ET LE DISCOURS DE LEON BLUM

Pour donner une idée aux prolétaires français de l'état d'esprit des masses espagnoles devant la politique de «neutralité» et d'embargo du gouvernement de Front Populaire français porté au pouvoir le 3 Mai dernier avec mission d'abattre le fascisme, nous reproduisons ici quelques extraits des journaux des 8 et 9 septembre.

LA BATALLA (organe du parti ouvrier d'unification marxiste):

Dans «l'aventure» espagnole, Blum ne discerne rien autre que l'intérêt national et l'intérêt impérialiste de la France dont il s'est érigé le fidèle gardien. Le sort des masses travailleuses espagnoles et le sort du socialisme, qui est le véritable enjeu de la guerre civile espagnole, ne l'intéressent pas le moins du monde. Plus exactement, il ne s'y intéresse que pour les répudier. Si Blum était sûr qu'il ne s'agisse uniquement que de sauver en Espagne la république démocratique bourgeoise, son attitude serait certainement différente. Mais il est convaincu que le dilemme posé aujourd'hui à l'Espagne n'est pas celui de la république ou de la monarchie, ni celui de la démocratie ou du fascisme, mais celui de la révolution ou de la contre-révolution, du socialisme ou du fascisme. Il s'effraye à l'idée de la victoire de la révolution socialiste en Espagne et de son irradiation en France où les masses travailleuses qui se radicalisent de jour en jour, voient dans la révolution espagnole le début de leur propre révolution. Cela suppose, dans un avenir très proche la liquidation du socialisme réformiste de Blum, de sa politique de Front Populaire, et, enfin, de son gouvernement.

Il est d'ailleurs obligé de reconnaître, dans un des paragraphes de son discours que par sa politique de neutralité le gouvernement français s'est trouvé pieds et poings liés, «tandis que d'autres pouvaient continuer à approvisionner les rebelles de matériel de guerre et de munitions». Qu'on le veuille ou non, c'est là une condamnation de sa propre politique. La neutralité de la France n'a pas empêché — et n'empêche pas aujourd'hui encore — l'Allemagne et l'Italie de soutenir les rebelles; par contre, elle a empêché que nous soyons aidés, nous, avec toute l'efficacité nécessaire, malgré l'immense désir des travailleurs de France.

C'est en ces masses travailleuses que nous avions confiance et que nous continuons à avoir confiance. Non seulement nous attendons du prolétariat français une aide matérielle consistant dans l'envoi de vivres, de matériel chirurgical et de matériel de guerre — avions, canons et munitions pour l'Espagne» —, mais aussi une aide directe et largement révolutionnaire. Nous attendons du prolétariat français non seulement qu'il appuie de toutes ses forces notre révolution, mais qu'il mette la sienne en marche. C'est là la meilleure manière de nous venir en aide. A ce point de vue, notre cause et la sienne sont étroitement unies; elles ne forment qu'une seule cause: celle du socialisme qui est internationale, et qui ne peut être qu'internationale.

SOLIDARIDAD OBRERA (organe de la Confédération Nationale du Travail) (C. N. T.):

Dans sa péroraison, il (Léon Blum) a tracé une légère esquisse de Droit International. Ses discriminations sont d'une couleur lamentable. Comment Léon Blum a-t-il pu dire que, selon les règles internationales, on pourrait reconnaître le conglomérat de factieux de Burgos? Quelle base juridique pourrait-on bien déterrer pour fonder et soutenir une pareille iniquité?

Il est choquant que se soi-disant socialiste ait avoué reconnaître que les frontières française sont sous la menace d'un triomphe possible des militaires. Si Léon Blum se rend compte du grand danger que court le prolétariat français, pourquoi s'oppose-t-il à ce què le prolétariat espagnol s'approvisionne en armes dans les fabriques de la nation voisine? Il est paradoxal de reconnaître le danger et de ne pas prendre les mesures nécessaires pour y parer.

Le chef socialiste se glorifie de ses fameuses propositions aux nations européennes au sujet de l'abstention dans le conflit espagnol. Il prétend que ce fut une manoeuvre formidable, et qu'il n'y a pas de raisons de rompre le Traité, puisqu'il a été respecté par ses signataires.

Léon Blum ignore-t-il que les avions Caproni et Junker assassinent quotidiennement nos camarades? Le chef socialiste n'est-il pas informé que dans les ports de Melilla, Cadix et Vigo, on a débarqué un nombre important d'armes destinées aux rebelles?

Nous n'arrivons pas à comprendre l'attitude des socialistes français. Leur conduite est un suicide. Qu'ils rectifient à temps Qu'on ne voie pas l'Europe transformée en un lac de sang et de boue. Le temps nous donnera raison.

LA VANGUARDIA (journal de la démocratie catalane):

Tout, sauf la guerre. C'est le fonds du discours de M. Blum...

L'Angleterre et la France ne se rendent-elles pas compte que les puissances aux ambitions impérialistes spéculent sur leur peur de la guerre...

DIARI DE BARCELONA (démocratique):

Nous voulons seulement établir le contraste.

Monsieur Rydz Smigly a obtenu pour son pays un crédit à l'étranger de 5.000.000.000 de francs.

EL DIA GRAFICO (journal illustré démocratique):

Mais Blum a lancé pour appuyer sa thèse une affirmation téméraire dans son discours. Il a soutenu qu'on ne peut prouver qu'aucun Gouvernement, à sa connaissance, ait manqué à la convention de neutralité.

M. Blum parle de Paris, mais s'il était à Huesca, il y aurait constaté l'arrivée de sept avions de marque allemande, dont la forme la voilure et la tactique d'attaque montrent que les pilotes ne sont pas espagnols. Quand ces avions sont-ils entrés en Espagne? Avant ou après la signature de la convention? Et si de nouveaux avions arrivent, de nouveaux canons automatiques, de nouvelles mitrailleuses modernes, seront-ils entrés avant ou après la signature du pacte de non ingérence? Arguties diplomatiques et distinguos de politique prudente et peureuse; on argumente pendant que les autres bourrent leurs bateaux de matériel de contrebande.

TREBALL (journal du Parti socialiste unifié, adhérent à la 3ème Internationale):

Pendant que les Gouvernements de France et d'Angleterre résistent à la pression du prolétariat, partisan de se placer à nos côtés, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne profitent de la peur que leur inspire le fascisme pour continuer à fournir, avec l'argent de March, tous les avions, les armes et les munitions dont les fascistes peuvent avoir besoin.

...L'écrasement du fascisme espagnol... entraînera l'affaiblissement des fascismes italien, allemand, et portugais. Contre leurs dirigeants et leurs militaires, nous avons nos Milices, nos militaires et nos responsables au Gouvernement qui, si on ne comptait que ces éléments avec des chances égales, assureraient notre victoire immédiate.

Mais il nous faut des armes. Nous avons besoin de canons et d'avions!

Ouvriers français,
exigez la levée du blocus!

La question agraire en Catalogne (fin)

LA REVOLUTION ET SON OEUVRE

Les journées de juillet trouvent donc les paysans prêts à l'action. La réponse aux évènements de Barcelone est immédiate. Dans tous les villages les propriétés des réactionnaires sont confisqués; les personnalités fascistes, les curés, les usuriers sont chassés, emprisonnés ou exécutés. Là ou il n'existe pas de syndicat de paysans, c'est le comité des milices ou le comité antifasciste de l'endroit qui prend la chose en mains. Quant aux rentes et redevances, on se doute qu'elles sont purement et simplement supprimées. En quelques jours on a fait place nette pour l'oeuvre d'organisation et de construction à venir. L'Union des Rabassaires approuve ces actions spontanées et en répand la consigne dans toute la Catalogne.

Moins d'un mois après paraissent les 11 points du programme du Conseil économique, dont le 3.ème concerne l'organisation des campagnes:

«Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.»

On voit qu'il y a là, à la fois l'enregistrement pur et simple des initiatives de confiscation, et un pas en avant vers le régime collectif de demain.

En application de ce point, la Généralité vient de promulguer il y a quelques jours un décret sur la «syndicalisation» obligatoire», dont nous donnons plus loin un extrait, et qui a pour but de grouper les paysans afin de pousser à l'exploitation *collective* des domaines confisqués d'une part, à l'acquisition *collective* du matériel agricole, à la vente *collective* des produits de tout le village d'autre part.

D'un autre côté, on envisage aussi à l'Union des Rabassaires et dans les divers partis et organisations qui aspirent à s'assurer l'appui de la paysannerie, les moyens de répartir certaines terres parmi les ouvriers agricoles, qui deviendraient ainsi de petits propriétaires au même titre que les fermiers et rabassaires affranchis.

PERSPECTIVES

Il ne s'agit là, comme on le voit, que des premiers jalons. C'est qu'en effet la mentalité paysanne demeure encore une inconnue. Il est normal que dans une période révolutionnaire où chacun agit fiévreusement dans son coin, sans pouvoir toujours prendre conscience de l'ensemble, et où les changements d'état d'esprit des masses se produisent parfois à une vitesse foudroyante, il est normal que circulent les opinions et les affirmations les plus diverses sur toutes sortes de questions. Mais sur aucun sujet on n'obtient ici de réponses aussi contradictoires que sur la paysannerie.

Il est clair que le paysan sait ce que la révolution lui a donné et considère dès maintenant cette révolution comme sa chose: «Après les élections du Front populaire, vous en étiez encore à discuter pour savoir si vous verseriez au propriétaire 25 % ou 50 %. Après les évènements de juillet il ne s'agit plus ni de 50 % ni même de 25 %. La question est réglée, vous ne payez plus rien» disait hier Gorkin, devant une salle composée surtout de paysans, au milieu d'une tempête d'applaudissements.

Il est clair aussi que l'ouvrier n'est pas en Catalogne un ennemi ni même un étranger aux yeux de l'homme des champs, qu'une véritable fraternite les unit, que, dans les meetings paysans, le rappel de l'aide militaire apportée par les ouvriers des villes au paysans, les exhortations à maintenir cette union, les prévisions sur la future collaboration économique de la ville et des champs, soulèvent toujours la plus vive satisfaction dans ces auditoires profondément attentifs et le plus souvent silencieux.

Mais ce qui préocupe les partis et les organisations ouvrières, c'est de savoir dans quelle mesure le paysan tient encore à son morceau de terre. Doit-on, pour s'assurer *maintenant*, en cette période dificile, la sympathie entière des paysans, les laisser morceler la terre s'ils le désirent, quitte à rendre ainsi plus difficile l'organisation de la société à venir?-ou doit-on et peut-on dès maintenant pousser au maximum à la collectivisation? «Le paysan déteste le propriétaire, mais il aime la propriété» nous dit l'un; «Le paysan tient au fruit de son travail, mais non à la terre» répond l'autre.

Ceci reflète évidemment le fait que les masses paysannes sont à l'heure actuelle en pleine évolution. Le cas de l'Union des Rabassaires est typique à cet égard. L'influence de la Esquerra est pratiquement liquidée, mais aucune des organisations ouvrières ne peut se vanter de lui avoir succédé, et l'Union paraît très soucieuse de conserver son autonomie, au moins apparente. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'U. G. T. d'un côté, le P. O. U. M. de l'autre, ont dans l'Union des cadres dirigeants, que certains noyaux, certains villages et beaucoup d'éléments jeunes semblent marcher à un rythme accéléré vers la collectivisation. L'exemple de Raimat dont il a été question dans ce bulletin, est un des cas les plus favorables puisqu'il s'agit d'une très grande exploitation à caractère semi-industriel, mais il est des cas plus modestes qui montrent le souci qu'ont les paysans de se grouper et même de franchir de nouvelles étapes: les habitants d'un village assez pauvre, Tortella, ont organisé collectivement depuis quelques mois l'élevage des porcs et la vente des produits de charcuterie. Dans certains endroits, depuis les journées de juillet, les paysans ont décidé de verser au syndicat les redevances qu'ils cessaient de porter au propriétaire. Ailleurs un groupe de paysans écrit au P. O. U. M. pour donner connaissance des décisions qu'il a prises: socialisation de la terre, fixation des salaires et du temps de travail.

D'un autre côté les comités antifascistes, les comités populaires qui ont surgi dans tous les villages, ont eu, outre leurs attributions politiques essentielles, à résoudre des problèmes économiques et d'approvisionnement. Dès maintenant une bonne partie des paysans catalans a l'habitude de l'organisation, et, dans une certaine mesure, l'habitude du travail collectif. Le décret sur la syndicalisation obligatoire est assez prudent pour sembler ne devoir rencontrer aucune opposition sérieuse, et, d'un autre côté il ne cristallise rien et laisse la voie libre à toutes les initiatives. Ce décret permettra une revalorisation des produits de la terre par la suppression des intermédiaires (le syndicat se chargeant des opérations) et une rationalisation de l'outillage. Or du point de vue du simple rendement économique, c'est là précisément l'essentiel de ce que l'on pouvait souhaiter en Catalogne.

Dans les mois qui vont venir on assistera certainement dans les masses paysannes à une polarisation qui, pour l'instant n'existe pas encore. Mais toutes les conditions réunies actuellement permettent d'espérer et même de prévoir, que la révolution ouvrière catalane ne connaitra pas les heurts avec la paysannerie, toujours terribles pour le prolétariat.

GARDE REPUBLICAINE ET MILICES ANTIFASCISTES

Dans le dernier numéro de la REVOLUTION ESPAGNOLE nous avons signalé la désagrégation de la *Garde civile* comme force militaire autonome. Il eût été facile de la dissoudre purement et simplement. Le gouvernement de Madrid ne l'a pas voulu. Avec les débris de l'ancienne Garde civile un peu remplumés, il a créé la *Garde nationale républicaine*. Cette nouvelle formation ne ressemble en rien à l'ancienne, si ce n'est par un côté: c'est une armée de métier formée de mercenaires. Cela suffit pour qu'elle se dresse en marge des milices ouvrières, la seule force armée véritable aujourd'hui; elle n'est pas l'expression du peuple armé, mais une force de répression au service de l'état démocratique. Sa création est donc, sinon dangereuse, du moins inutile. Quant à nous, marxistes révolutionnaires, nous ne reconnaissons comme armée vraiment démocratique et progressiste que les milices ouvrières antifascistes.

La Révolution... dans la Police

La Catalogne sous l'ancien régime avait l'estimable privilège de posséder deux polices, d'abord une police spécifiquement catalane, consacrée à la défense de l'ordre public, à la police des rues, à la répression des crimes de droit commun; c'est à dire une police purement criminelle; enfin la sûreté générale, dont le rôle était surtout politique. Cette police d'Etat servait fidèlement les intérêts de la bourgeoisie espagnole et avait comme but principal l'espionnage et la répression du mouvement ouvrier. Ce corps complétait avantageusement la Garde Civile et l'égalait en stupidité et en brutalité.

Aussi était-il a juste titre exécré de la classe ouvrière. Bien entendu, la *République du 14 avril* avait pris à son service tout l'appareil répressif de l'ancienne monarchie.

La révolution du 19 juillet a complètement bouleversé cet appareil répressif. Certes, la police madrilène existe encore sur le papier. Aucun acte officiel ne l'a dissoute, mais sa puissance est anéantie. La classe ouvrière a créé sous la direction générale du Comité Central des Milices un appareil répressif qui, lui, est dirigé contre la bourgeoisie. Au sein du Comité Central des Milices siège la *Commission d'Investigation* chargée d'assurer l'ordre révolutionnaire à l'intérieur du pays et de dépister les manoeuvres des éléments réactionnaires et des espions. Cet organisme est dirigé, comme toutes les autres Commissions par un Conseil composé des délégués de toutes les organisations ouvrières et antifascistes. Son sécrétaire est le camarade Fernàndez, délégué de la C. N. T.

Le personnel entièrement nouveau est recruté uniquement dans les organisations ouvrières. C'est dire a quel point on a évité de faire appel a la vieille bureaucratie. Celle-ci avait pour elle dans une mesure d'ailleurs assez faible, la technique policière. Les miliciens qui composent aujourd'hui le Comité n'ont ni ressemblance morale ni ressemblance physique avec les individus qu'on a coutume de rencontrer dans les polices bourgeoises des deux mondes. Comme leurs camarades du front, ce sont des combattants placés là à un poste de confiance où ils doivent faire preuve d'intelligence et d'énergie dans la recherche et la liquidation des espions fascistes. Le Comité installé dans une vieille demeure aristocratique sous les lambris dorés et les lustres scitillants, voit sans cesse les allées et venues de miliciens, d'estafettes et les patrouilles volantes qui exercent leur surveillance dans les différents centres nerveux de la cité. C'est beaucoup plus un Etat-Major et un centre de liaison qu'une officine où dans le mystère s'élaborent faux et machinations de la police bourgeoise. A leur arrivée au pouvoir nos camarades se sont emparés de tous les dossiers des militants ouvriers et les ont brûlés avec entrain ou bien rendus aux intéressés heureux de conserver les opinions que successivement la monarchie et la république bourgeoise avaient emises sur leur compte. Les fascistes arrêtés et leurs complices sont remis aux mains de la justice populaire qui décide de leur sort. Devant les terribles représailles exercées par les généraux rebelles sur tout ce qui est ouvrier où simplement républicain, devant le massacre en masse des populations de Saragosse, de Valladolid, de Badajoz, etc. le peuple ne peut se donner le luxe de la pitié. Devant le péril suspendu sur sa tête, la justice populaire est prompte: toute personne convaincue d'avoir agi d'une manière quelconque en faveur du soulèvement militaire est fusillée.

Le Comité d'Investigation exerce son autorité sur les *patrouilles de contrôle*. Ce sont des patrouilles de miliciens désignés par leurs organisations respectives qui assurent la sécurité de Barcelone et des faubourgs en les purgeant de la pegre internationale qui voudrait a la faveur de la Révolution augmenter ses ressources habituelles. L'action de ces patrouilles a été salutaire. Le vieux quartier du *Barrio Chino*, celèbre pour sa population de dévoyés et de malfaiteurs, a perdu son aspect traditionnél. Les maisons publiques, les boîtes à stupefiants, les bars d'homosexuels professionnels, dorment, tous volets fermes, d'un sommeil définitif. Les nids de recéleurs et d'indicateurs que renfermait ce quartier ont été nettoyés. Belle besogne de salubrité sociale et morale entreprise systématiquement par le prolétariat de Barcelone!

En province, la police intérieure est assurée de la même façon par les milices locales sous la direction des Comités antifascistes de chaque Commune.

L'ordre bourgeois, expression de la domination d'une minorité sur l'immense majorité du peuple, reposait sur une bureaucratie de mercenaires bons à tout faire. L'ordre révolutionnaire, expression de la libération des masses opprimées, s'appuie sur l'initiative et la volonté ardente du prolétariat armé.

Le P. O. U. M. définit sa politique devant le prolétariat de Barcelone

Le dimanche 6 septembre, le P. O. U. M. donnait à la salle du Gran Gran Price de Barcelone, devant un nombreux auditoire, un meeting qui, dans les circonstances actuelles et par son contenu politique, revêtait une signification exceptionnelle. La tenue des discours, auxquels l'ardeur n'enlevait rien de leur précision et de leur richesse idéologique, l'intelligence, la maturité du public, ont fait de ce meeting une large prise de conscience, par la classe ouvrière barcelonaise de la situation actuelle et de ses perspectives, et l'affirmation de sa volonté de lutte. Un parti révolutionnaire en plein essor, dans une période révolutionnaire, à l'instant oú un gouvernement de Front populaire prend le pouvoir à Madrid, vient soumettre au jugement des masses ses appréciations, sa tactique et ses buts. Le coup de sonde a été concluant: la salle accueillit par des ovations les passages décisifs des exposés.

Ajoutons, pour compléter l'atmosphère, que le salut du camarade Collinet, au nom du prolétariat français et le salut des marins du «Jaime I.er», au nom de la flotte révolutionnaire, déchaînèrent l'enthousiasme de l'assemblée.

Nous donnons ici un résumé enrichi d'extraits, des deux principaux discours, celui de Gorkin et celui d'Andrès Nin.

GORKIN

«Travailleurs de Catalogne; Travailleurs de toute l'Espagne: Ce que vous disait tout à l'heure le camarade Solano, à savoir que la République a été fondée non pas le 14 avril, mais dans les journées que nous vivons, est la meilleure condamnation de la politique suivie par Monsieur Azaña: cela signifie que les républicains n'ont pas été capables d'écraser le régime monarchique et de marcher vers une république progressive, et que seul en a été capable le prolétariat, les armes à la main.

Nous disions déjà, au début de la République, qu'il ne s'agissait pas de changer le décor politique et le drapeau du pays, mais qu'il était nécessaire de construire, d'une main de fer, une nouvelle économie et un régime capable de donner satisfaction aux désirs des ouvriers.

Nous disions qu'il fallait s'orienter en Espagne, vers la Révolution démocratique. Qu'il fallait s'orienter vers la solution du problème agraire et du problème du clergé en expropriant ce dernier et en le détruisant. Nous disions qu'il fallait s'orienter vers la solution du problème de l'armée, vers une transformation complète de l'armée. (Applaudissements.)

Mais en disant cela, nous savions bien, nous, que ce ne serait pas la petite bourgeoisie qui réaliserait en Espagne cette transformation. Nous savions que la petite bourgeosie, si elle voulait accomplir sa mission de classe, aboutirait à un échec complet et se montrerait incapable de faire la Révolution que seuls les ouvriers et les paysans peuvent faire. (Applaudissements.)

La république de 73, dans les mains de ces gens, a abouti à la restauration. Ce sont les mêmes qui ont conduit la république de 1931 aux deux années noires. Et aujourd'hui, six mois de leur gouvernement nous ont conduits au soulèvement des chefs militaires fascistes...

Il faut reconnaitre que la petite bourgeoisie nous a conduits à l'échec d'octobre en Catalogne et que la chose ne se serait pas produite si elle nous avait donné des armes. Echec d'une importance terrible car c'est l'échec en Catalogne qui a abandonné à eux-mêmes les mineurs asturiens en lutte. Dans ces conditions, il nous faut dire que si aujourd'hui le gouvernement était exclusivement dans les mains de la petite bourgeoisie, nous irions également à un échec.» (Ovation.)

(L'orateur rappelle ensuite l'initiative prise par les organisations ouvrières, et par le P. O. U. M. en particulier, d'armer leurs militants la veille du soulèvement fasciste. Il montre l'importance de la victoire du prolétariat de Barcelone, victoire dont a dépendu celle de Valence, et à laquelle Madrid doit aujourd'hui de n'être pas tombé au pouvoir des fascistes. Il proclame sa foi absolue dans le triomphe des milices antifascistes, parce que l'ennemi est réduit partout à la défensive.)

«Nous ne pouvons pas perdre la bataille. Nous le disons en pleine objectivité: nous ne pouvons pas perdre. Nous affirmons que le fascisme ne passera ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. (Ovation.)

Nous savons que Mussolini et Hitler soutiennent les fascistes espagnols. Ils leur envoient des avions. Ils les soutiennent parce qu'ils savent que l'écrasement du fascisme en Espagne signifie l'écrasement du fascisme dans le monde entier.

Oui; Hitler et Mussolini soutiennent le fascisme espagnol. Mais quelle est, en face d'eux, l'attitude de Léon Blum et de Staline? L'un et l'autre se proclament neutres. Nous disons que dans cette révolution se joue l'avenir de la France et de l'U. R. S. S. Rester neutre est un crime contre le classe ouvrière. (Grande ovation.)

Au temps de Lénine, au temps où l'Internationale communiste était communiste et non républicaine, la Russie ne demeurait pas neutre devant la révolution italienne et allemande. Alors, tous les moyens politiques et économiques de la Russie étaient au service du prolétariat. Et Lénine et Trotsky disaient que sans la révolution internationale, la révolution russe ne pourrait pas être sauvée.

Aujourd'hui vient de se former en Espagne un gouvernement composé d'hommes de la II.ème et de la III.èeme Internationale. Nous disons à ce gouvernement: pourquoi n'essayez-vous pas d'obliger Blum et Staline à tenir les promesses contractées par les deux internationales à l'égard du prolétariat espagnol?

Quand Hitler et Mussolini envoient leur avions à Franco, la Russie soviétique n'a pas le droit de nous refuser les siens.» (Grande ovation.)

(Gorkin conclut en disant qu'à défaut des gouvernements, il compte sur la solidarité du prolétariat de tous les pays et du prolétariat français en particulier qui déjà manifeste journellement sa sympathie et s'efforce de faire pression sur son gouvernement. Il achève en rappelant les mots d'ordre du parti:

«Pas un pas en arrière!

Pas de pactes ni de compromis avec l'ennemi!

Jusqu'au bout, jusqu'à la victoire où à la mort!» (Ovation.)

ANDRES NIN

Le discours d'Andrès Nin fut d'une grande importance politique en ce qu'il définit la position du parti non seulement devant les évènements actuels, mais aussi à l'égard des autres organisations ouvrières et en particulier de la C. N. T. et de la F. A. I. dont le rôle et la combattivité n'ont pas besoin d'être soulignés.

Après avoir adressé un salut au camarade Maurin qui est vivant mais ne peut se trouver aujourd'hui parmi ses frères de lutte, l'orateur souligne la stupidité de l'armée espagnole qui, en voulant s'opposer aux conquêtes ouvrières a déchaîné la révolution.

«Depuis le 16 février la lutte continue. Elle ne se joue pas entre le fascisme et la démocratie mais entre le socialisme et le fascisme. Les évènements récents nous ont donné raison. Les ouvriers ont abattu le fascisme. Les ouvriers se battent pour le socialisme. Aujourd'hui la révolution démocratique ne représente rien. Les ouvriers ont résolu en cinq jours les problèmes que les républicains n'avaient pu résoudre en cinq ans.

Les problèmes de l'église, de la terre, de l'armée, de l'épuration de la magistrature et de la Catalogne ont été résolus. La classe ouvrière les a résolus en cinq jours.»

(Suit une énumération de ces problèmes et de la manière dont ils ont été résolus. Le seul moyen d'abattre le fascisme est de faire la révolution prolétarienne.)

«Nous sommes partisans d'accorder à tous la liberté, mais à la classe capitaliste nous la refusons absolument. La classe réactionnaire doit être privée de tous droits politiques.

Il faut créer de nouvelles institutions qui répondent aux besoins des masses travailleuses. Il faut créer un nouvel organisme législatif. Il faut convoquer des cortès constituantes qui jettent les bases de la nouvelle société. Dans ces cortès la classe capitaliste ne sera pas représentée; seuls seront représentés les ouvriers, les paysans et les combattants.

Un gouvernement fort est nécessaire. Nous n'entendons pas par ces termes ce qu'entendent les classes possédantes. Mais nous voulons parler d'un gouvernement qui dispose du maximum d'autorité au nom de la classe ouvrière.

Il nous faut un gouvernement qui lutte jusqu'au bout. Est ce que le nouveau gouvernement de Madrid réunit aujourd'hui ces conditions? Non. La classe ouvrière espagnole a besoin de quelque chose de plus.»

(Suit une critique de la déclaration ministérielle.)

«L'union de tous est nécessaire. La lutte est dure. La victoire n'est pas facile. La victoire est assurée par avance mais il faut économiser le sang de la classe ouvrière. Pour cela le commandement unique est nécessaire. En Catalogne s'est crée dès le premier moment un comité central des Milices antifascistes où étaient représentés tous les partis qui prirent part à la lutte contre le fascisme. Le P. O. U. M. propose la création d'une Junte de défense capable de nous mener rapidement à la victoire.» (Applaudissements.)

(L'orateur rappelle les exemples de la Catalogne et de Valence qui sont à l'avant-garde de la révolution sociale.)

«Au moment de prendre toutes ces responsabilités, l'union des travailleurs est plus que jamais nécessaire. L'avenir de la classe ouvrière dépend de l'attitude qu'adopteront la C. N. T. et la F. A. I. à cause de leur influence sur les travailleurs de Barcelone.

Bien que nous divergions sur quelques points, nous devons pouvoir arriver à un acord avec ces deux organisations puisque les ouvriers de la C. N. T. constituent une force animée d'un instinct révolutionnaire indiscutable. (Applaudissements.)

Il nous arrive à tous d'avoir l'orgueil de nos organisations. Il faut laisser ces choses de côté et chercher si nous pouvons nous entendre. Quelques unes des questions fondamentales sur lesquelles nous ne pouvions nous entendre avec les anarchistes ont aujourd'hui diparu. Par exemple, la question de l'armée. La C. N. T. ne croyait pas en la nécessité d'une armée révolutionnaire. Aujourd'hui nous avons crée tous ensemble l'armée des milices.

Autre problème. L'instauration immédiate du communisme libertaire. Les anarchistes se sont rendu compte qu'il faut s'adapter aux possibilités du moment.

Le pouvoir politique. Nous reconnaissons que, sur ces termes nous ne pourrions peut-être pas nous mettre d'accord. Au lieu de gouvernement nous l'appellerons: Comité, Comission. Nous sommes prêtes à accomplir tout notre devoir et... (le bruit des applaudissements empêche d'entendre la fin de la phrase).

Dictature du prolétariat. Autre terme qui fut l'objet de divergences avec les camarades anarchistes. La dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. En Catalogne nous pouvons affirmer que la dictature du prolétariat existe déjà. (Applaudissements.) On peut remplacer ce terme par celui de la volonté révolutionnaire. Il n'existe alors de liberté que pour la classe ouvrière. (Applaudissements.)

Il y a peu de jours la F. A. I. lançait un manifeste déclarant qu'elle s'opposerait à toute dictature exercée par un parti. Nous sommes d'accord avec elle. La dictature du prolétariat ne peut être exercée par un seul secteur du prolétariat, mais par tous les secteurs, sans aucune exception. Aucun parti ouvrier, aucune centrale syndicale n'a le droit d'exercer aucune dictature. Que l'on sache bien que si la C. N. T. ou le parti socialiste ou le parti communiste essayaient d'établir une dictature, ils nous trouveraient en face d'eux. La dictature du prolétariat doit être exercée par tous.

de ces armes nous mettrons définitivement en déroute la bour-

La dictature du prolétariat est l'expression de la véritable démocratie, du gouvernement de la majorité, à l'inverse de la démocratie bourgeoise qui est l'expression de la dictature d'une minorité d'exploiteurs contre la majorité de la population. Nous

La Révolution dans une petite ville

Sur la route de Barcelone à Tarragone, à 40 kilomètres de la capitale catalane, se trouve Vilanueva y Geltrú, ville de 24.000 âmes. L'activité de ses habitants se partage entre l'industrie et la pêche. Le jour, une flotte de barques à moteur dort sur le sable. A la tombée de la nuit, elle prend la mer dans une farandole de lumières. Les usines déversent chaque jour à midi et à six heures le flot des travailleurs. Quelques entreprises textiles, une cimenterie, la grand fabrique italienne de pneus «Pirelli», quelques ateliers de tubes en acier développent leurs bâtiments de briques au milieu même de la ville...

J'ai connu Villanova il y a quatre ans. C'était le type même de ces petites villes provinciales où l'activité se règle sur les heures de travail et de loisir des ouvriers. L'après-midi, elle semblait morte; le soir, à partir de six heures, elle s'animait d'une vie grouillante et légère. La foule se déversait sur les ramblas où se répartissait suivant ses tendances politiques dans tel où tel café aux vastes terrasses. La bourgeoisie et l'aristocratie vivaient derrière les volets toujours fermés de ses maisons ou dans ses jardins enclos de murs.

Quant aux pêcheurs, ils menaient une vie séparée, ne quittant guére la grande promenade qui longe la mer et où se trouvent leurs cafés, cercles et syndicats...

La grande majorité des ouvriers syndiqués était affiliée à la C. N. T. Un seul parti ouvrier avait une existance visible, le *Bloc ouvrier et paysan* devenu par la suite le *P. O. U. M.* Quant à la population, elle élisait comme représentants les chefs locaux de la Esquerra Catalana. En octobre 1934, l'Alliance Ouvrière se réalisa dans la rue entre les communistes du Bloc ouvrier et paysan et les anarchistes de la C. N. T. La Mairie fut occupée; avec quelques armes prises aux forces de police, nos camarades réussirent à mettre en fuite un camion de Gardes Civils venu de Barcelone pour les mettre à la raison. Puis, ce fut la chute de Barcelone, la défaite; les plus compromis s'enfuirent dans la montagne...

Dans le bouleversement d'aujourd'hui, j'ai voulu revoir mes camarades de Villanova pour leur poser une question qui leur a paru au premier abord bizarre et embarrassante: «Comment avez-vout fait la Révolution?»

D'abord un point préalable: pour nos camarades du P. O. U. M. de Villanova, comme pour tous les révolutionnaires d'ailleurs. juillet 36 est la continution d'octobre 1934; octobre. c'était la libération en puissance; juillet c'est la libération réalisée.

—Comment s'est produite la rébellion fasciste?

—Il n'y a pas eu de rébellion ici. Il n'y avait pas d'armée, mais seulement les carabiniers (douaniers) et les Gardes Civils. Les communications furent coupées le 19 juillet, mais toute le ville et nous-mêmes se rendait parfaitement compte de ce qui arrivait. Les organisations ouvrières attendaient, sur le pied de guerre.

—Aviez-vous des armes?

—Tous nos militants étaient armées, précaution indispensable, comme l'avaient montré les journées d'octobre. A la nouvelle de la victoire de Barcelone, les ouvriers s'emparèrent sans rencontrer la moindre résistance, des édifices publics. Les carabiniers se rangèrent immédiatement à nos côtés. Les Gardes Civils, aprés 36 heures d'hésitation, en firent autant. Partout, dans les sièges de nos adversaire dans leurs domiciles, on s'empara de toutes les armes possibles; l'Eglise fut fermée, ainsi que tous les établissements religieux et réactionnaires de la ville. Enfin le prolétariat s'organisait à l'exemple de la révolution antérieure d'octobre et crààit un Comité de Défense local composé des organisations suivantes: C. N. T., U. G. T., P. O. U. M.. E. R. C., P. S. U. C., et enfin Union des Rabassaires (métayers) et le parti de l'Estat Català

—Quel est le rôle de ce Comité?

—Il détient tout le pouvoir dans la Commune de Vilanova et il est chargé à la fois d'assurer la défense des conquêtes prolétariennes et d'administrer politiquement et économiquement la vie locale.

Le 22 juillet, à sa première réunion, il constituait 6 Comissions de travail, véritables Ministères, dans lesquelles se répartissaient les différents membres délégués de leurs organisations. Ces Comissions sont: la Commission des Milices du Peuple, qui à sa disposition environ 200 miliciens armés, et 200 autres sans armes; la Commission d'Alimentation celles du Transport et du Ravitaillement, celles de Censure et de Presse, cette dernière ayant à sa disposition un Bulletin quotidien chargé de documenter le population et le Poste émetteur de Radio de la localité; la Commission d'Instruction, de Santé et d'Hygiène, et enfin la Commission d'Economie et de Travail.

Le Comité général siège chaque jour. Il a la charge de diriger la Révolution dans sa ville et cela l'oblige à discuter et à décider de *tout*. J'ai eu sous les yeux les décisions prises jour par jour, décisions d'ailleurs immédiatement exécutées. On y trouve les décrets touchant jusqu'au fondements de la propriété et du régime social, comme l'expropiation des biens du clergé et des éléments réactionnaires, comme la collectivisation du sol et sa répartition entre les métayers, comme la socialisation d'un grand nombre d'entreprises. D'autres sont directement inspirées par la lutte de classe, comme la confiscation des comptes en Banque de tous les réactionnaires, confiscation dont le bénéfice permet l'entretien des Milices. Le Comité doit aussi fixer le prix des patates (25 centimos le kg.), abaisser le prix des loyers, obliger les patrons à payer les journées de grève, etc... Il décide que «quiconque augmentera le prix de denrées alimentaires se verra obliger de les fournir gratuitement à ses clients». Une autre fois, il transmet aux Hôpitaux tous les lapins et poulets trouvées dans le Couvent de la Providence. Ainsi, chaque jour, l'ordre révolutionnaire se crée et se développe dans la solution des problèmes les plus difficiles comme dans celle des questions les plus minimes et parfois les plus ridicules. Mais si l'on considère la résultante de toute cette activité, si on la relie à la formidable lutte qui a lieu en Espagne, on peut, comme le faisait le Comité s'adressant à la population, affirmer que la véritable histoire de la classe ouvrière espagnole commence le 19 juillet; «avant, c'était la préhistoire.»

—Combien d'édifices avez-vous saisi?

—Environ une trentaine, appartenant au clergé, aux aristocrates et aux partis fascistes. C'est ainsi que la F. A. I. occupe l'immeuble du Parti de Gil Robles, que la C. N. T. a élu domicile dans l'ancien Centre régionaliste (parti du richissime Cambó); l'U. G. T. loge au Collège de la Conception et le P. O. U. M. au Collège appartenant à la Congrégation des «Ecoles pieuses».

Je regarde autour de moi: le décor intime de ce Collège n'évoque point celui de vastes Etablissements d'Enseignement Public, mais plutôt celui d'une Institution privée où la morale bourgeoise se distillait pour quelques fils de famille. Cette Congrégation possédait 78 Etablissement semblables en Espagne dont 26 dans la seule Catalogne.

—Quel est le régime social actuel des entreprises?

—Dans le textile, sur 7 entreprises, 3 sont socialisées et dirigées par la C. N. T. Les Transports sont complètement socialisés (direction de l'U. G. T.). Les Chemins de Fer sont gérés par les deux syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T. La cimenterie et deux entreprises métallurgiques, ainsi que plusieurs maisons d'alimentation et magasins de confection sont entièrement aux mains des ouvriers. Dans la grande maison de pneus «Pirelli», existe avec l'aide technique de la Généralité le contrôle ouvriers de la production.

—Et à la campagne?

—L'Union des Rabassaires qui a saisi toutes les grandes propriétés agricoles des environs a soumis au Comité de Défense local un plan d'exploitation collective que nous avons approuvé.

«...Le 18 juillet, comme partout, la vie se poursuivait à Villanueva dans une monotonie tranquille, routinière, et pénétrée de cet esprit grégaire que le vieux monde lui avait imprimé. Les uns étaient à la plage, au bain, à la promenade ensuite, les au-

---

luttons donc pour la dictature du prolétariat et contre la dictature d'un seul parti...

Les armes sont au pouvoir de la classe ouvrière et à l'aide geoisie.

(Au milieu d'une tempête d'applaudissements l'orateur conclut en affirmant que la classe ouvrière, en pleine conscience, est prête à tous les sacrifices, pour obtenir la victoire.)

EXTRAIT DU DECRET SUR LA «SYNDICALISATION» OBLIGATOIRE

Il est nécessaire dans les circonstances actuelles, que toutes les activités agrícoles soient subordonnées qux besoins d'approvisionnement de la population. Les mesures exceptionelles sous-indiquées doivent compenser le développement social trop lent de la population agricole.

Afi d'obtenir le degré de productivité dont a besoin le peuple espagnol, et de protéger les paysans contre tous les risques agricoles et contre l'exploitation usurière, on crée des institutions d'appui et de défense qui seront les organismes de crédit, d'assurance mutuelle et d'achat en commun.

Tous les syndicats crées par ce décret, et auxquels devront adhérer les paysans devront comporter les sections suivantes:

a) Vente et transformation éventuelle des produits.
b) Acquisition de matériel agricole.
c) Assurances contre les risques.
d) Caisses de crédit.

Les syndicats qui auront à contrôler l'exploitation d'un domaine confisqué par la généralité de Catalogne auront à organiser cette exploitation par le système du travail collectif.

Les syndicats se grouperont pour les mêmes buts par fédérations de communes qui centraliseront, à l'aide de commissions spéciales:

a) La vente aux syndicats locaux.
b) La transformation des produits, sous-produits et denrées.
c) L'achat pour les syndicats locaux.
d) L'assurance contre tous risques.
e) Les dépots et comptes-courants des caisses de crédit agricole de la Généralité de Catalogne.
f) L'assistance et la vigilance comptable des syndicats locaux.

Il est hors de doute que les dispositions ainsi énumérées, tout en procurant à l'agriculteur une valorisation de son travail et une amélioration de son standard de vie, réaliseront une distribution rationnelle des produits agricoles pour le plus grand bénéfice du prolétariat de tout le pays.

La localisation de la guerre civile

On publie une note sur les territoires dominés par les ouvriers et par les rebelles. Les provinces totalement occupées par le prolétariat comprennent 11.520.000 habitants sur un territoire de 175.293 kilomètres carrés. Les provinces, où les troupes loyales ne dominent pas, comprennent 7.280.000 habitants sur une surface de 148.524 kilomètres carrés. Les provinces où la lutte se poursuit actuellement comprennent 7.340.000 habitants et 179.985 kilomètres carrés. Les travailleurs contrôlent déjà plus de 60 % de la population et de la surface territoriale de l'Espagne.

COMITE D'AIDE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

S'adresser provisoirement a la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.

---

tres au travail, soupirant après le dimanche qui leur donnerait a eux aussi la plage, le bain, la promenade. Mais malgré les apparences, une angoisse profonde possédait les esprits et se traduisait par cette éternelle question:

—Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui va se passer ici?

—Qui le sait, était la réponse».

Complétant et achevant ce récit d'un militant de Villanueva la réponse est venue: c'est la marche vers le socialisme d'un peuple qui sait ce qu'il veut et comment il le veut.

Michel COLLINET

LE POUVOIR PROLETARIEN A LERIDA

L'autorité suprême appartient au Comité populaire formé par le P. O. U. M., le P. S. U. C., la F. A. I., l'U. L. S. (Union locale des syndicats) la C. N. T., l'U. G. T.

Le camarade Vila, du P. S. U. C. est le commissaire de la Généralité de Lerida.

Le camarade Rodes, du P. O. U. M., est commissaire de l'ordre public.

Un *Comité militaire* a été constitué: il est formé par 3 militaires et les délégués du P. O. U. M., du P. S. U. C. et de la F. A. I.

Le *Comité de Ravituaillement* est formé par 3 délégués de chaque centrale syndicale et de l'U. L. S. Il est subdivisé en plusieurs commissions:

La commission d'approvisionnement qui contrôle les échanges; le magasin communal où s'entassent les produits des réquisitions; les cuisines populaires et la caserne des miliciens qui fonctionnent avec le système des bons; les fabriques collectives (vêtement et conserves de tomates).

Les jorunées de grève ont été payées par la main-mise sur le compte courant du millionnaire Jaime Llorens (700.000 pesetas).

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les évènements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vus invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

Allo! Allo! Ici Radio-P.O.U.M.

A partir du 9 septembre, vous pourrez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

Ces émissions auront lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longuer d'onde est provisoirement de 42 mètres.



1 et 3: L'enterrement de 5 camarades du P. O. U. M. morts sur le front de Huesca: La Place du Théâtre, de Barcelona, avant le départ du cortège. Les travailleurs défilent devant les cercueils.

2: Prés de Huesca.

4: Un meeting du P. O. U. M. dans le quartier du Clot.

5 et 6: Miliciens au repos.

7: Le Commandant Piquer, de colonne du P. O. U. M. à Leciñena.

8: Deux metrailleurs du front andalous.

9: L'aviateur Villa Ceballos.

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 4 Barcelone, le 24 septembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse, Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc, Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

MAURIN EST MORT!

Le Parti ouvrier d'unification marxiste vient de perdre son chef le camarade Joaquim Maurin, fusillé par les fascistes. A la veille des évènements de juillet il était parti pour une province d'Espagne occupée depuis par les rebelles. Durant les premières semaines il put envoyer aux siens de ses nouvelles. Puis ce fut le silence. Enfin, il y a quelques jours parvenait à sa famille une carte d'adieu, écrite sans doute quelques instants avant l'exécution.

Sa vie entière, depuis plus de vingt ans était consacrée à la cause du prolétariat. Lutteur infatigable, révolutionnaire aux vues admirablement nettes et sûres, homme d'une droiture et d'une fermeté qui le faisaient respecter dans tous les milieux politiques, il était le militant désigné pour fonder un parti, le faire vivre contre vents et marées, former les nouvelles couches d'adhérents, et assurer l'union des volontés grâce à la confiance qu'il inspirait.

Il meurt au seuil de la révolution, au moment où triomphe la cause pour laquelle il avait toujours combattu, à l'heure où l'instrument qu'il avait forgé commence à donner toute sa mesure. Il meurt à son poste de révolutionnaire, sous les balles fascistes, comme tant d'autres fils de cette classe ouvrière espagnole qui représente à l'heure actuelle le meilleur de l'humanité, l'avant-garde combattante du prolétariat mondial et l'espoir de la societé de demain.

Son oeuvre continue et il sera vengé. Le P. O. U. M. tout entier fait sienne la déclaration de ses jeunesses: «Maurin nous a formés; nous saurons prouver qu'il n'a pas perdu son temps.»

La vie de Joaquim Maurin

Pour faire connaitre aux camarades français l'oeuvre et la vie de Maurin, nous donnons dans ce numéro sa biographie, un extrait de l'article de Gorkin sur lui paru dans «La Batalla» et un fragment du discours prononcé par lui aux Cortès de Madrid un mois avant le soulèvement fasciste.

Joaquin Maurin naquit le 12 janvier 1897, dans une localité de la province de Huesca, pres de Lérida. Son père, un pouvre cultivateur était aragonais, sa mère catalane. Ses parents le destinaient à la prêtrise, mais il résista énergiquement et partit à Huesca faire ses études pour devenir instituteur. Ses camarades d'école racontent qu'il demeurait la plupart du temps à l'écart des autres pour lire et travailler. Dès cette époque, et sans autre influence semble-t-il que celle de ses lectures, il se lance dans la lutte révolutionnaire et fonde un hebdomadaire, «Le Talion». La publication d'un article contre Alphonse XIII lui vaut d'être poursuivi et jugé. Le procureur requiert contre lui 20 ans de prison, mais il est acquitté, vu son âge (17 ans), et achève ses études. Ne pouvant obtenir de poste officiel avant 21 ans, il entre comme professeur dans un collège privé non catholique de Lérida jusqu'à l'âge du service militaire.

Quand éclate la révolution russe, il est un des premiers à se passionner pour elle entreprend une intense campagne de propagande pour la défendre et fait une série de conférences au centre ouvrier de Lérida.

En 1919, alors qu'il fait son service militaire à Madrid il entre en contact avec les cercles dirigeants du syndicalisme, assiste, en uniforme, aux séances du congrès de la C. N. T., et commence à jouer un rôle important dans cette organisation.

Libéré du service, Maurin est chargé en 1920, par l'organisa-

tion ouvrière de Lérida de diriger le journal «Lucha Social», et d'organiser le mouvement ouvrier dans toute la province, tâche qu'il accomplit admirablement.

En 1921 il est envoyé par la C. N. T. comme délégué au troisième congrès de l'Internationale communiste.

Il voyage en France, en Allemagne et en Russie, et étudie le mouvement ouvrier dans ces pays.

Pendant son absence il est mobilisé pour la guerre du Rif, considéré comme insoumis, arrêté à son retour et emprisonné quelque temps. C'est alors que se fonde le parti communiste en Catalogne. Pour les nécessités de son travail syndical, Maurin n'y adhère pas effectivement. Son adhésion n'a lieu qu'en 1923. Malgré la campagne déclenchée contre lui en tant que sympathisant communiste par les anarchistes, sa délégation à Moscou est approuvée par la C. N. T. à son retour, et, d'octobre 1921 à février 1922 il est secrétaire de la C. N. T.

C'est l'époque de la dictature de Martínez Anido et de l'assassinat par les bandes de tueurs dénommées «syndicats libres» de grands militants comme Francisco Layret, fondateur de l'Union des rabassaires et de Cegui, un des dirigeants de la C. N. T.

Maurin est emprisonné en février 1922. En sortant de prison, il donne à l'Ateneo Encyclopédique Populaire une série de conférences sur la révolution russe, conférences qui remportent un grand succès. Elles sont suspendues par ordre d'Anido et d'Arlegui. A la fin de cette année il fonde l'hebdomadaire «La Batalla» qui doit lutter contre l'hostilité générale du mouvement ouvrier de Catalogne contrôlé et dirigé par les anarchistes. Il fut alors pendant six mois gravement malade, des suites d'une blessure à la tête qu'il s'était faite en tombant d'un tramway d'où il avait été précipité par un policier. «Cet homme est un condamné à mort» disait de lui Souvarine en juin 1923 lors d'un nouveau voyage de Maurin à Moscou.

Quand il rentre de Russie, on l'arrête à la frontière; il parvient à s'échapper, marche pendant des heures, traverse une rivière à la nage; mais en novembre il est à nouveau arrêté et emprisonné trois semaines sous prétexte qu'il reçoit des lettres de Russie.

En janvier 1925, sous la dictature de Primo de Rivera, il est poursuivi par la police, blessé et mis à l'hôpital. Des camarades préparent son enlèvement, mais il est dénoncé et la nuit même où l'enlèvement devait avoir lieu, on l'emmène non guéri à la prision modèle de Barcelone et on le met au secret. Puis il est incarcéré à la forteresse de Montjuich, dans la cellule de Ferrer. Il devait rester trois ans. Il tente de s'évader en sautant au cours de la promenade, du haut des murs du château, mais sa blessure se rouvre et on l'enferme pendant 5 mois dans un cachot au secret.

Enfin acquitté le 4 octobre 1927, il se réfugie à Paris. C'est là qu'il épouse la soeur de Boris Souvarine, Jeanne Lifchitz, et qu'il travaille pendant deux ans et demi, d'abord à l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, puis aux éditions Europe-Amérique qu'il dirige et auxquelles il donne un grand essor. En collaboration avec sa femme, il est également correspondant de l'agence Tass.

La chute de Primo de Rivera en 1930 le ramène en Espagne. Il est emprisionné 8 jours à Figuéras lors de son passage à la frontière, puis de nouveau arrêté trois semaines après, et il passe tout l'été en prison.

A la fin de 1930 est découvert le complot républicain de Galan et Hernàndez auquel avaient participé la plupart des militants ouvriers. Maurin est arrêté et emprisonné pendant deux mois. Puis on le laisse à peu près tranquille jusqu'à la république d'avril 31.

C'est au cours de cette période que se développent ses désaccords avec l'Internationale communiste, désaccords qui aboutissent à la rupture. La féderation communiste catalano-baléare, section la plus forte du P. C. espagnol se solidarise tout entière avec Maurin. Avec quelques autres éléments de Valence, de Madrid et des Asturies. Il transforme la Féderation catalane en un nouveau parti communiste espagnol intitulé: Fédération communiste ibérique. Autour de ce noyau, il constitue un organisme plus vaste intitulé: Bloc Ouvrier et paysan (1931). «Le Bloc», comme on l'appelle communément, deviendra rapidement en Catalogne une force politique sérieuse, le principal parti ouvrier de cette région (rappelons que ni la C. N. T. ni la F. A. I. ne sont des partis politiques). «La Batalla» reste l'organe hebdomadaire du nouveau parti. Cependant en 1934, peu de temps avant les évènements d'octobre, Maurin et la petite équipe de ses collaborateurs réussissent, par un véritable tour de force à créer un quotidien à Barcelone: «Adelante».

Malgré sa faiblesse numérique, le parti de Maurin jouera un grand rôle durant l'année 1934. Il est l'initiateur à Barcelone de l'«Alliance ouvrière» organisation de front unique entre les différents partis et syndicats. L'exemple de Barcelone sera suivi dans de nombreuses villes d'Espagne; et en octobre 1934, ce sont les alliances ouvrières qui dirigeront la grève générale et l'insurrection. Ce sont elles qui, après l'adhésion des communistes officiels formeront le gouvrernement révolutionnaire des Asturies. La tactique des alliances ouvrières préconisée sans relâche par Maurin qui se montre ainsi un véritable disciple de Lénine, reçoit dans les évènements d'octobre une consécration définitive. Dans la révolution actuelle, c'est encore l'Alliance ouvrière, où cette fois-ci sont entrés les anarchistes, qui triomphe sous le nom de Comité central des milices antifascistes. D'organisme de défense et de rassemblement des ouvriers, l'Alliance ouvrière devient aujourd'hui le véritable gouvernement de la république à Barcelone.

Après la chute de Barcelone, le 7 octobre, la répression s'abat sur les militants ouvriers. Quelques uns s'enfuient, beaucoup sont emprisonnés et traînés en conseil de guerre. Maurin est arrêté, mais il doit à l'ignorance de nouveaux policiers, arrivés tout frais de Madrid, de pouvoir changer d'identité; il est relâché presque aussitôt sans avoir été reconnu. Pendant quelques mois il mènera une existence souterraine à Barcelone, cependant que le Parti se reforme tenant des réunions clandestines, publiant un petit journal illégal, assurant partout ses liaisons. Pendant cette époque Maurin écrit son troisième ouvrage important «Vers la seconde Revolution», dans lequel il démontre que la bataille n'a été qu'un engagement d'avant-garde, que les deux forces antagonistes: le prolétariat et la bourgeoisie ont conservé leur puissance respective, et que, dans ces conditions, au milieu de la ruine de l'économie capitaliste aggravée par le système féodal et clérical, la révolution prolétarienne apparait comme un évènement inévitable dans un temps très bref. Au moment même où l'histoire vérifie ses prophéties, Maurin tombe sous les coups des fascistes. Les deux premières oeuvres de Maurin avaient été: «Les Hommes de la Dictature», portraits politiques et psychologiques de la grande bourgeoisie catalane. Le deuxième: «La Revolution Espagnole», où il exposait les conditions sociales et économiques de l'Espagne moderne, est une sorte de préface à: «Vers la Seconde Revolution». Aucun de ces livres n'a encore été traduit en français.

A la fin de 1935, «La Fédération Communiste Ibérique» a fusionné avec la «Gauche Communiste Espagnole» pour former le PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE (P.O.U.M.) dont Maurin fut le secrétaire générale et le leader incontesté.

Le 16 février 1936, Maurin fut élu sur la liste antifasciste de Catalogne aux Cortès de Madrid. Depuis ce moment, jusqu'à l'insurrection militaire, il dénonça les inqualifiables faiblesses du gouvernement de Front Populaire vis à vis du fascisme; les évènements une fois de plus montrèrent que seul aux Cortès il avait eu raison contre l'optimisme paresseux ou criminel des républicains bourgeois et de leurs alliés.

A NOS LECTEURS

Vous avez suivi l'effort de cet organe hebdomadaire que le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste édite à l'intention des ouvriers français, a l'intention de tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Nous vous invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères espagnols, à nous apporter votre collaboration, à soutenir notre lutte avec tous les moyens qui sont en votre pouvoir.

Diffusez ce bulletin. Faites-lui des abonnés. Ecrivez-nous. Prolétaires de France, pour notre victoire définitive:

SOUTENEZ-NOUS!
A BAS LE BLOCUS!

JUSQU'A LA VICTOIRE DEFINITIVE

J'ai toujours pensé que le trait dominant de sa nature était l'optimisme, un optimisme dialectique et créateur. Je répondis un jour dans un congrès à un ex-camarade qui le lui reprochait: «Sans cet optimisme créateur du camarade Maurin, est-ce que notre parti existerait?» Aujourd'hui comme hier je crois que non.

C'est cet optimisme créateur qui se manifestait quand, maître d'école à Lérida il se lança dans une vie infatigable de propagandiste et d'organisateur; quand il fonda à Barcelone, autour de LA BATALLA un petit noyau dans lequel s'unissaient les efforts de *La Lutte Sociale* de Lérida et de *L'Action Syndicaliste* que j'avais fondée avec un ex-camarade de Valence; quand, dans la prison de Montjuich, il se consacrait avec ténacité à l'étude des langues et des oeuvres fondamentales du socialisme; quand, réfugié avec moi à Paris il centrait tous ses efforts sur l'Espagne en prévision des grands évènements qui se préparaient; enfin quand il écrivait ses livres sur les hommes de la dictature, sur la Révolution espagnole, sur la seconde révolution que sa dialectique avait prévue et à l'entrée de laquelle il vient sans doute de perdre la vie. C'est l'optimisme créateur de Maurin, issu des entrailles mêmes du prolétariat espagnol, qui a été le forgeron de notre parti.

Maurin se fixait un objectif politique il fallait tenir un grand meeting. On n'avait pas d'argent? N'importe, il fallait tenir un grand meeting! Et le meeting avait lieu. Le Parti avait besoin d'un quotidien. Mais il n'y avait pas d'argent! Mais d'autres partis plus forts n'avaient pas de quotidiens. Mais c'était une folie! N'importe, le Parti avait besoin d'un quotidien et il rassemblerait sou par sou l'argent nécessaire. C'est ainsi que parut «Adelante». Ce fut une des périodes les plus dures de la vie de Maurin. Non seulement il lui fallait assurer la direction et la majeure partie de la rédaction, mais il devait encore recourir chaque jour — chaque jour! — à mille expédients, tous honnêtes (car sur les questions de probité personnelle et politique il était sans égal) pour couvrir les dépenses administratives. Je le voyais épuisé, physiquement épuisé, et le l'aidais de toutes mes forces au travail de rédaction. Et il m'arrivait souvent de me demander en considérant sa capacité de travail et d'efforts: mais cet homme est donc de fer? C'est son optimisme créateur qui entretenait sa volonté, son obstination, son intransigeance. Cela et aussi la certitude qu'il était dans le vrai.

Aux réunions du comité exécutif, c'était presque toujours lui qui posait les problèmes et qui suggérait les initiatives à prendre. Il laissait parler tous les autres. Il écoutait d'un air concentre. Bien souvent les opinions étaient pessimistes. C'est alors que parlait son optimisme créateur. Et il gagnait l'esprit des autres; l'expression des visages changeait. Et lorqu'il en arrivait aux conclusions, à la synthèse, la conviction qui était la sienne s'était emparée de tous.

Il connaissait les militants un par un. Non pas seulement de nom. Il connaissait leur position politique, leurs qualités et leurs défauts. Il savait ecouter et interroger. Il se rendait compte ensuite de la situation. Il indiquait les directives, suggérait les solutions justes. Il inspirait aux autres sa confiance, son optimisme créateur.

Je n'exagère pas en disant qu'il vivait exclusivement pour le Parti. Ceux qui le connaissaient savent que c'est vrai. Il n'allait presque jamais au spectacle. Il n'avait pas d'heures fixes pour manger ni dormir: le travail du Parti en décidait.

Avait-il des amis? En dehors du Parti je crois que non. Et dans le Parti il n'avait que des camarades. Il était avec eux d'une délicatesse et d'une bonté extraordinaires.

Maurin est mort. Il est peut-être mort. Peut-être ne l'a-t-on pas tué. Mais son optimisme créateur vit. Il vit en nous il vit dans le Parti, il vit dans la classe ouvrière espagnole. Grâce à lui nous irons jusqu'à la victoire définitive.

J. G. GORKIN

Le dernier discours de Maurin aux Cortes

(Fin du discours)

UN ABIME S'OUVRE PEU A PEU ENTRE LE PARLEMENT ET LE PAYS

Ne nous y trompons pas: entre le parlement actuel et l'état d'esprit véritable du pays s'ouvre, chaque jour plus profond, un véritable abîme. Le parlement ne représente plus aujourd'hui les besoins du peuple. Ces aspirations que traduisait le triomphe du 16 février, il les représenterait s'il avait accompli seulement le tiers du programme du Front populaire; or il n'a mené à bien ni le tiers, ni le dixième, ni le centième de ces programme.

Alors, que croyez-vous que peuvent penser les centaines de milliers de paysans et d'ouvriers affamés, tout ce peuple qui a été frappé par la répression d'octobre tout ce grand mouvement populaire qui est allé à l'action parce qu'il aspirait à plus de justice, mais aussi à plus de bien-être économique et social? Pourquoi ce gouvernement, pourquoi vous, pourquoi nous, la majorité n'avons-nous pas accompli, par exemple, une petite partie de ce qu'a réalisé le gouvernement Blum dans les quatre jours qui ont suivi son accès au pouvoir? (1)

LES MASSES ONT RAISON DE FAIRE GREVE

Il existe dans ce pays un mouvement de grève, accompli non par des hordes (2) mais par la masse des citoyens, par des masses qui réprésentent la véritable essence de la nation.

Si vous compreniez ce qu'est ce grand mouvement de grève, vous ne lui barreriez pas la route avec des mausers, des fusils ni d'autres moyens répressifs; ce mouvement de grève, qui a une raison d'être, vous le calmeriez non par des mesures brutales, qui sont les mesures propres à la droite, mais par des mesures d'ordre économique en faveur de la classe travailleuse. La semaine de quarante heures, un salaire minimum, la garantie de travail pour les ouvriers en chômage forcé, tout cela liquiderait le mouvement de grève qui s'étend à l'heure actuelle en Espagne. Et si vous ne faites pas cela, vous, représentants de la majorité, du gouvernement, du Front Populaire, les grèves grandiront, le malaise s'accroîtra, pour toutes ces raisons, l'offensive de la contre-révolution s'intensifiera, et il viendra un moment, comme en 1933, où se sera produit un divorce, un abîme infranchissable entre la volonté des masses et le gouvernement de Front Populaire. Je ne souhaite pas cela, et justement parce que je ne le souhaite pas, j'indique quel chemin devrait suivre, à mon sens, le Front Populaire pour sortir des contradictions actuelles.

IL EXISTE DANS CE PAYS UN GRAVE PERIL FASCISTE

Il existe dans ce pays une situation préfasciste, c'est indéniable; le fascisme existe; le fascisme attaque; le fascisme mitraille; le fascisme tire des coups de revolver; le fascisme parle du haut des bancs de la contre-révolution; le fascisme existe et prend en ce moment en Espagne les formes qu'il a déjà prises à ses débuts dans différents pays. Le fascisme de Mussolini ne représentait pas au début un danger pour Giolitti; il ne représentait pas un danger pour les socialistes et les communistes; c'était des hordes de terroristes; le fascisme se lançait à l'assaut des campagnes italiennes et se livrait à des expéditions punitives, mais il ne mettait pas en péril la sécurité de l'Etat libéral. Le fascisme italien à son commencement était constitué

(1) Ce discours a été prononcé avant le blocus pratiqué par le gouvernement français a l'égard de l'Espagne.
(2) Allusion à un discours de Calvo Sotelo.

par des hordes terroristes qui assaillaient les locaux des partis socialiste et communiste, mais ce n'était même pas un mouvement capable de mettre en péril la sécurite de l'Etat. Au moyen du terrorisme, au moyen de l'aide que lui apportait la grande bourgeoisie, le fascisme se préparait à faire rentrer en scène les grands chefs de bandes de l'histoire, comme les chefs des mouvements fascistes italiens et allemand, que l'on croyait complètement mis à l'écart et que nous vîmes cependant plus tard prendhe le pouvoir par des coups d'Etat que favorisait la grande bourgeoisie. Et voilà dans quelle situation nous pouvons nous trouver dans un an, dans deux ans ou dans beaucoup moins de temps.

QUE CEUX QUI FONT LA POLITIQUE DU FRONT POPULAIRE FORMENT UN GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE

Pour détruire le fascisme les moyens coercitifs sont insuffisants, il faut aussi des mesures d'ordre politique, et l'une des principales mesures politiques, messieurs du Front Populaire, c'est que le gouvernement représente la composition de ce Front populaire et qu'il n'y ait pas de contradiction dans la composition de ce gouvernement. Un gouvernement qui répondrait actuellement aux désirs des masses populaires, et par là à la réalité, devrait contenir non seulement les partis républicains, mais aussi les partis ouvriers, des représentants du Front Populaire qui croient en la politique de ce Front Populaire.

NECESSITE DE NATIONALISER LA BANQUE, LES MINES, LES GRANDS DOMAINES, LES CHEMINS DE FER ET LA GRANDE INDUSTRIE

Un gouvernement ainsi formé devrait nationaliser les grands domaines, les chemins de fer, la grande industrie, les mines, la banque, et adopter des mesures progressives analogues à celles que Blum a adoptées en France, un tel gouvernement pourrait en finir avec la menace fasciste.

Autrement, d'ici deux mois, nous verrons la contre-révolution croître de telle sorte qu'il sera trop tard pour contenir les abus du fascisme, beaucoup plus redoutable que nous ne nous le figurons sur ces bancs.

CONTRE LE FASCISME

Le fascisme aujourd'hui est un danger réel en Espagne, et il faut en finir avec lui par des mesures répressives et politiques comme celles que j'ai préconisées.

L'organisation du ravitaillement en Catalogne

Un des plus grands obstacles qui, dans le passé, se soit dressé devant les révolutions même victorieuses, a été la difficulté du ravitaillement. Tout le monde connait la disette qui régna pendant les années décisives de la Révolution française, disette dont les effets démoralisateurs furent constamment exploités par les éléments réactionnaires contre la révolution elle-même. En Russie, les destructions commises durant la guerre civile par les armées blanches, l'impossibilite où se trouvaient les soviets pour se procurer en Europe les produits nécessaires aboutirent aux epouvantables famines du Volga qui anéantirent des centaines de milliers d'existence. Le spectre de la famine accompagne, suivant les vieilles traditions, toute révolution dans sa marche en avant. Combien de fois dans sa propagande, le bourgeoisie n'a-t-elle pas volontairement confondu famine et révolution? De cette manière, la bourgeoisie entendait démontrer que tout bouleversement du régime de propriété ne faisait qu'accroître la misère populaire et que dans ces conditions, il valait mieux conserver le régime présent. Ecarter la disette, assurer la subsistance de la population, c'est donc consolider la Révolution lui assurer de nouveaux appuis parmi les éléments oscillants et lui conserver ses premiers défenseurs. Résoudre chaque jour le problème qui consiste a nourrir des milliers d'hommes, c'est une tâche ingrate qui ne prédispose pas à l'enthousiasme romantique, mais qui est révolutionnaire au plus haut chef, car c'est celle qui permet la vie même du mouvement.

En Catalogne le problème a été brillamment résolu. La Révolution a peut-être remporté là sa victoire la plus solide. Certes, la Catalogne a de nombreuses ressources et ressemble quelque peu au paradis de la Péninsule; mais le bouleversement des rapports sociaux, l'interruption ou la raréfaction des transports, la création d'une armée de miliciens étaient des évenements suffisants pour anéantir le rythme normal de la vie économique et amener dans la population de nouvelles souffrances matérielles. Qu'on se souvienne des terribles difficultés qui assaillirent la Révolution française, éclatant cependant dans un pays aux mille ressources et qui, de plus, se trouvait, suivant l'historien Albert Mathiez à l'apogée d'une période de grande prospérité. Si la Révolution catalane a surmonté de semblables difficultés, elle le doit d'abord à la profondeur même du mouvement embrassant toutes les couches de travailleurs et faisant surgir une floraison de dévouements; mais elle le doit aussi à la manière vraiment remarquable, vraiment rationnelle dont elle a su organiser sans grands frais le ravitaillement des populations et des milices.

FORMATION DU COMITE D'APPROVISIONNEMENT

Dans les journées révolutionnaires qui suivent le 19 juillet, règne naturellement le plus grand désordre économique. La grève générale a jeté sur le pavé descentaines de milliers d'ouvriers; des milliers d'entre eux ont pris le fusil. Les boutiques sont fermées les transports interrompus, ou servant exclusivement aux besoins militaires. C'est dans ces conditions qu'est créé le *Comité Central d'Approvisionnement,* section technique du Comité Central des Milices. Ses premières mesures prises le 24 juillet ont pour but de ramener un peu d'ordre dans le chaos. Sous peine de sanction, les commerçants doivent ouvrir leurs boutiques; en revanche le Comité interdit toute réquisition individuelle qui avait été dans les jours précédents le moyen de vivre le plus efficace. Pendant que la Généralité ordonne aux Banques d'ouvrir leurs guichets afin de payer les salaires, les syndicats donnent l'ordre de reprise du travail; le Comité se charge de nourrir les miliciens et leurs familles dans de vastes cantines établies un peu partout, dans les écoles, dans de grands hôtels réquisitionnés comme l'hôtel Ritz. Dès le premier jour, les tâches du Comité sont bien précisées. Il doit subvenir aux besoins des Milices, des Hôpitaux, des Services publics, et en général de toutes les oeuvres collectives nées de la Révolution. Enfin, il doit empêcher par tous les moyens la spéculation aboutissant au renchérissement de la vie, et veiller à ce que la population ne manque d'aucun produit sur la marché libre. Un recensement des vivres disponibles est indispensable; aussi, dès le 24 juillet, obligation est faite aux commerçants en gros de présenter une liste précise de leurs stocks de vivres. A partir de cette date, aucune vente ne sera plus tolérée sans l'autorisation du Comité.

Avant d'examiner comment, dans l'état actuel des choses, fonctionne le Comité lui-même, nous allons voir de quelle manière il est constitué.

STRUCTURE DU COMITE

Le Comité Central d'Approvisionnements organisme responsable, est constitué de la même façon que le Comité Central des Milices et que tous les autres Comités créés par la Révolution. Nous y trouvons un délégué de la Généralité, un de la Municipalité, trois de la C. N. T., trois de la U. G. T. deux de la Esquerra, deux de la F. A. I., un du P. O. U. M. et enfin un de l'Union des Rabassaires. Plus tard est venu s'adjoindre au Comité un représentant du Conseil Economique.

Le Comité Central a une structure beaucoup plus politique que technique. Aussi a-t-on créé autour de lui une constellation d'organes techniques dont il tient les fils. Citons d'abord:

La *Commission des Blés et Farines,* puis la *Commission des Transports,* où sont délégués les deux Centrales, syndicales et un membre de la Municipalité; enfin deux vastes Comités spécialisés; le premier est le Comité d'Information sur le vêtement et la quincaillerie, formé par des représentants de la Municipalité de

Barcelone, les syndicats compétents (vêtement, cuir, métaux, coiffeurs, employés, ingenieurs) et des coopératives de production. Ce Comité qui n'a qu'un pouvoir d'Information et non de décision, a pour but de recenser et de contrôler les stocks existants et les ventes de Gros et de demi-Gros en même temps. L'autre Comité, intitulé Comité d'Information pour l'Alimentation est composé naturellement des représentants de la Municipalité et des différents syndicats de l'Alimentation, de la Gastronomie, etc. Ce Comité a des attributions semblables à celles du premier en ce qui concerne la subsistance des Milices d'une part, et le contrôle sur les stocks et la vente des vivres, d'autre part. Chacun de ces deux Comités possède de vastes magasins où sont entreposés les produits achetés et destinés au ravitaillement des Milices et oeuvres publiques de l'arrière.

Naturellement, les coopératives de consommation et de production sont représentées dans chacune des commissions techniques du Comité.

La Généralité a mis à la disposition du Comité Central les étages d'un bel immeuble de la Via Laïetana servant autrefois au service de la statistique. Chaque branche économique dont s'occupe le Comité possède ses bureaux propres où l'on reçoit les livraisons des fournisseurs. C'est ainsi qu'il y a un bureau pour le blé, un bureau pour le poisson, un bureau pour l'huile, etc. Dans le même édifice sont installés les services de contrôle et de recensement. Plusieurs centaines d'employés assurent la marche de tous ces services; les uns sont d'anciens fonctionnaires de la municipalité ou du gouvernement spécialisés dans les questions économiques; les autres sont des membres compétents des syndicats intéressés dans la production et la répartition des produits de première nécessité. Le salaire moyen attribué à ces nouveaux fonctionnaires est de 80 pesetas par semaine c'est à dire qu'il ne dépasse pas le salaire moyen d'un ouvrier qualifié (il est même nettement au-dessous des salaires de spécialistes: typographes, électriciens, etc.) On évite ainsi de créer une caste bureaucratique qui, par sa situation matérielle, s'élèverait au dessus de la classe ouvrière. Nous sommes loin des salaires des bureaucrates soviètiques actuels dont les traitements sont parfois dix fois supérieurs à ceux des ouvriers manuels. D'autre part, les employés sont sous la surveillance de leurs syndicats qui peuvent les révoquer en cas de mauvaise gestion.

RECENSEMENT ET CONTROLE DES PRIX

Le Comité n'a pas pour but, d'une façon générale de régler l'ensemble de toute la production industrielle et agricole de la Catalogne. Ce rôle est dévolu au Conseil de l'Economie. Le Comite de ravitaillement a pour but essentiel, comme son nom l'indique, d'assurer à la population une consommation régulière et raisonnable de tous les produits une consommation régulière et de première nécessité, vivres, vêtements, objets de ménage, etc. Cependant, comme il est responsable du ravitaillement des milices en premier lieu, il intervient parfois directement pour régulariser ou augmenter la production d'objets destinés à l'équipement de l'armée. Par exemple, nous lisons le 30 juillet un décret du Comité destiné à l'industrie du cuir:

1. Recensement pour le lundi 31 juillet des stocks de courroies, buffleterie, havresacs, etc.
2. Obligation pour tous les commerçants en gros de cuirs et peaux de déclarer avant le 2 septembre tout leur stock de matière première, sous peine de sanction.
3. Obligation aux ouvriers en cuir de régler avec leurs syndicats les possibilités d'augmentation de la production.
4. Obligation aux usines de chaussures de fournir leur pleine capacité de production.

En général, le premier travail auquel s'adonne le Comité est le recensement de tous les stocks disponibles et la statistique des possibilités de production.

Ce travail serait pratiquement impossible si le contrôle ouvrier n'existait pas dans toutes les entreprises sans exception. Les investigations régulières auxquelles se livrent les organisations ouvrières empêchent toute fraude de la part des patrons et des récalcitrants. Le délit d'accaparement est sérieusement puni par la réquisition pure et simple ou même par l'expropriation.

Le recensement des stocks n'aurait qu'une valeur purement statistique si l'on ne pouvait savoir chaque jour de quelle manière ils sont écoulés. Aussi le Comité exige-t-il de chaque entreprise de gros et de demi-gros un état quotidien de ses transactions, achat et vente. Chaque fiche, visée par le Comité ouvrier de l'entreprise intéressée va trouver sa place dans un fichier général qui indique à la simple lecture le niveau précis de la consommation et des disponibilités. Le Comité se réserve à tout moment le droit d'interdire les transactions ou de les destiner aux besoins de l'armée.

Une des tâches importantes du Comité est le contrôle très rigoureux des prix afin d'empêcher toute hausse spéculative. Elle est extrêmement facilitée par le contrôle ouvrier dans l'entreprise qui renseigne les Commissions d'information sur les prix de revient et les prix de vente antérieurs à la Révolution. Si par hasard une hausse des prix est constatée, elle est sévèrement punie, c'est ainsi que le 4 août, les journaux annoncaient que la maison de commerce Salvador Canaleta avait une amende de 5.000 pesetas pour augmentation du prix de l'huile...

Le résultat de tout ce contrôle est tout à fait remarquable: depuis la Révolution, on ne constate aucune augmentation sensible des prix de gros ni des prix de détail. Certes, un tel résultat a été singulièrement facilité par les richeses naturelles de la Catalogne, par l'abondance des produits de consommation, par le dévouement accru et la discipline librement consentie des ouvriers et des paysans. Mais tel qu'il est, il fait honneur à l'esprit d'organisation et à l'intelligence des travailleurs catalans. C'est peut-être, pour la première fois dans l'histoire qu'une Révolution sociale aussi profonde se produit sans perturbation économique grave, sans les spéculations qui, jusqu'ici, avaient accompagné et exploité tout changement de régime.

METHODE COMMERCIALE DU COMITE

Le Comité n'a nullement le monopole de tout le commerce. Il se borne à un contrôle des transactions. Cependant, en tant qu'organisme de ravitaillement des Milices et des Services Publics, le Comité fonctionne lui-même comme commerçant et fait directement des achats en gros aux différentes entreprises. Le Comité cherche par dessus tout à éviter les réquisitions forcées et préfère solliciter les offres des entrepreneurs en publiant ses besoins. Par exemple, on pouvait lire dans les journaux de Barcelone le 4 août l'appel suivant: *On a besoin de 2.000 chemises marron, grises ou kaki confectionnées; envoyer les offres sous enveloppe fermée au siège au Comité (adresse). La préférence sera donnée à égalité de prix, à la meilleure qualité...* Dans le même appel, on demandait 20.000 caleçons de type militaire, 10.000 draps de lit, 20.000 chaussettes blanches sans apprêt ni teinture. Suivaient les indications des bureaux auxquels ces offres devaient être apportées. La préférence pour l'achat est généralement donnée aux sociétés coopératives ou aux entreprises expropriées sous gestion ouvrière à qualité égale, bien entendu. Dans les campagnes, les commandes sont centralisées par les syndicats paysans (Union de Rabassaires ou autres).

Nous avons déjà dit que le Comité n'avait pas pour but de règlementer la production. Cependant, il a contribué à la création par les ouvriers et techniciens d'une fabrique de lait condensé et de nombreux ateliers de vêtements et de combinaisons (uniformes des milices antifascistes). Pour les importations, le Comité adresse à la Généralité en principe, au Conseil de l'Economie en pratique, la liste des produits nécessaires. Ces organismes officiels possèdent le contrôle absolu du commerce extérieur de Catalogne, et règlent les commandes à l'étranger suivant les besoins exprimés.

Le Comité ne dispose d'aucune trésorerie; il se contente de délivrer après avoir vérifié leurs factures, des bons de paiement à ses fournisseurs; et ceux-ci vont ensuite en toucher le montant à la Généralité ou à la Municipalité de Barcelone, suivant les cas, en monnaie ordinaire.

L'AIDE DES PAYSANS

La Révolution a débarrassé les paysans du tribut annuel qu'ils versaient aux propriétaires fonciers et les a transformés en producteurs libres. Ce n'est pas ici le lieu de parler de l'adhésion des paysans à la lutte antifasciste et la construction révolutionnaire. Cependant, rien ne témoigne plus des liens de solidarité qui unissent les travailleurs des campagnes à ceux des villes que la multiplicité des dons en nature fournis par les paysans aux miliciens. Dans un petit village de 200 habitants, Barbera del Valles, nous relevons en une journée les dons suivants: 479 kgs. d'oignon, 4 000 kgs. de pommes de terre, 100 kgs. de riz, 66 poulets, 112 lapins, 143 oeufs. Un autre jour, c'est un autre commune qui a l'honneur de ravitailler les milices. Le Comité rassemble tous ces dons dans ses magasins au même titre que les commandes payées faites au producteur. On assiste là à une

émulation dans la générosité entre les différents villages, générosité qui est une sorte de remerciement des paysans envers les milices ouvrières qui, en luttant contre la réaction fasciste, les défendent effectivement contre leurs pires ennemis, les propriétaires terriens. Souvent, bien que le métayer ne doive de rente à personne, il la donne volontairement en nature au Comité de ravitaillement. Il faut dire pour être juste que si ces dons sont faits spontanément et avec foi par les paysans pauvres, les riches, qui bénéficiaient de l'ancien régime, les font dans un tout autre sentiment qui procède de la prudence plus que du dévouement.

COMMENT S'OPERE LE RAVITAILLEMENT

Le Comité ne s'est jamais donné pour but de ravitailler directement l'ensemble de la population. Celle-ci vit comme auparavant en payant les marchandises dans les magasins privés ou collectivisés. Les salaires, les traitements, pensions, sont payés en argent et il ne saurait en être autrement. Le Comité doit en premier lieu subvenir à tous les besoins matériels des milices du front. Celles-ci sont entièrement équipées et nourries par ses soins, exception faite cependant de certaines réquisitions faites dans les villages du front occupés par les colonnes. Dans ce but, le Comité possède une armée de camions réquisitionnés comme toutes les autres voitures au début de la Révolution. Le Comité ravitaille aussi les hôpitaux cliniques, maisons d'assistance et enfin les restaurants populaires improvisés en faveur des chômers et des familles de miliciens. Au début de la Révolution, ces restaurants arrivèrent à alimenter chaque jour plus de 120.000 personnes, rien qu'à Barcelone. Ce chiffre ne dépassait pas 30.000 à la date du premier septembre et on espère le diminuer encore beaucoup. Cela montre une plus grande régularisation de la vie économique et quant au chômage une diminution causée d'une part par la semaine de 40 heures, de l'autre par une recrudescence de l'activité industrielle due à la défense antifasciste. Le Comité ravitaille aussi les hôtels et restaurants réquisitionnés pour les besoins des organisations ouvrières ainsi que les milices vivant à la caserne pour leur instruction militaire. Les miliciens chargés des différents services intérieurs ne sont plus nourris gratuitement, mais reçoivent un salaire quotidien de 10 pesetas. Les familles des miliciens mobilisés reçoivent le même salaire. Ces différentes mesures raniment le commerce et permettent d'envisager la diminution du nombre des restaurants gratuits. Le plus important de ceux-ci, où l'on sert chaque jour des milliers de repas, est à Barcelone, à l'hôtel Ritz, le plus beau palace de la ville. Les chefs et cuisiniers du Ritz, syndiqués à la F. O. S. I. G. (Féd. ouvrière syndicale d'industrie gastronomique), adhérente à l'U. G. T. ne préparent plus les fins repas destinés à la riche clientèle du Ritz mais ils mettent tous leurs soins à servir les travailleurs qui, de l'avis général, en sont fort satisfaits.

Ajoutons que, dans chaque localité où se trouve un Comité antifasciste, on a créé une commission de ravitaillement qui jouit d'une grande autonomie vis à vis du Comité Central de Barcelone. Elle subvient aux besoins des miliciens et des chômeurs locaux en utilisant le plus souvent les souscriptions locales en argent et en nature, ainsi que des réquisitions faites sur les richesses des fascistes et du clergé. Elle intervient aussi dans la surveillance des prix de détail, en appliquant les instructions générales du Comité Central.

ROLE SOCIAL DU COMITE DE RAVITAILLEMENT

L'exposé qui précède montre que le rôle du Comité est double: il s'occupe d'abord du ravitaillement de l'armée et de différents services dont quelques uns sont provisoires. Dans ce sens, le Comité ressemble à une sorte d'intendance qui, née de la guerre, disparaîtra avec elle. Il n'y a là aucun trait économique original :tous les pays en guerre ont créé de semblables organismes qui n'avaient pas d'autre portée sociale. Mais ce qui à notre avis est beaucoup plus important et plus durable, c'est le rôle de contrôle que joue le Comité. Le recensement et le contrôle en quantité et en prix de toutes les marchandises destinées à la consommation constituent dans une économie transitoire comme celle qui existe en Espagne, ds fonctions sociales nouvelles et indispensables à la structure d'une société socialiste. Elles sont nécessaires pour la construction d'un régime de production et de distribution socialistes, et, comme telles, se perpétueront bien au delà de leur stade actuel, peut-être sous des formes différentes, dans une économie où l'échange monétaire des produits aura complètement disparu.

Vu sous ces aspect, le Comité de ravitaillement joue dans la consommation un rôle analogue à celui du Conseil de l'Economie et des Comités ouvriers d'entreprise dans la production. Ce sont des organes indispensables dans l'acheminement de la Catalogne vers le socialisme intégral.

En créant de tels organismes, en pleine guerre civile, dans un laps de temps ausi court, les travailleurs espagnols font la preuve d'une manière décisive qu'ils sont capables de réaliser pratiquement le socialisme. Ils montrent ainsi la voie à tous les prolétaires des autres pays.

Une résolution adoptée par les paysans

Pour compléter la documentation déjà donnée dans ce bulletin, sur la question agraire en Catalogne, nous donnons ci-desous un extrait de la résolution votée au congrès des syndicats des «campesinos» affilié à la C. N. T., congrès qui s'est tenu les 5, 6 et 7 septembre à Barcelone. On en notera la modération voulue. C'est un fait général à l'heure actuelle: les anarchistes espagnols, renonçant à l'instauration immédiate du communisme libertaire, à la suppression immédiate de toute forme de gouvernement, etc... acceptent chaque jour et dans tous les domaines, sous la pression des nécessités et sous l'influence des autres organisations ouvrières et paysannes, des mesures d'ordre transitoire destinées à assurer le passage de la société capitaliste à la société collectiviste de demain.

«Le petit propriétaire est lié au morceau de terre qu'il est arrivé à asquérir au point de la considérer comme un morceau de sa propre vie. Nous avons la conviction qu'il regarderait avec méfiance tous ceux qu'il suppose vouloir lui enlever sa terre, même si c'était dans le but d'améliorer son bien-être.

(Suit un examen des raisons qui justifient cette méfiance.)

«Pour toutes les considérations précédement exposées, la commission se permet de faire au Plenum les propositions suivantes

1. Procéder à l'établissement de la collectivisation de la terre de manière à ce que les petits propriétaires n'aient à aucun moment à souffrir de notre action émancipatrice et de ses conséquences. Afin qu'ils ne se convertissent pas en ennemis ou saboteurs de notre oeuvre, on respectera en principe la culture privée des terres qu'ils peuvent travailler de leurs propres bras.

De la sorte, aucune obstruction ne sera rencontrée dans le développement des centres qui sont collectivisés. Nous avons la conviction que, sans contrainte, par l'exemple que donnera la collectivisation de la terre, on obtiendra le changement de la culture au moyen de la mécanique, de la chimie et de la technique. Avec un moindre effort on obtiendra une plus grande capacité de production, donc une vie nouvelle plus digne du travailleur, élevant sa situation morale et spirituelle.

2. Toutes les terres expropriées seront contrôlées et administrées par le syndicat et seront cultivées collectivement au bénéfice direct des syndiqués, par conséquent de tous les travailleurs en général.

3. C'est également le syndicat qui exercera le contrôle de la production, et de l'acquisition des produits nécessaires aux petits propriétaires qui provisoirement continueront à cultiver directement comme il est dit ci-dessus.

4. Grâce aux relations intersyndicales entre les noyaux collectivisés s'instituera une collaboration entre paysans qui permettra de diriger la main-d'oeuvre disponible sur les localités où l'on manquera de bras; l'on pratiquera ainsi le principe de l'égalité de tous les ouvriers.

...Si pour préparer l'établissement définitif de la collectivisation les circonstances exigent des délais, les syndicats laisseront la faculté aux petits métayers de cultiver la terre de la manière admise par les petits propriétaires, en réservant toujours la pos-

LEVEZ LE BLOCUS!

Dans le «Populaire» du 17 septembre, *Jean Longuet* qui semble être devenu le correspondant militaire du journal socialiste sur le front de Bilbao, veut détruire chez les ouvriers français «l'illusion» que les milices républicaines seraient capables de reprendre Saint Sebastian et Irun. Il écrit: «*Hélas, il est inutile de se bercer d'illusions. Avec l'armement dont ils disposent, en face des moyens matériels formidables de l'armée rebelle, une pareille contre-offensive apparait comme tout à fait impossible, puisque avec des moyens qui étaient alors supérieurs — car ils ont, dans leur repli stratégique, perdu quelques uns de leurs canons — les républicains n'ont pas pu conserver St. Sébastien.*»

Ainsi donc Longuet reconnait l'écrasante supériorité matérielle des rebelles sur les milices ouvrières; et, comme les rebelles n'ont eu ni le temps, ni les moyens de fabriquer un plus grand nombre d'armes que les forces populaires, Longuet reconnait implicitement qu'ils ont été ravitaillés par les puissances fascistes, autrement dit que le peuple espagnol a été et est encore la seule victime du blocus inauguré par le gouvernement Blum. Si nous écrivions à la place de Longuet, nous serions permettrait une reprise victorieuse de l'offensive ouvrière. Malamenés à la conclusion irréfutable que, seule, la levée du blocus heureusement Longuet ne juge pas avec le bon sens prolétarien, mais avec le canevas traditionnel de la diplomatie bourgeoise qui consiste à faire faire par les autres ce qu'on ne veut pas faire soi-même. Aussi ajoute-t-il: «*Ce qu'il faut souhaiter ce qu'on peut espérer, c'est qu'avec les forces dont on dispose à Bilbao, avec le travail intense de la manufacture d'armes d'Eibar, la nouvelle ligne soit solidement tenue jusqu'au moment où des renforts vraiment suffisants auront pu être envoyés avec le matériel nécessaire d'Oviedo en fin tombée, et de Madrid, où sur le front de Talavera, il se confirme que le général Ascensio a remporté ces jours derniers de brillants succès sur les rebelles.*»

Si le prolétariat espagnol devait s'inspirer des conseils stratégiques de Jean Longuet, il devrait d'abord vaincre sur un front avant de vaincre sur un autre, ce qui est, à proprement parler, un cercle vicieux dont on n'aperçoit pas le point de départ. D'autre part Longuet affirme sans rire qu'il suffit d'intensifier le travail dans les usines de Bilbao pour qu'en peu de temps la technique et les moyens de nos camarades puissent dominer ceux des rebelles. Quand on parle au nom d'un gouvernement, comme celui de la France, qui dispose de formidables moyens militaires, amassés durant des années, grâce au potentiel industriel du pays et à ses formidables budgets de guerre, il est parfaitement ridicule et indigne d'un homme politique responsable de nous demander d'improviser en pleine guerre civile en plein blocus, ce que la France se refuse à nous donner. Le prolétariat espagnol répond à Longuet et à ses amis du gouvernement français: «Vos discours sont fort intéressants, messieurs, mais la moindre mitrailleuse ferait bien mieux notre affaire.»

COMITE D'AIDE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

S'adresser provisoirement a la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.

sibilité de collectiviser ultérieurement cette terre. On complètera la libération de la campagne par l'installation de fermes collectives où seront mis à contribution tous les avantages que la culture moderne offre aux réalisateurs hardis. L'électrification, l'urbanisation et l'assainissement des centres ruraux les plus éloignés, l'irrigation, le nivellement et le drainage; bref toutes les mesures qui donneront le maximum de succès dans les installations nouvelles et seront le stimulant le plus actif pour convaincre tous les paysans et les amener aux nobles aspirations de la C. N. T.

Comme conclusion et suivant l'interprétation fidèle du fédéralisme qu'a toujours défendu la Confédération on croit opportun de laisser la plus grande liberté à chaque localité paysanne pour le choix de la forme et du moment favorable à la suppression des accords antérieurs.

LES VISEES ALLEMANDES SUR L'ESPAGNE

La sollicitude de l'Allemagne envers l'Espagne fasciste, outre la solidarité fasciste internationale, obéit à des raisons trés precises. Joachim Hamiel analyse certains de ces mobiles dans un article intitule «Du mercure et autres mètaux», paru dans le «Neues Tagebuch».

L'Espagne est le premier producteur de mercure du monde avec 2.470,000 kgs. par an, avant l'Italie qui produit 1 milion 990 kgs. Les Etats-Unis en produisent seulement 860.000, la Russie 270,000, le Mexique 250,000, et la Tchecoslovaquie 80,000.

La hausse des prix du mercure de ces derniers temps s'explique donc par les évènements d'Espagne.

On peut donc considérer que si les fascistes triomphaient en Espagne, la fascisme européen disposerait de la production presque totale d'une **matière de guerre de première importance.** Le mercure est employé dans la fabrication des détonateurs, c'est a dire des explosifs, et il est indispensable. Il entre dans toute grenade à main, dans toute cartouche, dans tout projectile d'artillerie.

En temps de paix dejà, les fabriques d'armes emploient 15 % de la production mondiale de mercure. Un belligérant qui ne pourrait s'en procurer se trouverait dans une position des plus difficiles. Or, la mine de Almaden, en Espagne, produit 40 % de la productions mondiale, et l'Italie 35 %. Si les fascistes triomphaient, les peuples démocratiques d'Europe seraient réduits à s'alimenter à la petite mine de Podbrezova (Tchécoslovaquie) qui donné 1 a 2 % de la production mondiale. La production des Etats-Unis, 15 %, suffit à peine à ses besoins. Il n'y a en outre que la mine du Méxique, avec 5 %, et celle de Russie avec 5 %, très nouvelle, insuffisante pour le pays lui-même.

C'est là un fait économique de premier ordre dans la guerre d'Espagne.

Si on ajoute que l'Espagne produit les principaux autres métaux qui font défaut à l'Allemagne, on pourra mesurer l'interét que l'Allemagne trouverait a y posséder des alliés. La production espagnole en fer couvrirait la moitié de l'importation allemande de ce métal en 1935, celle du cuivre, plus de la totalité, celle du plomb, plus du double; celle du zinc surpasse la consommation totale d'Allemagne.

Les allemands importent de Suisse la moitié de leur fer: ils n'en seraient sans doute pas empêchés en cas de guerre; avec l'aide de l'Espagne leurs besoins seraient couverts. Le Río Tinto lui procurerait 40 % de son cuivre. Les mines asturiennes de plomb sont parmi les plus riches du monde et satisferaient à toute la consommation allemande. Pour le zinc il en irait de même au cas ou la Pologne et la Silésie lui seraient inaccessibles.

L'étain seul manque, et c'est pour l'Allemagne un défaut sans remède. Pour tout le reste, l'Espagne jouerait pour elle au point de vue métallurgique un rôle analogue à celui du Danemark pour les vivres. L'Espagne serait donc, au point de vue de l'economie de guerre le plus précieux allié qu'elle puisse trouver.

Allo! Allo! Ici Radio-P.O.U.M.

A partir du 9 septembre, vous pourrez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

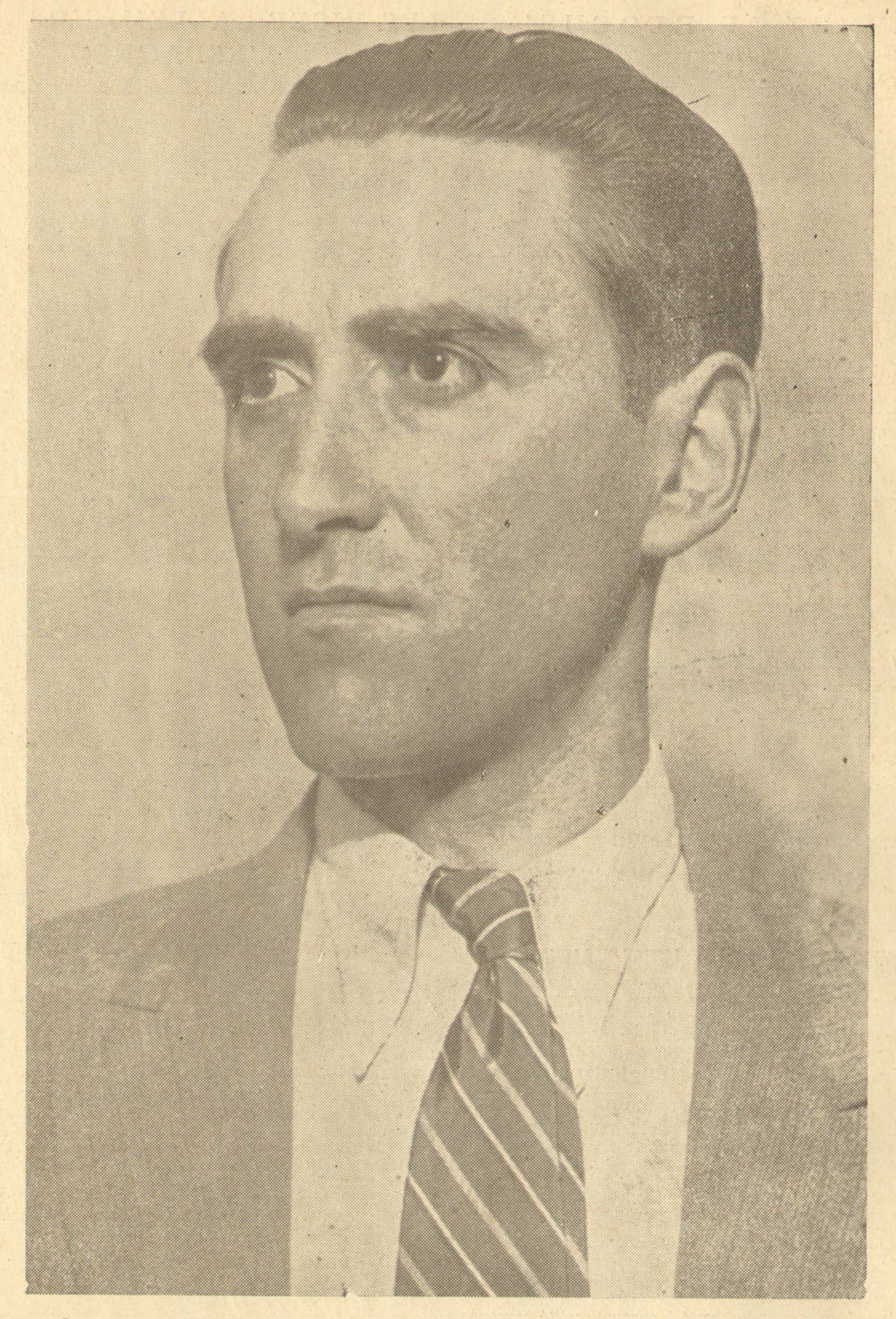
Ces émissions auront lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longuer d'onde est provisoirement de 42 mètres.

Ouvriers français,

exigez la levée du blocus!



Le camarade Joaquim Maurin, Sécrétaire Générale du P. O. U. M., fusillé par les fascistes

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 5 Barcelone, le 7 octobre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

LA SITUATION MILITAIRE EN ESPAGNE

Il est évident que nous nous trouvons actuellement à un des points les plus aigus des opérations militaires. Au bout de deux mois de lutte, la situation est telle que le développement des diverses actions entreprises sur les différents fronts peut amener un rapide recul de l'offensive fasciste. Nous sommes dans un moment particulièrement décisif, et qui peut déterminer le sort de la guerre. Jusqu'ici nos revers et succés locaux ne tiennent qu'une importance relative dans la marche des opérations, considérées dans leur ensemble.

Il est également évident qu'au bout de deux mois de lutte désesperée, l'ennemi n'a obtenu aucun succés définitif, et qu'il se trouve dans les mêmes positions qu'aux trois premières semaines du mouvement continuant la lutte pour les mêmes objectifs qu'il s'était tracé au début. L'on peut même affirmer qu'il a réduit ses aspirations à une seule; la conquête de Madrid.

La promenade militaire qui, dans l'esprit de Franco et consorts, devait leur livrer l'Espagne en une heure, s'est transformé en la plus cruelle des guerres civiles qu'ait jamais connu l'histoire. Devant la poussée des milices ouvrières improvisées et dont les généraux fascistes n'avaient certainement pas envisagé la possibilité, en préparant leur mouvement, l'insurection échoua dans toute la Catalogne et le Levant en quelques heures. Ce devait être leur première surprise. La seconde devait leur être plus dure, parce qu'ils croyaient fermement à la chute de Madrid en leur pouvoir, considérant la chose comme faite. Le siége de la Capitale était parfaitement préparé. Ils comptaient sur toutes les garnisons des villes entourant Madrid, véritables centres du fascisme militaire: Ségovie, Avila, Guadalajara, Alcala de Henares, ainsi que sur les détachement de El Pardo, situé à peu de distance de la Capitale. Il suffisait de détacher les forces de tous ces points sur Madrid et une fois le cercle formé, de soulever les troupes des casernes de la Capitale. Mais ce plan si bien élaboré ne vit pas le jour, car les ouvriers n'attendirent pas que les troupes sortent de leur caserne, et quand ils aperçurent sur les hauteur de la Sierra les premières colonnes venant de Ségovie et sur la route le bataillon cycliste de Alcalà, il n'existait plus ni une caserne ni un centre rebelle à Madrid. La classe ouvrière n'avait pas attendu le défilé des fascistes dans la calle de Alcalà, et en peu de jours les milices ouvrières s'élançaient vers l'Alto de Léon, Somosierra, Guadarrama, vers le nord, vers Siguenza pour le nord-est, et vers Tolède pour le sud.

L'échec du mouvement en Catalogne et au Levant, et la perte de Madrid, avaient évidemment déconcerté les fascistes. La preuve en est que, durant la première quinzaine de l'insurection, ils annonçaient chaque jour à grand bruit une date fixée pour l'entrée des troupes de Mola à Madrid. Vers la Siera qui constitue au nord-ouest, la meilleure fortification naturelle de la Capitale, se lancèrent chaque jour de forts contingents des troupes de Valladolid, Avila et Ségovia. Cette deuxième offensive sur Madrid qu'ils qualifiaient de promenade militaire a également échoué. Après des luttes désespérées, nos forces arrivaient à se fortifier aux sommets des montagnes qui, aprés deux mois, continuent à être inexpugnables.

Simultanément dans tout le reste de l'Espagne, les milices ouvrières prirent des positions de manière à encercler les zones dominées par les fascistes. Les colonnes catalanes préparèrent l'assaut de Huesca et de Saragosse, et celles du Levant assiégèrent Teruel. Dans le sud se gagnèrent des positions sur Grenade et sur Cordoue: dans le nord, les mineurs asturiens préparèrent l'offensive sur Oviedo, en même temps qu'en Guipuzcoa, les combattants ouvriers passèrent de la défensive à l'offensive.

Nous sommes restés pendant quelques semaines dans une situation qui a semblé être stationnaire, et pendant laquelle les fascistes ont changé de tactique. Ils ont cru, dans les premiers moments, pouvoir agir par surprise mais les circontances les obligèrent à changer leur tactique et à passer à la guerre moderne. Ils se sont donc adressés aux états fascistes de l'Europe pour se procurer du matériel de guerre moderne ainsi que des techniciens compétents qui aient l'expérience de la guerre mondiale.

De ce fait, ils se sont trouvés en condition de pouvoir préparer avec efficacité une nouvelle offensive qui après peu de temps devait se faire sentir sur tous les fronts. Des troupes régulières et des maures pourvu du matériel de guerre le plus moderne, etaient envoyés depuis le sud dans le nord de l'Espagne. Et en attendant se préparait le nouveau plan de campagne. Ils ont rapidement traversé l'Estramadure, pays qu'ils ont trouvé désarmé et de cette manière ils ont établi la liaison entre le sud et le nord du pays. Ils se croyaient fort pour marcher une nouvelle fois sur Madrid par les routes de Talavera et de Tolède, en combinaison avec une offensive sur tous les autres fronts. Mais la résistance des troupes loyales fit que l'avance, qu'ils croyaient rapide sur la route du Tage se convertit en une bataille s'étendant sur des semaines pendant lesquelles les succès obtenus ne parvenaient pas à compenser les pertes subies. Quelques opérations stratégiques réalisées par notre Etat Major, comme celle de l'inondation des zones occupées par les factieux au moyen de l'ouverture des barrages de l'Alberche, leur fit comprendre que leur offensive était bloquée.

Deux mois de lutte se sont écoulés pendant lesquels aucune action définitive n'a été menée à bout; l'issue de la guerre doit pencher rapidement en faveur des rebelles ou bien au contraire ils doivent renoncer à la victoire. La prise de Madrid signifierait, sinon la déroute des forces antifascistes, du moins un audacieux coup spectaculaire pour la reconnaissance interna-

tionale *de facto*, si ce n'est de droit, de la Junte factieuse de Burgos; car les pusillanimes démocraties européennes ne pourraient que s'incliner.

A ce point de la guerre, la lutte se mène autour de la conquête, coûte que coûte, de Madrid. Les rebelles ont concentré l'ensemble de leur meilleur matériel de guerre et le plus grand nombre possible d'hommes sur les rives du Tage où ils exercent leur pression, pendant qu'ils intensifient leur offensive sur Madrid par deux autres fronts: celui de Siguenza et celui de Navalperal, dans la Sierra.

Quelle est notre situation? En premier lieu, nous avons bloquè le premier acte de l'offensive factieuse, qui nous avait surpris désarmés. Lentement mais sûrement, nous avons affermi certaines positions et nous avons marché d'un pas ferme dans d'autres lieux. En second lieu, les milicies ouvrières qui agirent sporadiquement et sous des directions indépendantes et personnelles au début de la guerre, ont commencé à s'encadrer militairement, obéissant à un commandement unique et à un plan de campagne médité à l'avance. Ces mêmes troupes ont reçu leur baptême de guerre et savent maintenant comment répondre à l'adversaire. En troisième lieu, nous avons intensifié la fabrication du matériel de guerre et nous avons transformé en usines pour l'armée, de nombreuses fabriques civiles. On a organisé les services de l'arrière, afin de prourvoir à tous les besoins des combattants. On a préparé l'esprit de totute la population à la perspective d'une guerre longue et cruelle, mais dans laquelle il faut triompher, coûte que coûte.

Au moment où les hordes fascistes poussent leur attaque définitive sur Madrid, nous pouvons signaler une situation favorable à nos armes sur les autres fronts. Les mineurs des Asturies, luttent aux portes mêmes de Oviedo, qui tombera en nos mains bientôt puisque toutes tentatives de rompre le cercle à l'aide de colonnes venues de la Galice ont échoué. En plus, on a avancé sur certains points du Léon, avec l'espérance de pouvoir bientôt commencer une offensive dans ce secteur. Les milices guipuzcoanes, exemple d'héroisme lors du siège d'Irun, ont conquis dans les derniers jours des positions avantageuses et tout laisse supposer qu'elles pourront poursuivre avec succès l'offensive. Sur le front d'Aragon, ont été prises deux positions d'importance stratégique enorme pour la prise de Huesca: Monte Aragon et Estrecho Quinto. Pendant que se préparent ces opérations d'envergure dans ce secteur, le cercle se retrécit autour de Saragosse et de Teruel. Sur le front d'Andalousie, on n'a pas perdu de terrain, reprenant au contraire certains points à l'ennemi. En Extremadure, du coté de Azuara, nos avancées font des incursions sur la ligne du chemin de fer de Llerena à Seville, noeud de communications factieuses avec le nord. et parviennent meme en certains points, à faire sauter des ponts.

D'autre part, il faut enregistrer le fait que l'énorme colonne lancée à la conquête de Madrid par la route Talavera-Tolède a été séparée des arrières-gardes et qu'elle offre maintenant plusieurs fronts à notre résistance. Les avancées, qui ont pu parvenir aux rives du Tage dans la région de Tolède, sont des forces épuisées par des jours et des jours de lutte et coupées de leurs bases de ravitaillement. Dans ces conditions l'objectif qui leur a été proposé est bien supérieur à leurs forces réelles.

Il faut encore signaler comme un signe favorable pour nous, la situation du Maroc dans les dernières semaines et les nouvelles d'un soulèvement au Portugal contre la dictature de Salazar.

De tous ces aspects, il découle que si nous pouvons passer résolument à l'offensive dans les secteurs où l'ennemi ne peut plus recruter de nouvelles forces et qu'il a décongestionnés pour faire sa tentative sur Madrid, nous pourrons rapidement améliorer la situation défensive de la capitale. Et si cette offensive s'acompagne d'une énergique résistance dans les secteurs qui entourent Madrid, résistance qui donnera le temps d'amener de nouvaux renforts ser ce point, l'issue de la bataille se tournera rapidement en notre faveur. Le front de Madrid peut et doit être la tombe du fascisme. C'est là où les généraux fascistes ont concentré le meilleur de leurs effectifs et leur déroute en ce point serait le commencement de leur déroute définitive.

C'est pourquoi nous avons dit au début de cet article que nous nous trouvions à un point culminant de la campagne militaire, à partir duquel la courbe de la victoire doit s'incliner définitivement d'un coté ou de l'autre. C'est un moment grave comme il y en a dans toutes les crises. Mais il est facile d'avoir la supériorité avec deux consignes: «offensive sur tous les fronts» où nous luttons avec l'avantage et «tout pour la défense de Madrid», dont le triomphe sera le triomphe de la Révolution.

La Jeunesse Communiste Ibérique (P. O. U. M.) a la jeunesse travailleuse de tous les pays

Jeunes ouvriers de tous les pays!
Marins et soldats!
Camarades!

La Jeunesse Communiste Ibérique, organisation des jeunesses du Parti Ovrier d'Unification Marxiste d'Espagne, s'adresse a vous pour vous exposer en toute clarté sa position révolutionnaire et pour obtenir votre appui et votre solidarité affective dans notre grande révolution prolétarienne.

La Jeunesse Communiste Ibérique est l'unique organisation de jeunesses communistes existant en Espagne, non seulement par le nombre de ses adhérents mais aussi par les positions qu' elle soutient et par les théses qu'elle défend.

Nous n'avons absolument rien de commun avec l'Internationale des Jeunesses Communistes qui a abandonné les positions marxistes et révolutionnaires de Lenine et de Trotsky, et qui s'est enfoncée dans l'opportunisme le plus répugnant et le plus odieux.

Nous faisons partie du Bureau des Jeunesses Socialistes de Oslo et nous maintenons des relations fraternelles avec toutes les organisations de Jeunesses révolutionnaires.

Nous avons joué et jouons un rôle des plus importants dans la lutte qui se déroule en ce moment en Espagne.

Nous avons le 19 juillet avec nos camarades des Jeunesses libertaires assené un coup à mort aux fascistes militaires de Barcelone et contribué à la déroute du fascisme dans toute la Catalogne. Nous luttons avec toute notre vigueur et notre enthousiasme sur les différents fronts de combat. C'est dans nos colonnes que se trouve la meilleure organisation et la meilleure discipline.

Ce sont nous, jeunes communistes, qui occupons les points où la responsabilité et le péril sont les plus grands.

Dans les rues de Barcelone, sur le front, a coulé le sang et s'est terminé l'existence de nos meilleures et plus chers camarades, de nos dirigeants et de nos responsables. Ainsi sont morts héroïquement nos camarades Germinal et Pedrola, membres de notre comité exécutif. La J. C. I. est toujours à la tête des masses de jeunes ouvriers et paysans. Nous dirigeons avec succès la grande et décisive bataille du présent et orientons la jeunesse travailleuse vers la conquète du magnifique avenir socialiste. C'est pourquoi, Camarades de tous les pays, nous vous faisons remarquer ce qui nous intéresse par dessus tout. Notre lutte n'a pas pour unique objectif celui de détruire le fascisme. Nous sommes de jeunes marxistes et nous savons qu'il n'existe qu'un seul moyen d'en finir avec le fascisme, c'est de détruire le régime capitaliste, le système de propriété privée et d'instaurer le socialisme.

Nous membres des J. C. I., nous vous disons clairement à vous, jeunes travailleurs de tous les pays, que nous ne luttons pas pour la défense de la République démocratique bourgeoise, mais pour le triomphe de la révolution prolétarienne, pour le triomphe du socialisme.

Le coup d'état militaro-fasciste a provoqué una réaction violente dans la jeunesse ouvrière de notre pays. Dès ils premiers moments les républicains bourgeois se sont montrés impuissants à faire reculer le fascisme et à arréter les progrès de la jeunesse travailleuse.

Nous avons été audacieux, nous avons gagné les premières batailles. Nous avons conquis des armes et des positions magnifiques. Ces armes et ces positions nous ne les abandonnerons jamais, car elles sont la seule et unique garantie de notre liberté, de nos droits et de notre vie.

Nous marcherons résolument jusqu'à la fin, jusqu'au triomphe du socialisme.

Nous savons bien que beaucoup disent que nous luttons pour la défense de la République démocratique. Nous vous autorisons à les démentir et à dire que nous combattons pour la victoire de la révolution espagnole, qui marquera un pas gigantesque dans le voie de la Révolution Prolétarienne Mondiale.

Le fascisme allemand et le fascisme italien aident moralment et matériellement les généraux fascistes espagnoles. L'odieuse et criminelle neutralité n'est pratiquée ni par Hitler, ni par Mussolini. Les chefs fascistes envoient des armes et des munitions aux factieux espagnols parce qu'ils savent qu'en les aidant à vaincre le prolétariat espagnol ils consolident leurs propres positions.

Le fascisme sait agir avec énergie et avec audace. La France du front populaire et la Russie de Staline refusent d'aider notre révolution en se couvrant de la neutralité et de la défense de la paix. Cependant nous savons que la jeunesse de France et de Russie est à nos côtés et qu'elle presse continuellement ses gouvernements respectifs d'abandonner leur absurde pratique de neutralité.

Jeunes travailleurs de France!

Nous luttons pour votre cause, nous luttons pour votre révolution.

Une fois gagnée la bataille nous vous aiderons a vaincre le fascisme français et à faire triompher en France la révolution prolétarienne. Aidez nous. Multipliez votre solidarité. Obligez Blum à cesser sa grotesque politique de neutralité. Nous avons béson d'argent. Mobilisez la jeunesse travailleuse de votre pays pour aider l'héroïque jeunesse prolétarienne d'Espagne.

Jeunes ouvriers de l'U. R. S. S.!

Nous luttons contre le fascisme qui est le plus grand ennemi de votre pays. Nous luttons pour défendre les conquètes de votre révolution. Nous voulons marcher avec vous la main dans la main dans la voie lumineuse du socialisme.

Prétez-nous votre appui effectif!

Exigez de votre gouvernement qu'il aide le prolétariat espagnol, la révolution espagnole.

Jeunes ouvriers des pays fascistes!

Vous nous donnez actuellement de magnifiques preuves de solidarité. Nous vous en exprimons toute notre gratitude; recevez par dessus les frontières notre salut fraternel et révolutionnaire.

Vos gouvernements luttent contre nous. Rappelez-vous que nous ne luttons pas seulement contre le fascisme espagnol, mais contre le fascisme international. Vous devez avoir confiance dans notre lutte, et accentuer la vôtre contre votre propre fascisme.

La Révolution espagnole triomphera pleinement dans un temps prochain.

Nous avons détruit le fascisme dans plueieurs points du pays. Nous avons dépassé la révolution démocratique bourgeoise.

Nous avons commencé de constuire le socialisme en Catalogne.

Notre victoire totale est proche. Mais tous les pays capitalistes s'unissent pour étrangler notre révolution. On parle déjà d'une intervention.

Les jeunes travailleurs espagnols comptent sur votre aide permanente, sur votre solidarité et votre appui.

Soldats et marins!

Il est possible que l'on cherche à se servir de vous pour écraser notre révolution, pour soumettre à la dictature les jeunes travailleurs espagnols.

Vous êtes de jeunes ouvriers, nos fréres, nos camarades.

... ...

Jeunes ouvriers de tous les pays!
Soldats et marins de tous les pays!
Unissez-vous autour de la Révolution Espagnole!
Groupez-vous pour défendre la Révolution Espagnole!
Aidez-nous à remporter la victoire finale.
Salut! Camarades du monde entier.
Vive la Révolution Espagnole.
Vive la Révolution Mondiale.

Le Comité Exécutij de le Jeunesse Communiste Ibérique (P. O. U. M.) Barcelone le 30 septembre 1936.

(extrait du journal **JUVENTUT COMUNISTA**, organe central de la Jeunesse Communiste Ibérique, P. O. U. M.)

APPEL AUX ORGANISATIONS DE JEUNESSES

La Jeunesse Communiste Ibérique désire entrer en relations avec vous. Elle veut vous faire part de l'expérience qu'elle a acquise dans la lutte contre le fascisme et pour la révolution prolétarienne.

Ecrivez-lui: **JUVENTUD COMMUNISTA**, Baños Nuevos, 16, Barcelone.

Donnez-lui votre adresse. Elle fera avec toute organisation qui lui en fera la demande le service d'échange de son journal.

Résolution du Comité central du P. O. U. M. sur la situation politique actuelle

L'impérieuse nécessité de mener la guerre jusqu'au bout, jusqu'à l'extermination totale de la canaille fasciste, de conduire l'économie du pays jusqu'au socialisme, unique moyen de reconstituer cette économie détruite par la guerre civile et de transformer radicalement la structure politique et sociale de la République, impose la formation d'un Gouvernement ouvrier. Celui-ci devant rompre absolument avec la légalité républicano-bourgeoise d'avant, procédant à la convocation immédiate de Cortes Constituantes, élues par les Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats et qui élaborent la constitution du nouveau regime sorti de la révolution.

En Catalogne, grâce à l'existence, d'une part de notre Parti qui a maintenu en tous temps son orientation fidèle aux principes du marxisme révolutionnaire, et d'autre part de la C. N. T. et de la F. A. I. qui, malgré leur confusionnisme idéologique et leurs erreurs de tactique représentent une puissante impulsion révolutionnaire des masses ouvrières, la politique du Front populaire n'a pas causé les mêmes dégats que dans le reste de l'Espagne où le Parti socialiste qui détient la direction du mouvement et le Parti communiste se sont convertis en appendices des partis républicano-bourgeois et s'efforcent de contenir l'avance de la révolution prolétarienne. Grâce aux circonstances ci-dessus, en Catalogne, la petite bourgeoisie républicaine s'est sentie entrainée par l'impétueux courant révolutionnaire jusqu'au point que, d'accord avec l'orientation et les objectifs du mouvement, elle a adoptée des positions plus avancées que les socialistes et les stalinistes.

Dès les premiers moments, la révolution prit en Catalogne un caractère prolétarien et la classe ouvrière se rendit maître absolu de la situation. Les organes normaux de gouvernement continuent à exister normalement, mais l'apparition d'organismes parallèles comme le Comité Central des Milices et le Conseil de l'Economie a réduit ceux-ci à une pure fiction. Cet état de choses compréhensibles au début du mouvement, ne correspond déjà plus à la situation. La constitution d'un pouvoir fort s'impose, qui soit capable de reprendre les désirs d'émancipation du prolétariat et de créer la nouvelle légalité révolutionnaire, basée sur l'expropriation de la bourgeoisie et sur l'établissement des bases d'une économie socialiste. Cette mission, seul un Gouvernement ouvrier peut l'accomplir. Dans ce sens, le Comité Central estime, aujourd'hui comme hier, que ce gouvernement devra être composé exclusivement de représentants

des partis ouvriers et des organisations syndicales; mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous ne l'imposerons pas, d'autant plus que le mouvement républicain de gauche en Catalogne a un caractère profondément populaire — qui le distingue radicalement du républicanisme de gauche espagnol, essentiellement bourgeois — et que les masses paysannes, les secteurs ouvriers qui constituent sa base, s'orientent décidément dans la voie de la révolution et sont fortement influencées par les partis et les organisations prolétariennes. L'important est le programme et l'hégémonie garantie du prolétariat. Dans cette voie, il ne peut subsister de doute: le nouveau gouvernement qui se forme doit faire une déclaration de principes sans équivoque, affirmant sa volonté de traduire en légalité révolutionnaire l'impulsion des masses, s'orientant vers la révolution socialiste. Quant à l'hégémonie prolétarienne, la majorité absolue des représentants ouvriers l'assurera pleinement.

Un gouvernement de ce caractère imprimera une grande accélération à la révolution sur toute la péninsule. L'exemple de la Catalogne enhardira la classe travailleuse de tout le pays et cet exemple sera suivi avec enthousiasme, malgré les tentatives des partis traditionnels de la classe ouvrière espagnole pour contenir la révolution. En conclusion, le Comité Central estime que le Parti doit donner tout son appui à la formation de ce Gouvernement et accepter d'en faire partie.

Cette collaboration pourrait échouer seulement dans le cas où toutes les organisations de la classe ouvrière n'entreraient pas dans le nouvel organisme et en premier lieu la C. N. T. et la F. A. I. Si pour obtenir cette collaboration, il est nécessaire de renoncer au nom de gouvernement, notre parti n'y voit aucun inconvénient. Qu'on l'appelle Gouvernement, Junte ou Conseil, l'essentiel est que se constitue immédiatement cet organisme que les circonstances exigent impérieusement.

Le nouveau Gouvernement de la Généralité

Le 26 septembre, un nouveau gouvernement a remplacé le gouvernement Casanova. La crise était déjà ouverte depuis quelques jours à la suite des discussions et des échanges de vue qui avaient eu lieu entre les diverses organisations et partis ouvriers. L'opinion qu'avait exprimé le Comité Central du P. O. U. M. fut approuvée dans ses grandes lignes par la C. N. T. et la F. A. I. et ses deux dernières organisations, acceptant de réviser leur attitude antérieure, décidèrent de participer aux travaux de ce nouveau gouvernement et de s'y faire représenter. Le nouveau gouvernement qui s'appelle Conseil de la Généralité de Catalogne fut ainsi formé:

Défense: Lt-Colonel Sandino (Indépendant).
Justice: André Nin (P. O. U. M.)
Finances: José Terradellas (E. R. C.)
Culture: Ventura Gassol (E. R. C.)
Sécurité intérieure: Artemio Aguadé (E. R. C.)
Economie: Juan Fàbregas (C. N. T.)
Approvisionnements: Juan Domenech (C. N. T.)
Santé et Assistance sociale: Garcia Birlan (C. N. T.)
Services Publics: Juan Comorera (P. S. U. C.)
Travail et oeuvres publiques: Miguel Valdés (P. S. U. C.)
Agriculture: José Calvet (U. de Rabassaires).
Conseiller sans portefeuille: Rafael Closas (A. C.)

La U. G. T. n'y a pas de délégués directs, mais elle s'est fait représenter par le P. S. U. C. Le Président de la Généralité, M. Companys, a délégué les fonctions exécutives à M. Terradellas.

Le nouveau Gouvernement, le Conzeil de la Généralité, est donc formé de 12 membres: 3 de la C. N. T., 2 du P. S. U. C., 1 du P. O. U. M., d'une part, et 3 de l'Esquerra, 1 de l'Action catalane, 1 de l'Union des rabassaires et le Lt.Colonel Sandino, d'autre part.

Le nouveau guovernement devait expliquer publiquement les raisons de sa formation, ses projets et son orientation politique. Il le fit immédiatement dans un document qui constitue sa charte.

Son programme immédiat est le suivant:

a) Concentration des efforts maxima dans la guerre, n'épargnant aucun moyen qui puisse contribuer à sa fin rapide et victorieuse. Commandement unique, coordination de l'action de toutes les unités combattantes, création de milices obligatoires et renforcement de la discipline.

b) Reconstruction économique du pays par la mise en exécution du programme du Conseil de l'Economie crée par décret du 11 août passé et qui contient les points suivants: (suivent les 11 points du programme du Conseil de l'Economie que nous avons insérés dans le núm. 1 de la Révolution espagnole).

c) Etablissement de la culture populaire sous ses multiples aspects, sous le signe de la *Nouvelle Ecole Unifiée*, afin de permettre à tout enfant capable de passer de l'école primaire aux études supérieures. Stimulation de toutes les manifestations culturelles.

Au lendemain de la constitution du Conseil de la Généralité, l'accueil de l'ensemble de la presse de Barcelone est favorable. Nous reproduisons les opinions de La Batalla *et de la* Solidaridad Obrera. *Le journal* Treball, *organe du P. S. U. C., quoique favorable au programme du gouvernement, émet quelques doutes sur la sincérité des anarcho-syndicalistes, qualifiant certains de leurs actes d'opportunistes.*

«LA BATALLA»

Nous avons mis à notre-participation à ce gouvernement les deux conditions suivantes: une déclaration ministérielle d'orientation socialiste et l'intervention active et directe de la Confédération Nationale du Travail.

Nous croyons nécessaire de dire que ce nouveau gouvernement ne nous donne pas pleine satisfaction. Encore moins peut nous satisfaire la proportion numérique qu'on nous a concédée. Nous avons cru rester fidèles interprètes des résolutions du Comité Central en acceptant la collaboration. Les circonstances politiques générales rendaient nécesssaire cette détermination, pour toute une série de facteurs qui obligeaient à une action concertée de tous les partis et organisations prolétariennes qui ont des combattants au front.

Tous les organismes ouvriers étant représentés dans le nouveau Conseil de la Généralité, il y a une série de problèmes urgents d'organisation qui peuvent se résoudre rapidement.

Les questions relatives à l'organisation et à la réorganisation de tous les aspects de la lutte militaire priment toutes les autres. L'établissement du commandement unique doit être une réalité dans les plus brefs délais. Une guerre moderne ne se gagne pas seulement par l'esprit guerrier. Il est nécessaire d'avoir une organisation et une préparation parfaite qui fasse se dérouler les combats dans les conditions les plus avantageuses possibles. Pour atteindre cela, la condition essentielle est l'établissement d'un commandement unique centralisé. Il faudra supprimer l'autonomie des colonnes et renforcer la discipline au front et à l'arrière.

Mais il y a aussi une série de problèmes de la révolution qu'il faut obligatoirement résoudre par l'unique orientation qui convienne: la socialiste. La participation des délégués de la Confédération Nationale du Travail facilitera beaucoup cette tâche, quoique il faille avouer que cette organisation est bien souvent intervenue dans les nouvelles modalités économiques avec une improvisation et des critères hétérogènes, créant des difficultés, génératrices de conflit, en ce moment même. Nous devons reconnaître que bien des décisions pratiques adoptées séparément par les syndicats de la Confédération selon des principes primitifs, n'ont pas été sanctionnées par les Comités supérieurs. Par cela même, les représentants confédéraux dans le nouveau Conseil de la Généralité, en conjonction avec les

---

A bas le blocus!

autres délégués ouvriers, aideront à établir l'ordre révolutionnaire nécessaire.

Nous vivons en une étape de transition, en laquelle la force des faits nous a obligé à la collaboration directe dans le Conseil de la Généralité, avec les autres fractions ouvrières. Le déroulement triomphal de la guerre civile est le développement même de la révolution. De la formation des Comités d'ouvriers, de paysans et de combattants, que nous propageons sans arrêt, surgira les représentations directes du nouveau pouvoir prolétarien.

«LA SOLIDARIDAD OBRERA»

Un nouveau Conseil de la Généralité s'est constitué. La forme de Gouvernement qu'avait jusqu'à maintenant l'organe exécutif de la Généralité s'est transformé en une espèce de Junte ou de Conseil.

Font partie de ce Conseil, les organisations qui sont intervenues de manière effective dans la cruelle bataille que nous soutenons contre les hommes de l'Espagne nègre. Mais la particularité de ce Conseil est la participation des représentants de la C. N. T.

La Généralité s'était maintenue jusqu'à maintenant sur un plan petit-bourgeois avec une certaine prépondérance de la bourgeoisie industrielle. A un certain moment, il fut question de lui faire une injection socialiste. *(La C. N. T. veut parler de la tentative qui fut faite d'un gouvernement Esquerra. — P. S. U. C. et que les anarcho-syndicalistes firent échouer).*

Mais l'absence de la C. N. T. empêcha que persévère la présence unique des socialistes dans les sphères gouvernementales.

La Revolution a ses exigences. La C. N. T. dans un plenum régional prit la décision d'accepter la responsabilité, dans les circonstances du moment, de participer au pouvoir et décida par la délégation de camarades de la C. N. T. de permettre la constitution d'un Conseil qui serait formé par les représentants des diverses fractions antifascistes.

En Catalogne, il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persiste la dualité de pouvoirs. Il était nécessaire que, d'une manière simple, l'organisation qui contrôle l'immense majorité de la population travailleuse s'élève au plan même des décisions administratives et exécutives.

La transformation sociale du régime ne permet déjà plus la subsistance d'un gouvernement petit-bourgeois ou d'un conglomérat esquerra-socialiste. Il n'y avait pas d'autre solution de notre part, que d'occuper la place qui nous correspondait par l'importance que nous avions.

Le manifeste émis par le nouveau Conseil de la Généralité se règle sur les nécessités de l'heure présente. Ce n'est pas l'heure de faire une critique méticuleuse. L'ennemi nous assaille et nous sommes obligés d'unir nos forces pour que soit décidé promptement le sort de la révolution.

Nous sommes satisfaits. Nous croyons que le nouveau Conseil mènera à son terme les deux aspects fondamentaux autour desquels gravite la vie de la Catalogne. Le fascisme sera vaincu sur les champs de bataille. Et une nouvelle société se lèvera qui portera les couleurs de la justice et de l'humanité.

Marchons, tous, coude a coude, pour abattre l'ennemi commun.

Dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes

Les camarades qui lisent LA REVOLUTION ESPAGNOLE connaissent le fonctionnement du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne. Ce Comité fut formé dès les premiers instants de la lutte des ouvriers contre le soulèvement fasciste, pour assurer la liaison entre tous les secteurs ouvriers et antifascistes de Catalogne. Les formes qu'il avait prises, l'animation qui régnait autour de ses services ont été maintes fois décrits. On sait que le Comité Central des Milices était, en fait, le *seul pouvoir réel* en Catalogne, depuis les évènements de 19 juillet. Alors que toutes les tentatives qui avaient été faites de constituer des ministères de la Généralité, suivant les vieux principes de l'équilibre petit-bourgeois — et nous ne citerons que l'essai d'un gouvernement Esquerra-Parti Communiste suivi de celui du gouvernement Casanova — avaient échoué, le Comité Central des Milices, pendant ce temps, n'avait pas cessé de connaître la vie la plus trépidante, réglant sans exception toutes les questions poltiques, économiques et militaires à Barcelone et dans l'ensemble de la Catalogne. Tandis que les ministères de la Généralité ne pouvaient pas faire le moindre pas sans en référer à cette autorité supérieure qui était le pouvoir ouvrier, le Comité des Milices, lui, gérait réellement l'Etat catalan. Il organisait à l'aide des syndicats le ravitaillement de Barcelone et des fronts, il levait des corps d'armée, il assurait la police.

Qu'on ne croit pas cependant que ce fut sans difficulté aucune. Les organisations qui composaient ce Comité s'étaient, jusqu'au soulèvement fasciste, regardées comme des ennemies. Les anarchistes et derrière eux la C. N. T. considéraient comme des adversaires les hommes de la U. G. T. qui s'étaient conduits comme de purs réformistes ou bien s'étaient simplement opposés à leur tactique de la «gréviculture»; ils méprisaient les hommes du P. O. U. M. comme un petit parti «sans avenir». Les dirigeants de la U. G. T. craignaient la F. A. I. et la considéraient comme une organisation sans foi ni loi, dont on pouvait tout attendre, même le pire. Le P. S. U. C. cataloguait le P. O. U. M. dans les partis de «traîtres contre-révolutionnaires». Mais, si ces préventions et ces appréhensions ne disparurent pas, du moins la nécessité de la lutte commune imposa l'union à toutes les organisations ouvrières. Deux remarques pouvaient, dès le début, être faites: le Comité Central des Milices était le seul à détenir le pouvoir et il s'imposait un programme révolutionnaire. La Catalogne, réservoir d'hommes, chassait le fascisme sur le front d'Aragon et organisait un régime prolétarien à tendances socialistes à l'arrière. Il faut avouer que la recherche de l'équilibre entre toutes les organisations ouvrières était facilitée en Catalogne par rapport aux autres provinces de l'Espagne: la gauche républicaine (Esquerra) est une formation petite-bourgeoise encadrant même des secteurs ouvriers; les organisations anarcho-syndicalistes sont très fortes; le parti communiste stalinien ne contrôle qu'un secteur déterminé des masses ouvrières; le P. O. U. M. n'est pas une simple opposition «antistalinienne», il est surtout le stade supérieur du développement du Parti que créa, il y a longtemps, le regretté Maurin.

Cette physionomie des partis et des organisations en Catalogne a maintenu, pendant un temps, le pouvoir prolétarien dans les lois d'un équilibre momentane. Nul ne pouvait prétendre à l'hégémonie de la direction révolutionnaire. Mais le rapport des forces qui existait avant le soulèvement fasciste se modifia, bien entendu, dans le tourbillon révolutionnaire. Il se modifia aussi, naturellement, au profit des partis les plus révolutionnaires. Il est impossible d'en indiquer la valeur quantitative; l'action dans la rue, l'activité formelle des organisations cachent les vrais rapports. Cependant des partis comme le P. O. U. M. firent en 2 mois des bonds formidables dans le domaine de l'accroissement de leurs forces. L'Esquerra, par ailleurs, mit peu de résistance à suivre la marche ascendante de la révolution. Et celles des organisations ouvrières qui voulaient freiner la révolution, au nom d'une accélération nécessairement égale de la marche de la révolution dans les différentes régions de l'Espagne, durent bientôt se mettre au pas craignant de perdre leur influence. Les programmes qui furent adoptés par le Comité Central des Milices sont ceux que proposèrent les fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le P. O. U. M. joua dans cette élaboration un très grand rôle. Les initiatives que la classe ovrière prit sur le terrain économique et politique reçurent une consécration légale. De nouvelles directives furent données pour orienter et coordonner les collectivisations, réparant en même temps certaines décisions de la «base» qui étaient préjudiciables aux buts que l'on recherchait.

Pendant tout ce temps où le Comité Central des Milices exerçait le pouvoir, le rôle du gouvernement petit-bourgeois se faisait de jour en jour plus réduit. La dualité de pouvoir se résolvait en définitive au profit du second pouvoir. Soumise aux

délibérations du Comité cette situation fut réglée par l'élimination du gouvernement Casanova et par la constitution d'un Conseil de la Généralité. Les évènements de la guerre et la participation enfin acceptée par les anarcho-syndicalistes accélérent cette formation. Aujourd'hui la Catalogne possède un pouvoir de composition nettement prolétarienne, malgré la présence de la gauche républicaine et de l'action catalane. L'opinion du P. O. U. M. sur ce Conseil est reproduite dans ce numéro de LA REVOLUTION ESPAGNOLE. La répartition des sièges dans ce *Conseil* (terme exigé par les anarchistes) ne donne pas encore une place suffisante au P. O. U. M. et en donne trop à des formations aujourd'hui désuètes. Le programme, par ailleurs, sera déterminé par la pression des éléments les plus avancés. Les anarchistes, retenus par deux craintes: la protestation possible de leurs éléments anti-parlamentaires et les difficultés que peut connaître un tel Conseil, n'y ont délégué qu'un de leurs hommes de tête. Il est à prévoir que, sous la pression des évènements, le Conseil de la Généralité sera l'objet de modifications ultérieures.

En tout cas, dès la constitution de ce nouveau gouvernement le Comité Central des Milices avait vécu. Auprès de chacun des «commisssariats» agiront d'ailleurs des comités formés de la même maniere que le défunt Comité des Milices. Dans sa dernière réunion, le premier octobre, le Comité a décidé sa dissolution, y joignant la déclaration de son appui au Conseil de la Généralité.

Il ne reste plus qu'à attendre les actes de ce pouvoir nouveau. Les révolutionnaires ont maintenant pour tâche de conduire les pas de ce Conseil dans la voie de la révolution prolétarienne. C'est là que le rôle dirigeant du Parti révolutionnaire doit se montrer pour assurer à la classe ouvrière la totalité du pouvoir.

Une cimenterie sous la gestion ouvrière

Une entreprise socialisée est une chose presque banale aujourd'hui en Espagne, et surtout en Catalogne. Le hasard ayant permis aux redacteurs de «la Révolution Espagnole» d'en visiter une, nous en profitons pour exposer aux ouvriers francais les resultats de notre enquête.

Voyons ce qu'est l'entreprise, nous verrons ensuite ce qu'est son nouveau régime.

Près de Barcelone, au bord de la mer, à Vallcarca, fut fondée en 1898, par un nommé Joseph Fradera, une petite cimenterie. Située dans un lieu extrêmement favorable, la petite fabrique de ciment naturel est devenue, avenc le temps, une majestueuse usine, complètement électrifié et pourvue des appareils les plus modernes. Avant le 19 juillet, elle sortait 80 tonnes de ciment par jour, dont 60 de Portland (ciment artificiel) et 20 de ciment naturel. Elle desservait sa clientèle, uniquement espagnole, au moyen de trois bateaux et d'un remorqueur, assurant des services réguliers entre Majorque et Barcelone d'une part et les côtes ibériques jusqu'au pays basque d'autre part. Le hasard de la guerre civile a voulu qu'un de ces bateaux ait été coulé par les républicains pour obstruer le Guadalquivir, la rivière de Seville...

L'usine de Vallcarca bénéficie d'une pierre dont la teneur est exactement celle du ciment, ce qui simplifie les opérations techniques. Elle emploie 750 ouvriers dont la plupart habitent auprès de l'usine une cité blanchie par la poussière.

Au lendemain de la Révolution, la famille Fradera, seule propriétaire de l'entreprise, s'éclipsa. A la fin d'août, lorqu'un décret de la Généralité expropria les patrons qui s'étaient enfuis, l'usine devint la propiété dés ouvriers qui y travaillent et qui, aujourd'hui, la gèrent collectivement, en liaison avec le syndicat unique du ciment (C. N. T.).

La cimenterie est à présent dirigée par deux Comités. Un Comité administratif qui siège à Barcelone dans les locaux ou continue à s'accomplir le travail de gestion commerciale et financière de l'usine; il se compose de trois membres élus par quelque 35 employés (2 seulement ont été renvoyés pour leur résistance au nouveau régime). L'administration était naguère assurée par les 4 fils du patron, ce qui la dispensait de hauts fonctionnaires; les petits, avec ou sano enthousiasme se conforment au nouvel état de choses. Ils sont syndiqués à l'U. G. T., mais n'ont pas grande formation syndicale; leur niveau s'élève avec leur nouvelle activité et l'initiative qui dorénavant leur est non seulement laissée, mais demandée. L'affaire était une société anonyme dont toutes les actions étaient réparties parmi les membres de la famille Fradera; elle serait donc facile à réquisitionner, et c'est ce que veulent les ouvriers; la Généralité voudrait qu'on se bornât au Contrôle; la question est encore pendante. En attendant sa solution, les sommes nécessaires à la marche de l'entreprise sont avancées par le Commissariat Général des Finances, avec l'autorisation de la Généralité. Un délégué du Bureau est en liaison avec le Conseil Economique.

Le second, le Comité de fabrication se tient naturellement à Vallcarca, dans l'usine, et entretient avec le Comité de Barcelone une liaison quotidienne. Il se compose de 3 membres également, élus le 30 aôut par l'Assemblée Génerale des ouvriers de l'usine: Augustin Biarge et Jesus Abad de la C. N. T., et Francisco Vidal de l'U. G. T. Ils sont puissament aidés par l'administrateur technique, qui travaille dans l'usine depuis 23 ans, Francisco Riera.

Le travail est organisé par secteur technique, et chaque secteur nomme un délégué auprès du Comité d'usine qui est en même temps chef de secteur; pour les secteurs qui travaillent d'une façon continue nuit et jour, il y en a un par tour, ce qui monte a 35 le nombre total des délégués de secteur. Ceux-ci sont responsables de la bonne marche du travail et en liaison constante avec le Comité.

Les salaires étaient avant puillet de 9'5 pesetas pour le plus bas, celui des ouvriers des carrières, et montaient à 11,25 pour les concasseurs, à 15 pour les employés des laboratoires, à 16 pour les surveillants de fours, de 12 à 16 pour les mécaniciens, électriciens, charpentiers. 150 femmes environ sont occupées à la réparation des sacs, au tarif de 1,75 les 25. Le salaire de base a été élevé à 10'90, les autres sont restés sensiblement les mêmes. L'intention du Comité est de les maintenir tels qu'ils sont et, quand l'usine reprendra son fonctionnement normal (elle ne fonctionne qu'a 60 % de son potentiel de production) ou le depassera, de proportionner les salaires au chiffre d'affaires.

La semaine de travail qui etait de 48 heures, avait été abaissée en juin à 44 h.; elle est maintenant de 38 h. 20 (chiffre fixé pour des raisons techniques). Le travail de nuit est rémunéré à raison d'une augmentation de 20 %, et le travail du dimanche de 50 %.

Le personnel technique a été fort peu entamé; seuls deux employés supérieurs et 6 contremaîtres ont refusé la nouvelle organisation et sont partis.

M. Fradera était un patron laborieux et dictatorial; il faisait règner una véritable terreur sur son personnel; il avait fondé un syndicat jaune, et un ouvrier surpris à lire la «Solidaridad Obrera» était impitoyablement congédié. Après les élections de février, il dut consentir à tolérer un syndicat de l'U. G. T. dans son usine, mais la C. N. T. en restait bannie, et les ouvriers ne prouvaient y appartenir que secrètement. Le syndicat de l'U. G. T. fonde en mars recueillit tout de suite 700 adhésions. Mais le choix de la Centrale n'était pas libre. M. Fradera, après una grève importante en 1931, avait voué à la C. N. T. une haine irrémissible, et il toléra l'U. G. T. en comptant sur l'intervention des jurés paritaires, après 5 ans de veritable terreur patronale, et forcé par les circonstances politiques générales. Ces conditions expliquent le passage récent du syndicat d'une Centrale à l'autre.

Au pied de l'Eglise inachevée, une cité ouvrière s'étale, triste et poussiéreuse, dans le cour même de la fabrique. Quelques centaines de familie y vivent, les autres ouvriers de Villanueva y Geltrú, de Sitges. Le loyer de la petite maison, qui était de 2 à 8 pesetas par semaine, a été abaissé de moitié, 1 à 4 pesetas par semaine, selon la dimension.

Une infirmerie et un dispensaire, avec un infirmier à demeure, sont inclus dans la cité; un médecin vient chaque jour de 12 heures à 14. Il y a une clinique chirurgicale dans le village.

A part le dispensaire qui était gratuit, les frais de couches et de maladie étaient jusqu'ici aux frais du malade; aucune assistance n'était prévue. Inutile de dire qu'il en va tout autrement maintenant. L'Ecole laïque de M. Fradera, était dirigée par des maitres fascistes, dont l'un était l'alcalde de Sitges. Le Syndicat de l'enseignement pourvoiera à leur remplacement.

Le Comité se propose d'installer des Bains-Douches et W. C. modernes au Service des ouvriers et un garage de bicyclettes, pour ceux qui viennent de loin.

Au point de vue technique, il veut introduire dans l'usine 18 silos et 2 calcinateurs dernier modèle qui permettront de réduire la consommation de charbon (le prix de revient) et d'augmenter le rendement.

Le travail s'accomplit excellemment et il n'est pas douteux que les travailleurs de l'usine ne viennent à bout de toutes les difficultés qui pourront se présenter, car, comme me disait l'un d'eux *«à présent, tout le monde a le même intérêt, et tout le monde est d'accord pour faire marcher la barque»*.

MOBILISATION GENERALE

Les rebelles se trouvent, au début d'octobre, à 80 kms. de Madrid. Dégarnissant leurs autres fronts, ils ont tenté une violente attaque sur Madrid. Les raisons de cette tactique sont aujourd'hui claires. Au moment de la réunion de l'Assamblée de la Société des Nations, les rebelles essayèrent dans la coulisse de marchander la reconnaissance de leur gouvernement-fantôme de Burgos. Ils firent dans ce but une campagne de presse internationale formidable. Cependant ils echouèrent, à la suite même du fait que l'Assemblée de la S. D. N. se trouvait placée devant un cas analogue: celui de l'Ethiopie et qu'elle ne pouvait déjà pas légaliser l'agression italienne. Il ne restait aux rebelles qu'à tenter une chose: s'emparer de Madrid afin d'y installer un gouvernement soi-disant légitime que les puissances auraient du reconnaitre. Leur offensive sur le Tage fut menée à grands renforts de Marocains pillards, de fascistes étrangers et de tanks, canons et avions de provenance directe des pays fascistes. Les fascistes arrivèrent jusqu'à Toledo, mais furent arrêtés à Torrijos sur la route de Madrid. Ils se heurtèrent à la vaillance des révolutionnaires qui, inférieurs en nombre et en armement, leur tinrent tête.

Cette poussée fasciste a eu le résultat d'éclairer l'ensemble des organisations ouvrières, placées a la direction des gouvernements de Madrid et de Barcelone, sur la nécessité de perfectionner les méthodes de combat et les unités combattantes, si l'on veut que le sort de la révolution soit rapidement décidé. Peu à peu l'organisation indépendante des milices, formées par chacun des partis et des syndicats et agissant pour son propre compte dans le cadre d'une action générale s'est modifiée pour faire place à une armée revolutionnaire, disciplinée et guidée par un commandement unique. Si apparentes qu'aient été les modifications à apporter à la première formation — celle qui répondait au combat de rues — pour en faire une organisation moderne de lutte guerrière, ces solutions ne purent être mises que progressivement en route. Les difficultés momentanées que connait la capitale de l'Espagne accéléront la transformation de l'organisation des milices en une véritable Armée Rouge capable de vaincre le fascisme.

C'est dans ce sens, qu'on a eu connaissance le 29 septembre du décret du Departement de Guerre du Gouvernement espagnol convocant les classes de réserve 1932 et 1933. Cette convocation s'adresse à tous les homes des régions actuellement au pouvoir des gouvernementaux. Ceux de la région du Centre devront avoir rejoint leur centres de mobilisation le 10 octobre. Ceux des autres régions devront les atteindre avant le 20 octobre. Le décret fixe encore les limites d'âge pour pouvoir être enrôlé dans les milices, entre 20 et 35 ans.

Le nouveau Conseil de la Généralité est en train de mettre à exécution un projet de ce genre. La mobilisation générale serait déclarée pour tous les citcyens de 18 à 40 ans. On prévoit à cette occasion l'établissement de l'instruction militaire obligatoire.

La Catalogne est un réservoir d'hommes et de moyens de production de la plus haute valeur dans la guerre civile actuelle. De nombreux miliciens catalans se trouvent sur les fronts de la Guadarrama ou du Tage. Les usines de la Catalogne produisent le matériel indispensable à la lutte, aussi bien grâce à leur expérience industrielle que grâce à leur éloignement du front. C'est dans ce sens que les mesures adoptées par le Conseil de la Généralité s'étendent beaucoup plus loin que la simple mobilisation de troupes. Tous les pontoniers et les artificiers de l'artillerie, tous les pilotes et les mécaniciens civils de l'aviation seront également mobilisées. Les techniciens en général seront mis à la disposition de l'Administration militaire.

Enfn on créera une Académie militaire pour former des cadres exercés.

30 MARKS QUI VALENT 30 MILLIONS

Les ouvriers berlinois trompant les persécuteurs nazis, font des souscriptions pour aider le prolétariat espagnol dans sa lutte pour la révolution socialiste. Ils nous ont adressé la lettre suivante:

Berlin, 15-8-36.

Comité Central du Parti Communiste Allemand (Opposition).

Chers camarades:

Nous apprenons qu'un ouvrier, de nos amis, se rend à l'étranger et nous profitons de l'occasion pour vous faire parvenir une petite somme d'argent recueillie entre nous. La Direction de notre groupe illégal d'ouvriers métallurgiques, réunie en cette occasion a discuté de quelle faèon elle pourrait exprimer sa sympathie aux héroïques ouvriers et paysans en lutte contre le fascisme. Puisque nous n'avions que deux jours de temps devant nous, nous avons décidé d'effectuer une collecte dans deux usines et le jour suivant nous réunissions trente marks. La majeure partie de la somme réunie par notre camarade provient d'une usine d'armements. Ce camarade a collecté dans le cadre illégal de la fabrique entre les ouvriers adhérents et les sympathisants. Il a vérifié en outre que les camarades qui se sont engagés à une seconde collecte ont été très heureux que notre groupe ait pris l'initiative de leur fournir un moyen de manifester leur sympathie avec les ouvriers espagnols. Nous sommes particulièrement joyeux d'avoir pu mener à bien cette collecte dans un moment, où le gouvernement de Hitler cherche des heurts avec tous les pays et d'avoir ouvertement pu montrer notre solidarité par une collecte d'argent. Par ce moyen, nous faisons ce que nous pouvons pour déjouer le plan fasciste de l'Allemagne subjuguée par Hitler.

Jusqu'à maintenant nos collectes périodiques étaient effectuées de manière clandestine: cette fois notre camarade en a exposé directemente le motif. Cela prouve l'augmentation de notre influence dans les usines. La sympathie pour la classe ouvrière en lutte en Espagne est extrêmement grande dans les masses de l'Allemagne. Autant les ouvriers, en général, ont de la défiance pour le Front Populaire, autant ils suivent avec un intérêt passionné la lutte contre le fascisme espagnol. L'élan avec lequel les milices ouvrières, noyau de la révolution espagnole, se lancèrent au premier moment de la lutte contre leur propre contre-révolution animent les ouvriers allemands quoiqu'ils ne peuvent connaitre cette lutte qu'au travers de l'odieuse presse nazie.

C'est avec une particulière chaleur que se discute chaque article sur les occupations d'usines et la continuation de leur marche sous la direction des organisations ouvrières. Non seulement le désir ardent de votre victoire mais aussi l'effort pour tirer une expérience de votre lutte, atteint chaque jour de nouvelles couches sociales.

Chaque pas qui vous approche de la victoire, qui vous conduit à l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière, liée aux paysans s'appropriant les terres des féodaux et de l'Eglise, est le meilleur appui pour notre dure lutte. La terreur fasciste, les persécutions journalières, les tortures dans les prisons et la dictature des patrons dans les usines nous coûte chaque jour de nombreux sacrifices Nous préparons nos luttes futures et nous regardons votre combat avec la complète espérance de votre victoire. Déjà maintenant, le développement de votre lutte nous enseigne les moyens, les méthodes et le chmin que nous devons parcourir pour reconquérir notre liberté et atteindre nos objectifs de classe.

Vive la lutte du prolétariat espagnol!

A bas le fascisme!

Le Comité de Berlin pour la création de cadres illégaux dans l'industrie (Groupe Métal).



Quelques photos prises sur le front d'Aragon. En haut et à gauche, nos camarades Rovira et Arquer entourés d'autres chefs de detachements, militants du P. O. U. M. Au centre et à gauche, deux vues du Monte-Aragon récemment conquis par nos miliciens; cette position, à 3 kms. de Huesca, domine complètement la ville. Lés autres vues montrent des aspects des villages de l'Aragon.

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 6 Barcelone, le 14 octobre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

La lutte contre la guerre et le fascisme

La préoccupation centrale des prolétaires du monde entier est aujourd'hui la lutte contre la guerre et le fascisme.

Le fascisme, au cours des dernières quinze années, a triomphé dans un certain nombre de nations européennes et son esprit s'est répandu comme une tache d'huile sur le vieux continent. Il menace aujourd'hui les nations connues comme démocratiques et libérales: c'est-à-dire les nations capitalistes dans lesquelles le prolétariat, par sa force d'organisation, mais aussi par suite de conditions découlant du régime politique et économique intérieur, a pu conserver les quelques libertés qu'il a conquises au cours de dures luttes. Le fascisme, encore plus, a frappé durement l'Espagne, où les travailleurs de ce pays mènent un combat meurtrier, une lutte à mort contre leur ennemi de classe, le capitalisme, dont les suppôts étaient la réaction monarchique et aristocratique, la bureaucratie militaire, et le cléricalisme jouisseur.

Le ciel capitaliste est gros d'un orage guerrier. Depuis des années, le monde entier danse sur un volcan d'armements, de surarmements, de provocations impérialistes et de courses aux marchés. Les pactes impérialistes se font et se défont, mais déjà les alliances impérialistes se stabilisent et tout laisse supposer l'approche d'une guerre. L'avenir s'assombrit encore du fait que de nombreux peuples, subjugués par leurs oppresseurs fascistes ou bernés par leurs propres dirigeants politiques de classe s'abandonnent à la furie guerrière et courent à la catastrophe sous le signe de la symbolique «fleur au fusil».

Beaucoup de nos camarades, ecoeurés par cette atmosphère de défaite, par cet écroulement de toutes les valeurs établies par deux décades de luttes, s'abandonnent au plus profond désespoir, au simple fatalisme. Il est maintenant nécessaire d'orienter nos discussions et nos résolutions pour montrer la seule voie que le prolétariat peut encore emprunter pour son salut.

La manière de résoudre le problemè de la lutte contre la guerre unit ou divise les partis et les organisations. C'est un problème d'une telle gravité, d'une telle envergure pour l'avenir de la classe ouvrière internationale que, devant lui, on ne peut pas tolérer d'équivoque ni de confusion. Pour nous, marxistes, il n'y a qu'un pacifisme efficace: le pacifisme révolutionnaire. Il n'y a qu'un moyen positif de lutter contre la guerre, c'est de saper et détruire les bases du régime capitaliste, car tant que celui-ci existera, avec ses contradictions impérialistes, la guerre sera fatale et inévitable. En un mot: l'unique moyen d'en finir avec la guerre consiste à faire triompher la révolution prolétarienne.

Le prolétariat russe, en octobre 1917, sous la direction de Lénine et Trotsky, sut appliquer magnifiquement ce pacifisme révolutionnaire. Personne ne lutte plus en ce moment contre la guerre que le prolétariat espagnol en armes. Même si cela semble être un paradoxe, la cause de la paix réside aujourd'hui dans les avions, les canons, les mitrailleuses, et les fusils qui luttent contre le fascisme. De la guerre civile qui se livre en Espagne en ce moment dépend la guerre ou la paix de demain. Lénine préconisa déjà, en 1914, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Nous qui faisons la guerre civile en Espagne, nous préconisons son extension à la sphère internationale, comme unique moyen d'empêcher la guerre impérialiste. Il n'existe pas d'autre solution. Quoi que tentent de nous démontrer les opportunistes de tous genres, il n'y en a pas d'autres.

La classe ouvrière mondiale ne peut demeurer neutre dans la lutte qui se déroule en Espagne. Elle doit se mobiliser, elle doit prendre parti ouvertement, d'une manière révolutionnaire en faveur de la classe travailleuse espagnole. Elle doit saboter, par tous les moyens en son pouvoir, l'envoi de matériel de guerre aux fascistes espagnols et doit nous envoyer à nous autres tout ce qui lui sera possible. Et elle doit se préparer activement à livrer la bataille révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie, qui est la meilleure manière de nous aider et de lutter contre la guerre impérialiste.

La farce diplomatique de la neutralité est en train de se dénoncer. Le monde entier se voit obligé à reconnaitre, devant l'Allemagne et l'Italie fascistes n'ont pas cessé un seul instant, les multiples preuves irréfutables qui lui ont été présentées, que même après avoir accepté un pacte de neutralité, de soutenir énergiquement les fascistes espagnols en leur envoyant un abondant matériel moderne, grâce auquel il lui a été possible de gagner certaines positions sur le front de Madrid. On doit reconnaitre aujourd'hui ce qui, dès les premiers moments, sautait aux yeux: que le Portugal du dictateur Oliveiro Salazar fut, avant le 19 juillet un centre conspiratif des fascistes espagnols et depuis cette date son principal centre d'opérations, celui par lequel il reçoit l'appui le plus efficace de Hitler et de Mussolini.

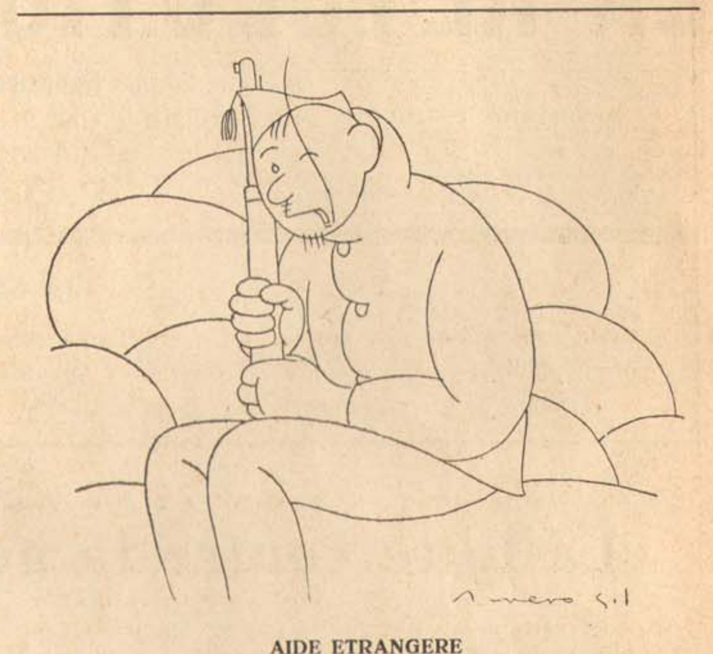
Il est sûr qu'entre Hitler, Mussolini, Oliveira Salazar et Franco, il existe un compromis formel. En compensation de l'appui qu'il a actuellement, Franco accorde de grandes concessions pour demain dans les Baléares, les Canaries. Ceci fait partie des plans de guerre du fascisme européen. Si Franco arrivait à triompher —chose que pour un seul instant nous ne pouvons admettre— l'Espagne se convertirait immédiatement en un camp d'opérations du fascisme européen en vue de la prochaine guerre. Franco, non seulement a l'audace de donner des concessions sur le territoire espagnol, mais il aspirerait à transformer la jeunesse espagnole en chair à canon du fascisme.

Si l'on connait tout ceci, n'a aucune justification la politique de neutralité, que depuis le début des évènements espa-

gnols, la France, l'Angleterre et la Russie soviétique se sont employées à maintenir. Il paraît que le gouvernement français aodpta sa politique de neutralité en raison de l'attitude prise par le gouvernement anglais et le gouvernement soviétique. Le point de vue anglais était le suivant: nous sommes ennemis autant du fascisme que du marxisme. S'il existe un pays où ils se battent entre eux, qu'ils continuent à se battre. Nous nous refusons à intervenir. Et le point de vue de Staline: le pacte franco-soviétique ne peut jouer que dans le cas où un de nos deux pays —la France ou la Russie— serait attaqué, mais il ne peut jouer en aucune manière comme conséquence des évènements d'un troisième pays. Le gouvernement français crut, dans ces conditions, qu'il ne pouvait pas s'exposer aux dangers d'une guerre avec l'Allemagne. Il préféra se maintenir dans sa position de neutralité, malgré la forte opposition que lui fit la classe ouvrière française. La critique de cette politique a été faite de nombreuses fois. Rien ne pourra nous démontrer que le soutien de l'Espagne antifasciste par la France eût été capable de conduire à la guerre contre l'Allemagne. La réalité nous a démontré le contraire: tôt ou tard, la victoire de Franco nous conduirait inévitablement à la guerre, puisque cette victoire, nous le répétons, fait partie des plans guerriers de Hitler et de Mussolini.

Les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie se rendent-ils compte aujourd-hui de leur erreur? Nous le supposons. Ce que nous savons en tout cas, et de celà nous nous réjouissons grandement, c'est que cette vérité a été parfaitement comprise par l'opinion ouvrière de ces trois pays. Le triomphe de Franco, que personne n'en doute, est la guerre assurée, inévitable. Au contraire, la victoire du prolétariat révolutionnaire espagnol détruira les plans du fascisme et se convertira en l'unique facteur positif de paix.

A l'un des moments les plus graves de l'histoire internationale, les prolétaires de tous les pays doivent regarder la réalité en face. La lutte contre la guerre et le fascisme passe par les chemins de l'aide à la révolution espagnole et de la lutte contre sa propre bourgeoisie.



AIDE ETRANGERE

Des vivres! Des vivres! Ils croient qu'on tire avec des haricots...

200.000 prolétaires commemorent le 6 octobre

La classe ouvrière de Barcelone et de toute la Catalogne a célebre hier le deuxième anniversaire des tragiques jorneés d'octobre 1934.

Nous ne pouvons que regretter l'absence de nos camarades de la C. N. T. qui, par une fausse interprétation de l'idée de la manifestation n'ont pas cru devoir s'y associer. Dans notre esprit ce n'est pas une fête, mais la commémoration de souvenirs douloureux qui, cependant par l'enseignement que le prolétariat espagnol en a tiré, ont permis la brillante revanche de juillet 1936. Les faits qui se succédèrent, dans les deux ans qui suivirent la défaite d'octobre, montrèrent à la classe ouvrière de notre pays, qu'une nouvelle défaite, avec ou sans lutte serait l'anéantissement de la volonté ouvrière pour de nombreuses annés. Elle sut en tirer les conclusions, et au moment voulu se souvenir de l'exemple des Asturies pour susciter la politique d'alliance prolétarienne.

C'est pourquoi, le jour où nous célébrons nos morts d'octobre 34 et de juillet 36, nous aurions aimé voir, comme un front, les drapeaux de la C. N. T. et de F. A. I. aux côtés des nôtres.

Les commerçants et la quasi-totalité des industries avaient fermé leurs portes. Malgré la pluie qui dura toute la matinée, l'on peut chiffrer à plus de 200.000, le nombre des manifestants qui défilèrent derrière les drapeaux de leurs organisations respectives.

Le cortège quitte le Passeo de Gracia à 11 heures précédé par les Mozos de Escuadra, les Guardes d'Assaut et les Milices alpines.

Le premier groupe est formé par deux centuries de miliciens de chacune des organisatons participantes. En tête marchent nos camarades de la centurie internationale du P. O. U. M., portant le drapeau monarchiste, conquis lors de la prise du Monte Aragón et d'Estrecho Quinto. Leur banderolle portait cette inscription: «Les miliciens francais demandent des avions pour l'Espagne». L'immense multitude qui se pressait le long du parcours fit une ovation formidable aux vainqueurs de Monte Aragón.

Défilent ensuite les miliciens de la Croix Rouge, du P. S. U. C., du Parti Fédéral Ibérique, de l'Etat Catalan, de l'Esquerra. La cavallerie du P. O. U. M. ferme la marche de ce premier groupe.

Dans le deuxième groupe se trouvent les représentations des différents partis et syndicats adhérant à la manifestation. La représentation du P. O. U. M. est formée par un piquet de cavallerie, une compagnie de miliciens de la caserne Lénine, la section des pionniers communistes, la J. C. I. avec son comité éxécutif, une délégation de l'Union des Professeurs et Etudiants communistes, le Secours Rouge du P. O. U. M., puis le comité éxécutif de notre organisation avec nos camarades Gorkin, Bonnet, Gironella et Tussó. Enfin de nombreuses délégations de notre parti, venant de la banlieue et de toute la Catalogne, chacune avec son drapeau et des pancartes où se lisent les mots d'ordre du P. O. U. M. «Guerre au front et Révolution à l'arrière», «Contre le fascisme, Socialisme», «Les ouvriers luttent pour le Socialisme». Derrière notre représentation, qui est vigoureusement acclamée sur le parcours par des milliers et des milliers de travailleurs, défilent les représentations des autres ornombreuses délégations de ses sections, derrière ses drapeaux ganisations politiques. L'Union des Rabassaires défile avec de rouge-et-vert surmontés d'instruments agricoles, tandis que des femmes portent sur leur tête des corbeilles chargées de fruits. Parmi les membres de l'Union des Rabassaires, se trouvent de nombreux camarades de notre parti qui occupent des postes responsables dans la grande organisation catalane des paysans.

L'U. G. T. suit avec des délégations de tous les syndicats adhérents, leurs pancartes et leurs drapeaux rouges La grande représentation ugétiste est formée en grande partie par les syndicats de Lérida, Tarargone, Gérone et Barcelone qui appartenaient à la F. O. U. S., recemment fusionnée avec l'U. G. T. Beaucoup de nos camarades, dirigents et militants ugétistes, participaient à la manifestation.

Place de la Paix, fut découvert une plaque en hommage aux camarades tombés les 6 octobre 34 et 19 juillet 36. De brefs discours furent prononcés.

A une heure la tête de la colonne pénètre sur l'esplanade qui fait face à la gare maritime. Durant trois heures, les manifestants n'arrèteront pas d'arriver sur l'énorme place, au fond de

laquelle se trouve la tribune où sont les représentants des partis et du Gouvernement.

Au pied de cette tribune est placée la musique des milices du P. O. U. M. qui jouera continuellement l'«Internationale» et les hymmes révolutionnaires, repris en chœur par la foule.

Une fois toutes les délégations réunies, le Président Companys prononce un discours dont nous extrayons les passages suivants:

«Citoyens: Cette esplanade immense couverte de milliers et de milliers de manifestants, les rues avoisinantes regorgeant de nos milices et du peuple réuni, symbole de la lutte antifas-
«Nous ne luttons pas uniquement contre le fascisme, mais
ciste, donne l'idée de la vitalité de notre terre.»
aussi contre une chose pire encore. Nous luttons contre une bureaucratie militaire, qui veut nous couvrir de honte. Nous ne luttons pas contre la religion chrétienne mais nous luttons contre les potentats d'une église corrumpue, ses exactions et son clergé oppresseur.»

«Le tout soutenu par un régime capitaliste qui ne veut que détruire notre belle et héroique République.»

«Citoyens: Je veux rendre hommage aux miliciens qui meurent obscurément dans les tranchées, avec un esprit de sacrifice silencieux! Que valent, que signifient toutes les hiérarchies du passé? Rien. Celui qui donne la vie et qui reste ignoré à travers le temps et l'histoire, a gagné l'admiration et la vénération du peuple.»

Une fois terminé le discours du Président de la Généralité, toutes les délégations défilèrent devant la tribune pendant plus de deux heures.

Les ouvriers de Barcelone ont démontré hier, dans cette grandiose manifestation, leur adhésion aux principes révolutionnaires d'octobre, à la révolution socialiste, à l'alliance ouvrière cimentée dans toute l'Espagne par nos efforts et notre sang.

Des armes pour l'Espagne!

Les leçons d'octobre

L'échec d'octobre en Catalogne mène logiquement à la conclusion que pour ne pas subir de nouvel échec, il est indispensable de procéder à une correction fondamentale de la ligne politique suivie par le mouvement ouvrier. Il faut que les masses ouvrières au lieu de marcher, dans des conditions d'infériorité, dépendant d'un geste, le «geste» d'Emilio Iglésias (1909), de Domingo (1917 et de Companys (1934) disposent de forces suffisantes pour parcourir d'elles-mêmes le chemin qu'elles se sont tracé.

JOAQUIN MAURIN, 1935.

Il est de grand intéret d'établir un paralléle entre les evénements d'octobre 34 et ceux que nous vivons présentement.

Les deux premiéres années de gouvernement républicain-réformiste constituérent le plus lamentable des échecs, démontrant manifestement l'incapacité de la démocratie bourgeise et du socialisme reformiste à solutionner les graves problémes pendants devant le pays. Impuissant à mener à bien la révolution démoratique en Espagne, ce gouvernement fut par contre capable de preparer le chebin de la réaction, qui obtint une grande victoire aux élections de novembre 1933.

Que va faire la classe ouvriére espagnole? Va-t-elle ainsi se laisser dérober les conquétes que tant de sang et tant de sacrifices lui ont coutés? Pouvons en douter un seul instant. Le nouveau pouvoir qui a pour base le vieux régime monarchiste s'oriente par étapes vers l'établissement d'une dictature fasciste. La classe travailleuse avec un extraordinaire sentiment de la réalite commence d'unifier son action au sein de l'Alliance Ouvriére, afin de pouvoir livrer bataille à la réaction.

A chaque acte de provocation de la réaction la classe ouvrière riposte par le moyen de la gréve générale. La réaction masque son but; si la classe ouvriére n'a pas le temps de se préparer, de s'unifier nationalement, de s'armer, elle est perdue. Et c'est la formation du cabinet Lerroux avec trois ministres de la Ceda. Refuser la lutte comme le fit le prolétariat allemand, ou bien tenter une insurrection armée au risque de perdre la bataille. C'est le geste qu'a fait le proletariat espagnol.

Octobre ne fut pas une bataille perdue, comme ne le fut non plus celle de décembre 1930. Grâce à elle au sang de García Hernàndez et de Galàn fut possible l'avenement de la république de février 1931. Grâce à la révolte d'Octubre et à l'heroisme des travailleurs asturiens fut possible la victoire électorale de février dernier. Les républicains qui étaient sortis vaincus de la bataille électorale de 1933 ont pensé pouvoir se refaire un certain prestige grace aux lamentables erreurs commises par les socialistes et les staliniens depuis octobre 1934. La victoire électorale de février n'a pas conduit au pouvoir la classe ouvriére, mais la même bourgeoisie qui avait conduit au désastre la République les anuées précèdentes. Ont ils tiré quelque leçon de l'expérience? Non. Nous les avons avertis à temps. Nous les avons averti avant la campagne électorale. Nous les avons avertis pendant la campagne électorale et depuis la campagne électorale. Les républicains n'ont rien changé à leur politique d'avant. Il en a été ainsi.

Le Front Populaire ne fut pas capable de mettre fin aux manœuvres des éléments fascistes à l'intèrieur même du pouvoir. Au lieu de cela, le Gouvernement confia à des officiers que l'on savait étre fascistes les principales garnisons d'Espagne. Notre parti ne cessa un moment d'alerter la classe ouvrière espagnole. Notre camarade Maurin dans son grand discours parlementaire prévint le Gouvernement et le Pays du péril que nous courrions.

Ils ne firent pas cas de nos avertissements comme ils n'en firent pas cas en de multiples occasions, notamment lors de la tentative de Sanjurjo avant les élections de 1933.

Le soulévement militairo-fasciste de juillet fut une des conséquences du fiasco du Front Populaire. Comme la période de deux ans qui suivit les elctions de 1933 fut une conséquence des erreurs commises durant les deux premières années de la République. Heureusement existe en Espagne un prolétariat avec une grande concience de classe avec une grande maturité révolutionnaire. Ce prolétariat a démontre en Octobre 1934 l'héroïsme dont il était capable. Sans lui les élections de 1933 auraient conduit à la dictature fasciste en Espagne. Sans lui le soulévement militaire de juillet aurait triomphé inévitablement. En octobre le prolétariat asturien à sauvé la situation. En juillet c'est principalement le prolétariat de Catalogne qui à son tour l'à sauvé.

Quel est l'enseignement que nous devons tirer de ces cinq années et demie de République en Espagne? L'expérience que la démocratie bourgeoise et le socialisme réformiste ont fait échec lamentablement, et que seule la classe ouvrière, les armes à la main, est capable de vaincre le fascisme et de construire le socialisme. La bourgeoisie et la petite bourgeuisie ont échoué comme classe. La démocratie bourgeoisi à fait banqueroute. L'unique classe progressive, l'unique classe révolutionnaire est le prolétariat. Et l'unique issue est le socialisme. Pour lui ont lutté les héroïques travailleurs asturiens en octobre, pour lui luttent aujourd'hui les travailleurs de toute l'Espagne. Que personne n'en doute: la victoire sera nôtre.

Ouvriers français,

exigez la levée du blocus!

La révolution agraire en Espagne

Nous avons, dans un número précédent de la «Révolution Espagnole», situé le problème agraire en Catalogne. Il nous faut ajouter quelques renseignements complémentaires concernant l'Espagne.

Il y a en Espagne 19.672.950 hectares de terre cadastrés. Sur cette étendue, 2.343.599 hectares sont répartis en 5.936.816 parcelles; soit moins d'un dem. hectare par parcelle, en moyenne. Par contre, 18.740 propriétés occupent 8.899.560 hectares; chacune de ces propriétés a donc en moyenne près de 500 hectares. Enfin 967 propriétaires accaparent 10.500.000 hectares, soit plus de 10.000 hectares par domaine. Ajoutons, en comparaison, que 498.000 propriétaires possédaient seulement un hectare de terrain.

A Castellon, dans le Levant, l'Andalousie et l'Extremadoure, régions cadastrées (car il y a encore des régions entières dépourvues de cadastre), le pourcentage de la répartition des domanines agricoles est le suivant: 33 % de propriétaires au-dessous de 100 hectares, 67 % de propriétaires au-dessus de 100 hectares. La grande propriété occupe donc au moins les deux tiers de la totalité de la surface cultivée.

Comme nous l'avons expliqué longuement, la réforme agraire ne fut jamais réalisée sous le régime de la République. Malgré qu'elle ait été promise, l'opposition violente des gros propriétaires terriens fut un obstacle trop grand pour la débile République espagnole. Mais vint le soulèvement fasciste. Les paysans soutinrent la classe ouvrière lors des évènements de juillet et plus tard se conduisirent vaillamment aux cotés de leurs frères de combat sur les champs de bataille de la guerre civile. La révolution dans la province et dans les petits bourgs paysans eut des répercussions dans le domaine de la propriété agraire. Les paysans qui avaient combattu contre le fascisme, avaient conquis des droits à la satisfaction de leurs désirs d'émancipation. En Catalogne, nous en avons donné des exemples, de grosses propriétés agricoles abandonnées par leurs possédants, furent confisquées par les paysans et soumises à l'exploitation collective. Les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, prenant pleine conscience de leurs devoirs envers leurs alliés, facilitèrent et même provoquèrent ces transformations dans le régime de la propriété. Cela fait d'ailleurs partie intégrante de leur programme de transformation révolutionnaire de la société espagnole.

Dans le Levant, riche région industrielle productrice de fruits et de riz, la question fut résolue de la même manière. Toute la production de l'orange a été collectivisée ou soumise à un plan d'exploitation élaboré et controlé par les organisations ouvrières et paysannes. La vente de l'orange à l'étranger sera, cette année déjà, assurée par un Comité d'exportation de la production orangère qui s'est mis, en France et ailleurs, en relations avec les gros importateurs.

Ces mesures, adoptées et réalisées sous l'initiative ouvrière, reçurent en Catalogne et en Levant, une sanction législative. Le Conseil de l'Economie de la Catalogne, en particulier, plaça parmi les premiers articles de son programme, la collectivisation de la terre. Le but que l'on se propose est, non seulement de maintenir la production antérieure, mais encore plus de réorganiser la production agricole de telle manière qu'on puisse enregistrer un progrès sensible sur les procédés archaïques de culture des anciens seigneurs de la terre, dont la méthode principale était l'utilisation d'une maind'oeuvre abondante rétribuée à des salaires de famine. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi les dirigeants de la nouvelle économie catalane ont empêché que l'on impose aux petits propriétaires des mesures de socialisation qui, en nuisant aussi bien à l'esprit de la campagne qu'au rendement de la culture, auraient compromis une partie de l'oeuvre entreprise.

Le gouvernement de la République n'a pas montré le même empressement à donner satisfaction aux petits cultivateurs. Jusqu'à ces derniers temps, il n'avait même pas légalisé la prise en charge de gros domaines abandonnées par leurs propriétaires fascistes par les travailleurs agricoles de ces domaines. On peut comprendre que l'on résiste, dans un esprit socialiste, à une division néfaste des grosses exploitations. Mais, dans cet esprit même, il s'impose de prendre les mesures qui, tout en satisfaisant les désirs de la paysannerie, ouvrent aussi des possibilités de développement extraordinaires à la production agricole. Les calculs les plus sérieux ont montré qu'une culture rationnelle, en Espagne, donnerait la possibilité à une population double de vivre aisément.

Le Gouvernement de Madrid a enfin adopté, il y quelques jours, une mesure qui doit être considérée comme un premier pas dans la voie de la révolution agraire. Cette mesure n'atteint, pour le moment, que les propriétaires qui ont participé au mouvement fasciste.

La «Gaceta», le journal officiel du Gouvernement de la République, publie le suivant décret dont nous donnons quelques extraits:

Art. 1. Est autorisée, l'expropriation sans indemnisation et en faveur de l'Etat, des propriétés agricoles ,quels que soient leur étendue et leur type, appartenant au 18 juillet 1936, aux personnes naturelles ou juridiques qui sont intervenues de manière directe ou indirecte, dans le mouvement insurrectionnel contre la République.

Art. 2. Pour déterminer les personnes touchées par cette mesure, on constituera dans chque commune une Junte spéciale, formée par la municipalité, le Comité de Front Populaire et une représentation de chacune des organisations syndicales et ouvrières, des groupements de paysans et de travailleurs. Cette Junte établira la liste des propriétaires qui, pour avoir apporté leur collaboration au mouvement factieux, leur soutien par de l'argent, des services, des confidences, ou une simple résistance aux dispositions et accords du Gouvernement de la République, pourront être qualifiés d'ennemis du régime et compris dans le groupe des personnes touchées par les dispositions de l'article premier.

Les noms des personnes ainsi dépossédées seront publiées à la «Gaceta».

Art. 4. L'emploi ou l'usufruit de ces propriétés agricoles expropriées sera accordé aux paysans de la localité ou des environs immédiats, dans les formes suivantes:

a) Quand l'exploitation de la propriété était faite directement par l'intéressé ou par le moyen d'un gérant ou d'un administrateur, ou quand elle était soumise à un régime de grande exploitation, elle sera remise en usufruit à perpétuité aux organisations d'ouvriers et de paysans et à leurs descendants, à condition que le domaine agricole conserve sa destination. A défaut de ces organisations, l'exploitation appartiendra aux ouvriers agricoles qui y travaillent.

En un cas comme en l'autre, l'exploitation sera faite collectivement ou individuellement, selon la volonté de la majorité des bénéficiaires, prise en assemblée générale.

b) Dans le cas des petites propriétés (dont les étendues sont déterminées dans le décret), l'agriculteur qui travaille cette terre et ses descendants seront confirmés dans l'usufruit, étant toujours entendu que l'usufruitier et ses descendants maintiendront l'exploitation agricole rationnelle du lot à eux confié.

Dans tous les cas examinés plus haut, les combattants antifascistes de quelques type qu'ils soient, s'ils sont absents du lieu, seront tenus en compte en premier lieu pour l'octroi d'une parcelle ou d'un emploi agricole.

Dans le cas où un certain nombre de petites propriétés seront exploitées par des membres d'organisations syndicales de caractère agraire, les lots pourront être réunis pour former une exploitation collective.

LE SALUT MILITAIRE MODIFIÉ

Madrid, le 6. 10. 36.—Le «Journal Officiel du Ministere de la Guerre» publie ce matin une note modifiant le salut militaire, qui se fera de la maniére suivante:

Sans arme. Avec le poing fermé à la hauteur de la visiére.

Avec l'arme. Avec le poing fermé croisé à la hauteur de la poitrine.

La réorganisation des municipalités en Catalogne

Le Conseil de la Généralité, lors d'une de ses réunions, a adopté deux décrets, qui furent immédiatement transmis à la presse. Nous en reproduisons l'essentiel avec les considérants:

Premier décret:

Les circonstances extraordinaires que traverse le pays et qui sont les conséquences de la commotion produite par la guerre contre le fascisme, conseillent de modeler la structure de la vie locale de telle manière que la conjonction de tous les partis et collectivités qui luttent sur le front et à l'arrière ,puisse permettre d'utiliser toutes les activités qui amélioreront la marche vers les idéaux du peuple.

La manière dont se déroulent les évènements; la prolongation de la lutte et aussi la nécessité de canaliser les efforts vers le nouvel ordre révolutionnaire, exigent l'adoption de normes précises qui, reflétant l'action solidaire du front et de l'arrière, accordent dans les municipalités une représentation de tous les secteurs qui, jusqu'à maintenant, ont éaé éloignés d'elles. La réalité impose d'élever tous ces secteurs à la responsabilité du commandement.

Il est nécessaire, pour cela, de mettre la Loi Municipale catalane en accord avec les exigences exceptionnelles du moment et de fixer des règles qui, dans la période actuelle, harmonisent la vie municipale.

Pour ces raisons, sur le proposition du Conseiller à la Sécurité Intérieure et d'accord avec le Conseil,

Décrète:

Art. 1. Les municipalités accomoderont le nombre de leurs composants aux exigences de la représentation des partis politiques et des organisations syndicales, dans la même proportion que dans le Conseil de la Généralité de Catalogne (1). La fonction de conseiller sera incompatible avec le fait d'avoir exercé une fonction gouvernative quelconque pendant la période du Directoire militaire ou d'avoir abandonné de telles fonctions dans les municipalités en exercice au 7 octobre 1934 et au 14 février 1936.

Les nombre des conseillers sera le suivant:

Communes jusqu'à 5.000 habitants	11 conseillers
Communes de 5.001 à 20.000 habitants	22 conseillers
Communes au-dessus de 20.000 habitants. ...	33 conseillers

Art. 2. Les conseillers municipaux seront élus au cours d'une réunion officielle des représentants des partis politiques et secteurs syndicaux indiqués précédemment. Les conseillers élus seront convoqués par le maire, ou par celui qui en exerce les fonctions, pour constituer les nouvelles municipalités.

Art. 3. Les conseils municipaux pourront désigner un conseil permanent qui assumera les fonctions que la loi municipale détermine.

Art. 4. Les mairies pourront adopter une organisation s'accomodant aux caractéristiques de chaque municipalité et si elles le croient nécessaire, elles pourront avoir recours au régime de «Carta municipal».

Les Conseils municipaux, une fois constitués, rendront compte de l'organisation adoptée au Conseiller de Sécurite Intérieure, aux fins d'approbation par le Conseil de la Généralité. Toutes les décisions seront prises par un vote à la majorité absolue des composants.

Art. 5. Les Municipalités, au moyen de Commissions qui auront pour président un des conseillers, oeuvreront en vue des nécessités voulues par le peuple et qui pourront être satisfaites sur le plan local: administration, culture, travaux publics, défense, etc.

Les fonctions mentionnées pourront être accomplies en pleine autonomie, d'accord avec les organismes supérieurs, mais appropriées aux caractéristiques de chaque commune.

Art. 6. Pour changer le nom d'un village, la décision du Conseil municipal sera nécessaire, décision qui sera soumise à l'approbation du Conseil de la Généralité.

Art. 7. Toutes les décisions qui impliquent des modifications dans la composition des conseils municipaux, devront être communiquées au Conseiller à la Sécurité Intérieure.

Art. 8. Le Conseiller de Sécurité Intérieure sera outorisé à élaborer les dispositions complémentaires au présent décret.

Barcelone, 9 octobre 1936. Le président du Conseil: Terradellas. Le Conseiller de Sécurité Intérieure: A. Aiguadé.

DEUXIEME DECRET

Etant donné la décret de cette même date, organisant en accord avec les nécessités du moment, la vie municipale de Catalogne, il devient nécessaire de dissoudre les Comités locaux qui se constituèrent à la suite du mouvement subversif.

Dans ces conditions, d'accord avec le Conseil de la Généralité, Décrète,

Art. 1. Sont dissous dans toute la Catalogne, les Comités locaux quels que soient le nom ou la dénomination qu'ils portent, ainsi que tous les organismes locaux qui auront surgi à la suite du mouvement subversif avec des buts culturels, économiques et autres.

Art. 2. La résistance à se dissoudre sera considérée comme un acte factieux et les contrevenants à ces dispositions seront traduits devant les Tribunaux de Justice Populaire.

Barcelone, 9 octobre 1936.

Ces décisions méritent quelques explications. Dés le soulèvement fasciste du 19 juillet, les conseils municipaux de tous les villages et villes de Catalogne ont été mis en sommeil. Ils ne répondaient pas au nouvel ordre révolutionnaire, quand bien même les conseillers auraient été entièrement favorables au mouvement antifasciste. Pour les remplacer et pour accomplir les tâches révolutionnaires, les éléments les plus actifs des partis ouvriers et des organisations syndicales ou paysannes constituèrent des «Maisons du Peuple» comme en ont connues tous ceux qui firent la route de la frontière française à Barcelone. Ces Comités révolutionnaires, Comités Exécutifs populaires ou Comité de Salut Public, comme ils s'appelaient, représentaient seulement une partie des organisations ouvrières ou bien les représentaient suivant une fausse proportion. Des difficultés surgirent quelquefois au bout d'un certain temps, soit par suite d'incompétences, soit par suite de rivalités locales entre quelques organisations.

La constitution, sur l'initiative du Comité Central des Milices Antifascistes de Catalogne, du nouveau Conseil de la Généralité,fut un premier pas dans la voie, selon leurs auteurs, de la réorganisation d'une vie normale quoique toujours révolutionnaire, de la Catalogne. Le deuxième pas est la dissolution de tous les Comités locaux. On peut évidemment regretter la suppression de leur initiative révolutionnaire «**instantanée,** mais on doit reconnaître la nécessité, par ailleurs, de codifier d'une manière générale pour l'ensemble de la Catalogne, les diverses organisations municipales et ce, dans le but, autant de les impulser uniformément ,que de les mettre sous l'autorité du nouveau Consell de la Généralité.

Le pricipe de cette normalisation a été bien accueilli par les organisations du front antifasciste. Des protestations se sont cependant élevées sur ce point: la représentation des diverses organisations est faite sur la base 11 indiquée. Elle ne tient pas compte des rapports de force locaux, mais du rapport de forces établi pour le moins arbitrairement, dans l'ancien Comité des Milicies constitué au lendemain du soulèvement fasciste. L'attribution à chacun du nombre de délégués devra vraisembbablement être modifié plus tard, en tenant compte des forces locales.

(1) Le Conseil de la Généralité est formé de: 3 de la C. N. T.; 1 de la U. G. T.; 1 du P. S. U. C.; 1 du P. O. U. M.; 3 de l'Esquerra; 1 de l'Action Catalana; 1 de l'Union des Rabassaires.

A bas le blocus!

Le Comité Municipal de Lérida

Constitué il y a peu de temps le Comité Municipal de Lerida a déja fourni un travail des plus édifiants.

Les temps révolutionnaires que nous traversons nécessitent la création d'organismes appropriés; ainsi sont les Comités Municipaux ouvriers. Lerida, dont la classe ouvriére a en main la direction politique, ne devait pas manquer de passer aussi à l'organisation de son administration locale.

La municipalité aux mains des ouvriers, représente en ce qui concerne cette ville, jusqu'ici au pouvoir de la réaction, un pas immense dans la voie du progrés social. Dés le 9 septembre les représentants des organisations prolétariennes prenaient en charge l'administration de la ville.

Le Comité municipal existe depuis peu de temps, il à cependant accompli deja un important labeur. Il se constitua comme nous l'avons dit le 9 septembre, et il n'a depuis cessé d'étudier les questions se rapportant aux affaires municipales pour leur trouver des solutions adéquates et en accord avec le mouvement révolutionnaire actuel.

Voici les plus importantes des réalisations du nouveau conseil: Organisation de la vie municipale en cinq grands départaments. Economie, Construction, Culture, Administration Intérieure, Approvisionnements.

Suppression de tout emploi et rétribution injustifiés.

Incorporation des Archives au département de Culture, et de l'Intendance à celui des Approvisionnements.

Transformer complétement l'établissement connu sous le nom de «Albergue de los Pobres» et réorganiser le «Réfugio de Transeuntes».

Suppression du paiement de tous les coupons et de l'amortissement des emprunts municipaux, pour tout le restant de l'année.

Rendre au Conseil Municipal son prestige et son autorité, tellement tombés que le peuple avait l'impression que le conseil n'existait plus.

Suppression des retenues de caractéres judiciaires qui pésent sur les employés.

Matriculer tous les enfants de Lerida et recenser tous les édifices pouvant servir à l'établissement de nouvelles écoles.

Dissolution de l'Ecole Municipale de Musique et organisation d'une autre qui serà l'honneur de la cité.

Suppression de l'impôt sur le vin.

Suppression de redevances sur les constructions.

Etablissement de chemins conduisant aux cultures maraichéres.

Suppression aux employés de toutes classes de toute gratification, et étude d'une nouvelle échelle de traitements.

Chaque jour les membres du Comité Municipel étudient dans leurs départements respectifs les nouveaux textes qu'ils devront soumettre à l'approbation du Comité à sa prochaine réunion. Il se prépare ainsi une oeuvre véritablement révolutionnaire que nos camarades de Lerida et leurs auxiliaires conduisent en grands administrateurs. Qu'ils trouvent ici tous nos éloges.

Peut-on rester neutre?

Nos lecteurs comprendront qu'ils ne nous est pas possible de commenter dans la *Révolution Espagnole* chacun des incidents qui se produisent au sujet des évènements d'Espagne. Notre journal ne parvient pas dans leurs mains avec la régularité que nous voudrions pour assurer un service d'actualité. Il en est ainsi pour tous les évènements qui se succèdent, depuis peu de temps, en rapport avec la neutralité et la non-ingérence. Au moment où nous écrivons ces lignes, la politique suivie jusqu'à maintenant à notre égard, par un certain nombre de nations étrangères arrive à un tournant décisif. L'U. R. S. S., s'appuyant sur les violations de ce pacte de non-ingérence par d'autres puissances, l'a dénoncé et cette déclaration sensationnelle annonce des répercusions importantes sur la politique internationale; mais nous n'en connaissons pas encore le résultat final.

Quelques jours aprés le soulévement fasciste, les rebelles commencérent à être repoussés dans leurs derniers retranchements en Espagne. Leur pronunciamento ayant échoué, ils en étaient déjà rèduits à se fortifier dans les régions où se trouvaiént concertrés leurs armements et où les travailleurs n'avaient pas pu les déloger. C'est à se faire sentir. Les avions l'Allemagne et de l'Italie commença à se faire sentir. Les avions et les munitions affluèrent chez les rebelles; le transport des troupes fut assuré du Maroc par des appareils étrangers. Il fallut que ce manège se prolonge trois semaines pour que l'initiative fut prise par le gouvernement français — non pas d'aider le secteur antifasciste espagnol — mais d'obliger les nations européennes à signer ce traité de neutralité et ce pacte de noningerence. Le délai de quinze jours, qui s'écoula entre sa mise en application par la France, l'Angleterre et la Russie, d'une part, et sa signature par l'Italie et l'Allemagne d'autre part, fut encore mis à profit par ces derniers pays pour accumuler au Portugal une somme d'armements énorme.

A l'expérience, le pacte de non-intervention ne se montra pas si strict qu'on l'avait cru. Sans respecter leurs signatures, les Etats fascistes, par des moyens ouverts ou détournés, continuent à faire pervenir dans les mains des rebelles les armes et les munitions dont ceux-ci avaient besoin pour tenter d'écraser les travailleurs espagnols. Le Portugal qui, lui, jamais n'adhéra à une convention quelconque fut un intermédiaire actif de la plus haute importance dans ces livraisons. Il devint la plaque tournante de la voie qui amenait les armes de l'Italie et de l'Allemagne à Séville et à Burgos.

Pendant ce temps, les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie en était réduits à protester de cette attitude italienne et allemande, sans pouvoir même agir pour livrer des armes au governement espagnol. La France, en plus, se trouva et se trouve encore assiégée par sa presse qui représente les intérêts des rebelles comme ceux du fascisme international. Cette presse non seulement cacha les livraisions d'armes aux rebelles, mais dissimula les faits excessivement graves de l'installation des italiens à Majorque et les promesse faites à Hitler sur le Maroc.

Cete comédie diplomatique se prolongea encore. Mais à chacun de ses actes, les pays désireux de soutenir le gouvernement espagnol, jouaient leur rôle avec une telle inconscience qu'ils fournirent chaque fois des arguments aux partisans des rebelles. Particuliérement scandaleuses, furent les tractations à la Société des Nations pour la reconnaissance du gouvernement de Burgos — qui échouèrent heureusement — et les projets d'étouffement du rapport de Del Vayo sur les infractions et les violations du pacte de non-ingérence. On sait que la Commission d'enquête sur les infractions à la non intervention dans les évènements d'Espagne, refusa primitivement de prendre en considération les réclamations du governement espagnol. C'est dans ces conditions que ce gouvernement dut se décider à rendre ses documents publics par ses propres moyens. Encore une fois là le rôle de la presse fut prédominant: le silence le plus absolu fût conservé sur le Livre Blanc. N'en publièrent des extraits que les journaux, ou partisans comme ceux de la gauche française, ou bien animés par la défense d'intérets impérialistes comme un certain nombre de journaux anglais.

Pendant ce temps, les nations amies en étaient réduites à tolerer le soutien des rebelles puisqu'elles ne pouvaient pas l'empêcher, et elles devaient en même temps assister à l'étranglement du gouvernement légal de l'Espagne et à l'exécution de la classe ouvrière espagnole par des fusils et des munitions de provenance italienne ou allemande.

L'U. R. S. S., devant cette situation adopte une politique de réaction qu'elle espère voir suivre par les autres nations. Les raisons qui motivèrent cette nouvelle attitude de l'U. R.

S. S. ne nous sont pas exactement connues. Elles ne résident pas que dans le domaine de la politique intérieure espagnole et des amitíes russo-espagnole. Elle peut avoir des répercussions sérieuses sur certain gouvernement. En tout cas, cette attitude rend aujourd'hui un très grand service à la cause de l'Espagne. Elle vient à point, lorsque Madrid se trouve sérieusement menacée d'être envahie par les nouvelles hordes conquérantes composées d'officiers fascistes, de Maures, de pilotes italiens et allemands, et de légionnaires.

L'Espagne espère encore qu'une aide lui viendra de l'extérieur pour abbattre son ennemi: le Fascisme. D'autres nations devront se résoudre enfin à rompre avec cette politique du «fait accomplis», de continuel renoncement non seulement à leurs principes, mais encore à la sauvegarde de leurs propres intérêts.

Les ouvriers d'Espagne, en luttant pour l'écrasement du fascisme assurent sa défaite dans toute l'Europe. En luttant pour réaliser leur Révolution, ils assurent encore plus, la paix du monde.

Sauvetage de la République démocratique ou révolution socialiste?

La presse publie une déclaration faite à Paris par la «Pasionaria» députée communiste aux Cortès et dans laquelle elle déclare:

Le Parti Communiste, une fois la victoire acquise, suivra la ligne de conduite que lui dicte sa fidelité à la parole donné d'appuyer et de maintenir le gouvernement de Front Populaire faisant abstraction de son idéologie.

Cette déclaration situe la position du Parti Communiste officiel espagnol et répond à une tactique opportuniste et bourgeoise comme le démontre les déclarations suivantes de ses dirigeants les plus autorisés.

La lutte que le peuple espagnol en armes soutient en ce moment contre le fascisme, est une lutte qui concerne tous les travailleurs et TOUS LES DEMOCRATES d'Europe et du monde entier. (José Díaz, émission du Parti Communiste.)

Il deviendra nécessaire à tous les partis, membres du Front Populaire, de faire l'effort indispensable à la reconstruction de l'Espagne. Il faudra rétablir l'économie sociale ruínée par la guerre civile, et avec elle REVIVRA LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUES ESPAGNOLE que le pays suivra, sans plus de modification qu'une plus ample justice sociale. (Pasionaria à Paris.)

Vaincre la fascisme dans les cadres de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE (Antonio Mije à l'assemblée du Parti Communiste à Fontalba.)

Jeunes de toutes les tendances et de tous les pays, Défendez par votre large action commune notre ESPAGNE REPUBLICAINE, dont l'indépendance nous est disputée. (Jesús Rozado, émission du P. C.)

«Vive l'Espagne antifasciste et libre! VIVE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE! Vive les Milices et les forces loyales! Vive le Parti Communiste! Vive la cause de tous les hommes libres et progressifs. (Jesús Hernández.)

Que toutes nos armes pointent dans une même direction, au coeur du capitalisme, à seule fin de constuire sur son cadavre la société des travailleurs, la SOCIETE SOCIALISTE. (Gorkin, meeting de Valence.)

Nous assistons en Espagne à une profonde révolution sociale; notre révolution est plus profonde encore que celle qui à entrainée la Russie en 1917. La monarchie et le féodalisme se sont écroulés, mais que les REPUBLICAINS NE SE FASSENT PAS D'ILLUSIONS. Ce qui s'écroulera aussi c'est toute l'économie bourgeoise, tout le système économique bourgeois qui disparaitra aussi inévitablement. (Andrès Nin, meeting de Castellón de la Plana.)

«La jeunesse travailleuse qui n'a reçu que des mauvais traitements de la république bourgeoise est disposée à poursuivre la lutte jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne.» Tous unis, nous devons continuer la lutte avec cette devise: Unité d'action de la classe ouvrière. GOUVERNEMENT OUVRIER. REVOLUTION SOCIALISTE. (Solano, de la J. C. I.)

Nous savons nous, que ce ne sera pas la petite bourgeoisie qui réalisera cette transformation. Nous savons que la petite bourgeoisie espagnole pour accomplir son action de classe s'opposera absolument ou sera incapable de faire cette révolution, que seule les ouvriers et les paysans peuvent faire. (Gorkin.)

NOUS NE LUTTONS PAS POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE. IL SE LEVE UNE NOUVELLE AURORE QUI EST LA REPUBLIQUE SOCIALISTE. (Andrès Nin.)

REFORME DANS L'ENSEIGNEMENT-PRIMAIRE

Un décret du Gouvernement de Catalogne relatif à la rentrée des classes qui doit avoir lieu comme les autres années le 1.er octobre, modifie l'enseignement dans les écoles maternelles et primaires. Le nouveau décret stipule que l'enseignement, qui jusqu'à ce jour était donné en Catalan dans toutes les écoles de la Généralité: sera donné dans la langue maternelle de l'enfant par un professeur utilisant sa langue. A cet effet l'école sera divisée en deux groupes. Lorqu'il sera reconnu que l'enfant est suffisamment formé dans sa propre langue, tant au point de vue du langage que du style, commencera l'étude de la seconde langue. C'est à dire le castillan pour les enfants parlant le catalan et le catalan pour ceux parlant le castillan. En moyenne l'enseignement de la deuxième langue pourra être commencé dés la dixième année, la langue maternelle restant toujours à la base de l'enseignement.

La monarchie avait décrété obligatoire l'enseignement du castillan pour l'ensemble du territoire espagnol. Depuis un décret en date du 29 avril 1931 avait ordonné l'enseignement du catalan seul dans les écoles de la Généralité. C'est donc à la fois un progrés d'ordre moral et d'efficacité pédagogique qui vient d'être réalisé par le nouveau Gouvernement catalan.

LA LUTTE DES PROLETAIRES CONTRE LE FASCISME

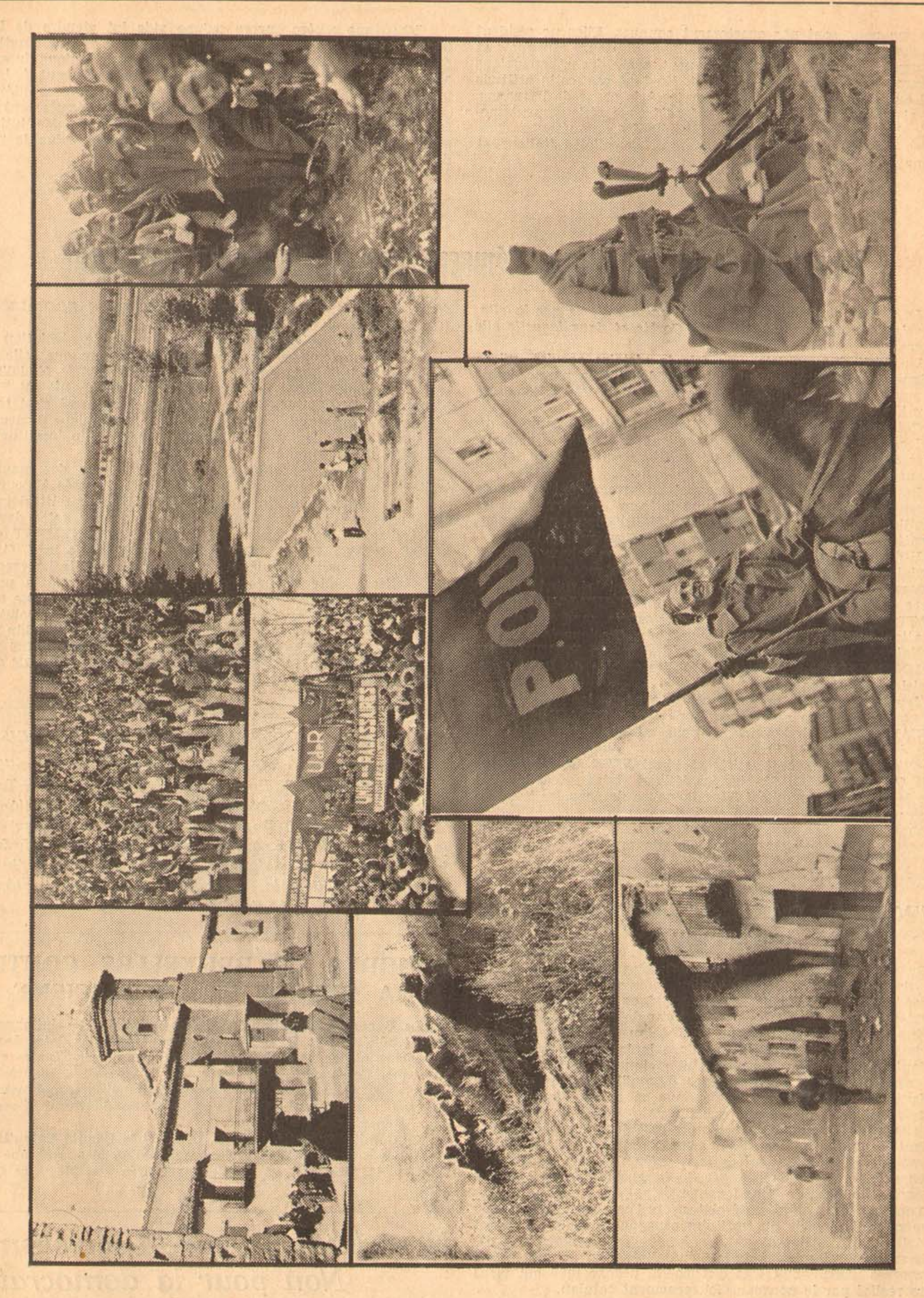
De haut en bas et de gauche à droite: L'hopital militaire de Tierz (Huesca). Postes avancés sur le front du Tage. Siétamo incendié au départ des fascistes. Formation du régimen «Lénine» à Barcelone. Le dernier meeting des paysans à Lérida. Le sourire du cavalier rouge. Un bain dans le réservoir à quelques kilomètres à l'arrière. Sur la Sierra, il fait déjà froid. Les chefs de la batterie «Fantôme» observant les effets du tir (front de Teruel).

CONGRES DE BRUXELLES CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Le Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, auquel adhère le P. O. U. M., a convoqué pour les dates des 30, 31 octobre et 1er novembre, un Congrès contre la Guerre et le Fascisme. Ce Congrès doit avoir lieu à Bruxelles. D'après les travaux de préparation, nous avons déjà qu'un grand nombre de pays y assisteront. Ce sera sans aucun doute, un Congrès d'une importance historique.

Le Comité Exécutif du P. O. U. M. et le Comité Exécutif de la Jeunesse Communiste Ibérique ont décidé d'envoyer une délégation, la plus forte et la mieux préparée possible, à ce Con. grès.

Nous luttons pour le socialisme
Non pour la democratie



(Voir page 7, deuxième colonne)

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 7 Barcelone, le 21 octobre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY. 7, square du Port Royal. Paris XIII°

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le Gouvernement Blum et la neutralité

Il y a trois mois que les fascistes ont tenté leur coup d'Etat. Depuis ce temps la lutte se poursuit dans toute l'Espagne, une lutte profonde et sévère qui a dejà coûté d'énormes sacrifices à la classe ouvrière. Ce n'est pas la lutte entre deux Espagnes,, mais la lutte de toute la classe travailleuse d'Espagne contre le capitalisme, contre le fascisme cléricalo-militaire. Après douze semaines de combats, nous sommés plongés dans une guerre moderne. La ligne de feu est creusée de tranchées, d'ouvrages défensifs, de blockaus cimentés. Le matériel des rebelles comprend des tanks, de la grosse artillerie, des avions de bombardement et de chasse. Une des difficultés de la lutte provient déjà du fait que le sol espagnol, très montagneux, rend les opérations très dures. De nombreuses positions stratégiques sont maintenues à de grandes altitudes. Certains cols de la Guadarrama sont à 1.800 mètres. Au-dessus de Teruel, on se bat à 2.000 mètres d'altitude. Dans la plaine, la pluie a transformé les tranchées en bourbiers; sur la montagne, il neige en abondance. La dernière difficulté est la plus conséquente; pour vaincre, les antifascistes espagnols, les ouvriers et les paysans, ont besoin d'armes modernes. Les rebelles, eux, détiennent un armement très recent qu'on ne réduira pas au silence avec les fusils et les poitrines des miliciens. Il faut des tanks, des avions, de l'artillerie à grande efficacité.

Or l'Espagne des ouvriers et des paysans souffre du blocus depuis le 8 août. La déclaration de neutralité, comme on l'a répété maintes fois, a désarmé le gouvernement légal de l'Espagne, tandis que les rebelles soutenus par Hitler et Mussolini et par leur agent d'affaires, Juan March, continuaient à recevoir des armes en grandes quantités.

Pour expliquer la position française, il a été dit à cette époque que l'intervention gouvernementale directe de la France aurait abouti à une conflagration européenne. Sans nier totalement les risques médiats d'une action opposée à celle qui fut entreprise, il faut cependant faire constater que la décision française a été surtout déterminée par deux facteurs d'importance: l'abandon de la Russie qui, à ce moment, craignait de se solidariser avec la révolution espagnole et l'opposition de l'Angleterre qui tenait et tient encore à rester dans l'expectative. La «neutralité» proposée par la France était dèjà une reculade devant un danger imprécis. Les hommes du Quai d'Orsay ne firent, dans cette affaire, que suivre la vieille tactique diplomatique dictée par le capitalisme, la tactique pleine de rouerie de l'après-guerre. Il est certain, en tout cas, que si le gouvernement avait rompu avec cette politique impérialiste, depuis longtemps il aurait enlevé tout prétexte de conflit des mains de Hitler. Les risques de guerre sont importants, mais quelle que soit la politique pratiquée par le gouvernement français, Hitler interviendra toujours en fasciste dans la politique européenne.

Le monde s'inquiète aujourd'hui. On découvre des faits nouveaux en faveur de la «reconsidération» de la question de la neutralité. Il y a l'attaque violente de Madrid par les rebelles — attaque qui aboutit presque au siège de la capitale. Il y a les preuves de la livraison de matériel italien et allemand aux fascistes espagnols—preuves qui ont eté fournies par Alvarés del Vayo et publiées dans le Livre Blanc. Il y a enfin les concessions territoriales et stratégiques accordées par Franco aux fascistes allemands et italiens et qui touchent les Baléares, les Canaries, le Maroc et Tanger.

Ces faits ont déterminé un «tournant» de la politique russe. Abandonnant en apparence son rôle de grande puissance impérialiste, poussée par la crainte de perdre son influence mondiale sur les ouvriers, elle se place aux cotés de la révolution espagnole. Elle menace de renoncer totalement à la neutralité si on continue de violer, en faveur des rebelles, l'accord signé par tous. La manière dont ses déclarations ont été accueillies par une Espagne qui cherche ses sympathies, l'accueil triomphal fait à Barcelone au bateau russe chargé purement et simplement de vivres, doit faire réfléchir le gouvernement français.

Reconnaissons que la neutralité a été adoptée de bonne foi. Cette tentative astucieuse devait, dans l'esprit de ses auteurs, être du plus grand bien pour la révolution espagnole. Ce fut tout le contraire. Pourquoi s'en étonner? On pouvait le prévoir dès le 9 août. Evitant la guerre au début d'août, le gouvernement Blum se heurte deux mois plus tard au péril de la victoire fasciste en Espagne. Il tient à lui de ne pas trébucher sur cet obstacle.

Il faut, ici, dissocier immédiatement nos critiques de celles que firent les communistes au gouvernement Blum. Les attaques communistes, loin d'être inspirées par des motifs de solidarité envers l'Espagne, furent dictées par la défense des intérets russes dans la politique européenne. Le manque de docilité du Gouvernement Blum à l'égard de l'U. R. S. S. était une raison suffisante pour Moscou de le combattre. Les cris «Des avions pour l'Espagne!» et «Blum à l'action!» se sont arrêtés jusqu'à maintenant à la frontière des Pyrenées. On n'en reçut en Espagne que l'écho. Les espagnols eux-mêmes ne crurent plus à cette promesse jamais tenue. Cependant le contrepoids radical s'alourdissait, pendant ce temps, du soutien communiste. Aujourd'hui Moscou «reconsidère» sa manoeuvre. Il en porte quand même la responsabilité.

Notre critique est tout autre. Le gouvernement Blum, poussé par les circonstances exprimées plus haut, crut bon de déclarer sa neutralité. Il en reconnait déjà les conséquences

néfastes. En réalité, sa position lui fut imposée par le radicalisme au pouvoir. On ne peut pas prétendre, par ailleurs, que le gouvernement Blum ou au moins certains de ses membres n'ait pas essayé de montrer leur sympathie au peuple espagnol. Cela a été fait et ces choses sont connues en France et de Espagne. Mais cela ne pourra jamais être mis dans la balance, car ce qui domine le débat c'est le refus public que le gouvernement a donné, jusqu'à maintenant, d'intervenir dans les affaires d'Espagne. On croira toujours que Blum, épousant la politique radicale, n'a pas compris la solidarité qui aurait uni un gouvernement ouvrier de France à un gouvernement révolutionnaire d'Espagne. La victoire de la classe travailleuse d'Espagne aurait été et peut être encore la victoire de la classe ouvrière française.

Le gouvernement de Front Populaire n'a jamais été un gouvernement socialiste. Les ministres radicaux, tenant les postes de commande, lui ont lié les mains. Mais le devoir de tout socialiste, fut-il président du Conseil, était d'expliquer publiquement ses difficultés. Blum ne s'est pas appuyé sur les masses révolutionnaires. La classe ouvrière française imposera un gouvernement qui défende ses intérêts contre le capitalisme. Elle a déjà montré, par sa lutte pour la défense de ses conditions de vie et par celle en faveur de l'Espagne qu'elle prend conscience des durs combats qu'elle aura à mener. Elle sait que la lutte des ouvriers espagnols pour leur Révolution est sa propre lutte.

Les ouvriers français exigent qu'on en finisse avec l'assassinat de la jeune Révolution espagnole. Il faut accentuer la lutte contre la neutralité. Il faut envoyer à Barcelone, à Madrid, à Bilbao, des canons, des munitions, des tanks, des avions!

Vive la Révolution espagnole!

Vive la révolution prolétarienne mondiale!

Pourquoi la Russie abandonne-t-elle la neutralité?

On n'a pas connu en France les nombreuses manifestations qu'a soulevées parmi le peuple espagnol, la rupture de la Russie avec la politique de la neutralité .De nombreux articles furent écrits dans l'ensemble de la presse de Barcelone et de Madrid, des commentaires tres favorables furent faits sur le rôle que pouvait jouer l'U. R .S. S. dans les évènements internationaux. Qui plus est, l'arrivée du vapeur soviétique «Zirianin» dans le port de Barcelone provoqua un interminable défilé de travailleurs appartenant, non seulement au Parti Socialiste Unifié qui est affilié à la Troisième Internationale, mais aussi à toutes les organisations ouvrières. Le premier jour, au moins 150.000 ouvriers vinrent, portant des banderolles, saluer le bateau soviétique. Les anarchistes étaient présents et furent salués par le Consul général de l'U. R. S. S. à Barcelone au cri de «Vive la F. A. I.!»

Dans cette célébration, on sentait tout d'abord que la classe ouvrière barcelonaise, abandonnée par la presque totalité des nations du monde, éprouvait le besoin de manifester sa sympathie envers un pays qui lui promettait aide. Son sentiment était accru du fait que la Russie avait menacé quelques jours auparavant de modifier son attitude sur le problème de la neutralité, si le Comité de Non-intervention ne parvenait pas à empêcher les violations répétées du pacte par les nations fascistes. Un grand espoir se levait dans la classe ouvrière espagnole. Le geste de la Russie serait le prélude de la rupture des nations démocratiques avec cette politique de non-intervention qui avait déjà couté tant de sang ouvrier et paysan.

Il faut comprendre que, placée au ban des nations «civilisées» comme elle l'a été depuis deux mois et demi, l'Espagne se cherche des amitiés et se crée des espoirs plus ou moins fondés.

La protestation de la Russie qui, faisons-le remarquer, n'est pas encore, quoiqu'il en soit, une rupture officielle avec la non-ingérence, aura-t-elle les effets que l'Espagne antifasciste en attend? Pour le savoir, il faut se rendre exactement compte du caractère du geste russe.

On sait que la Russie fut l'instigatrice de cette politique de neutralité envers l'Espagne .Ce n'est pas le lieu d'examiner avec quel empressement la France, par exemple, adopta cette même politique. La Russie à cette époque n'avait aucun désir de s'immiscer dans les affaires espagnoles. Elle considérait qu'elle n'avait rien à y gagner et craignait les conséquences de son intervention. Elle avait, par ailleurs, toujours négligé l'Espagne. La France et la Russie se trouvèrent à ce moment ,d'accord pour suivre la même politique. Il faut cependant avouer que si, dès les premiers temps, la France montra toujours une grande sollicitude à l'égard de la lutte des ouvriers espagnols, la Russie parut s'en désinteresser totalement. Elle arrêta même pendant un temps les souscriptions faites en U. R. S .S. en faveur des prolétaires espagnols.

Durant cette époque, le Parti Communiste français, aux ordres des intérêts russes s'attaquait au Gouvernement Blum. exigeant de lui une politique de soutien des antifascistes qu'il n'avait pas la consigne d'exiger également de la grande Nation russe placée sous la domination de Staline. La tactique communiste en France, avait pour but, ou bien d'obtenir l'inféodation totale du gouvernement à la politique que voulait pratiquer Moscou dans les évènements internationaux ou bien de remplacer ce gouvernement par un autre, de nuance radicale, qui fût plus dévoué. Le leit-motiv de la solidarité envers l'Espagne n'était pour les communistes, dans la politique française, qu'un prétexte. Ce que la Russie, présentée comme la patrie des travailleurs du monde entier, ne voulait pas faire, le gouvernement bourgeois de Léon Blum devait le faire, au risque même de se compromettre.

Le motif de la dissenssion russo française était celui-ci: la France désirait, par une politique — par ailleurs condamnable — de pactes militaires d'assistance, éviter un conflit avec l'Allemagne de Hitler. La Russie, au contraire, excédée des attaques que lui prodigue le Führer, aurait voulu qu'on prépare ouvertement la guerre contre l'Allemagne et même qu'on en prenne l'initiative, afin de s'assurer le triomphe. Ses représentants, en France, ne ménagèrent pas leurs appels en ce sens. C'est dans ce cadre que se place cette tactique du «Front Français», cet apprentissage de la Marseillaise, et cet emploi du drapeau tricolore. Les interventions que fit Maurice Thorez en Alsace, en sont le dernier exemple.

Deux évènements importants obligèrent la Russie soviétique à modifier son attitude. Elle a craint d'abord que ne se constitue rapidement un bloc Angleterre-France-Italie qui l'exclurait de la politique occidentale. La France, en effet, a ménagé l'Italie parce qu'elle pense que cette nation peut entrer de nouveau dans un Locarno renouvelé. La Russie, elle, désireuse d'écraser au plus tôt l'Allemagne qui la menace, tend au contraire à regrouper toutes les puissances dites démocratiques dans un bloc contre les puissances fascistes. La publication du «Livre Blanc» a été pour l'U. R. S. S., l'occasion de menacer de la rupture avec la neutralité, si on ne pratique pas une politique de force à l'égard des pays fascistes.

Un autre motif, c'est la levée du prolétariat international en faveur des héroïques combattants espagnols. Les actions de solidarité, les meetings, les souscriptions faites dans le monde entier ont surpris les dirigeants de Moscou. Les sections nationales de la Troisième Internationale n'ont pu contrôler qu'une faible partie de ce mouvement. Cette action du prolétariat international a éveillé dans le coeur de tous les ouvriers un immense espoir. Soutenir la révolution espagnole c'était préparer ses propres combats de classe. Les dirigeants de Moscou durent se décider à contrôler tout ce mouvement de masse. Ne pas le soutenir c'était perdre la totalité de leur influence sur le mouvement ouvrier international.

C'est dans ces conditions que fut adoptée la nouvelle attitude de Moscou. Cela demandait évidemment un nouveau «tournant». Il fut réalisé. La déclaration publique en fut faite

au Comité de Londre. Un ambassadeur est à Madrid. Un consul général à Barcelone. Les troupes communistes de l'Espagne connaissent une activité fiévreuse .Moscou n'a pas l'intention, cependant, de ne jouer que la carte communiste en Espagne. Les anarchistes et le P. O. U .M. sont des forces qu'on ne peut négliger.

Quant aux possibilités de grosses répercussions internationales sur la politique de la neutralité, à la suite de geste de la Russie ,elles sont très réduites, quoiqu'en pensent les espagnols. La déclaration soviétique n'a pas été détachée à l'étranger de la manœuvre qu'elle voulait dissimuler. Le gros des troupes décidées à la guerre préventive contre le fascisme n'en a pas été augmenté.

Mais on comprend cependant l'allégresse de l'Espagne révolutionnaire. Si l'aide de la Russie pouvait se matérialiser, ellé serait d'un très gros appoint dans la lutte contre les généraux fascistes. Elle apporterait sur les champs de bataille du Tage ou de l'Aragon, des méthodes et des moyens d'action loin d'être négligeables. Ces appuis pourront-ils se matérialiser? C'est la grande inconnue de demain. L'Espagne révolutionnaire s'est montrée, en tout cas, hautement digne de l'appui du prolétariat international. Les ouvriers de France ,d'Angleterre, d'Europe et d'Amérique doivent poursuivre leur action pour donner à la classe ouvrière de ce pays les moyens d'une victoire prompte sur le fascisme, prélude de l'achèvement de la révolution espagnole et par cela même de la révolution mondiale.

Deux opinions sur la position russe

LAS NOTICIAS

Le geste du Gouvernement de Moscou, avertissant officiellement la Conférence de Non-intervention que, si les violations du pacte continuaient, il se considérerait libre de tout engagement ,est le geste normal de tout gouvernement qui ne peut supporter l'idée de la diminution de sa dignité. Il n'est pas nécessaire de souligner la gratitude de l'Espagne envers le peuple soviétique.

Dans les pays comme l'U. R. S. S., l'identification du peuple et du gouvernement est absolue.

La République espagnole se rend parfaitement compte de ce que signifie dans la marche de cette guerre maudite, l'attitude décidée et précise du Gouvernement des Soviets. A partir de ce moment, le cours de la lutte peut dévier et la signification de l'expérience se trouver résolue.

Nous avons toujours soutenu que le problème international posé par les violations du pacte de non-ingérence, est un problème où se compromet la digité nationale du pays qui accepte que l'on viole la non intervention.

Nous éludons toute polémique, même si elle se réfère à notre propre intérêt. Nous oublions l'affront solennel que l'on a fait souffrir aux principes fondamentaux du droit international.

Seul nous intéresse, à l'heure actuelle, de considérer le cas d'un pays traitant, par la voix de ses représentants autorisés, de la non-intervention dans le conflit intérieur d'un pays, tandis que quelques-uns des délibérants grimacent et médisent. Concluez: non pas pour l'Espagne, non pas pour la cause de la justice mais simplement dans une préocupation de décence nous avons repoussé avec répugnance cette farce immonde.

Ce que des individus ne peuvent tolérer, des nations représentées à Londres l'ont admis. On a dit que M. Blum suggéra le pacte avec la meilleure bonne foi. Nous l'avons accepté. Mais il nous est permis de nous désinteresser d'une foi qui a pour frontière la candeur céleste. Surtout quand la France voit la faillite de toutes ses propositions: comment persiste-t-elle dans une politique qu'elle sait des plus néfaste à ses interêts.

Nous croyons, en outre, que cette crainte de la guerre, si utilement cultivée par certaines puissances de l'Europe est une politique à courte vue. Jamais la crainte n'a été une garantie de paix. Tout au contraire, elle stimule l'arrogance des provocateurs et augmente le péril.

Le Gouvernement de Moscou est fatigué de la tromperie dont il est l'objet. Evidemment, il suffit que la France et l'Angleterre proposent, pour qu'on ne débarque pas un seul fusil sur la côte portugaise! Ces nations ne se décident pas à avoir une politique efficace. Elles se contentent d'amonceler les «dossiers» avec beacoup de rhétorique et de pratiquer un pacifisme sans valeur.

LA JUVENTUD COMMUNISTA.

Les diplomates soviétiques se sont enfin décidés à poser cartes sur table ,et à dénoncer la farce bien connue de la neutralité. Cete déclaration, faite à la commission de non intervention, ira probablement rejoindre d'autres considérants et résolutions dans les diverses commissions.

A quoi devons-nous la nouvelle attitude adoptée par le Gouvernement Soviétique, puisque ce fut lui qui par son acceptation a rendu possible l'application de la «neutralité»? C'est la question que se posent la majorité des ouvriers non fanatisés par les phrases toutes faites. La réponse est bien simple: à cause de la pression des masses ouvrières du monde entier, de toutes les sections de la Troisiéme Internationale et du prolétariat russe en particulier. En tête de cette pression, se sont trouvés les jeunes ouvriers qui ont compris qu'il ne pouvait y avoir ni paix ,ni ni garantie pour la révolution en cas de victoire du fascisme.

Espérons que l'appui de l'U. R. S. S. ne sera pas marchandé à la classe ouvrière espagnole. La responsabilité des dirigeants soviétiques serait énome. Et le prolétariat international saura exiger que l'aide soit apportée.

Il faut ménager les paysans

DISCOURS PRONONCE PAR LOUIS ARDIACA, SECRETAIRE DE LA CONSEILLERIE DE L'AGRICULTURE.

«Parallèlement aux grandes réformes de l'organisation sociale de l'industrie catalane qu'ont produites les circonstances révolutionnaires du moment, une certaine confusion s'est établie sur la manière dont la révolution doit se comporter devant l'agriculture. L'orientation, prédominante jusqu'à maintenant, a été celle de la collectivisation et l'on est allé ainsi, dans de nombreux villages à la suppression de l'exploitation familiale et de l'initiative privée, collectivisant toutes les terres sans se préoccuper si les paysans acceptaient de bonne grâce une telle réforme. S'il est certain que le Conseil de l'Economie et plus tard le Conseil de la Généralité ont déclaré que l'exploitation familiale était maintenue, il est aussi certain que les confusions subsistent et que, si la situation ne s'éclaircit pas rapidement et si ne disparaît pas la défiance créée dans de larges zones de la masse paysanne catalane, nous nous trouverons devant une catastrophe dont nous ne connaissons pas l'ampleur.»

«Ce n'est pas le moment de discuter les avantages économiques de la collectivisation des terres, mai son opportunité. Encore les techniciens ne se sont—ils pas mis d'accord pour savoir si l'exploitation collective représente une forme supé-

rieure de celle de l'exploitation familiale. Si une exploitation collective a pour avantage la réduction de l'effort humain pour un même rendement plus la meilleure utilisation de la superficie travaillée, l'exploitation familiale a en échange, l'avantage de l'indépendance et de l'auto détermination individuelle plus le stimulant personnel des travailleurs. Ce qui, dans de nombreux cas, compense et même rend supérieur en rendement cette exploitation, par rapport à l'exploitation collective.

Mais ,si nous ne sommes pas sûrs des avantages de l'exploitation collective, dont les résultats varient suivant les lieux et l'ambiance, nous pouvons être sûrs que, en Catalogne, ce n'est pas le moment de tenter la terrible expérience que serait celle de convertir, non pas les milliers et les milliers d'exploitations familiales agricoles de Catalogne, mais même celles d'une simple localité, en exploitations collectives, dépossédant par cela les paysans des atitributs d'indépendance qui, durant des siècles et des siècles, ont été une des conditions décisives de leur travail.

Il est nécessaire de ne pas oublier, un seul instant, que nous nous trouvons en temps de guerre. Les circonstances que traverse notre pays le prive presques totalement des ressources normales en approvisionnement qui, auparavant, venaient de l'extérieur. La Catalogne, normalement est une grande importatrice de viande, de blé, d'oeufs et de volailles, tous articles que l'on ne peut pas remplacer ou bien qu'il faudrait acheter à l'extérieur au prix de grands sacrifices de notre économie ou bien qu'il faut essayer de produire à l'intérieur de notre pays, sinon dans leur totalité, du moins dans une proportion qui rende moins pesantes les importations.

Cet effort énorme, d'importance décisive ,pas seulement pour l'économie actuelle, mais pour celle de demain, personne d'autre ne peut la faire que les paysans. Mais pour cela, il est necessaire de leur offrir la garantie que leur liberté d'organisation sera respectée, que les exploitations agricoles familiales, libérées depuis peu de la servitude de la rente, seront maintenues dans la forme d'organisation, sinon la plus parfaite, mais au moins dans celle qui correspond à la tradition et la psychologie actuelle du paysan catalan

On est tombé très fréquemment dans l'erreur de juger les problémes agraires comme ceux de l'organisation industrielle et de prétendre les traiter d'après les mêmes rè gles Dans un établissement industriel moderne, les méthodes de travail ont déjà créé les conditions objectives d'une collectivisation efficace: la dépendance de tous les ouvriers d'une même direction et la division du travail créent une communauté d'intérêts de laquelle il n'y a qu'à supprimer, comme cela a été fait maintenant. la direction capitaliste pour obtenir immédiatement une industrie collectivisée en sa forme la plus pure, et dans laquelle les ouvriers continuent d'oeuvrer avec les mêmes méthodes et traditions de travail qu'autrefois. Dans l'agriculture au contraire. et particulièrement dans l'agriculture catalane, le travail est organisé sur le mode individuel, et toute tentative de collectiviser rapidement les terres, signifierait une rupture radicale avec les formes et les traditions de travail de nos paysans, qu'ils ne seraient pas aujourd'hui en état de supporter et qui aboutirait rapidement à une décroissance rapide de la production et à une passivité à l'égard des idéaux révolutionnaires. Même les plus fervents défenseurs de la collectivisation reconnaissent qu'un travail très considérable d'adaptation psychologique est nécessaire, pour introduire des formes d'organisation qui sont différentes de celles pratiquées traditionnellement dans un pays.

L'unique consigne révolutionnaire de ce moment est de produire plus. L'agriculture est aussi une industrie de guerre, puisque d'elle dépend le sort de l'arrière. Quoique l'exemple soit peu sympathique, rappelons que durant les six mois de sanctions, l'Italie dut supprimer toutes les importations d'œufs et de volailles qu'elle recevait en grande quantité de Hongrie avant le conflit éthiopien, et qu'aujourd'hui, elle a réussi à se libérer définitivement de toute dépendance envers l'étranger, renforçant ainsi son économie intérieure. Nos paysans doivent remplir de tels devoirs sur notre sol, si on leur laisse la nécessaire liberté et si se rétablissent les conditions de confiance minima pour que le travail agricole puisse atteindre le rendement dont la Catalogne a besoin. Il faut tenir compte de ce que, dans l'organisation agricole actuelle, au moins la moitié des facteurs qui interviennent dans la production sont d'ordre psychologique et que tout ce qui peut troubler le jeu libre de ces facteurs, a des répercussions sur la production. On peut exiger de la classe paysanne un degré de production déterminé, aussi élevé que l'on veut, mais à condition de la laisser organiser son travail comme elle l'entendra. La révolution y gagnera.

* * *

RECOMMENDATIONS DE LA CONSEILLERIE DE L'AGRICULTURE

Devant les plaintes répétées qui sont formulées à la Conseillerie de l'Agriculture, sur le fait que, dans de nombreuses localités de Catalogne, des groupes déterminés prétendent obliger les paysans à collectiviser leurs terres, cette Conseillerie se voit obligée à déclarer, encore une fois, que nul n'est autorisé à adopter des moyens de cette nature. Ceux-ci sont en contradiction avec les consignes données par toutes les organisation syndicales responsables et avec le programme d'action adopté par le Conseil de l'Economie de Catalogne. En effet, aussi bien l'**Union des Rabassaires de Catalogne** que la **Confédération Nationale du Travail** et l'**Union Générale des Travailleurs**, ont répété de nombreuses fois qu'elles respectaient et étaient disposées à protéger l'initiative privée et la petite exploitation familiale. De son coté, le **Conseil de l'Economie de Catalogne** a déclaré que la collectivisation de la terre devait se limiter aux grandes propriétés agricoles confisquées et, plus tard, le nouveau Conseil de la Généralité a déclaré que, conjointement avec la collectivisation des grands domaines, il fallait maintenir et stimuler la petite exploitation agricole.

Ces règles ne sont pas un frein mis à l'impulsion révolutionnaire de notre peuple, mais au contraire, une garantie pour la masse paysanne que la révolution ne signifies pas, pour elle, un amoindrissement de ses droits et de sa liberté. Le veritable devoir de tous les révolutionnaires, dans le moment actuel, est précisément d'offrir à la masse paysanne toutes les possibilités et les garanties possibles, créant ainsi un état de confiance qui sera la meilleure manière d'obtenir du travail agricole l'augmentation de productivité que le snécessités de la lutte exigent.

Pour ces raisons, la Conseillerie de l'Agriculture considère comme nécessaire d'avertir que toute tentative de collectivisation forcée est en marge des consignes révolutionnaires du moment et que, en conséquence, elles ne doivent être suivies par personne. Les Comités responsables de tous les villages doivent veiller sévèrement à ce que personne, en dehors de ces Comites,, ne prennent des initiatives de cet ordre. Au cas où ils persévéreraient, les délinquants doivent être dénoncés comme saboteurs de l'ordre révolutionnaire.

L'Espagne République Fédérative

Le 1.er octobre, fut voté le statut d'autonomie du pays basque. Par cette mesure, l'Espagne marche dans la voie de sa reconstitution administrative sous la forme d'une Union de Fédérations Ibériques. La Catalogne possède déjà son autonomie complète dans les cadres de la République espagnole. Le Pays basque suit. Le Levant bénéficiera problablement des mêmes avantages. Cette nouvelle orientation acquière une importance particulière dans la situation présente. Les revendications d'autonomie ont été depuis longtemps posées par les partis et les organisations à caractère régionaliste. Au lieu de desservir la cause commune, cette autonomie est maintenant un appoint dans la lutte contre le fascisme et pour la construction d'une société nouvelle. Le statut basque fut d'ailleurs voté sous l'empire des nécessités de la guerre. Satisfaire les revendications

des nationalistes basques, c'était leur accorder ce qu'ils avaient toujours exigé en vain, c'était se les attacher définitivement pour assurer la défense du territoire national contre les hordes fasciste. Et les déclarations faites par le chef du parti nationaliste basque, à la suite du vote de leur statut par la courte séance des Cortes, montrent bien que le résultat a été atteint. Seul subsiste un problème, le plus important, celui qui domine tout. Il n'est pas celui du pays basque.

Pour triompher du fascisme en Espagne, il ne suffit pas; cela a été dit de nombreuses fois, de l'écraser sur les champs de bataille Il faut l'expulser de ses derniers retranchements Il faut le combattre à l'arrière sur le terrain de son pouvoir économique. La victoire ne sera acquise que par la destruction du régime capitaliste, par la révolution prolétariènne édifiant les bases d'un régime nouveau. La Catalogne a compris cette nécessité inéluctable. D'autres régions marchent aussi dans cette voie. Mais le pays basque n'a fait jusqu'à maintenant, aucune déclaration qui puisse prouver qu'il détruira le régime capitaliste. Madrid n'a pas exigé cela du nouvel Etat. Et celui-ci, par son attitude dans la guerre contre le fascisme, et par son comportement à l'égard des secteurs capitalistes et bourgeois maintient en nous, toute entière, la crainte que l'évolution du régime basque n'emprunte pas les chemins de la révolution. Une lourde tâche est dévolue sur ce terrain aux organisations prolétariennes basques afin d'entraîner leur pays dans la voie de la révolution.

Nous reproduisons à titre documentaire, les dispositions essentielles du décret voté par les Cortes.

Aux Cortes:

La Commission des Statuts, après avoir examiné le projet de statut du pays basque, approuvé par les commissions exécutives de Alava, de Guipúzcoa et de Viscaye, dans les trois provinces, à la session du 6 août 1933 et par le plébiscite du 5 novembre de la même année, a l'honneur de soumettre à la délibération et à l'approbation des Cortes, le projet de loi suivant:

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1.—En accord avec la Constitution de la République, les provinces d'Alava, de Guipúzcoa et de Viscaye se constituent en région autonome à l'intérieur de l'Etat espagnol, adoptant la dénomination de *Pays Basque*. Son territoire sera formé des provinces mentionnées et celles-ci se régiront d'une manière autonome.

Le basque sera, comme la castillan, la langue officielle du pays basque et en conséquence les dispositions officielles de caractère général qui émaneront des pouvoirs officiels seront rédigées en ces deux langues. Recevront la condition de basque: ceux qui en ont la nationalité et ceux qui ont élu domicile dans ce pays.

CONTENU ET ETENDUE DE L'AUTONOMIE

Art. 2. Correspond à la compétence du pays basque, d'accord avec les articles 15 et 17 de la Constitution de la République, la législation et l'exécution directe dans les matières suivantes:

A) Constitution intérieure du Pays basque, y compris sa législation électorale.

Démarcation territoriale, pour l'accomplissement de ses fins.

Régime intérieur, sans que l'autonomie attribuée à l'administration basque puisse avoir des limites inférieures à celles qui sont dans les lois de l'Etat.

Statistique.

B) Législation civile en général.

Législation administrative dans la limite des attributions du Pays basque.

C) Régime des Forêts, de l'Agriculture et l'Elevage, sans préjudice des facultés législatives que l'Etat se réserve sur les bases de la richesse et la coordination de l'Economie Nationale.

Socialisation de la richesse nationale et des entreprises économiques.

D) Santé et Hygiène publiques.

Assistance Social et Bienfaisance.

Bains et Eaux médicinales.

E) Corporations officielles, économiques et professionnelles de tous ordres, sauf celles de caractère social: caisses d'épargne et de crédits coopératifs, mutualités, etc.

Organismes émetteurs de crédits corporatifs, publics et territoriaux.

Syndicats et coopératives agricoles et d'élevage.

Tourisme.

Art. 3. Le Pays basque aura pour attribution l'organisation de la Justice dans ses diverses instances.

Art. 4. Le Pays Basque aura le droit de créer et de soutenir des centres universitaires de toutes les spécialités et de tous les grades, y compris les hauts grades universitaires. L'Etat espagnol se réserve le droit de maintenir les Universités qu'il y a créées et d'en ouvrir d'autres, s'il le croit nécessaire.

Art. 5. Le Pays Basque se chargera de la police et de l'ordre intérieur sur son territoire.

Art. 6. Le Pays Basque appliquera la législation sociale du Gouvernement de la République.

Art. 8. La fonction exécutive de la législation appartiendra à l'Etat Basque, dans un certain nombre de domaines: Statistique et service démographique, Poids et mesures, Mines, Chemins de fer, Voies et Communications, Téléphones, Assurances, Eaux, Chasse et pêche, Régime de la presse, Droits d'expropriation, Socialisations de richesses naturelles et d'entreprises économiques, Marine, Aviation, Radioffusion, etc.

ORGANES LEGISLATIFS ET EXECUTIFS

Art. 10. Les pouvoirs du Pays basque émanent du peuple et s'exerceront de la manière suivante:

a) L'organe législatif régional se composera de représentants, à raison au moins de 1 par 25.000 habitants, élus par suffrage universel, direct et secret.

b) L'organe exécutif devra recevoir la confiance du législatif. Le Président de ce Pouvoir assumera la représentation de la région. Il ne pourra déléguer que les pouvoirs exécitufs. La peuple manifestera sa volonté au moyen d'élections, le «referendum» et l'initiative au moyen de propositions de loi.

(Les articles suivants traitent des finances de cet Etat.)

MODIFICATION DU STATUT

Art. 14. Ce statut pourra être modifié:

a) Par initiative du Pays Basque, au moyen d'un referendum des municipalités et par approbation de l'organe légitime du pays.

b) Par initiative du Gouvernement de la République et sur la proposition des deux tiers des votants des Cortes.

Des dispositions transitoires ont été immédiatement déterminées, pour tout le temps pendant lequel se prolongent les circonstances anormales produites par la guerre civile. Le Pays basque sera régi par un Gouvernement provisoire, muni de tous les pouvoirs accordés par la présent statut. Le Président du Gouvernement Provisoire devait être élu dans un délai de 8 jours, par les délégués des municipalités. Le nationaliste basque, Don José Antonio de Aguirro, fut élevé à cette fonction. Il faut remarquer qu'une grande partie du pays basque se trouve actuellement aux mains des rebelles. C'est pourquoi il est prevú que, une fois la normalité rétablie, les provinces d'Alava, Guipúzcoa et Viscaye seront conviées à désigner des députations provinciales. Dès ce moment les nouveaux organes législatifs et exécutifs devront rapidement remplacer les organes provisoires nés pendant la guerre civile.

Allo! Allo! Ici Radio-P.O.U.M.

Depuis le 9 septembre, vous pouvez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

Ces émissions ont lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longueur d'onde est provisoirement de 42 mètres.

Les Tribunaux révolutionnaires de Catalogne

Nos camarades ont déjà lu, dans un précédent numéro de la REVOLUTION ESPAGNOLE, un article sur la constitution des premiers Tribunaux Populaires. Nous avions, à cette époque exprimé, des critiques sur le mode de constitution de ces Tribunaux. Depuis cette époque, le Gouvernement Casanovas a été remplacé par le nouveau Conseil de la Généralité. On salt que notre camarade Andrés Nin, un des secrétaires du P. O. U. M. est Conseiller à la Justice dans ce nouveau Gouvernement. La première de ses tâches a été de réformer complètement la justice populaire au sujet des actes délicteux concernent le mouvement fasciste ou contre-révolutionnaire. C'est une véritable justice révolutionnaire qui est instituée. Une réforme complète de la Justice est à l'étude dans ces services.

* * *

Le conseiller de Justice, notre camarade André Nin, a fait une déclaration au sujet des nouveaux Tribunaux Populaires approuvés par le Conseil de la Généralité .

«Le décret, créant les nouveaux Tribunaux Populaires, est un décret révolutionnaire qui transforme l'administration de la Justice. L'objet de ces tribunaux est de juger tous les actes fascistes qui, directement ou indirectement, touchent à la rébellion. La différence avec les anciens tribunaux tient en ce que ceux-ci n'avaient le droit de juger que les faits touchant directement la rébellion militaire, tandis que les nouveaux interviendront en tout ce qui concerne la rébellion armée, les relations délicteuses avec les autres pays, l'espionnage, le terrorisme sous tous ses aspects, la propagande contre-révolutionnaire orale et écrite sous tous ses aspects.

Sa juriction s'étendra également aux cas de dénonciation faits avec intention de vengeance personelle:

Sa caractéristique essentielle est d'être un tribunal de classe qui rendra la justice de la classe ouvrière, un tribunal révolutionnaire et de classe. C'est un tribunal qui juge et non un jury qui donne son opinion.

Quatre tribunaux fonctionneront immédiatement, un à Barcelone et un dans chacune des villes de Tarragone, Lérida et Gérone. Un représentant de chacune des organisations P. S. U. C., F. A. I., C. N. T., P. O. U. M., U. G. T., Union des Rabassaires, Accion Catalana, et Esquerra, feront partie de ce Tribunal.

Le président, seul, sera professionnel et devra être licencié en Droit, le Procureur pourra l'être ou non et tous deux seront nommés par le Conseiller de Justice.

L'accusé a le droit de choisir son défenseur, avocat ou non; il a le droit de se défendre lui-même et au moment du jugement, si quelqu'un se présente pour la défense il pourra l'entreprendré.

La marche du procès sera rapide: entre l'instruction et le jugement le délai maximum sera de 48 heures.

Comme vous voyez—conclut notre camarade Nin—il s'agit d'une véritable réforme révolutionnaire.

* * *

Les Jurys populaires créés par le decret du 24 août, pour la répression du fascisme, se sont révélés uniquement efficaces pour juger des délits se rapportant à la rébellion militaire du 19 juillet 1936.

Leur compétence est donc nécessairement limitée à entendre les délits commis par les militaires au sujet de ladite rébellion.

Le désir de justice du peuple oblige a créer, par ailleurs, des institutions qui interprètent le mieux ses sentiments, garantissent l'intégrité des conquêtes prolétariennes, et contribuent à la victoire de la guerre.

A cette fin, le présent décret institue les Tribunaux Populaires, lesquels devront connaître des actes qui, directement ou indirectement, ont trait à la rebellion militaire et au mouvement fasciste du 19 juillet 1936, afin d'infliger aux responsables des sanctions, d'accord avec la conscience publique. Le but proposé ne serait pas atteint si la jurisdiction des nouveaux tribunaux ne s'étendait à tous les actes quels qu'ils soient, que l'on peut dénommer contre-révolutionnaires.

Les mesures de défense du nouvel ordre social, qui sont dictées par ce décret vont permetre de poursuivre et de sanctionner tous les actes mentionnés dans l'article deux et qui vont de l'espionnage à la propagation de la panique en passant par les actes de caractère terroriste qui obéissent à des formes typiques de ressentiment, sont couverts d'une franche impunité, et font la justice dans une forme qui répugne à la masse ouvrière et constitue un déshonneur pour la révolution.

Seront estimés délictueux, comme actes terroristes, les perquisitions domiciliaires exécutées sans l'ordre des autorités légales; les dénonciations sans autres fondemements que ceux de vengeance personnelle; et tous les délits semblables à l'augmentation injustifiée des prix, la spéculation, l'accaparement, etc.... considérés comme actes contrerévolutionnaires destinés à saboter la nouvelle structure économique.

Le système juridique qui s'implante a pour base le principe de la conscience publique et le principe d'une légalité révolutionnaire qui, inexorablement mais justement, sanctionne ceux qui veulent la transgresser.

Vu ces motifs, sur la proposition du conseiller de Justice et d'accord avec le Conseil,

Décrete:

Article premier.—Sera considéré fasciste tout acte qui directement ou indirectement, aura contribué à la rebellion militaire et au mouvement fasciste du 19 juillet 1936.

Art. 2. — Sera considéré comme acte contre-révolutionnaire, tout acte dirigé contre la nouvelle construction politico-sociale sortie de la transformation sociale, ou bien qui veut détruire ou perturber l'ordre juridique créé, c'est-à-dire.

a) La rébellion armée contre les organisations politiques et administratives créés par la révolution.

b) Le maintien de relations à des fins contre-révolutionnaires avec des pays étrangers.

c) L'espionnage, la transmission ou la compilation de documents de caractère politique ou économique au bénéfice des factieux, des Gouvernements étrangers, des organisations ou des personnalités contre-révolutionnaires.

d) Le sabotage de la nouvelle économie.

e) L'activité terroriste sous quelque aspect que ce soit.

f) La propagande, l'agitation ou la persuasion contre-révolutionnaire.

g) L'activité «paniquarde».

h) En cas de dénonciation fausse, le dénonciateur sera passible des même peines qui correspondaient au fait faussement imputé.

Art. 3. — Sont créés dans la Généralité de Catalogne des Tribunaux Populaires pour juger les actes délicteux qui se réfèrent aux articles précédénts.

Le Conseiller de Justice est autorisé à créer de nouveaux tribunaux toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Art. 4. — Les Tribunaux Populaires se composent de huit membres et d'un président. Les membres sont choisis dans les organisations syndicales et politiques suivantes à raison d'un par organisation: PSUC, FAI, CNT, POUM, ERC, UGT, AC, et Union des Rabassaires.

Art. 5. — Le tribunal a le droit d'apprécier si les accusés ont des relations avec le mouvément fasciste ou sont contre-révolutionnaires.

Art. 6. — Le tribunal appliquera en droit les préceptes légaux en tenant compte des exigences du moment actuel et décidera en ce qui concerne la responsabilité civile.

La confiscation des biens pourra être considérée comme peine principale et unique.

Art. 7. — Les présidents des tribunaux seront nommés par le Conseiller de Justice. En même temps que les titulaires seront nommés des suppléants qui se substitueront à eux quand les nécessités du service l'exigeront.

Art. 9. — Les conditions requises pour être membre du Tribunal sont:

a) Pour être président: être Espagnol, avoir trente ans minimum, dix ans de résidence en Catalogne et être licencié en droit.

Pour être membre du tribunal: être agé de vingt cinq ans au moins, avoir trois ans de résidence en Catalogne, savoir lire et écrire, et avoir au moins deux ans de présence dans l'organisation politique ou syndicale qui l'a désigné.

Art. 10. — La fonction de membre du tribunal est incompatible avec le fait d'être fonctionnaire du Gouvernement, militaire ou milicien.

Art. 11.—Ne pourront faire partie du Tribunal les dénonciateurs de l'accusé, les parents, les amis ou ennemis manifestes de l'accusé.

La sentence sera définitive. Si le Président du tribunal estime excessive la peine prononcée .il pourra accorder un nouveau jugement. Dans ce cas, d'autres membres et un autre procureur composeront le tribunal. Si la sentence entraine la peine de mort et que le tribunal le juge souhaitable, il pourra demander à la Généralité de commuer la peine en celle immédiatement inférieure.

Les Jurys Populaires créés par décret du 24 Aout 1936 continueront de fonctionner; ils comprendront un président et douze jurés et auront compétence exclusive pour juger les délits de rébellion militaire commis antérieurement à la publication du présent décret.

CONSIGNES SYNDICALES

La *Solidaridad Obrera* du 14 octobre utilise toute sa dernière page pour rendre publiques, en gros caractères, les consignes de la Fédération locale des Syndicats Uniques de Barcelone (C. N. T.). Ces recommandations, données sous la forme d'ordres, se rapportent à la situation présente. Elles signifient que l'on ne désire pas actuellement voir se produire des mouvements revendicatifs dans la classe ouvrière, au moment où tout les efforts doivent être tendus vers la réalisation des tâches d'approvisionnement de la guerre. Il est tout à fait remarquable que les anarchistes, qui jusqu'à maintenant, se montraient les plus fervents défenseurs du standard de vie des ouvriers, demandent eux mêmes à leurs partisans de donner avant tout le maximum de leurs efforts pour le triomphe de la bataille contre le fascisme. Remarquons que la classe ouvrière catalane a déjà donné de multiples preuves de son dévouement et de sa compréhension des fins dernières de la lutte actuelle. Dans les industries de guerre, par exemple, les ouvriers travaillent 60 heures et plus par semaine. La satisfaction des besoins de la guerre est en ce moment l'unique préocupation.

CONSIGNES

Premièrement. — Dans les moments que nous vivons, moments de guerre à mort contre le monstrueux fascisme, tous les travailleurs des deux sexes, manuels et intellectuels, doivent se considérer comme mobilisés.

Deuxièmement. — Personne ne doit oublier, sous aucun prétexte, la consigne précédente.

Troisièmement. — Pendant que nous sommes en guerre, on ne pourra présenter la revendication de nouvelles bases de travail, surtout si elles devaient aggraver la situation économique; ce sont les décisions de l'organisation confédérale et on doit en tenir compte.

Quatriémement — Quand on travaille, particulièrement dans les productions qui ont une relation directe ou indirecte avec la lutte antifasciste, on ne pourra pas exiger que soient respectées les bases de travail, ni en salaires, ni en temps de travail.

Cinquièmement. — On ne pourra pas recevoir de primes pour des heures supplémentaires faites dans la production utile à la guerre antifasciste.

Sixièmement. — Aucun producteur ne pourra se refuser à faire un travail qui lui sera demandé, s'il est un bénéfice pour la nouvelle ère qui nait.

Septièmement. — Il faut intensifier la production en toutes ses phases; il faut produire, non pas comme avant le 19 juillet, mais plus et plus. Travailler, produire, vaincre: ce devoir seul doit être la pensée de toute personne consciente de ses droits et de ses devoirs.

Huitièmement. — Pendant tout le temps où n'est pas terminée notre mission sur le front, aucune fête, hors du dimanche, ne pourra être célébrée, car les fêtes diminuent considérablement la production et aggravent la situation de l'économie.

Neuvièmement. — Les prix des combustibles et des marchandises ne pourront pas être augmentés sans une autorisation préalable des autorités compétentes; celui qui enfreindra ces règles s'attendra aux conséquences.

Dixièmement. — Les Syndicats, Comités et délégués de fabrique, d'ateliers et de chantiers, avec le concours des hommes révolutionnaires, sont chargés de veiller au strict respect de ces consignes.

Pour la Fédération, le *Comité*

Ouvriers français,

exigez la levée du blocus!

ECHOS

Pour rire un peu...

Le 12 octobre, on pouvait entendre à l'écoute de Radio- Burgos, et c'était dit d'un ton solennel, que l'ex-général Mola n'avait pas encore pris possession de la ville de Madrid, parce que la voiture qui l'y conduisait avait eu un pneu de crevé et qu'il n'y avait pas de pneu de rechange!!

L'approvisionnement de la ville de Barcelone

Le 23 octobre, seront livrées dans le port de Barcelone, 300 tonnes de morue sèche Le chargement constitué par six milles caisses a été fait à Hambourg, à bord du vapeur allemand «Livorno».

Ce bateau est en route et l'on pense qu'il parviendra à Barcelone à la date indiquée. Ces livraisons de produits alimentaires, qui se font régulièrement, correspondent à un plan établi pour le ravitaillement de la Catalogne qui n'a, d'ailleurs, jamais souffert d'une difficulté quelconque pour son approvisionnement, malgré qu'elle ait elle-même ravitaillé la Castille.

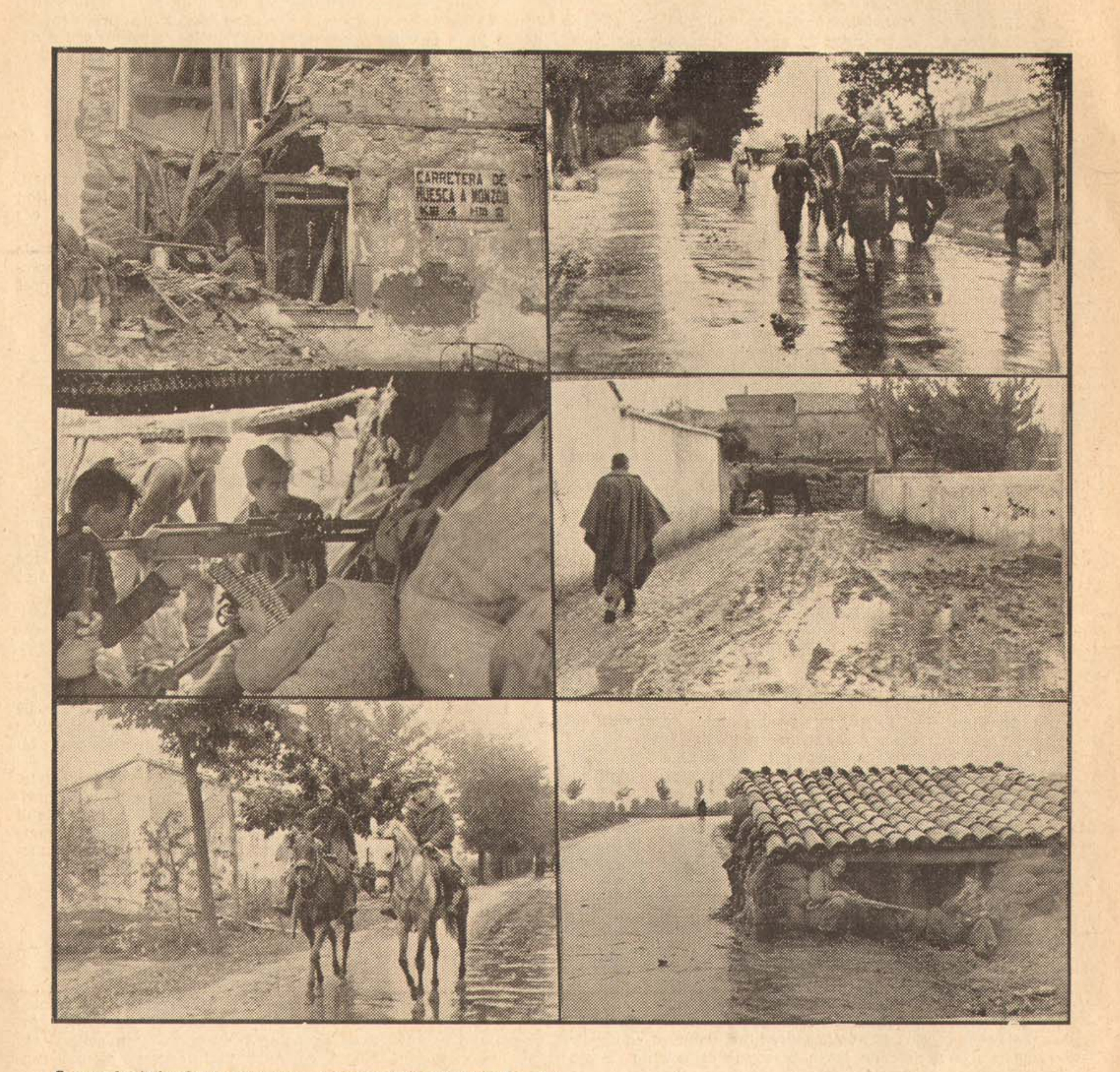
Mort d'Emile Cottin

Emile Cottin a été tué d'une balle sur le Front d'Aragón On se souvient qu'il avait commis un attentat contre Clèmenceau, après l'armistice. Le 1er février 1920, il déchargea son revolver contre le «Tigre», chien de garde du capitalisme et responsable de bien des crimes commis pendant la guerre. Il fut condamné à mort, mais sa peine fut commuée en celle de 10 ans de réclusion. Libéré en août 1924, conservant ses convictions anarchistes, il mena une dure vie de réprouvé, continuellement pourchassé par la police.

Quand le soulèvement fasciste se produisit en Espagne, il fut l'un des premiers camarades qui s'engagea dans la Colonne Internationale des Anarchistes, dirigée par Durruti. Une balle du fascisme assassin l'a touché à mort. La «Solidaridad Obrera» dit de lui qu'il fut un anarchiste cent pour cent.

Ce camarade ne partageait aucunement nos opinions mais nous tenons à protester contre les commentaires haineux que publièrent certains journaux de Paris et du Midi de la France .Sa mémoire ne peut pas être souillée par la bave des feuilles à la solde de la bourgeoisie.

LA VIE EST TRES DURE SUR LE FRONT!



Camarades le froid et la pluie commencent sur les plateaux d'Aragon; nos camarades qui luttent pour le triomphe de la revolution prolétarienne doivent rester des heures entières exposés aux intempéries. Collectez pour eux des impermeables des lainages; aidez le plus que vous pourrez au triomphe de la révolution espagnole qui précède la révolution prolétarienne mondiale.

(Photographies prises sur le front d'Aragon)

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 8 Barcelone, le 28 octobre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY. 7, square du Port Royal. Paris XIII°

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

NO PASARAN!

Nous ne croyons pas utile de faire à nos lecteurs de long exposés sur le développement de la guerre contre le fascisme. Nous avons déjà dénoncé la tactique des rebelles dans la lutte qu'ils mènent contre nous. Dégarnissant tous leurs autres fronts, ils ont accentué leur offensive contre Madrid. Ils utilisent pour cela les armements formidables qui leurs ont été livrés par les fascistes allemands et italiens. Le monde entier a les yeux fixés sur la capitale de l'Espagne. Les fascistes de toute l'Europe se réjouissent de ce qu'ils croient être la victoire assurée de leur avant-garde espagnole. Les révolutionnaires, les travailleurs de tous les pays, eux, suivent avec la plus grande attention, heure par heure, la lutte qui se livre autour de Madrid.

C'est à vous tous, ouvriers de tous les pays, que nous nous adressons. Vous avez compris dès les premiers instants, que la lutte que mènent les travailleurs de l'Espagne est non seulement le combat de la classe ouvrière de ce pays pour sa révolution, mais aussi votre propre lutte, L'émancipation de la classe ouvrière espagnole sera l'aurore de l'émancipation des travailleurs du monde entier. Notre victoire sera la vôtre.

Travailleurs du monde entier, vous avez des devoirs envers nous. Vous devez, à chaque heure, à chaque moment, manifester pour l'appui le plus décidé à la Révolution espagnole. Vous devez boycotter et saboter les livraisons d'armes et de matériel aux rebelles. Vous devez imposer l'envoi de canons et d'avions aux ouvriers espagnols. Par votre pression sur les gouvernements de France et d'Angleterre, faites abolir la neutralité. Exigez de l'U. R. S. S. qu'elle soutienne positivement avec toute sa puissance militaire la Révolution en Espagne.

Nous avons des devoirs envers le prolétariat mondial. Nous n'y faillirons pas. Les révolutionnaires espagnols savent pourquoi ils se battent. Ils veulent faire disparaître du sol de l'Ibérie le moindre germe d'un régime d'oppression. Ils veulent vivre libres et maîtres de leurs destinées. Ils se sont engagés à vaincre, non pas seulement pour eux, pour leurs femmes et pour leurs enfants, mais pour vous aussi, travailleurs de France, d'Europe et d'Amérique. Ils vaincront par ce serment qu'ils répètent tous:

NO PASARAN!

Le couvent-prison des «Salesianos»

Nous reproduisons ci-dessous un reportage sur une maison d'apprentis autrefois dirigée par des moines: le couvent des «Salesianos». Nous nous excusons, auprès de nos lecteurs, si bien des choses leur paraissent exagérées dans ce récit. Les faits relatés sont pourtant rigoureusement authentiques. L'Espagne possédait, avant le mouvement fasciste du 19 juillet, un grand nombre d'établissements de ce genre où les moines recueillaient des enfants et des adultes, les logeant et les nourrissant à bon compte tandis qu'ils les faisaient travailler à des fabrications rémunératrices. Nous citerons pour appuyer notre récit la Maison du «Bon Pasteur» où les religieuses exploitaient le travail de jeunes filles et de femmes qu'on y avait internées pour délit de vagabondage spécial.

Dans chacun de ces établissements les moines ou les non-

nes abandonnèrent leurs institutions le jour du soulèvement fasciste, mais emportant la caisse. Tous ces établissements sont repris par la Généralité de Catalogne et confiés, en vue de leur réforme totale d'après des principes humains, au Comité de la Nouvelle Ecole Unifiée.

Prision? Caserne? Ce pouvait être l'un ou l'autre, tellement l'aspect en était sinistre. Les bâtiments de ce couvent-prison (car c'en était un) étaient sales, obscurs, dépouvues d'aération.

Les salles destinées aux classes, où l'on accumulait des douzaines d'enfants, assis sur des bancs incommodes et malpropres, avaient des murs peints de couleurs sombres... Probablement pour que la saleté n'y apparaisse pas trop. Les fenêtres étaient placées à une hauteur respectable et elles étainent grillées de toile métallique afin que les pensionnaires ne puissent pas voir à l'extérieur et rêver de liberté.

Les réfectoires, contenant aux heures des repas des centaines d'enfants, étaient situés au sous-sol. On n'utilise plus ces réfectoires; on les a même désinfectés et cependant il faut vous dire, qu'aujourd'hui encore, l'atmosphère qu'on y respire reste saturée de mauvaises odeurs.

Le couvent est pourvu d'ateliers où les pensionnaires devaient apprendre divers métiers.

Il existe, entre autres, un atelier de serrurerie. Celui-ci, comme on le pense, n'était pas doté du moindre dispositif de sécurite. Les machines avaient été placées si près les unes des autres, que la moindre distraction de celui qui travaillait pouvait faire de lui la proie de la machine voisine. Les accidents étaient très fréquents. Ceux-ci étaient l'occasion pour les moines (ne vous ai-je pas encore dit que des moines dirigeaient cet établissement?) d'un commerce aussi lucratif que facile.

Cela se passait ainsi. Les adolescents étaient assurés contre les accidents de travail. Logique et nécessaire. Seulement quand l'un d'eux était victimie d'un accident de travail, les frais de son traitement étaient à la chage de sa famille... La communauté des frères se contentait, elle, de toucher la prime d'assurance. L'affaire rendait à coup sàr et elle était placée sous la protection de la main de Dieu! Connaissant ce négoce, on n'a plus à se demander pourquoi, en effet, on aurait pris des mesures de protection dans les ateliers.

Les dortoirs? La disposition classique de tous les couvents espagnols. Une énorme salle, avec des lits alignés des deux cotés, à droite et à gauche. Tous les 10 ou 12 lits, un autre plus élévé. Là dormait un moine, qui, de son «mirador», surveillait la chambrée. Les murs y étaient aussi de tons sombres, les fenêtres petites et également grillagées. Dans tous les lits, des parasites... Ainsi étaient les dortoirs.

REGIME INTERNE

Après cette visite, aux locaux, nous avons voulu questionner les pensionnaires pour complèter notre enquête. L'un deux répond à notre question:

—Quel était votre régime intérieur?

—Il était mauvais, très mauvais.

Nous nous levions à 7 heures du matin. Nous devions seulement nous laver la figure et les mains. Malgré qu'il existait un réservoir d'eau pour arroser le potager et que nous aurions pu utiliser pour nous baigner, il nous était formellement interdit de le faire. Un de nous, pour cette raicon, fut expulsé de l'établissement.

En payant un supplément de une peseta par mois, quelques-uns de nous avaient la possibilité de se doucher une fois par mois, pendant la durée maximum de cinq minutes.

Nous allions ensuite déjeuner. Il y avait, parmi nous des «préférés». Nous appelions ainsi ceux qui payaient une pension plus élevé et à qui l'on donnait le matin une tasse de café au lait avec du pain. Mais la majorité ne recevait qu'une tablette de chocolat et du pain. Les frères, prévoyants, veillaient à ce que le pain donné fut vieux de trois jours de telle manière que sa consommation en était bien plus réduite. Avec cet aliment dans l'estomac, nous devions passer toute la matinée à travailler comme des nègres. De 8 heures à midi. Quatre heures de travail intense. Défense de parler et de fumer. Pour nous surveiller, un moine se placait sur une espèce d'estrade d'où il observait tout.

—N'étiez-vous pas payés?

—Que si; nous touchions 5 centimes par semaine. Ou plutôt c'était la valeur qu'avait un bon destiné à l'échange contre des produits alimentaires à l'intérieur du convent!

—On vous punissait souvent?

—Suffisamment. Une des punitions les plus fréquientes, principalement en hiver, était de nous faire rester, pieds nus, devant notre lit pendant un très long temps. Quelques-uns tombèrent malades. Une autre punition fréquente, était de condamner l'enfant à faire un certain nombre de fois le tour de la cour. Le nombre oscillait entre 50 et 100. Ces punitions étaient données pour les motifs les plus futiles. L'un de nous dut faire 70 fois le tour de la cour parce qu'il avait refusé de jouer au football!

—Quand les moines commencèrent-ils à abandonner le couvent? Qu'est-ce qu'ils dirent?

—Le Directeur partit sans rien nous dire. Les autres moines s'habillèrent comme des paysans, vinrent nous trouver dans les ateliers et nous dirent avec le plus grand sérieux du monde que les ouvriers assiégeraient le couvent et nous tueraient tous. Nous soupçonnions qu'il se passait à l'extérieur quelque chose de très important, et comme les cours étaient terminés nous sommes allés trouvér les frères et nous leur avons demandé qu'ils nous donnent l'argent pour retourner dans nos villages. Nous insistâmes à plusieurs reprises, nous attirant toujour cette réponse que nous n'avions pas à nous préoccuper. Nous avons compris, le 19 juillet, quand les frères nous ont abandonnés et que nous nous sommes trouvés seuls et sans un centime.

CHANGEMENT DE PROPRIETAIRE

Les organisateurs nous parlent de l'oeuvre entreprise ici, depuis quelques temps.

—Une de nos premières tâches fut de rendre une salle habitable, pour y intaller les classes. Cette salle fut ornée de couleurs claires. Les bancs de l'église y furent transportés, car c'était les plus commodes et les plus propres.

L'ancien réfectoire fut abandonné. Les pensionnaires prirent celui des moines qui se trouve dans une galerie claire et aérée. Cette amélioration là est déjà considérable.

Tous les matins, il est commandé aux pensionnaires de se doucher et cela pendant tout le temps qu'ils veulent. Le réservoir d'eau est devenu une piscine où l'on s'ébat en toute liberté. En sortant de l'eau, on prend un bain de soleil.

Le régime alimentaire a été amélioré. On dut, d'ailleurs, jeter tout le pain qui se trouvait dans le couvent.

Les enfants avaient vraiment besoin de soins. Un médecin qui les examina, les premiers temps de notre intervention, n'en trouva aucun en bonne santé. Maintenant leur état est déjà bien amélioré. Et tous sont très heureux du changement de régime.

LES BENEFICES DES FRERES

Le commerce que faisait les moines, les «Salesianos» était très important. Voyons en quoi il consistait. L'apprentissage durait cinq ans. Il fallait que les pensionnaires payent les instruments de travail. On payait 60, 70 ou 80 pesetas de pension, plus 25 à l'entrée et 95 pour la literie. Cette literie, invariablement abandonnée par l'élève, était revendue par les moines, 95 pesetas à un nouveau. Les moines touchaient encore le produit des assurances-accidents. Toute cette exploitation était particulièrement scandaleuse, car les élèves étaient des enfants de familles modestes, qui devaient se saigner pour payer la pension.

Maintenant, nous comprenons que les moines disposaient, par ce procédé ,de 300 ouvriers qualifiés **gratuits.** Au bout d'un an d'apprentissage, le travail du pensionnaire était pleinement utilisable. Certains y ont travaillé de 12 à 20 ans. Les moines pouvaient vendre ,avec un large bénéfice les produits sortis de leurs ateliers et ce ,dans les meilleures conditions de concurrence puisqu'ils pouvaient toujours faire un prix au dessous du marché.

Il y avait dans ce couvent un gand nombres de moines homosexuels. On en a connu surtout deux, Frederic Jordana et Miguel Cardell, ce dernier professeur de francais et de commerce, et qui, nous racontent les enfants, montait le soir dans les dortoirs et passaient ses mains sous les draps de lit...

L'AVENIR

Maintenant, le Comité de la Nouvelle Ecole Unifiée qui régit en Catalogne tout l'enseignement suivant un plan moderne, a décidé d'utiliser la matériel qui se trouve dans ce couvent pour en faire une école de métiers.

Les enfants seront reportés dans d'autres écoles plus confortables .Ils n'ont en tout cas plus aucune inquiétude. Ils savent que ce sont maintenant des hommes qui les soignent. Ils envisagent l'avenir avec confiance. Ils sont fiers d'être des ouvriers et de pouvoir bientôt travailler pour leur propre cause, pour leurs frères, pour ceux qui leur ont donné la liberté.

"Es el partido más inquietante de Cataluña. Está nutrido casi exclusivamente de extranjeros", escribía hace unas semanas un periodista extranjero, refiriendose al P. O. U. M. Expliquemos a los lectores esas iniciales. "Partido Obrero de Unificación Marxista". Es el antiguo Bloc Obrer i Camperol, fundado por los partidarios de Trotsky, especialista en golpes de Estado. Lo dirige Joaquín Maurin, en unión de Andrés Nin y de Juan Andrade, que en Madrid está actuando cerca del Comité repúblico - social - comunista.

El P. O. U. M., que contaba con un millar de afiliados el 19 de julio, ha aumentado sus fuerzas notablemente. Su influéncia política era nula, pero el P. O. U. M. salvo a Companys la noche del 19 de julio, del ataque contra la Generalidad que preparaba la F. A. I., ébria de sangre, después de la iniciación de la teoría de asesinatos que diezma a la población de Cataluña.

Los soldados que acababan de ser licenciados, fueron requeridos por la Generalidad para que formaran la guardia en unión de las gentes de combate del P. O. U. M. Companys quiso recompensar la colaboración del P. O. U. M., ofreciéndole tres carteras en el Gobierno que iba a formar Casanovas. Los trotskistas rehusaron. Pero declinaron para tener más libertad de movimientos. Para llevar a Trotsky a Cataluña, y dar el golpe de fuerza, para el que se están preparando.

La Generalidad asiste, inerme, a la pugna enta lada entre la F. A. I. y el P. O. U. M., que quizá dentro de muy breve plazo entablarán una guerra franca en las calles de Barcelona. Guerra que servirá para acelerar el fin de la Cataluña roja y antiespañola.

El P. O. U. M. recibía subsidios, antes del 19 de julio, de la Banca judía internacional. Andrés Nin, colaborador de Trotsky, posee la amistad de éste, y dispone de los poderosos medios económicos que el trotskismo puede movilizar.

No se ha hablado con frecuencia del P. O. U. M. Pero conviene tener la mirada puesta en esa organización.

Entre todos los ejemplos que servirán para el porvenir, el de la actividad de una organización política de tipo extranjero en España, autorizada y mimada por los Gobiernos de la República y por el grotesco Gobierno de la Generalidad, es aleccionador.

El dia de mañana, las fronteras de España no se franquearán con la criminal facilidad y benévolencia, con que estaban abiertas a los servidores de los más turbios y viles designios.



«Information» fasciste

Nous reproduisons ci-dessous un article publié le 27 septembre dans le journal «Amanecer» (Aube), organe de la Phalange Espagnole de Saragosse. Nos amis y trouveront deux choses intéressantes:

1.° Que les fascistes s'occupent beaucoup de notre parti.

2.° Une rivalité P. O. U. M., F. A. I. dont nous n'avons jusqu'ici jamais eu connaissance.

Nous lecteurs pourront juger d'apres cela de la véracité des dires de la presse fasciste.

«C'est le parti le plus inquiétant de Catalogne. Il est composé presque exclusivement d'étrangers». Voici ce qu'écrivait, il y a une semaine, un journaliste étranger en parlant du P. O. U. M. Donnons à nos lecteurs l'explication de ces initiales. «Parti Ouvrier d'Unification Marxiste». C'est l'ancien Bloc Ouvrier et Paysan, formé par les partisans de Trotsky, ce spécialiste en coups d'Etats. Il est dirigé par Joaquim Maurin, aidé de André Nin et de Juan Andrade qui est actuellement en contact avec le Comité républicain-social-comuniste.

Le P. O. U. M. qui comptait un millier de membres au 19 juillet, a notablement augmenté ses forces. Son influence politique serait nulle si le P. O. U. M. n'avait sauvé Companys, la nuit du 19 juillet, de l'attaque contre la Généralité que préparait la F. A. I., ivre de sang depuis l'ouverture de la série d'assassinats qui décima la population de la Catalogne.

Les soldats que l'on venait de licencier furent réquisitionnés par la Généralité pour former la garde avec les hommes de main du P. O. U. M. Companys, pour récompencer le P. O. U. M. de sa collaboration, lui offrit trois portefeuilles dans le Gouvernement que formait Casanovas. Les trotskystes refusèrent, mais ce ne fut que pour avoir plus de liberté de mouvement. Pour faire venir Trotzky en Catalogne et tenter le coup de force qui était préparé pour lui.

La Généralité assiste sans rien dire à la lutte qui met aux prises la F. A. I. et le P. O. U. M. et qui peut dans le plus bref délai se transformer en une lutte ouverte dans les rues de Barcelone. Guerre qui servira pour accélérer la chute de la Catalogne rouge et anti-espagnole.

Le P. O. U. M. reçut avant le 19 juillet des subsides de la Banque internationale juive. André Nin, collaborateur de Trotsky, possede son amitié et dispose de tous les moyens économiques que le trotskysme peut mobiliser.

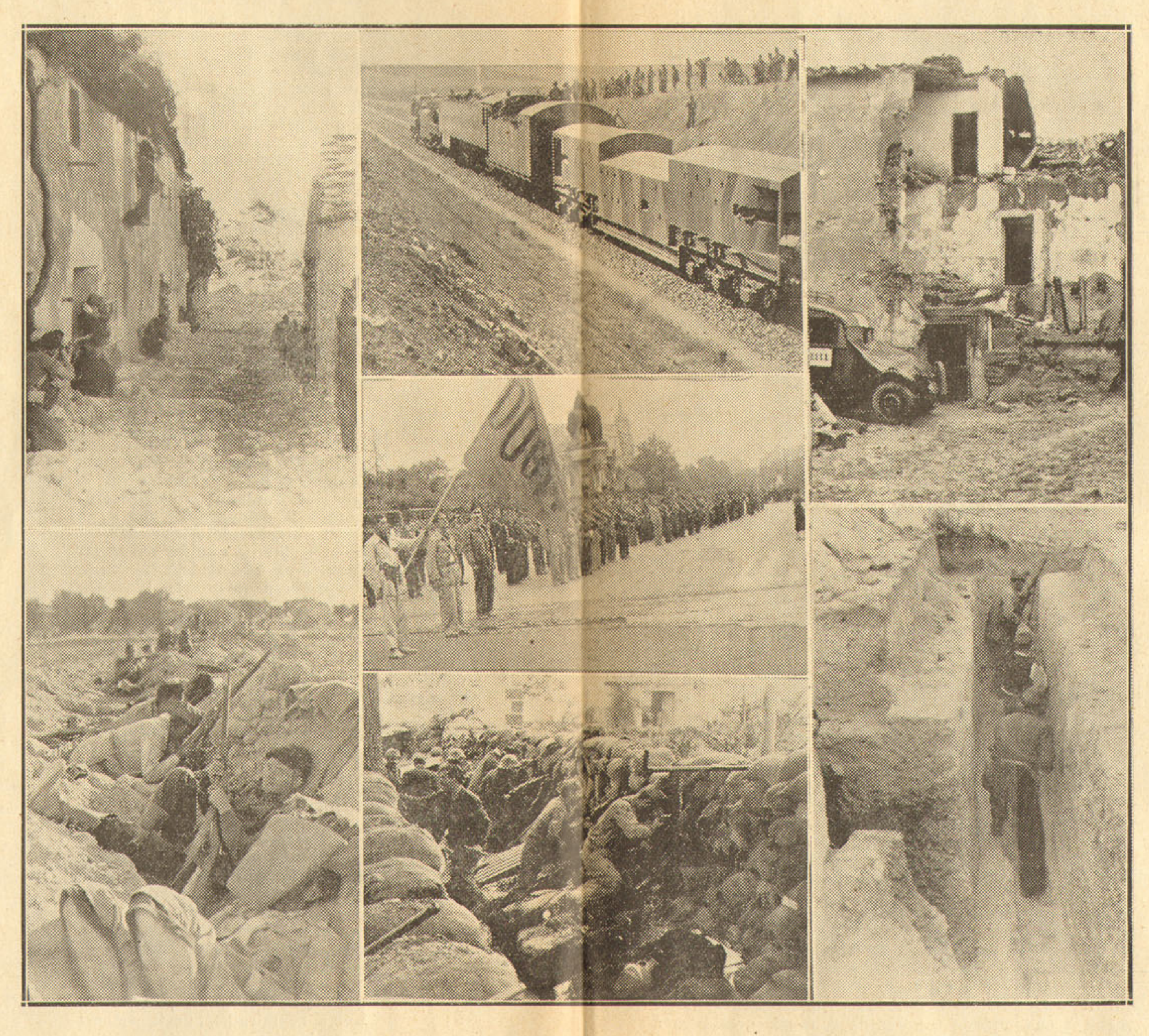
On n'a pas jusqu'ici parlé souvent du P. O. U. M. mais il convient d'avoir l'oeil fixé sur cette organisation.

Entre tous les exemples qui serviront dans l'avenir, celui de l'activité d'une organisation de type étranger en Espagne —organisation autorisée et flattée par les Gouvernements de la République et par le grotesque gouvernement de la Généralité — est plein d'enseignements.

Demain les frontieres d'Espagne ne se franchiront plus avec la facilité criminelle et la bienveillance avec lesquelles elles étaient ouvertes aux serviteurs des plus troubles et des plus vils individus ci-dessus désignés.

Des avions pour l'Espagne!

VENCER O MORIR!



Au centre: Départ des miliciens du P. O. U. M. de Madrid, pour le front. Un des trains blindés qui opérèrent avec efficacité sur le front de Madrid. Quelques vues des fronts de Madrid et d'Aragon.

Le Commandement unique et la guerre contre le fascisme

Nos lecteurs sont déjà au courant des décrets de mobilisation générale du gouvernement de Madrid et de la Généralité de Catalogne. Comme une certaine inquiétude est née, à ce sujet, nous croyons nécessaire de situer le problème et d'indiquer la position des organisations révolutionnaires de Catalogne en face de ces mesures.

L'expérience de la lutte antifasciste — guerre menée de part et d'autre avec les moyens de destruction les plus efficaces — a montré à la classe ouvrière qu'il était inévitable de modifier profondément l'organisation des unités combattantes. Les batailles, aussi bien sur les fronts de l'Aragon que sur ceux de Madrid ont permis de tirer les enseignements suivants: les corps de milices, placés chacun sous le contrôle de leur propre parti, étaient des formations de «lutte dans la rue», des corps de guerre civile mais non des bataillons appropriés à la guerre.

L'enthousiasme avec lequel les premières centuries sont parties dans la direction de Saragosse, est encore celui des combattants d'aujourd'hui. Mais l'on sait maintenant en Espagne que le courage et le mépris de la mort ne sont pas tout dans une lutte comme celle que L'on mène actuellement. Il faut avouer que de tristes expériences ont été faites lors des premiers jours de la guerre. Partant avec un armement réduit, sans équipement, les milices se sont lancées souvent à l'assaut dans des conditions défavorables. On n'a pas eu seulement à déplorer des pertes inutiles de vies humaines mais encore et c'est plus grave, dans bien des cas, les objectifs que l'on s'était proposés n'ont pas été atteints.

Nous pensons que tout peuple doit faire l'expérience de ses luttes. Les enseignements de la Révolution russe, pour si éducateurs qu'ils soient, ne pouvaient s'appliquer entièrement à la Révolution espagnole. Du point de vue politique, on ne peut imaginer, en ce moment, en Espagne et encore moins en Catalogne que l'hégémonie d'un parti prolétarien sur la direction révolutionnaire de la lutte puisse siétablir. Etant donné les organisations en présence et le rapport de forces des partis et syndicats, on peut même penser que ce n'est pas tout à fait à regretter. Du point de vue militaire, il ne faut pas oublier que l'Espagne n'a jamais possédé ce que l'on peut appeler véritablement une armée. Le matériel existait, au moins dans ses formes les plus élémentaires. Mais le régime militaire n'avait de militaire que le nom. La discipline était absente. Une partie seulement des recrues faisait leur service. De plus, l'armée espagnole n'existait que sur le pied de paix. Elle n'a joué depuis longtemps de rôle que dans les guerres coloniales et encore on sait comment elle s'y est comportée.

Ces circonstances expliquent, sans rien justifier, que l'on ait mis tant de temps à réorganiser la lutte contre les troupes fascistes. Les différences de conception, entre Madrid et Barcelone, sur le caractère des évènements actuels ont influé aussi très fortement sur ce problème comme sur tant d'autres.

Les nécessités de la lutte, qui prend chaque jour des formes plus aigües, ont obligué les organisations qui contrôlent la lutte antifasciste à décréter la mobilisation générale afin de tenir des réserves préparées pour accentuer l'offensive et renouveler les effectifs. De la même façon et dans les mêmes buts, on a décidé de centraliser le commandement de toutes les forces qui opèrent sur le front.

Cette décision des organismes responsables de la Catalogne a coïncidé avec la Mobilisation décrétée par le Gouvernement de Madrid, mesure qui a, elle, pour objet de renforcer l'Armée et de transformer les milices en une armée régulière. Nous avons dit, au début de cet article qu'une inquiétude s'était manifestée parmi les miliciens. Les militants de Catalogne qui, depuis les premiers moments, luttent avec le plus grand héroïsme contre le fascisme en armes, ne peuvent accepter qu'on les convertissent en simples soldats du soir au matin. Ils estiment qu'ils ont conquis des droits, non seulement comme combattants, mais aussi comme militants d'organisations prolétariennes. Ils ne veulent pas se soumettre à une discipline militaire qui n'a rien à voir avec la discipline révolutonnaire des organisations dont ils sont membres. C'est pourquoi la question s'est posée de savoir quelle sera leur situation en tant que militants révolutionnaires, par rapport à la mobilisation.

Il est sûr que jusqu'à maintenant à Madrid, le Gouvernement, malgré qu'il soit composé d'une majorité de représentants ouvriers, régit le pays non pas avec un programme de réalisations révolutionnaires mais simplement sous le signe de la lutte contre le fascisme et s'il n'agit pas exactement comme le ferait un gouvernement bourgeois, il se meut en tout cas dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Et le contrôle d'une armée reconstituée sous ces signes doit être assuré par le prolétariat en armes au moyen de ses commissaires politiques. Ces tâches appartiennent aux organisations ouvrières de Madrid.

Mais la situation n'est pas du tout la même en Catalogne. Dans cette province il existe un Gouvernement né sous l'impulsion ouvrière .Il n'est pas un gouvernement ouvrier; il contient encore des représentants des organisations petites bourgeoises qui participent à la lutte antifasciste. Il ne satisfait pas toutes les aspirations du prolétariat catalan. Mais ce gouvernement est né, à la condition formelle qu'il ne détournerait, ou même ne ralentirait pas, l'action révolutionnaire des masses. Il a pour objet d'élaborer les formes légales qui rendront impossibles la renaissance des vieilles formes démocratiques bourgeoises.

Cette condition doit se traduire aussi dans le domaine de l'armée. Les milices ne pourront se convertir simplement en une armée qui soit sous la seule autorité des militaires et avec l'exclusion du contrôle des organisations ouvrières. Si cela se produisait, ce serait un énorme pas fait en arrière. Le P. O. U. M., la C. N. T. et la F. A. I. ont déclaré, a de nombreuses reprises, qu'ils n'étaient pas disposés à admettre que la lutte actuelle du prolétariat soit considérée comme une simple lutte antifasciste sans autre conséquence. Par notre lutte actuelle, c'est le socialisme qui doit triompher ou bien nos sacrifices seraient inutiles.

Mais comme le caractère de la lutte, les armements que possèdent les rebelles et le désarmement des antifascistes par la «neutralité», imposent la réorganisation des milices, il faut envisager clairement le problème.

L'expérience des colonnes indépendantes a été suffisamment prolongée ,pour que tous reconnaissent aujourd'hui la nécessité de changer de méthode. Les organisations responsables de la lutte révolutionnaires, elles-mêmes, veulent réaliser par exemple un «commandement unique» qui, coordonne les efforts de tous vers le but commun.

Mais étant donné la composition du Conseil de la Généralité et les tâches qui lui ont été assignées, cette concentration du commandement ne peut signifier à aucun moment la négation du caractère politique des milices sous leur nouvelle forme. Les techniciens militaires qui prendront en mains les opérations seront chargés de les élaborer et de les faires réaliser, mais en aucun cas sans le contrôle des organisations ouvrières qui, en définitive, sont celles qui ont rendu possible le soulèvement de la classe travailleuse contre le fascisme et pour la réalisation de la révolution prolétarienne.

Ainsi se présente la question: l'armée sera soumise sur le terrain militaire aux techniciens qui seront chargés, sous le contrôle ouvrier, d'assurer la victoire de nos troupes. Sur le terrain politique aucune ingérence ne pourra être tolérée de la part des techniciens; particulièrement dans le cas où ces initiatives auraient pour but de transformer le soldat en un automate ou de détruire sa conscience révolutionnaire. Il sera empêché à tout prix que la lutte révolutionnaire actuelle ne soit déviée dans le sens de la défense de la démocratie contre le fascisme.

Le respect de ces garanties sera exigé par tous les militants révolutionnaires. Le parti prolétarien qui ne le ferait pas, montrerait par cela même qu'il a abandonné tous ses principes révolutionnaires de classe.

Mesures économiques en Catalogne

Le Conseiller de l'Economie de Catalogne, fit, le 19 octobre, des déclarations à la presse. Nous les reproduisons parce qu'elles nous paraissent éclairer certains détails des nécessitées économiques actuelles de la Catalogne.

—Vous savez qu'il existe un décret, selon lequel les prix des produits alimentaires ne peuvent être augmentés. Nous avons cependant dû adopter un autre décret autorisant l'augmentation de prix de certaines denrées alimentaires. Cela provient de l'augmentation des salaires, de la diminution de la journée de trevail dans certaines professions et aussi à d'autres circonstances produites par l'état de choses actuel. Dans ce décret, le Conseiller de l'Economie est charge d'étudier les formes dans lesquelles ces augmentations seront accordées.

Nous avons créé un *Comité du Commerce Extérieur* sous la présidence du Conseiller de l'Economie et avec la partipation des conseillers de l'Approvisionnement, des Finances et de l'Agriculture. Nous avons décidé, à cette occasion, de créer une *contremarque de la Catalogne,* que devra porter tout article destiné à sortir de notre pays.

La mission de ce Comité du Commerce extérieur est très importante. L'exportation est presque impossible actuellement. A l'étranger, on nous saisit, en ce moment, les marchandises livrées et on en retient la valeur pour servir de garantie aux dettes que notre pays a contracté avec d'autres nations. Cela représente une valeur mensuelle de quelques 5.000.000 de pesetas dans les divers domaines de la production. Si le gouvernement central s'était décidé à mener à bout les opérations d'assainissement, ces difficultés auraient disparu. Pour le moment nous sommes obligés d'employer d'autres moyens pour résoudre ce problème. Ce sera l'oeuvre du Comité du Commerce Extérieur qui réalisera un échange de produits de telle manière que les stoks seront décongestionnées et que nous ayions la possibilité d'acquérir un certaint nombre d'articles qui nous feront défaut.

Un Décret supprimant les dépôts de garantie des loyers des habitations et des établissements a été adopté. Les dépôts qui ont été fats serviront à payer les termes à venir.

Un crédit de 2.500.000 pesetas a été demandé dans le but de faire face à un certain nombre de difficultés. Une de celles-ci est le manque de charbon. Vous connaissez tous la situation critique provoquée par le défaut de ce produit. On fait la queue dans la ville por acquérir le charbon à usage domestique. Nous comptons maintenant sur des moyens suffisants pour résoudre ce problème. Dans peu de temps, aussi bien le charbon domestique que le charbon industriel, ne manqueront plus.

Nous avons ensuite publié un décret annonçant les normes pour la réalisation des confiscations et des collectivisations des entreprises industrielles et commerciales. Ce décret promettait la publication des dipositions définitives, dans un délai de 8 jours. Dix jours se sont déjà écoulés. Ce retard ne provient pas de nos services, mais du fait que, pour régulariser les mesures révolutionnaires, un Comité a été formé qui comprend des délégués des diverses organisations politiques et syndicales. Les organisations antifascistes sont en train actuellement d'etudier ces mesures pour arriver à une convergence d'opinion.

Un certain nombre de problèmes ont été par la situation révolutionnaire et les modifications économiques qui en découlent:

A Olot, par exemple, il existe une industrie d'images religieuses. Elle est, bien entendu, totalement paralysée par l'état de choses actuel. Plus de 300 ouvriers spécialisés ont perdu leur travail. Nous étudions la transformation rapide de cette industrie.

A Figueras, il y des difficultés dans l'industrie de la bicyclette par suite du manque de matières premières. Nous nous occupons de l'importation des matières qui font défaut.

A La Bisbal, il existe quelques difficutés dans l'industrie céramique.

A San Feliu, dans l'industrie du liège et du bouchon, il y a aussi une crise provoquée par la politique monétaire du Gouvernement central. Cette industrie se trouve dépourvue de capital parce que les pays qui reçoivent ses produits ont passé ses factures au «clearring». Pour cette raison, plus de 2.000.000 de pesetas ont été amputés sur les disponibilités de ces entreprises. Le Conseil de l'Economie a pris des mesures pour faire disparaitre rapidement ces difficultés, sinon la crise atteindrait bientôt 10.000 familles.

A Breda, pays de la poterie, un grand nombre de familles travaillent l'argile. A cause de la guerre actuelle, la plus grande partie des produits de cette région ne peut être vendue à l'intérieur du pays. Les fabriques de Breda, au moins pour un temps très long, ont perdu une grosse partie de leur clientèle. Alors que le chiffre d'affaires était, auparavant, de 25.000 pesetas mensuellement, il n'est plus que de 4 à 5.000 pesetas. La situation dans ce pays doit être rapidement améliorée. Nous chercherons dans ce but des marchés extérieurs qui compemsent les marchés intérieurs absents.

L'incorporation des représentants de la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid

Nous reproduisons à la suite un article paru dans «La Batalla» organe central du P. O. U. M., le 23 octobre. Nos camarades savent que la Confédération Nationale du Travail, centrale syndicale anarcho-syndicaliste, a réclamé depuis longtemps comme nous autres le remplacement du gouvernement républicain actuel par un gouvernement ouvrier. La Confédération a mené, pendant tout un temps, une querelle de mots sur le nom de cet organe exécutif. Elle paraissait attacher une grande importance à ce que le terme adopté soit celui de Junte Nationale de Défense. Aujourd'hui la situation est suffisamment grave à Madrid, pour que la C. N. T., faisant table rase de ses préventions, exige sa participation au gouvernement, L'article que nous donnons est écrit sur la foi de reseignements parvenus à Barcelone à cette date. Les évènements iront peut-être plus vite que la transmission de notre journal à nos lecteurs. Mais en tout cas, l'opinion qui y est exprimée ne sera en rien infirmée par l'avenir.

Les informations reçues de Madrid ces derniers jours, aussi bien que les commentaires que l'ont lit dans la presse madrilène, donnent à entendre qu'on assistera bientôt à une modification du Gouvernement de Madrid. Cette modification aurait pour objet d'incorporer dans le Ministère les représentants de la C. N. T. et du Parti Syndicaliste. On parte d'un ministre de la Confédération et d'un ministre du parti de Angel Pestaèa.

On sait que la centrale syndicale anarchiste, depuis longtemps déjà réclame au moyen de ses organes de presse comme la «C. N. T.» la constitution d'une Junte Nationale de Défense qui assumerait tous les pourvoirs gouvernementaux et dans laquelle serait représentées toutes les organisations politiques et syndicales intervenant actuellement dans la lutte armée contre le fascisme. Cette proposition d'un Comité National de Défense, malgré l'insistance que la C. N. A. a mis à la défendre, a été repoussée par les autres partis qui composent actuellement le Gouvernement de Madrid.

La situation paraît prendre maintenant un autre aspect à la suite des déclarations que fit Domingo Torres, un des dirigeants confédéraux. Lors d'un meeting qui eut lieu à Valence, celui-ci dit que la C. N. T. ne faisait pas une question de principe de la dénomination et de la structure des organismes directeurs et que les anarcho-syndicalistes étaient prêts à participer à un Gouvernement, même sous sa forme actuelle.

D'un autre coté, la «Solidaridad Obrera», organe de Barcelone, en son éditorial d'hier, paraît accepter ce critérium. Elle ne parle pas de la Junte et dit seulement:

«Le camarade Largo Caballero, doit se rendre compte que le Gouvernement qu'il préside manque de l'autorité nécessaire pour affronter le problème de vaincre le fascisme sur tous les fronts où il assiège Madrid et pour mettre en route la révolution sur le plan national.»

«Il manque au gouvernement que préside Largo Caballero le concours des forces prolétariennes qui, tout en représentant une force décisive pour la révolution en marche, ont sacrifié les meilleurs de leurs hommes pour libérer l'Espagne et l'Europe du fascisme criminel. C'est de cette force syndicale que vint l'initiative de reprendre l'Espagne des mains des militaires factieux, représentants de la ploutocratie que nous devons vaincre coûte que coûte.»

«L'unité de commandement ne pourra exister tant que ne se modifiera pas l'organe en les mains duquel sont les destinées de la nation. Demander l'unité de commandement, au

même moment où des groupes politiques et sociaux qui influencent le Gouvernement, et parmi lesquels se trouve le Parti Socialiste, refusent la participation de forces syndicales exigeant simplement leurs droits dans la proportion qui leur est due, c'est comme si on déclarait qu'on aspire à un monopole irritant et périlleux. On sous-estime ainsi volontairement des forces prolétariennes qui ont tout sacrifié pour la révolution et dont l'absence au moment décisif aurait permis, en peu d'heures, au coup militaire et fasciste de triompher avec toutes les conséquences terribles que cette victoire aurait eues pour le prolétariat.»

«Les termes par lesquels s'exprime l'organe confédéral de Catalogne ne sont pas pour nous suffisamment clairs. Si l'on pose la question de cette manière imprécise, on peut croire qu'il est réclamé une participation dans le gouvernement en fonction seulement et exclusivement de la force numérique effective que la Confédération Nationale du Travail détient dans le sein de la classe ouvrière espagnole. C'est-à-dire que l'on réclame une participation ministérielle sans préciser la portée qu'elle doit avoir et le programme sur laquelle elle doit se baser.

La lutte armée sur les fronts contre le fascisme, la nécessité du commandement unique et de la discipline des unités combattantes exigent les efforts et la collaboration de tous. Mais on ne peut pas essayer de résoudre ces problèmes sans comprendre qu'ils sont intimement liés avec toute la question de l'orientation politique du Gouvernement actuel. La question n'est pas posée, pour nous, seulement de l'entrée dans le gouvernement de la Confédération et des autres forces qui n'en font pas partie, mais de la composition totale du présent gouvernement et du programme qu'il se propose de réaliser. Pour nous, le nom — Junte Nationales de Défense ou Gouvernement — n'a aucune importance; ce qui nous importe c'est son contenu et ses réalisations.

Il nous semble que ce critère est suffisamment clair. La Confédération, suivant l'exemple de la Catalogne, se dispose à gouverner aussi à Madrid. Mais à Barcelone, elle l'a fait sur la base d'un programme qui tout en ne nous donnant pas entière satisfaction, marque une orientation socialiste de la société catalane. Le Gouvernement actuel de Madrid s'est constitué sur la base de la défense des principes de la République démocratiques. La Confédération a exprimé, à diverses occasions dans sa Presse, que le mouvement actuel devait être conduit jusqu'à ses plus lointaines conséquences révolutionnaires.

Mais ce n'est pas tout. Si les partis qui gouvernent actuellement, donnent une participation au Parti Syndicaliste, que l'on connait bien comme un appendice de la confusion «frente popularíste» et que l'on connait aussi par son rachitisme numérique, il serait juste que la Confédération, de son coté, cherche des points de contact avec des parties révolutionnaires comme le nôtre, puisqu'ils sont très proches dans beaucoup de leurs interprétations de l'organisme confédéral.

Nous attendons des renseignements plus complets sur le développement de la crise et sur l'attitude des camarades anarcho-syndicalistes, pour déterminer à notre tour nos positons.

Manifeste des Jeunesses Libertaires

Il y a en Espagne deux organisations qui luttent et lutteront jusqu'au bout pour le triomphe de la révolution prolétarienne. Ce sont le P. O. U. M. avec sa Jeunesse Communiste Ibérique, et la C. N. T. avec ses Jeunesses Libertaires.

Nous saluons avec joie les Jeunesses Libertaires qui, conscientes de la nécessité de pousser la révolution sociale jusqu'a ses dernières conséquences, nous rejoignent par leur cri de «Nous passerons!» La révolution rapproche les révolutionnaires. Nous partageons pleinement le point de vue que nos camarades exposent dans l'article publié dans la «Juventud Libre» que nous reproduisons ci-après:

NOUS PASSERONS!

Voici le cri qui doit résonner sur tous les Fronts. Nous passerons!

Voici l'heure d'agir avec énergie et discipline.

Aujourd'hui les scrupules idéologiques qu'on nous oppose, nous permettent de déceler la lâcheté de ceux qui les invoquent. Quand le sort de l'humanité est en train de se jouer, on ne peut admettre que chacun fasse ce que bon lui semble au nom de la liberté.

Il faut vaincre. Il faut triompher. Coûte que coûte. Tuant et fusillant même les camarades qui fuient devant l'ennemi ou abusent de la situation à l'arrière. Nous devons triompher sans scrupule, ni sentimentalité idiote et contre-vévolutionnaire. En avant, en avant, et toujours en avant. Discipline, discipline et toujours discipline. La consigne de nos colonnes sera toujours: «Nous passerons!» Nous passerons malgré les avions et les mitrailleuses de l'ennemi. Nous passerons avec l'Europe, sans l'Europe ou contre l'Europe.

La Révolution Française triompha malgré les monarchies d'Europe. La Révolution Russe triompha malgré le capitalisme mondial. Pourquoi? Les français et les russes furent énergiques et forts dans leurs attaques. Ils surent s'imposer des privations, être durs et violents dans l'offensive..

Plus de galons et de défilés carnavalesques! Plus d'actes lâches et indisciplinés! Plus de défensive! On ne va pas au front pour faire briller ses galons ou faire de grandioses défilés ni pour reculer lâchement. On y va pour vaincre les fascistes .Mais les fascistes ne reculent pas au premier tir. Les fascistes se battent rageusement parce qu'ils savent qu'en se rendant, ils perdent leurs priviléges et leur vie. Pour les vaincre il faut être disposé à frapper fort, à se battre comme des vaillants, à tomber pour toujours en brave.

La guerre que nous subissons est une guerre sanguinaire, cruelle, sans merci. Nous devons aller au front disposés à vaincre ou à mourrir. Avec se seul cri, avec cette seule consigne ,avec cette seule idée «NOUS PASSERONS»!

Une interview avec le secrétaire du conseil de la nouvelle école unifiée

Afin de renseigner nos camarades sur la nouvelle organisation scolaire, nous avons eu une interview avec notre camarade Juan Hervás, membre du P. O. U. M. et secrétaire du Conseil de la «Nouvelle Ecole Unifiée». Il nous a communiqué les renseignements suivants sur le travail que doit réaliser le C. E. N. U., sur les difficultés qu'il a rencontrées et sur l'oeuvre pratique qu'il a pu mener à terme.

Le camarade Hervás quoique jeune, est un vétéran des luttes syndicales. Lui et le camarade Adroher, furent les fondateurs de la Fédération Catalane des Travailleurs de l'Enseignement et depuis ce moment, ils soutinrent tout le poids de cette organisation en collaboration avec d'autres camarades.

En 1931, le camarade Hervás prit une part active dans la préparation et l'organisation de la première grève que les maîtres d'ecoles firent pour acquérir des avantages bien mérités.

Notre camarade repond avec la meilleure volonté à nos multiples questions. Nous reproduisons l'essentiel de notre entretien:

—Quel est le but du Conseil de la Nouvelle Ecole Unifiée?

—Le Conseil de la C. E. N. U. est un produit de la Révolution triomphante. Il naquit le 27 juillet pour diriger tout l'enseignement officiel, confessionnel et privé, sous l'instigation de la F. E. T. E. (Fédération Espagnole des Travailleurs de l'Enseignement).

—Est—il arrivé à ses fins?

—Pas totalement; nous dûmes céder, de mauvais gré, devant les raisons que nous donna le Conseiller de la Culture Ventura Gassol, pour que, au moment où Madrid et Barcelone luttent contre le fascisme, on ne procède pas à la confiscation de tous les services d'enseignement. Ce qui veut dire que nous nous trouvons sous un régime provisoire. Personne ne sait de qui nous dépendons et personne ne sait qui donne les ordres en matière d'enseignement .La Généralité? L'Etat? la U. G. T.? la C. N. T.? En trois mois de temps nous n'avons pas encore pu éclaircir cette question.

—Quelle est la cause des difficultés du C. E. N. U.?

—Cela tient à un défaut d'origine. Alors que dans le monde entier la politique dirigée par les syndicats a subi les pires échecs, nos dirigeants syndicaux prétendent que, dans les questions d'enseignement, doivent seules intervenir la C. N. T. (Professions libérales) et la U. G. T. (Travailleurs de l'Enseignement). Les arguments que nous avons opposés n'ont pas été retenus. Ils avaient cependant prouvé que les partis politiques devaient intervenir aux cotés des organisations professionnelles sur toutes les questions d'éducation.

La position qui nous fut opposée, était tellement pauvre que le Secretaire de la U. G. T .et le Directeur actuel de l'Enseignement primaire, reconnurent eux-mêmes qu'on avait créé une grande confusion et que cela serait la cause de toutes les difficultés de l'avenir.

Nous avons commis encore d'autres erreurs. C'est ainsi que, par la faute des dirigeants de la F. E. T. E., il fut permis aux éléments philofascistes d'agir librement et de continuer à toucher leurs traitements. Et ceci se passa depuis le stade primaire jusqu'à l'Université.

—Quel est le travail que vous avez réalisé depuis que votre Comité a été formé?

—En trois mois d'existence nous avons réussi à vaincre d'énormes difficultés.

Nous avons établi le plan général d'enseignement pour toutes les institutions de Catalogne. Je vous signale les innovations franchement révolutionnaires:

Classification des enfants arrivés à l'âge de 15 ans d'après leurs possibilités. Les uns passeront aux écoles de pré apprentissage pour devenir des ouvriers non-qualifiés. D'autres iront à l'Ecole du Travail pour apprendre un métier qualifié. Certains passeront par l'Ecole Technique moyenne qui remplacera le vieux baccalauréat, tant discrédité. Avec quelques années de pratique sortiront de cette école: des aide-chirurgiens, des pharmaciens, etc.

Ceux qui ne voudront pas adopter une de ces carrières moyennes pourront aller aux Ecoles Techniques supérieures ou à l'Université. Dans ce domaine aussi nous avons introduit de profondes modifications, l'Université devenant un centre de Science pure et l'Ecole Technique supérieure un centre de Science appliquée.

Le biologiste désormais sortira de l'Université et le médecin de l'Ecole Technique supérieure. Le pédagogue sortira de l'Université et le maître d'enseignement de l'Ecole Technique supérieure.

—Qu'avez-vous encore réalisé?

—Nous avons nommé plus de deux mille instituteurs pour les écoles unifiées de Catalogne. Tu sais que d'une part, un grand nombre d'enfants allaient dans les écoles confesionnelles et que d'autre part, un certain nombre d'autres ne se rendaient pas du tout à l'école. Tu te souviens de notre affiche: «Il faut qu'au premier octobre il n'y ait pas un enfant sans école!». C'est te dire le travail que nous a coûté l'organisation totale de l'enseignement de la Catalogne. La Révolution du 19 juillet a fait plus en deux mois que la République en six années d'existence.

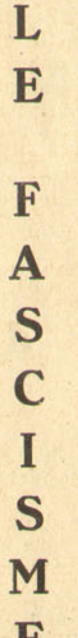
Notre Conseil a adopté d'importants accords sur la question des traitements. Nous voudrions que le gouvernement de Madrid en tienne compte, lui qui accepte que l'on accorde aux instituteurs des traitements annuels de trois mille pesetas. Nous avons pu mettre en parallèle le salaire mensuel du maître d'école avec ses 235 pesetas et celui du garde civil qui gagne, lui, 360 pesetas. Nous attendons qu'on résolve au plus tôt la question des salaires.

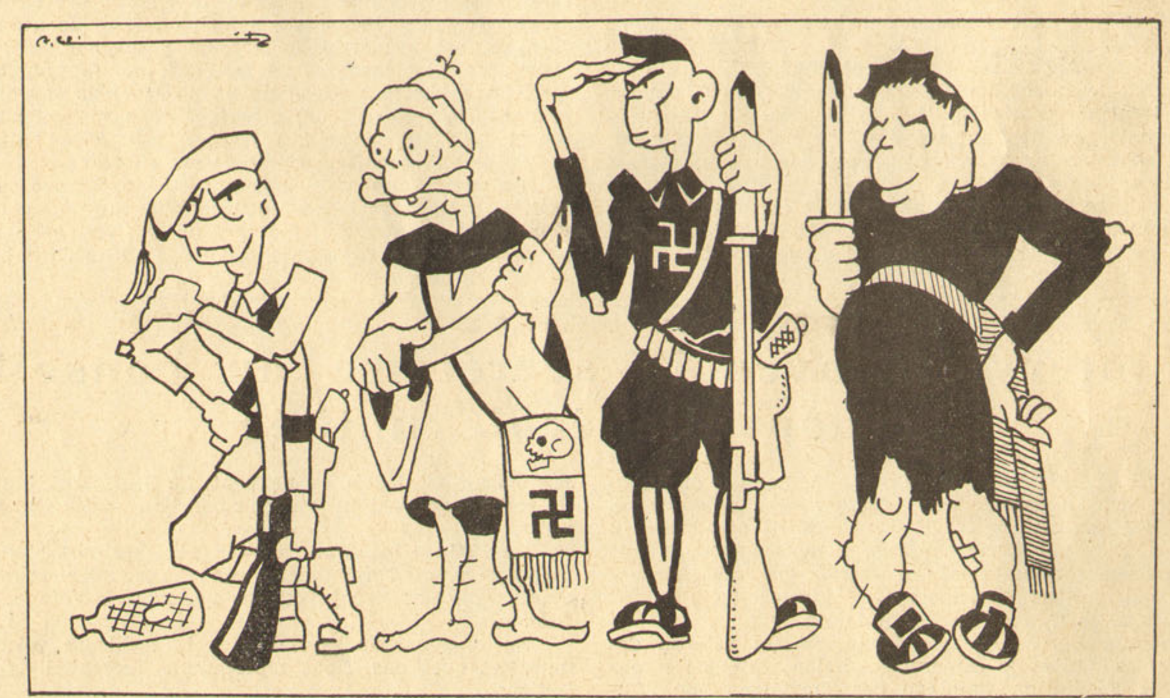
—Comment avez-vous traité la question de l'accession des ouvriers aux Centres d'études supérieurs?

—C'est une question qui m'a occupé profondément, du point de vue du principe. Notre Comité de l'Enseignement Technique a élaboré un projet pour permettre l'accès des ouvriers aux études supérieures. Notre principe sera de considérer l'étudiant comme un ouvrier qui doit recevoir son salaire. C'est ainsi qu'il en a été décidé et cela sera réalisé.

Pour nous adapter aux nécessités de l'industrie et de l'économie actuelles, il nous faut une grande quantité de techniciens. Nous avons pour projet de créer un Institut Polytechnique d'adaptation qui, grâce à des cours abrégés, permettra à tout ouvrier moyennement préparé de suivre les études supérieures.

(a suivre)





E
S
P
A
G
N
O
L

1.ère année Num. 9 Barcelone, le 4 novembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY. 7, square du Port Royal. Paris XIII°

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le P. O. U. M. devant les masses

Le Dimanche 25 octobre eut lieu, dans la salle du Gran Price à Barcelone, un grand meeting du P. O. U. M. Il était convoqué en hommage à notre regretté camarade Joaquin Maurin, tombé sous les balles fascistes, et avait pour but d'exposer la position du parti devant les problèmes politiques posés par la Révolution espagnole.

Malgré, qu'à la même heure, avait lieu une réunion des deux centrales syndicales dans l'arène monumentale, réunion dont nous parlons par ailleurs, le meeting fut un succès complet pour notre parti. On avait rarement vu une telle multitude dans la salle du Gran Price. Dès avant l'ouverture de la séance, la foule était accourue et en quelques instants avait rempli le parterre et les galeries.

Les balcons et les murs étaient décorés avec les drapeaux rouges des diverses sections de la Catalogne. Girona, Tarragona, Lérida, tous les centre industriels, Valence même étaient présents. On lisait sur de grandes banderolles: «Sans théorie révolutionnaire, pas de révolution possible!», «Les droits politiques à partir de 18 ans!», «L'Unité théorique fera la centrale syndicale unique!», «Pour gagner la guerre, il faut faire la Révolution!», «Vive l'Union des Républiques Socialistes d'Ibérie!».

Au dessus de la tribune il y avait un portait de Maurin, ceint de rubans rouges. La tribune elle-même, était toute enveloppée dans un drapeau rouge. La musique du P. O. U. M. composée de 30 exécutants joua à divers moments les hymnes révolutionnaires et l'hymne à Maurin.

L'enthousiasme des assistants était véritablement extraordinaire. Des travailleurs restés au dehors de la salle écoutèrent les discours que retransmettaient des hauts-parleurs. Le meeting fut radio-diffusé par Radio-Barcelone pour l'Espagne et par Radio P. O. U. M. pour le monde entier.

Des messages venant de différents lieux de l'Espagne furent lus au cours de la séance. Avec beaucoup d'enthousiasme, on écouta particulièrement ceux de la J. C. I. de Madrid, des miliciens qui sont sur le front de Huesca, des pionniers de Lérida, etc.

MARTI

Le camarade Marti eut le premier la parole. Il rappela que le P. O. U. M. avait toujours montré aux travailleurs révolutionaires le chemin de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. C'est dans cette salle que le camarade Maurin prophétisa le coup d'Etat du 10 août, le mouvement séditieux de Sanjurjo. Peu de temps avant les élections du 16 février, Maurin, ici même encore, fixa la position de notre parti en opposition à la politique confusionniste menée par les éléments du Front Populaire en Espagne. Une fois encore les événements lui donnèrent raison. La politique petite-bourgeoise menée à la suite du 16 février permit au fascisme de préparer son soulèvement.

Nous avons, dit-il, à rendre à Maurin l'hommage qu'il mérite. Il n'est pas parmi nous. Mais il est présent par son esprit et son oeuvre. Le vrai hommage à lui rendre est de lui être fidèle, de poursuivre son oeuvre. Soyons digne de lui, de la Révolution socialiste, et de la confiance qu'a placé en nous, le prolétariat espagnol et le prolétariat du monde entier.

SOLANO

Le camarade Solano, sécretaire de la Jeunesse Communiste Ibérique qui prend ensuite la parole est accueilli par de nombreux vivats à la Jeunesse révolutionnaire.

Notre jeune militant dit: Il y a peu de temps qu'ici même nous avons tracé les tâches et les devoirs de la Jeunesse dans le temps présent. Nous avons à ce moment exposé les trois consignes, que nous a léguées Maurin, celles qu'il avait joujours défendues: **Gouvernement ouvrier, Unité ouvrière et de la jeunesse, Révolution socialiste.**

Si le Gouvernement de la Généralité ne représente pas totalement un gouvernement ouvrier, il marque au moins une avance vers nos conceptions et une espérance de succés. Mais nous sommes loin de tenir l'unité de la classe ouvrière et celle de la Jeunesse. C'est l'unité du prolétariat qui nous fera gagner la guerre et marcher vers la Révolution triomphante. La Catalogne est actuellement l'avant-garde du socitlisme en Espagne, c'est de notre région que doit partir le mouvement définitif.

Nous voulons l'unité de la jeunesse, mais de la jeunesse ouvrière, car nous n'oublions pas que, dans la lutte actuelle, il ya des classes en présence. Et nous ne gagnerons pas la bataille seulement en la menant sur le front. Le croie serait une pénible illusion. Nous vous le répétons une fois de plus: **Pour gagner la guerre, il est nécessaire de détruire les bases économiques sur lesquelles s'appuie le régime capitaliste.**

Nous avons fait un meeting à Madrid, il y a quelques jours. Madrid n'a qu'une volonté, celle de triompher. Mais nous disons que ce n'est pas par le cri de: «Ils ne passeront pas!» qu'il faut combattre. «Nous passerons» doit être notre consigne. Mais n'oublions jamais que nous passerons seulement par le chemin de la Révolution socialiste. Le fait de l'avoir dit, de ne pas accepter de nous battre pour la République démocratique actuelle, nous a fait traiter de provocateurs par les Jeunesses Unifiées de Madrid. Ce sont elles, encore, qui ont assailli notre local dans la capitale.

Nous réclamons pour la Jeunesse ouvrière les droits politiques que nous a refusés la République démocratique. Le Par-

lement espagnol et le Parlement catalan, aussi bien, sont morts politiquement. Il n'y a rien à faire pour les ressusciter. L'organisme qui décidera de nos droits et de notre régime sera l'Assemblée Constituante Révolutionnaire, élue par les Comités d'ouvriers, de paysans et de combattants. Il n'entrera pas dans cette assemblée un seul bourgeois, mais par contre, la Jeunesse ouvrière qui a donné son sang pour le triomphe prolétarien y aura la représentation qu'elle a méritée.

N'oublions pas que le prolétariat espagnol ne se bat pas seulement pour la Révolution espagnole. Le meilleur du prolétariat international lutte à nos cotés dans les tranchées. Notre révolution est l'avant-garde de la révolution mondiale.

Avant de terminer, quelques mots adressés aux Jeunesses libertaires, à la Jeunesse anarchiste. Entre elles et nous, il y a de grandes coïncidences de principes. Elles disent aussi qu'elles luttent pour la Révolution prolétarienne. C'est sur cette base que doit cristalliser la grande unité révolutionnaire juvénile, que nous désirons et à laquelle nous travaillons comme les Jeunesses libertaires.

Vive la Révolution socialiste!

Vive le Jeunesse Communiste Ibérique!

Le camarade Arquer, commissaire politique de la colonne du P. O. U. M. à Huesca, prit ensuite la parole. Il expliqua la situation de nos camarades miliciens dans les tranchées que la pluie remplit d'eau, et dans lesquelles les jours de gel il est presque impossible de rester. Mais rien n'arrête nos camarades du front qui, même en mourant, n'ont qu'un cri: «Vive la Révolution!», «Vice le P. O. U. M.!».

NIN

Le camarade Nin, un des secrétaires du parti et Conseiller de la Justice du Gouvernement de la Catalogne parla en dernier. Ses paroles étaient attendues avec beaucoup d'impatience, car tous les militants voulaient connaitre la position du P. O. U. M. devant les évènements actuels.

Notre camarade s'exprima ainsi:

Camarades!

Le P. O. U. M. a toujours eu la réputation d'être un parti en désaccord impénitent, destiné à détonner systématiquement par rapport aux courants d'oppinion. Chaque fois que se produisit un évènement politique d'importance et que les confusions paraissaient s'imposer aux masses grâce à la désorientation de celles-ci, nous commencions à manifester notre anti-conformisme, notre opposition aux prétendues vérités qui se répandaient parmi les mutitudes influençables. Apparemment nous jouions un rôle d'éternel désaccord avec ce qui paraissait être le critère général.

Nous n'éprouvons aucun embarras à accepter ce rôle du Parti qui dit la vérité, agréable ou non, assimilée ou non par la myopie des voisins. Parce que la vraie politique révolutionnaire ne peut en aucun cas être la politique du moindre effort, ni celle qui consiste à se laisser entrainer par le courant. Elle consiste, tout au contraire, à anticiper l'avenir, prévoyant le processus des faits dans le futur, adaptant la politique ouvrière à ces hypothèses envisagées, surgies du fond des évènements et conduisant au but final révolutionnaire.

En suivant ce chemin nous avons souvent récolté l'impopularité. Mais les faits nous ont, par la suite, donné raison.

Alors que de nombreux partis ouvriers, se réjouissaient de la politique petite-bourgeoise du Front Populaire, nous avions prévu les évènements qui suivraient le 16 février. Nous savions que la lutte n'avait pas lieu entre la démocratie et le fascisme, mais entre le socialisme et le fascisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie. (Ovations.)

Après l'échec du 16 février, vint le 19 juillet. Aujourd'hui peut-on dire que le prolétariat en armes se bat pour la République démocratique? (Toute la salle répond: Non!). Dans cette lutte que nous menons se joue le destin politique et social de tout le pays, se joue l'avenir de la civilisation européenne.

La bourgeoisie internationale l'a bien compris. C'est pour cela qu'élle donne tout son appui aux rebelles, espérant retarder ainsi la venue de la Révolution prolétarienne. Et je vous assure que si les puissances fascistes étaient sûres que la fin de la luttte serait le retour à la République de M. Azaña les évènements espagnols les intéresseraient beaucoup moins. Le fascisme sait que si nous triomphons—et nous triompherons—ce qui se réalisera en Espagne, ce sera la Révolution socialiste. (Ovations.)

Il y a un pays dans lequel, particulièrement dans les masses, s'est réalisé le ferme désir de se solidariser avec nous. C'est l'U. R. S. S. Dans le meeting que nous avons fait, il y a peu de temps dans ce local, nous avons combattu énergiquement la politique dite de neutralité que proposa et qu'appliqua le Gouvernement soviétique. Ce que nous avons dit, nous le maintenons. Les faits nous ont donné raison. L'U. R. S. S. a rectifié sa politique. Aujourd'hui, elle est décidée à aider la Révolution espagnole. Mais cette aide, comme nous l'avons déjà dit, aurait du être apportée il y a deux mois!

Dans une guerre, il y a toujours des difficultés et des revers. Ce qu'il faut savoir, à chaque instant, c'est où nous allons et pourquoi nous luttons. L'ennemi a les éléments guerriers et techniques que lui ont procuré ses parrains fascistes. Nous comptons, nous, avec la combativité et l'héroïsme sublime de nos combattants. Et cet héroïsme prolétarien, empêchera les hordes mercenaires du fascisme de passer...

Il faut souligner que le Gouvernement de Madrid, n'est d'aucune façon, le gouvernement de la victoire, ni de la Révolution.

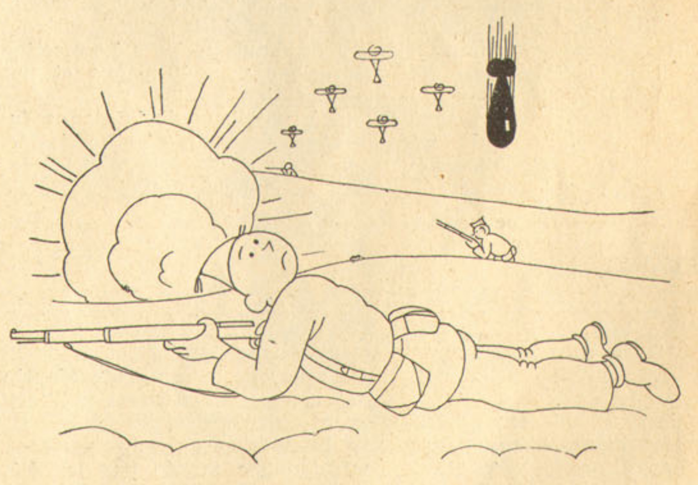
Un député qui se prétend socialiste a pu déclarer à Valence: «En ce moment il faut seulement gagner la guerre. Quand tout le monde rentrera des fronts, alors le moment sera venu pour le peuple d'exprimer son opinion». Même la bourgeoisie libérale ne s'exprime pas ainsi. Et le prolétariat, en armes dans les tranchées, a montré qu'il savait pourquoi il se battait.

Il est impossible de parler de consultations démocratiques dans lesquelles l'ensemble du pays pourrait se prononcer. La démocratie bourgeoise a vécu. Seul le peuple travailleur aura le droit s'exprimer, c'est le seul qui doit avoir les droits politiques dans le nouveau régime.

Le rythme de la Révolution en Catalogne est loin d'être le même que celui de l'Espagne. Cela ne signifie pas pour cela que l'on doive être sceptique sur le capacité révolutionnaire du prolétariat espagnol. Mais c'est la politique confusionniste du Front Populaire qui a égaré la classe ouvrière. Si cela n'a pas eu lieu en Catalogne, c'est que la C. N. T. et le P. O. U. M. n'ont pas été intoxiqués par l'idéologie petite-bourgeoise confusionniste.

Nous sommes entrés dans le Gouvernement de la Généralité de Catalogne avec notre personalité, tout notre programme, notre drapeau déployé, pour servir la cause du prolétariat. Mais nous déclarons que si le gouvernement déviait de son cours révolutionnaire, s'il penchait un jour pour une politique petite-bourgeoise, nous nous retirerions de son sein. (Applaudissements.)

Plusieurs problèmes se posent devant nous. Le premier a trait au cours de l'action militaire contre le fascisme. Nous avons une force populaire animée d'un formidable héroïsme et d'une combativité merveilleuse. Mais la guerre est la guerre. Il faut pour la gagner établir le commandement unique, imposer la discipline, réailiser la cohésion et la direction des combattants. Nous acceptons ces réalisations, mais nous vous avertissons que nous ne tolérerons pas que l'on retourne à l'Armée permanente d'avant. (Ovations.)



M...! Ils m'ont pris pour hôpital

Un autre problème est celui de la collectivisation et de la socialisation. Ce mouvement spontané a exprimé le sens socialiste des masses. Mais il faut se dégager des erreurs et des déviations qui se sont manifestées dans ce domaine. Dans certains cas, collectiviser une entreprise, c'était se l'approprier sans tenir compte des nécessités de la guerre et de la conjoncture générale de la production. Il faut en finir avec ceci. La collectivisation ou la confiscation d'une entreprise ne se réalisent pas au profit d'un syndicat, ni d'un secteur ouvrier, mais au profit de tout le prolétariat.

Autre probléme: celui de la terre, pierre de touche de la révolution prolétarienne. La classe ouvrière ne peut pas triompher sans les paysans. Il faut, pour cela, tenir compte de la psychologie du paysan et de ses conditions de vie et de travail.

Nous désirons socialiser la terre, comme tous les autres moyens de production. Mais une socialisation immédiate et générale ne serait pas actuellement un bénéfice. Ce qu'on peut faire, c'est débuter par la création de grandes exploitations collectives dans les latifundios expropriés; mais nous devons respecter le travail du petit propriétaire qui doit être gagné à la cause collective d'une manière persuasive et de telle facon qu'il se rende compte des avantages de la socialisation.

Il nous faut examiner aussi la question de la terreur révolutionnaire. Nous, marxistes, sommes partisans de la terreur révolutionnaire que nous estimons indispensable au triomphe de la révolution. Nous ne nous scandalisons pas de ce que l'on appelle les excès révolutionnaires. Il n'y a pas de révolution sans excès. Mais ils sont ici, moindres que ceux que connut la grande Révolution francaise.

Les nouveaux Tribunaux Populaires ont un caractère révolutionnaire de classe. La justice n'est pas abstraite. Elle est rendue toujours au profit d'une classe. C'est pour cela, que nous avons créé les tribunaux populaires, desquels sont exclus tous les éléments bourgeois. Le prolétariat doit se confier pleinement à eux.

Le facteur fondamental de notre triomphe est l'unité de la classe ouvrière. Ceux qui trahissent cette unité, ce sont ceux qui trahissent la révolution. Nous devons rester unis parce que, si le fascisme triomphait, il nous écraserait tous également. Cette aspiration à l'unité prolétarienne est très vive aujourd'hui, au moment même où se prépare la constitution de la centrale syndicale unique.

(Notre camarade poursuit par des paroles pleines d'émotion sur les liens politiques et fraternels qui l'unissait à Maurin. Nous nous excusons de ne pouvoir les reproduire, faute de place.) Il termine:

Maurin était l'incarnation de la foi et de la volonté de vaincre. Ils nous a légué son œuvre: le P. O. U. M. Que tous les militants soient dignes du grand créateur de notre Parti.

Le discours de André Nin fut longuement applaudi. A la sortie de ce meeting, une manifestation fut organisée qui parcourut les rues de la ville pour se rendre au siège du P. O. U. M. On remarquait dans le long défilé, les nombreuses délégations des localités voisines avec leurs étendards ainsi que de nombreuses femmes militantes du parti.

Militarisation des Milices, oui! Armée, non!

La question de la militarisation des milices et le decret de la Généralité doivent attirer notre attention sur le nécessigémonie de la direction dans la révolution espagnole.

La pratique de trois mois de guerre, l'expérience de nos ennemis dans la stratégie et la supériorité de leur armement nous obligent à prendre des mesures qui nous donnent les plus sûres garanties de triomphe. Mais en même temps, comme militants révolutionnaires, nous avons l'obligation de veiller à ce que nous ne retrocédions pas dans la voie de la révolution prolétarienne.

Il est absolument nécessaire d'établir le comandement unique, d'organiser tous les services du front, de discipliner les commattants et de prendre de sévères sanctions contre les déserteurs ou contre ceux qui commettent des délits mettant la victoire en péril. Sur cela nous sommes absolument tous d'accord. Mais nous tenons à préciser que nous voulons conserver les positions que le prolétariat a conquises par la révolution.

Si tous, en effet, nous estimons nécessaire au front une discipline énergique et une échelle de peines, nous ne pouvons admettre comme solution même provisoire l'application de l'ancien Code de Justice Militaire. Ce code est une compilation de mesures répressives de classe. C'est un code bourgeois rédigé dans l'intention d'étrangler tout esprit révolutionnaire de classe.

La législation militaire est tout entière dirigée contre la propagande politique dans les casernes. L'on doit comprendre pourquoi nous ne pouvons transiger sur ce point et accepter d' appliquer même provisoirement le Code Militaire actuellement en vigueur.

La guerre civile actuelle est une révolution et par consequent une guerre politique. Le combattant ne lutte pas pour la Constitution ni pour la «defense de la patrie».

Discipline sévère sur le fornt: Oui. Mais aussi garantie absolue du droit d'intervention des organisation et partis dont sont membres tous les combattants.

Le journal de la Généralité de Catalogne publie le présent décret:

Des enseignements de la guerre contre le fascisme ressort l'évidente nécéssité d'unifier et de militariser les différentes colonnes et milices antifascistes. Il est, en effet, indispensable d'organiser les diverses colonnes de manière à placer face à l'ennemi des corps offrant les mêmes caractéristiques que ceux des rebelles et qui par leur composition facilitent la direction et l'action dans la lutte.

Art. 1. A dater du premier novembre prochain, les milices antifascistes actuellement sous les armes, seront soumises au nouveau Code de Justice Militaire présentement à l'étude par la Généralité. Les sanctions seront appliquées par les Tribunaux Populaires nommés par le Gouvernement.

Art. 2. En attendant la parution du nouveau Code de Justice, les mesures disciplinaires seront applicables suivant le code militaire actuellement en vigueur.

Art. 3. Les membres des actuelles milices antifascistes, non assujettis au récent décret de mobilisation et qui ne désirent pas se soumettre à la nouvelle réglementation, le signaleront au chef de leur unité dans le délai fixé à l'article premier. Les commandants d'unité soumettront ces cas aux commandants de secteur et ceux-ci à la Conseillerie de défense qui procédera a la radiation de ces soldats.

Art. 4. Le personnel sanitaire, celui des industries de guerre et des services de l'arrière, à l'exception des infirmières et du personnel féminin devra se considérrer comme mobilisé et sera soumis aux dispositions exposées dans les articles antérieurs.

Art 5. Chaque chef de secteur soumettra dans un délai de dix jours à la Conseillerie de Défense, un projet d'organisation de ses milices et colonnes en bataillons, compagnies et sections en rapport avec le plan qui lui sera remis. Il distribuera entre toute ses unités sans distinction de parti les mitrailleuses, les mortiers, le matériel de transmission et tout engin de guerre disponible dans son secteur.

Art. 6. L'organisation de l'artillerie de tout le front sera effectuée de la même manière par le Commandant Général de l'Artillerie des milices.

A bas le blocus!

Collectivisation des entreprises

Le collectivisation des moyens de production et d'échange est actuellement un des problèmes les plus importants. De sa solution dépend, en grande partie, le triomphe de la révolution prolétarienne.

Le décret de la Généralité relatif aux collectivisations et dont nous reproduisons l'essentiel plus loin prévoit, dans certains cas, l'indemnisation des anciens propriétaires.

Nous avions, deposé par l'intermédiaire de notre représentant au Conseil de l'Economie de la Généralité, un projet de décret où l'indemnisation n'était prévue que pour les cas intéressant les capitaux étrangers que la Généralité s'engageait à rembouser intégralement en monnaie nationale. Les représentants de la C. N. T. s'étaient d'abord mis d'accord avec nous pour présenter le projet mentionné, en opposition au projet déposé par l'Esquerra Républicana, le P. S. U. C. et l'U. G. T. Mais par la suite, vraisemblement à cause du resserrement de ses rélations avec l'U. G. T., la C. N. T. accepta le projet que nous reproduisons ci-dessous et qui parut au journal de la Généralité le 24 octobre.

DECRET

Les entreprises industrielles et commerciales de Catalogne se classent en:

a)—Entreprises collectivisées, dans lesquelles la responsabilité de la direction retombe sur les ouvriers qui la composent et qui sont représentés par un Conseil d'Entreprise;

b)—Entreprises privées, dans lesquelles la direction reste à la charge du propriétaire ou du gérant, avec la collaboration et sous le contrôle du Comité Ouvrier.

I.—ENTREPRISES COLLECTIVISEES

Sont collectivisées toutes les entreprises industrielles et commerciales qui occupent plus de cent salariés. Sont jointes à ce groupe les entreprises qui, occupant un nombre inférieur d'ouvriers appartenaient à des éléments déclarés factieux ou dont les propriétaires se sont enfuis. Exceptionnellement, des entreprises moins importantes pourront être, collectivisées en accord avec les ouvriers de l'entreprise, à la majorité des trois-quarts.

Tout l'actif et le passif de l'entreprise antérieure seront transmis à l'entreprise collectivisée.

Les anciens propriétaires ou gérants seront employés dans la nouvelle entreprise quand leurs capacités techniques ou de gestion rendront leur collaboration indispensable.

Au moment où s'opèrera la collectivisation, on ne pourra licencier aucun ouvrier de l'entreprise.

Dans les entreprises où il y a des intérêts étrangers, les Conseils d'entreprise ou les Comités Ouvriers de Contrôle communiqueront ces cas à la Conseillerie de l'Economie. Celle-ci convoquera les éléments intéressés pour traiter de l'affaire et trouver la solution qui assurera la sauvegarde de ces intérêts.

II.—LES CONSEILS D'ENTREPRISE.

La fonction directrice des entreprises collectivisées sera remise à un Conseil d'Entreprise, élu en Assemblée Générale par les travailleurs et pris dans leur sein. Le Conseil sera composé de cinq à quinze travailleurs. Quand il y aura lieu de le faire, les diverses centrales syndicales seront representées dans ce conseil proportionnellement à leur force.

La durée de leurs fonctions est de deux ans; la moitié du Conseil sera renouvelée chaque année. Les réélections sont possibles.

Les Conseils d'entreprises assureront les fonctions et les responsabilités des anciens Conseils d'administration des sociétés anonymes et de gérance.

Les Conseils d'Entreprise tiendront compte, dans l'exécution de leur mission, du plan établi par le Conseil Général de l'Industrie. Ils mettront leur production en accord avec le processus qui règle le développement de leur branche industrielle considérée dans sa totalité. Tout ce qui concerne les marges bénéficiaires, les conditions générales de vente, le ravitaillement en matières premières, l'amortissement, la création de fonds de roulement et de réserve, la répartition de bénéfices, sera soumis aux dispositions des Conseils Généraux de l'Industrie.

Dans le domaine social, toutes les règles de l'Inspection du Travail seront observées strictement. Toutes les mesures seront prises pour garantir le salut physique et moral des ouvriers; on devra réaliser une grande oeuvre culturelle et éducative par la création de clubs, de centres de récréation, de sports, etc...

Pour assurer la marche permanente de l'entreprise, le Conseil nommera un Directeur en la personne duquel il déléguera totalement ou partiellement, ses fonctions.

Dans les entreprises de plus de 500 ouvriers, ou dont le capital est supérieur à un million de pesetas, ou dont la production est en rapport avec la défense nationale, la nomination du Directeur devra être approuvée par le Conseil de l'Economie.

Dans toutes les entreprises collectivisées, il y aura obligatoirement un représentant de la Généralité qui fera partie du Conseil d'Entreprise et sera nommé par le Conseil de l'Economie, en accord avec les travailleurs.

Les Conseils d'Entreprise rendront compte de leur gestion à la fin de leur exercice, devant tous les ouvriers réunis en Assemblée Générale. Ils devront fournir au Conseil Général de l'Industrie, dans le cas d'incompétence manifeste ou de résistance

Les fonctions du Conseil sont révocables en tout ou partie par l'Assemblée générale des ouvriers et par le Conseil de l'Industrie, dans le cas d'incompétence manifeste ou de résistance opposée aux normes fixées... Des formes d'appel de ces décisions sont prévues.

III.—LES COMITES DE CONTROLE DANS LES INDUSTRIES PRIVEES.

Dans les industries ou les commerces non collectivisées il est imposé de créer un Comité Ouvrier de Contrôle dans lequel seront représentés tous les services — de production, techniques et administratifs — que comprend l'entreprise. Le nombre de membres sera déterminé librement par les ouvriers et il y aura représentation proportionnelle des diverses centrales syndicales.

Les ressorts du Comité de Contrôle seront:

a)—le contrôle des conditions de travail, c'est à-dire des conditions en vigueur quant aux salaires, horaires de travail, assurances sociales, hygiène et sécurité, comme de la discipline dans le travail. Toute modification de personnel que fera le gérant de l'entreprise sera contrôlée par le Comité.

b)—le contrôle administratif, c'est-à-dire le contrôle des recettes et dépenses, s'assurant qu'elles répondent aux nécessités du négoce de l'entreprise, surveillant toutes les autres opérations commerciales.

c)—le contrôle de la production, consistant en une étroite collaboration avec le patron afin de perfectionner la production. Les Comités ouvriers de contrôle auront pour tâche de maintenir les meilleures relations possibles avec les éléments techniques afin d'assurer la bonne marche du travail.

Les patrons seront obligés de présenter aux Comités ouvriers de contrôle les bilans et mémoires annuels qui seront ensuite transmis au Conseil Général de l'Industrie respective.

IV.—LES CONSEILS GENERAUX D'INDUSTRIE

Les Conseils Généraux d'Industrie seront constitués par:

4 représentants des Conseils d'Entreprises de cette industrie.

8 représentants des diverses centrales syndicales, désignes suivant un taux proportionnel.

4 techniciens nommés par le Conseil de l'Economie.

Chacun de ces Conseils sera présidé par le représentant de cette branche au Conseil de l'Economie.

Les Conseils Généraux d'Industrie détermineront les plans de travail de l'industrie et régulariseront la production de leur branche et régleront toutes les questions qui la concernent.

Les décisions qu'adoptent les Conseils généraux d'industrie seront exécutives. Aucun Conseil d'Entreprise ni aucune entreprise privée ne pourra s'opposer à leur exécution.

Les Conseils d'Industrie seront en contact avec le Conseil de l'Economie et régleront leurs actes sur les décisions de ce Conseil, lui rendant compte de la marche de leur branche économique.

V.—GROUPEMENT D'INDUSTRIES.

Dans un délai de 15 jours, le Conseil de l'Economie déposera un projet de regroupement des industries en tenant compte de la matière, du caractère des opérations industrielles, de l'unification technique et de la gestion commerciale.

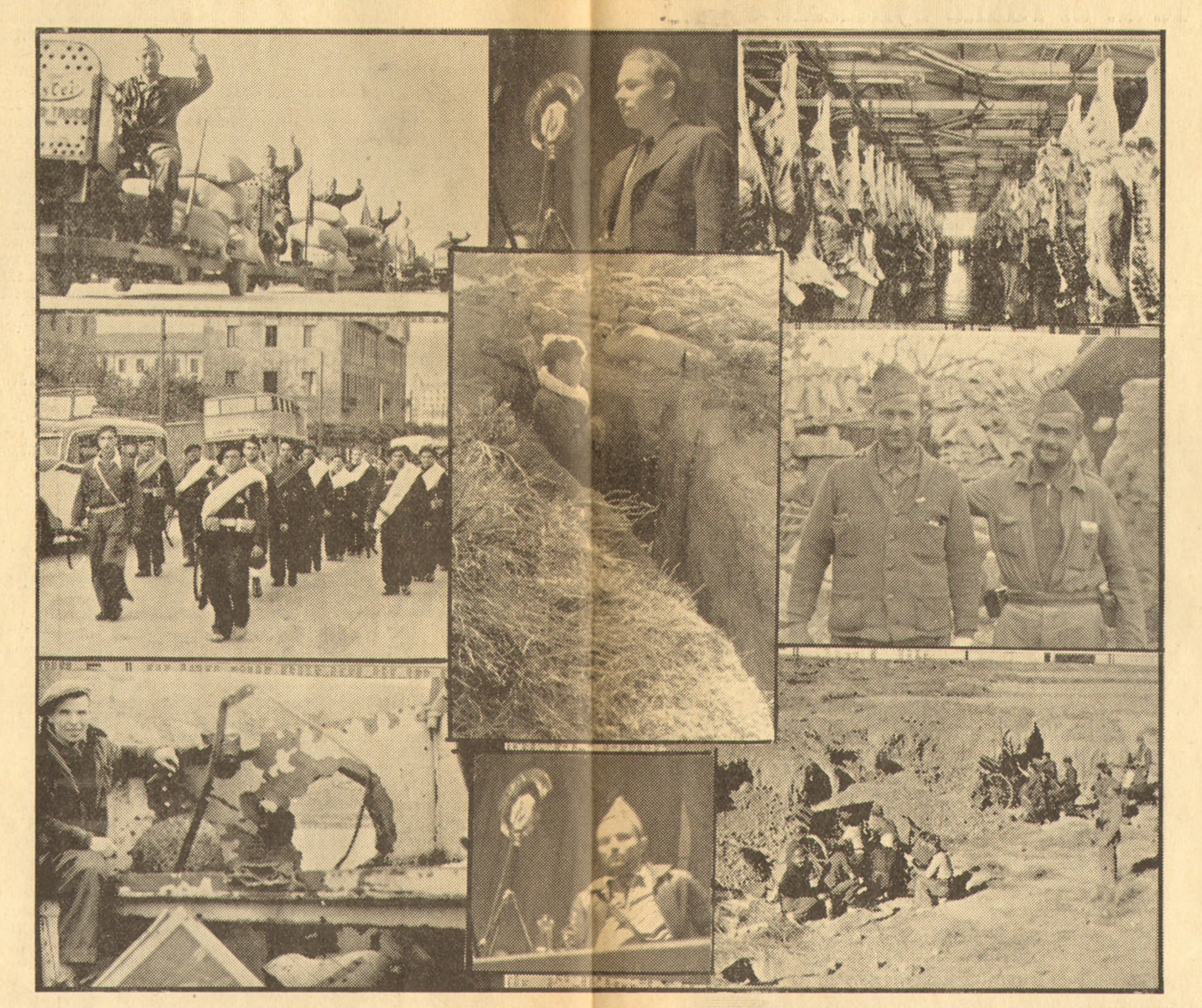
VI.—OBLIGATIONS INDUSTRIELLES.

Lors de toute collectivisation ou socialisation d'une entreprise, qu'il s'agisse d'intérêts nationaux ou étrangers, on établira un inventaire complet et détaillé de tous les biens meubles et immeubles.

L'actif social inventorié diminué du passif, s'il subsiste un excédent positif, sera enregistré à la Conseillerie de l'Economie aux fins de toute compensation.

Enfin les formes de compensation, sont déterminées par les derniers articles.

LA VIE REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE



En haut, à gauche et à droite: De tous les villages du Levant et de la Catalogne, la ville de Madrid reçoit les produits alimentaires nécessaires au ravitaillement de sa population. - A gauche: le départ d'un bataillon du front asturien. — Lors du bombardement de Rosas, le garde-côtes «Carmen» souffrit cette avarie. — A droite: Deux miliciens de la centurie Beltran qui, a la faveur de la nuit, réussirent à aller échanger des journaux avec les soldats embrigadés dans les troupes rebelles. — Une batterie sur le front d'Alcubierre. — Au centre: Nos camarades Marti et Arquer. — Une sentiuelle des lignes avencées de la défense de Madrid.

Les rapports U. G. T. - C. N. T. et l'unité syndicale

A la date du 22 octobre, fut publié dans la presse de toute la Catalogne le texte de l'accord que venaient de conclure les organisations suivantes: C. N. T., F. A. I., U. G. T. et P. S. U. C., c'est-à-dire les organisations influencées par les anarcho-syndicalistes et celles placées sous le contrôle des communistes orthodoxes. Cet accord était le résultat de longs pourparlers entre les deux organisations aux fins de déterminer les conditions d'une action commune dans le domaine touché par leur activité.

Il est compréhensible que l'élaboration d'un tel pacte était difficile, à cause de la position radicale et révolutionnaire des éléments les plus actifs de la C. N. T. en face de l'attitude adoptée jusqu'à maintenant par les dirigeants de l'U. G. T. qui sont tous des membres ou des "sympathisants" du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (P. S. U. C.). On sait, par exemple, que dans le domaine de la révolution économique les dirigeants de l'U. G. T. s'étaient montrés réfractaires à la légalisation des confiscations, collectivisations ou socialisations d'entreprises.

La thèse propagée jusqu'à maintenant dans les milieux officiels du parti communiste était que l'on se battait en Espagne pour défendre la République démocratique, celle de M. Azaña et que le seul objectif que l'on devait avoir, en ce moment en vue, était celui du triomphe dans la guerre. Les réalisations économiques viendraient après, quand on aurait gagné la guerre... A ce moment l'ensemble de la nation pourrait s'exprimer démocratiquement —dans les cadres de la société bourgeoisie s'entend— et on saurait quel régime nouveau adopter.

Inutile de le souligner, nous l'avons répété maintes fois, les travailleurs qui ont saisi les usines ne sont pas du même avis. Pour eux, il faut extirper de la vie catalane les dernières racines du système capitaliste et, par conséquent, tout en se battant sur les fronts de la guerre, il faut poursuivre et accentuer le rythme de la révolution économique. C'est même pour les vrais révolutionnaires la condition "sine qua non" du triomphe de la révolution et de la victoire dans la guerre. Les miliciens, qui souffrent sur les fronts de l'Aragon ou Centre acceptent leur sort et même la mort à la seule condition que leur lutte ne serve pas à revigorer un régime "républicain" qui s'est effondré à jamais.

L'opinion de tout travailleur conscient ne peut être en contradiction avec cette pensée et elle ne l'est pas. C'est celle que représente la C. N. T. Ce n'était pas celle que représente l'U. G. T., du moins dans la mesure, où le renouvellement des cadres retardant sur l'évolution des éléments de base des syndicats, le Comité directeur de cette organisation peut se permettre de ne pas suivre le cours de la révolution. Car il ne faut pas oublier qu'il y a peu de temps la fraction syndicale, le F. O. U. S., influencée par le P. O. U. M. vient de faire son entrée dans les syndicats d'industrie de l'U. G. T.

Les grandes centrales syndicales arrivèrent pourtant à l'accord qui fut publié et que nous reproduisons plus loin. Soulignons à ce propos que l'événement est d'importance puisque la C. N. T. et la U. G. T. ont, si les renseignements que l'on peut recueillir sont dignes de foi, des forces sensiblement égales, 400.000 membres environ pour chacune, dans l'ensemble de la Catalogne et qu'une grosse majorité de travailleurs catalans sont syndiqués. L'accord donc, s'il a une valeur pratique, s'il doit etre suivi d'effets, peut influencer un nombre très important d'ouvriers.

Remarquons que le P. O. U. M. fut exclu de ces délibérations. L'accord entre le P. O. U. M. et la C. N. T. a toujours été très grand sur de nombreux points de doctrine touchant les évènements actuels. La C. N. T. cependant, rompant avec une pratique de trois mois de lutte, a préféré ne pas introduire le P. O. U. M. dans ces discussions. Nos camarades ont, bien entendu, protesté auprès du Comité directeur de la centrale anarcho-syndicaliste et ont demandé des explications. Celles-ci ne lui pas encore été données clairement.

Ajoutons que le texte que nous reproduisons plus bas serait loin de donner satisfaction à l'esprit révolutionnaire de notre organisation. A aucun endroit de ce pacte, il n'est question des tendances socialistes de la Révolution espagnole et on n'y trouve qu'une reconnaissance d'un état de faits, depuis longtemps promu à de nombreuses rectifications, adaptations et améliorations, rendues nécessaires par la marche de la révolution vers un ordre social nouveau: celui de l'économie socialiste.

On apprendra par la suite le rôle qu'aura joué l'accord des deux centrales dans le sens du progrès révolutionnaire. En tout cas, le seul fait qu'il ait été publié met au premier plan et d'une manière très aigüe le problème du l'UNITE SYNDISALE, aspiration de tous les travailleurs catalans.

La tâche des éléments les plus actifs et les plus avancés de la classe ouvrière sera maintenant, forçant toutes les barrières et toutes les oppositions de quelques côtés qu'elles viennent, d'exiger que l'on donne satisfaction aux légitimes aspirations de tous les travailleurs, que l'on fonde une Centrale syndicale unique. Ce sera l'instrument de la victoire du prolétariat. Ce n'est que par le chemin de la Révolution socialiste que l'on triomphera du fascisme. Et il faut forger les outils de cette victoire!

MEETING F.A.I., C.N.T. - P.S.U.C., U.G.T.

Dimanche 25 octobre pour célébrer l'accord qui venait d'être signé entre les deux Confédérations syndicales, un meeting monstre avait été convoqué par la C. N.T., la F. A.I., la U. G. T. et le P. S. U. C. dans l'arène monumentale des courses de taureaux. Une foule immense remplit les gradins. On l'a estimée à 50.000 hommes. L'enthousiasme fut très grand. On entendit des discours de Vidiella pour la U. G. T. et le P. S. U. C., de Antonio Sese pour la U. G. T., de Federica Montseny pour la F. A. I., de Joan Comorera pour le P. S. U. C. et de Vazquez et Herrera pour la C. N. T. Le Consul de Russie de la tribune officielle adressa aussi quelques mots à la foule rassemblée.

Signature du pacte entre la F.A.I. - C.N.T. et le P.S.U.C. - U.G.T.

1. — Nous contractons l'engagement formel d'exécuter les accords et les décisions du Conseil de la Généralité, mettant en jeu toute notre influence et notre force organique pour faciliter leur application.

2. — Nous sommes partisans de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de l'expropriation sans indemnisation des capitalistes et du transfert de cette propriété à la collectivité. Nous sommes partisans de la collectivisation de tout ce qui sera nécessaire aux besoins de la guerre. Nous sommes d'accord que cette collectivisation ne donnerait pas le résultat désiré, si elle n'était pas dirigée et coordonnée par un organisme représentant naturel de la collectivité et qui, dans ce cas, ne peut pas être un autre que le Conseil de la Généralité, dans lequel sont représentées toutes les forces sociales. En égard à la petite industrie, nous ne sommes pas partisans de la collectivisation, si ce n'est dans les cas des éléments factieux ou des nécessités inéluctables de la guerre. Dans le cas où on collectivisera la ptite industrie pour les besoins de la guerre, on accordera aux expropriés ce qui assurera leurs nécessités vitales, moyennant leur contribution personnelle et professionnelle au département collectivisé.

Quand il s'agira de collectivisations d'entreprises étrangères, on accordera une indemnisation qui représente la totalité du capital.

3. — Nous sommes d'accord avec la «municipalisation» de toute l'habitation en général ,ainsi que des maisons appartenant aux éléments factieux, faisant exception seulement pour le petite propriété urbaine. Les Municipalités seront chargées de fixer le type de rente maximum pour lequel la «municipasation» ne pourra avoir lieu.

4. — Nous sommes d'accord avec la concentration maximum des efforts pour contribuer à la fin rapide et victorieuse de la guerre ,organisant pour cela le commandement unique qui coordonne l'action de toutes les unités combattantes, la créeation des milices obligatoires transformées en une grande Armée populaire et le renforcement de la discipline, complétant tout cela par le création d'une grande industrie de guerre qui tienne compte des nécessités de celle-ci dans la meilleure proportion possible. La structure de cette industrie sera établie par un accord entre les organisations ouvrières C. N. T., U. G. T. et les Conseilleries de Finances, d'Economie et de Défense.

5. — Nous devons régulariser la production en accord avec les nécessités de la consommation, déterminée par l'état de guerre dans lequel nous vivons.

6. — Reconnaissant l'importance du commerce extérieur, nous sommes d'accord qu'il doit s'exercer nous un contrôle étroit, et doit être réglé par les organismes émanant de la Généralité de Catalogne.

7. — La terre appartient à la Municipalité et nous assurons l'exploitation individuelle à ceux qui ne sont pas disposés à la réaliser collectivement. Les opérations de vente, d'échange et d'acquisition de produits se réaliseront au moyen des syndicats agricoles.

8. — Nous sommes partisans de l'adaptation des coopératives au régime collectif, sans que cela puisse aboutir à l'élimination du petit commerce, car si l'organisme de la distribution ne se perfectionnait pas, cela pourrait être économiquement préjudiciable.

9. — Nous sommes partisans de la nationalisation de la Banque et du contrôle ouvrier sur les opérations de banque effectuées par la Conseillerie des Finances du Conseil de la Généralité, s'appuyant sur les comités d'employés.

10. — Nous sommes d'accord avec le Contrôle ouvrier de l'industrie privée, sans que cela signifie une menace pour la petite industrie.

11. — Nous croyons que toute la politique financière et fiscale du Conseil de la Généralité doit s'orienter exclusivement vers l'objet fondamental de gagner la guerre.

12. — Elévation de la culture populaire dans tous ses multiples aspects sous le signe de la Nouvelle Ecole Unifiée.

13. — Nous sommes partisans d'établir une base de collaboration politique, économique et militaire avec le Gouvernement d'Espagne, quand participeront à celui-ci toutes les les organisations que nous représentons.

14. — Nous sommes partisans de la liberté du choix des syndicats et d'une action commune pour éviter toute espèce de contrainte.

15. — Nous sommes partisans d'une action commune pour liquider l'activité nocive des groupes incontrôlables, qui par incompréhension ou mauvaise foi, mettent en péril la réalisation de ce programme.

LE COMITE DE LA NOUVELLE ECOLE UNIFIEE (suite)

Nous poursuivons l'enquête sur l'enseignement que nous avons commencée dans le dernier numéro.

—Comment avez-vous remplacé les ordres religieux dans le domaine de l'enseignement?

—Ce fut le problème le plus pressant. Je dois pour te l'expliquer te donner quelques chiffres. Dans Barcelone, par exemple, il y a 185.000 enfants de 3 à 14 ans. Sur ce nombre, 115.000 seulement fréquentaient l'école l'année dernière. Les écoliers se répartissaient ainsi: dans les écoles officielles, il y avait 33.000 enfants, soits 18 %; dans les écoles privées, il y en avait 52.000 soit 28 %; dans les écoles confessionnelles, 30.000 soit 16 %. A par ceux-ci, il restait donc 70.000 enfants, soit 38 %, qui étaient privés de tout enseignement. Dans l'ensemble de la Catalogne, comme tu le penses, les proportions étaient semblables.

Tu comprendras maintenant que le premier problème fut de trouver les locaux nécessaires pour installer les classes où l'on puisse accueillir tout d'abord les 38 % d'enfants sans école. C'est pourquoi la réalisation de la réforme scolaire, à part la confiscation des collèges religieux, a été faite tout d'abord par le moyen d'un secrétariat des édifices que dirige le camarade

Albert. A Barcelone même, nous avons créé plus de 80 groupes scolaires. En dehors de Barcelone, le problème est pratiquement résolu. Il est sûr que notre lendemain n'est plus un problème, puisque les enfants ayant suivi l'enseignement institué par le C. E. N. U. n'aborderont pas la vie sans être preparés au métier, à la carrière ou à la profession que leurs aptitudes ou leurs capacités leur permettront d'exercer.

Je dois t'avouer que pour Barcelone nous avons quelques préoccupations. Il n'est pas possible de laisser tant d'enfants, qui souffrent de conditions de vie assez pénibles, dans la grande ville. Mais quand la guerre se terminera, nous réaliserons un projet que nous avons souvent discuté avec le camarade Colomer: transporter l'excès de la population scolaire à l'air libre, dans la forêt, sur la plage. Nous comptons construire, avec une dépense de 15 millions, deux cités scolaires au Parc de la Citadelle de Montjuich. En outre, par le chemin de fer, nous mènerons les enfants dans plusieurs cités scolaires que nous avons déjà intallées à Castelldefels, Mongat et Sardañola. Un jour prochain nous mettrons ces projets à éxécution.

—Avez-vous pu réaliser cela sans aucune difficulté?

—Tout au contraire. La jalousie et l'égoisme ne sont pas des sentiments précisément constructifs. Il faudrait en finir avec cette rivalité entre la C. N. T. et la U. G. T. Pour notre part, nous avons proposé l'unité syndicale qui est plus nécessaire que jamais.

—Avez-vous encore d'autres projets?

—Tu dois bien le penser. Les problèmes de l'enseignement sont d'une importance exceptionnelle dans les époques révolutionnaires. Nous nous attaquons à tous les principes traditionnels de l'enseignement. Nous devons bâtir une éducation nouvelle et souvent nous ne disposons que de moyens réduits pour le faire. Mais nous disposons de l'arme principale: la volonté de triompher. Tout le Conseil de la Nouvelle Ecole Unifiée s'est mis à la tache et avec l'aide de tous il amènera à terme l'oeuvre de l'éducation nouvelle, celle qui formera des hommes nouveaux pour un monde nouveau: celui des travailleurs libres dans une société socialiste!

La fabrique de machines à coudre Wertheim

Nous extrayons d'un reportage de la «Solidaridad Obrera», les renseignements suivants sur la fabrique de machines à coudre Wertheim Rapida.

Dans cette usine, trois cent ouvriers confédérés travaillent. Cette entreprise est aujourd'hui collectivisée. Ceux qui assistèrent et cooperèrent à ses débuts, la dirigent maintenant. Le camarade Vidal, un des dirigeants, y a travaillé 20 ans; un autre camarade, Puerta, 20 ans aussi; Prats, 14 ans. La presque totalité des travailleurs ont donné au service de cette maison le meilleur de leur existence et leurs plus grands efforts.

Les grands ateliers et les batiments actuels, vastes et remplis du matériel le plus perfectionné, les ouvriers les ont vu grandir. Avec leur travail quotidien, jour par jour, conscients de leur oeuvre, ils ont perfectionné la production et fait la renommée de la maison. Ces travailleurs, conscients de leurs droits savaient qu'un jour la propriété changerait de mains. Wertheim, de nos jours, est une excellente marque de machines à coudre. C'est leur œuvre. Cela leur appartient.

La révolution, qu'a provoqué le 19 juillet, n'a pas fait plus que de leur adjuger ce qui, normalement, était déjà à eux. Tandis que les miliciens se battent au front pour reconquérir le territoire que les fascistes ont usurpé, les ouvriers à l'arrière s'approprient ce qui est leur: les industries que seules des mains de prolétaires peuvent faire marcher.

Le camarade Càrceles, un jeune d'un grand dynamisme et d'une haute conscience syndicale, fournit tous les renseignements sur cette entreprise. Il a lui-même dirigé avec précision les activités des Comités de la fabrique.

Don Carlos Vallin y Vallin fut le possesseur de la totalité des actions de la Société Anonyme Rapida. Il «fut» le propriétaire; c'est à dessein que l'on en parle comme d'un passé révolu. Entre le passé et le présent, entre les jours qui précédèrent le 19 juillet et ceux que nous vivons actuellement, il y a l'évènement révolutionnaire, il y a l'abîme insondable entre la lumière et les ténèbres.

Don Carlos Vallin était le bourgeois, le capitaliste. Il était tout dans son entreprise, sous le régime de la société que nous venons d'abattre. Et cependant sans les bras et l'intelligence ouvrière, la machine à coudre Wertheim ne serait jamais devenu ce qu'elle est. Ce patron n'était pas un bourgeois méchant. Tous les ouvriers de la fabrique le confirmeront. Il n'amassait pas l'argent produit par les bénéfices de la firme Wertheim. Tout au contraire, il améliora constamment le matériel des installations et les bâtiments de production. Cette fabrique avec toutes ses machines a une valeur minimum de trois millions de pesetas.

Don Carlos Vallin, avant le 19 juillet, donna toujours satisfaction aux justes revendications de son personnel qui était syndiqué à la C. N. T. Et quand est arrivée l'heure de la révolution, il a cédé, librement et spontanément, son industrie aux hommes qui avait soutenu la maison depuis le début.

Le patron n'a pas été chassé de l'usine. Dans le contrat de cession on lit au paragraphe second cette phrase:

«Le camarade Carlos Vallin y Vallin, cédant volontairement son industrie sera chargé du poste de technicien de l'administration.»

Le patron est devenu le camarade Vallin. Il est le compagnon de travail des ouvriers de la firme Wertheim. On lui a offert l'amitié ouvrière et on accepte sa coopération comme camarade.

LES USINES

La porte principale des ateliers donne 88, rue Vilanova à Barcelone. Sous l'ancienne inscription: «Rapida S. A. Wertheim», on lit les initiales de la C. N. T.

Avec un soin méticuleux, une recherche des dernières précisions, les ouvriers dans les ateliers de fonderie expliquent les moyens de réaliser une production parfaite: la sélection et la préparation des matières premières, les essais des produits de la fonderie, etc.

On traverse ensuite un très grand pavillon où se trouvent les ateliers d'usinage. Vidal qui les fait visiter, nous montre les machines qu'il fit construire spécialement pour les travaux délicats de l'entreprise.

Puis vient le pavillon de montage. On y voit toute une série de têtes de machines Wertheim. Un opérateur contrôle une dernière fois les montages avant d'y apposer le cachet de sortie.

D'autres pavillons contiennent le nickelage et l'émaillage; d'autres les laboratoires. De vastes salles sont destinées aux ateliers de menuiserie et d'ébénisterie.

Depuis la coulée de la fonte des machines, jusqu'aux fins meubles d'ébénisterie qui ornent la machine, tout est fait dans les ateliers de la rue Vilanova.

LES COMITES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

Les ouvriers, sans exception, travaillent sans cesse avec ardeur et habileté. Lors d'une assemblée générale des ateliers deux Comités furent nommés: un Comité Administratif et un Comité Technique. Chacun d'eux est composé de 5 travailleurs qui contrôlent l'administration et la production de l'ensemble de l'entreprise.

Les hauts salaires, qui n'étaient pas justifiés, ont été reduits. On a supprimé les postes occupés par ceux qui n'étaient présents que pour toucher une mensualité. L'ingénieur en chef, dont le bureau est resté couvert de magnifiques graphiques de production, a du être licencié. Le plus clair de son activité semble avoir été, d'acheter des machines d'occasion à l'étranger, machines qui coutèrent très cher et ne purent jamais être utilisées. Le camarade Vallin, ex-patron, avait du le payer sans en retirer un service. C'est la collectivisation qui mit fin à ce scandale.

Des ateliers actuels sortent mensuellement 350 machines qui sont mises à la disposition du siège central de la rue Aviño et des 150 succursales de la Catalogne.

On a dit, autrefois, que la maison était en Catalogne une firme fasciste. Elle est, tout au contraire, une firme collectivisée, propriété de la collectivité et édifiée par le rude labeur de ses ouvriers habiles, ouvriers de vieille souche confédérale.

1.ère année Num. 10 Barcelone, le 18 novembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
C. C. Postaux: Paris 1360-10.
C. AUDRY. 7, square du Port Royal. Paris XIII°

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

République démocratique ou Socialisme

La Résolution sur l'Espagne, adoptée par le Congrès de Bruxelles et publiée par ailleurs, a reçu l'approbation de nos camarades de la «Solidaridad Obrera»; (1), mais elle nous a attiré les attaques acharnées des «unitaires» de «Treball» (2). Il n'est pas besoin de dire que cette résolution fut élaborée avec une préocupation minutieuse d'exactitude et de justesse historique, difficilement niable.

Que dit-elle sur l'attitude du Gouvernement soviétique à propos des évènements d'Espagne? En premier lieu, que l'initiative de la politique de neutralité fut prise par le Front Populaire français, lui même formé grâce à l'attitude prise par l'Internationale Comuniste. C'est une vérité historique que personne ne peut nier. Et qui peut nier encore que le Gouvernement soviétique ne s'est pas associé a cette trompeuse politique?

Il y a eu, par la suite, un changement dans l'attitude du Gouvernement soviétique, changement que nous, marxistes révolutionnaires, nous ne pouvons nous limiter à saluer et à exalter, mais que nous devons interpréter et expliquer à la classe travailleuse. A quoi a été due cette modification d'attitude? Staline a-t-il compris l'erreur commise pendant deux mois et demi, et a-t-il voulu la corriger? Qu'il y ait eu erreur, la preuve en est dans le simple fait de la rectification d'attitude. Mais le facteur réel le plus important qui a dicté ce tournant est la constatation faite par Staline que Franco, avec l'appui ouvert de Hitler et de Mussolini, pourrait triompher dans la guerre civile, ce qui renforcerait les positions politiques et stratégiques du fascisme hitlérien, que Staline considère comme son ennemi mortel. Le désir de servir les intérets de la Révolution espagnole n'a pas présidé à la correction de l'erreur—Lénine ne se serait pas déclaré neutre une seule minute dans cette éventualité—mais c'est bien plutôt une préocupation de politique extérieure, un instinct de conservation, dans les rapports de forces internationaux. En un mot: ce qui intéresse réellement Staline, ce n'est pas le sort du prolétariat révolutionnaire espagnol ou international, mais la défense du Gouvernement soviétique établie sur une politique de pactes avec des Etats contre d'autres Etats.

Malgré cela, la Résolution invite les ouvriers de tous les pays à «soutenir toute tentative de ce genre», qui est reconnue comme décisive dans la lutte contre le fascisme. La classe ouvrière doit s'opposer à toute politique qui prétendrait altérer le caractère de classe de la Révolution espagnole et qui se limiterait à la défense de la République bourgeoisie. Pourquoi cela? Le Gouvernement soviétique donne son appui à la République démocratique, non à la Révolution socialiste. C'est ce qu'il déclare ouvertement. Le Parti Communistes espagnol—et en Catalogne le Parti Socialiste Unifié—interprétant les ordres de la IIIe Internationale, c'est-à-dire de Staline, prétend défendre la République démocratique et non la Révolution socialiste. Nous ne sommes, mous ne pouvons pas être d'accord avec cela. Nous, et avec nous le prolétariat espagnol, luttons pour la Révolution socialiste. Devons-nous dissimuler notre profond désaccord avec le Gouvernement socialiste, avec l'I. C. et sa section espagnole? Le faire serait hypocrite et criminel. Nous ne sommes ni hypocrites ni criminels, mais marxistes révolutionnaires. Nous défendons notre ligne politique et nous avons une responsabilité devant les masses travailleuses et devant la Révolution et nous n'y faillirons pas.

L'aide, un peu tardive mais toujours précieuse, de la Russie soviétique est la bienvenue. Mais à la faveur de cette aide nous ne permettrons pas qu'on essaie de dévier la classe ouvrière de son chemin de classe, de freiner même la Révolution. Avec ou sans aide, seuls ou soutenus, nous nous batterons jusqu'au dernier moment, en disciple fidèles de Marx et de Lénine, pour la Révolution socialiste espagnole et pour la Révolution internationale.

Extrait de LA BATALLA du 14-11-36.

(1) Organe de la C. N. T. et de la F. A. I. de Barcelone.
(2) Organe du Parti Comuniste catalan (P. S. U. C.), qui se livre à des attaques contre le P. O. U. M. et les positions révolutionnaires.

CONGRES DE BRUXELLES

Résolutions du Congrès

1. Le Congrès exprime sa solidarité la plus profonde envers les ouvriers espagnols en lutte contre le fascisme. Il se rend compte que s'ils n'avaient eu à lutter que contre les forces fascistes de l'Espagne, leur victoire serait assurée; mais, actuellement, ils se battent contre les forces du capitalisme international,

tout particulièrement contre celles des pays fascistes, l'Italie, l'Allemagne et le Portugal.

2. L'Espagne est en ce moment le champ de bataille de la classe ouvrière internationale. Le Congrès constate avec fierté que des ouvriers de beaucoup d'autres pays se battent sur le front aux cotés des ouvriers espagnols; mais des actes de courage et de dévouement individuels ne suffisent pas. *Toute* la classe ouvrière doit être engagée activement dans la lutte.

3. Le Congrès condamne énergiquement la politique dite de «neutralité», suivie en fait jusqu'à ces derniers temps par l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, les partis de la IIè Internationale et les gouvernements auxquels ils participent. Il constate que le gouvernement français, capitulant devant la pression de la bourgeoisie réactionnaire française et des Etats fascistes, a pris l'initiative d'établir le blocus en fait de la Révolution espagnole. Ceci confirme, une fois de plus, l'impuissance des démocraties bourgeoises à lutter efficacement contre le fascisme national et international. Le Congrès condamne cette politique extérieure du Front Populaire français, front populaire qui fut formé sur l'initiative de l'Internationale Communiste elle-même. Le Congrès condamne la politique du Gouvernement soviétique qui crut nécessaire de s'associer à cet accord mensonger de «non-intervention». Il espère que l'attitude présente de l'U. R. S. S., dictée surtout par sa crainte de voir le fascisme hitlérien renforcer ses positions politiques et stratégiques, et rompant avec son attitude antérieure de neutralité, se traduira par une aide effective à la Révolution espagnole; il appelle les ouvriers à soutenir toute tentative de ce genre, tout en s'opposant à une politique qui, altérant le caractère de classe de la Révolution espagnole, se bornerait à la défense de la République bourgeoise. Le Congrès dénonce également le gouvernement britannique qui, sous le couvert de la neutralité, a aidé les forces fascistes en Espagne. La duperie de cette politique apparait clairement quand on sait que des armes et des munitions ont été fournies en masses aux rebelles par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal.

4. Une victoire du fascisme en Espagne aurait des résultats désastreux: elle renforcerait la puissance du fascisme en Europe et en premier lieu en France; elle permettrait à l'Italie et à l'Allemagne fascistes de dominer l'ouest de la Méditerranée; elle augmenterait la menace de guerre contre l'U. R. S. S. et serait le prélude d'une guerre mondiale.

5. La classe ouvrière doit imposer par son action de classe la levée immédiate de l'embargo, expédier directement par tous les moyens possibles tout ce dont le prolétariat espagnol a besoin en fait d'armes, de munitions, de matières premières, de produits alimentaires et pharmaceutiques, etc.,... saboter l'envoi d'armes aux rebelles et mettre fin aux campagnes fascistes dans les journaux, le cinéma, la radio, etc.

6. Le Congrès salue les dockers, cheminots, métallurgistes, etc., qui, en différents endroits, par des grèves et le sabotage des transports d'armes aux rebelles, ont manifesté leur solidarité effective envers leurs frères d'Espagne, ainsi que leur hostilité à la politique d'étranglement de la Révolution espagnole. Il appelle les ouvriers français, anglais et belges à persévérer dans cette voie, en développant leur lutte contre la bourgeoisie, complice du fascisme espagnol, en brisant avec la politique de capitulation devant le fascisme. Le Congrès fait appel à la classe ouvrière internationale pour qu'elle aide par tous les moyens en son pouvoir le prolétariat français dont le rôle et la responsabilité sont prépondérants dans les circonstances actuelles.

7. Le Congrès acclame non seulement avec fierté les miliciens espagnols qui luttent héroïquement sur le front, mais aussi les travailleurs qui sont en train d'accomplir la Révolution socialiste dans les territoires délivrés du fascisme, particulièrement en Catalogne et la région de Valence, en s'emparant des terres, des usines, des transports, des services publics et en général de toute l'économie. *Le Congrès affirme que l'antagonisme n'est pas entre la démocratie capitaliste et le fascisme, mais entre le socialisme et le capitalisme.* C'est pourquoi, le Congrès souligne la nécéssisté pour la Révolution espagnole de développer les organes de masse d'ouvriers, de paysans et de combattants, pour la conquête définitive du pouvoir et l'édification d'une société socialiste. Il voit dans la Révolution espagnole une nouvelle et importante étape de la Révolution socialiste mondiale. Il considère que la solidarité effective du prolétariat international est un levier puissant pour l'action révolutionnaire et la conquête du pouvoir dans tous les pays.

8. Le Congrès félicite le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.) du rôle d'avant-garde qu'il joue dans le prolétariat révolutionnaire d'Espagne. Il salue son leader héroïque *Joaquim Maurin*, ainsi que les milliers de travailleurs de toutes les organisations tombés dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme international.

A bas le blocus!

Délégations au Congrès

Les organisations suivantes avaient envoyé des réprésentants à Bruxelles:

1.—ORGANISATIONS AFFILIÉES AU BUREAU INTERNATIONAL DE LONDRES

Parti Ouvrier d'Unigcation Marxiste, Espagne.
Parti Socialiste Indépendant, Pologne.
Sozialistische Arbeiterpartei, Allemagne.
Independant Labour Party, Angleterre.
Parti Socialiste, Suéde.
Parti Socialiste Maximaliste, Italie.

2.—AUTRES ORGANISATIONS

ESPAGNE: Colonne du Front d'Aragon; «Combat», de Lérida; U. G. T. de Lérida; C. N. T. de Tarragone; Union locale de Tarragone; Mouvement culturel ouvrier de Barcelone; U. G. T. de Barcelone; Jeunesses Comunistes Ibériques; Syndicat des travailleurs des Assurances, U. G. T.; Syndicat de l'Habillement de Barcelone; Section d'Aviation de Barcelone.

ANGLETERRE: War Resisters International; No More War Movement; Colonial Liberties Group; R. S. P. G. B, de Edinburgh.

Allemagne: Jeunesse de la S. A. P.

Hollande: Ligue Socialiste Révolutionnaire; R. S. A. P.

FRANCE: Opposition Comuniste Internationale; «Que Faire»; Gauche révolutionnaire; Comité de Vigilance des Intellectuels; Rassemblement International contre la Guerre et le Militarisme.

BELGIQUE: Ligue Socialiste Internationale Anti-Guerre; Emigrés allemands.

ETATS-UNIS: Ligue pour un Parti ouvrier révolutionnaire.

PALESTINE: Diverses organisations.

Intervention de Gorkin

Résumé analityque du discours de notre camarade Gorkin, secrétaire international du P. O. U. M.

Le camarade Gorkin fit le rapport introductif à la discussion de la question espagnole. Nous en donnons le court résumé analytique suivant:

On a assisté en Espagne à l'échec de la démocratie bourgeoise. Le socialisme réformiste attaché à cette démocratie chancelante a subi le même échec. La politique du Front Populaire pratiquée à la suite des élections a mené au soulèvement fasciste du 19 juillet.

L'action révolutionnaire des masses travailleuses, au, contraire, nous a montré le chemin de la victoire. Les évènements de décembre 1930, d'octobre 1934, de juliet 1936 ont été les étapes successives de la lutte de la classe ouvrière. Et ces évènements ont vérifié nos positions politiques sur la situation espagnole.

Notre camarade fait ensuite un examen des trois premiers mois de lutte contre le fascisme. Il explique la situation militaire, politique et sociale de l'Espagne d'aujourd'hui. Traitant de la Catalogne, il indique pourquoi le P. O. U. M. fait partie du dernier gouvernement de la Généralité. Toutes ces explications ont été fournies dans les numéros précédents de la *Révolution Espagnole.* Il confronte la position politique du P. O. U. M. avec celles des autres partis et des autres organisations.

Aujourd'hui la Catalogne et le Levant sont à l'avant-garde de la Révolution espagnole. La Catalogne a comme organisme dirigeant un Conseil, dominé par les éléments ouvriers, tandis que Madrid est dirigée par un gouvernement à tendance bourgeoise se mouvant dans les cadres de la République démocratique bourgeoise.

Abordant la question de l'Armée nouvelle, question qui a soulevé de nombreuses craintes et polémiques à l'étranger, il donne la conception du P. O. U. M. à ce sujet. Il ne peut être aucunement question de reconstituer une armée du type bourgeois comme celle que possédait la démocratie bourgeoise avant le soulèvement fasciste. Plutôt qu'une armée régulière, nous cherchons à obtenir l'unité de commandement et à créer une nouvelle discipline, librement consentie et contrôlée par les ouvriers, représentés par leurs commissaires dans les directions des colonnes. C'est-à-dire en définitive, que nous voulons créer une Armée Rouge qui nous assure la victoire militaire sur le fascisme. Après trois mois de lutte et plus de deux mois d'application de la dite «neutralité», nous pouvons dire qu'elle fut un crime. Notre camarade examine ensuite les diverses positions des gouvernements étrangers sur cette question, les gouvernements français, anglais, russe, d'une part, et les pays fascistes de l'autre: Allemagne, Italie, et Portugal. Il montre quelles furent les causes de la modification d'attitude du gouvernement russe sur cette question et quelles sont les conséquences de sa nouvelle position.

Notre pacifisme révolutionnaire est celui de la paix assurée par la révolution socialiste internationale.

Comment soutenir la révolution espagnole. Il faut réaliser la mobilisation internationale du prolétariat. Il faut exercer une pression sur les gouvernements pour les faire rompre avec la politique de neutralité et par dessus tout sur les gouvernements de France, d'Angleterre, de Belgique. Il faut saboter l'envoi de matériel de guerre aux rebelles et assurer l'envoi de matériel aux révolutionnaires. On doit enfin mener une campagne contre les mensonges de la presse bourgeoise. Partout où ce sera nécessaire, il faudra recourir à la grève générale.

La révolution espagnole a eu des conséquences internationales énormes. Il nous faut avoir une plate-forme d'action révolutionnaire internationale. Nous devons procéder pour cela à un regroupement des forces révolutionnaires prolétarienes qui sont maintenant éclairées sur la faillite de la politique de la IIe et de la IIIe Internationales.

Comme nous l'avons dejà exprimé, la lutte qui se mène actuellement en Espagne n'est pas une lutte entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, mais une lutte entre le capitalisme utilisant sa forme répressive la plus violente: le fascisme. et le socialisme. Il ne peut pas être supposé un instant que le socialisme ne puisse pas triompher en Espagne. Les révolutionnaires espagnols sont décidés à se battre jusqu'au bout pour y parvenir. Mais ils ont besoin aussi de l'aide du proletariet international qui doit savoir quelle est le caractère de la lutte espagnole.

En luttant à l'avant-garde, la classe ouvrière espagnole ouvre la voie de la libération définitive du prolétariat international, la voie de la révolution socialiste internationale.

Les partis et les fractions politiques, si petites qu'elles soient, doivent adopter une position juste sur la situation internationale. Ce sera le seul moyen de s'acquérir le droit à la conquête des masses et de faire faire un pas en avant à la classe ouvrière internationale.

Du Congrés de Bruxelles doit sortir une résolution commune sur la question de l'aide au mouvement révolutionnaire espagnol. Ce sera pour toutes les organisations présentes le prélude à un regroupement des forces révolutionnaires de tous les pays.

Quelques interventions au Congrès

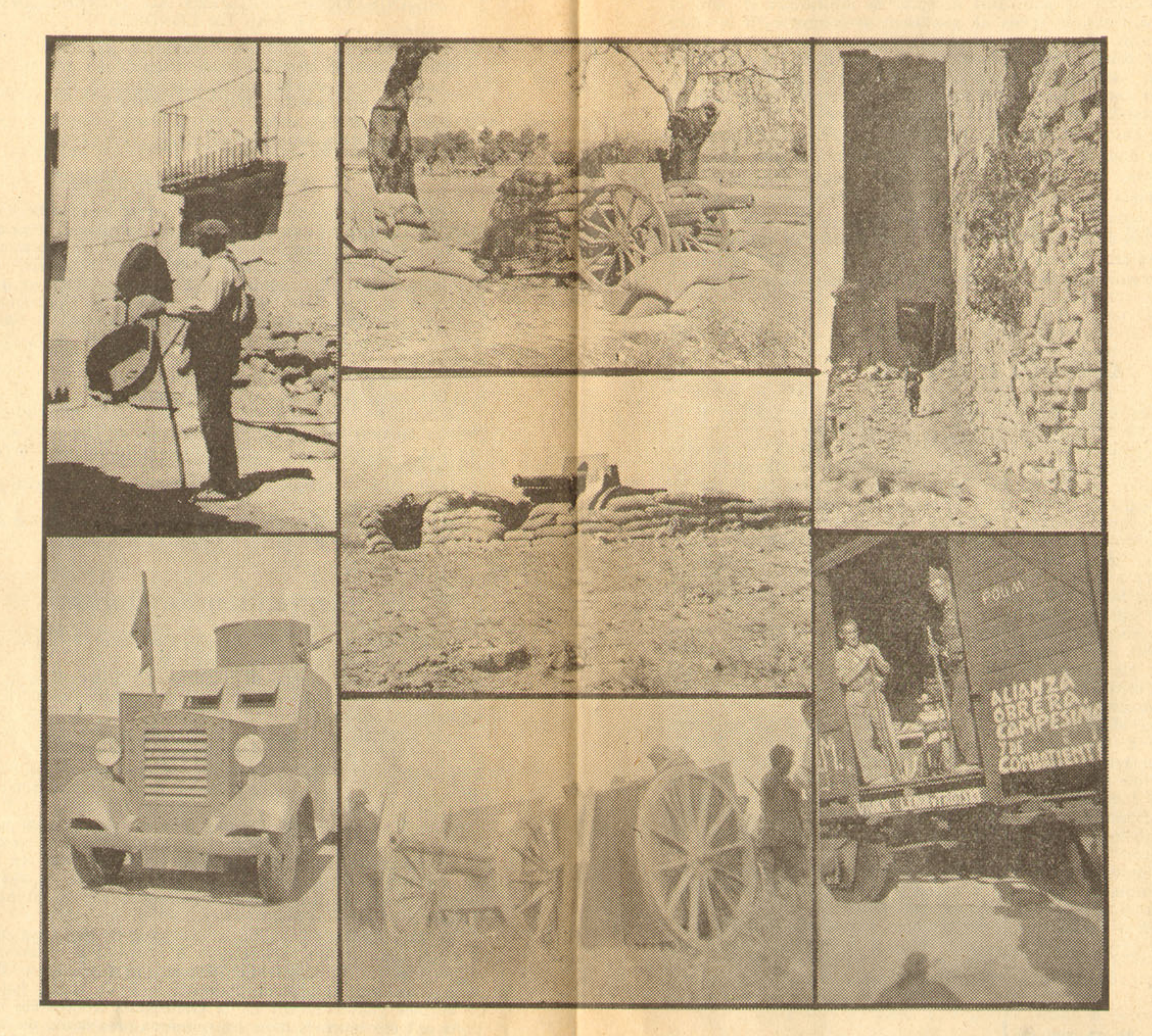
Le président dè la séance du samedi matin, Ferner Brockway (I. L. P.), dit que le devoir de la classe ouvrière internationale, des gouvernements appuyés par les ouvriers étaient de soutenir dès le premier moment la révolution espagnole. De la lutte de la classe ouvrière en Espagne dépend l'avenir de la classe ouvrière internationale ou du fascisme.

Tout en acclamant le geste des ouvriers étrangers qui se sont joints aux travailleurs espagnols dans la lutte contre le fascisme, il faut dire que cela ne suffit pas. L'aide de la Russie est venue un peu tard, mais elle donnera peut-être encore ses fruits.

La neutralité n'a rien à voir avec la lutte de classes. On a été très surpris que le gouvernement de Front Populaire, dont on attendait précisément une aide à la Révolution espagnole, ait été la premier á demander que l'on applique le principe de neutralité. On assiste aujourd'hui à certaines difficultés de la lutte des travailleurs espagnols, dans la mesure où les rebelles ont pu recevoir tout le matériel qu'ils désiraient, alors que les ouvriers espagnols ont été privés de matériel de guerre.

Il faut comprendre que, soutenir le prolétariat espagnol, c'est commencer à travailler pour la révolution internationale.

SUR LE FRONT DE HUESCA



Photographies prises sur le front de Huesca. — Au centre canons tirant sur la ville. — Auto-mitrailleuse gardant une route. — Paysan et vue des alentours de la ville. — Commandement militaire installé dans un wagon

Il n'y a rien à demander au gouvernement anglais qui est complice du fascisme espagnol, mais au contraire il faut entrainer la classe ouvrière anglaise à lutter contre ce gouvernement afin de l'abattre.

Il a été dit par le secrétaire du Partit Communiste anglais, que les masses en Espagne ne se battent pas pour le socialisme, mais pour la démocratie. Or en Catalogne, il a été plus fait dans le domaine économique et social en deux mois, qu'en Russie en quelques années. Mais cela n'a pas été expliqué à la classe ouvrière internationale. La classe ouvrière de tous les pays soutiendrait les travailleurs espagnols avec d'autant plus d'enthousiasme, si elle connaissait le véritable caractère de la lutte qui se déroule là-bas. Par un regroupement international, il ne s'agit pas seulement de lutter contre le fascisme, mais de préparer la révolution socialiste.

Des délégués furent ensuite désignés pour participer aux travaux des trois Commissions qu'il fut décidé de former: une sur la question espagnole, une sur la guerre, le fascisme et l'impérialisme, et une sur la question russe.

A la session de l'après-midi, Maxton était président. La parole est donnés tout de suite à notre camarade Gorkin pour son rapport sur la question espagnole. Gorkin est accueilli à la tribune par une ovation prolongée. Maxton prend alors la parole pour flétrir l'attitude du gouvernement anglais qui fit expulser le délégué du P. O. U. M. de l'Angleterre; la classe ouvrière anglaise a dejà protesté unanimement contre cette atteinte aux droits des travailleurs.

Gorkin fait ensuite son rapport que nous reproduisons à part.

A la fin de ce discours, les délégués du Congrès applaudissent longuement et chantent l'Internationale.

Dans la discussion de ce rapport intervinrent:

Tait (Ecosse), qui indique les difficultés qu'ils ont rencontrées dans son pays pour mener à bout leur tâche d'aide à la Revolution espagnole. L'I. L. P. a fait un bon travail et ce travail sera poursuivi.

Ferrat («Que Faire»), dit qu'il y a des époques où des mots d'ordre marquent une ligne de démarcation entre les réformistes et les révolutionnaires. En ce moment, la neutralité est cette ligne de démarcation dans les évènements d'Espagne. La neutralité est un crime.

Les périls de guerre servent toujours à empêcher le déroulement de la lutte de classes. Un révolutionnaire ne peut hésiter dévant ce problème.

Le Gouvernement Blum peut tomber de deux manières: ou bien par l'action de la classe ouvrière, ou bien par l'opportunisme de son action. Ferrat examine dans les deux cas les conséquences de la chute de ce gouvernement. Le Gouvernement Blum ne connait pas en ce moment de plus grand péril que les radicaux-socialistes qui veulent occuper sa place.

Si le Parti Communiste en France utilise ses mots d'ordre sur la question espagnole pour essayer de faire tomber le Gouvernement Blum, il faut s'emparer de ses mots d'ordre et imposer qu'on les réalise. On dévoilera par cela même l'attitude du Parti communiste.

Un gouvernement qui, tout en se solidarisant avec la lutte des travailleurs espagnols, est l'agent de la neutralité qui étrangle ces mêmes travailleurs, ne peut être soutenu plus longtemps.

Le camarade *Aplin (I. L. P.)*, fait la critique des positions des deux Internationales et approuve le discours de Ferrat. Il propose une protestation contre l'expulsion de Gorkin d'Angleterre.

Liebars (Belgique), parlant sur une modification d'un paragraphe de la résolution dit qu'on a commis l'erreur fondamentale de faire croire au prolétariat qu'un gouvernement bourgeois peut envoyer des armes à une Révolution. Il condamne la passivité des deux Internationales.

Sneeveliet (P. S. R., Hollande), dit que les discours de F. Brockway et Gorkin ont créé une certaine base pour la résolution sur l'Espagne.

C'est spécialement la guerre civile espagnole qui a déterminé le Parti Socialiste révolutionnaire de Hollande à participer au Congrès de Bruxelles. C'est une conséquence naturelle que Gorkin ait parlé de la prochaine Conférence de Barcelone. Et le P. S. R. y participera Dans cette Conférence, les bases pourront être jetées pour la nouvelle Internationale. Nous déclarons clairement que le travail préparatoire sur le terrain de la théorie et de la tactique est nécessaire. En préparant le terrain théorique, on contribue à la création de l'organisme nécessaire.

Une critique révolutionnaire internationale des évènements d'Espagne est nécessaire, mais encore faut-il en connaitre les détails. Gorkn a raison quand il dit: «on ne peut pas faire de clichés dans le travail révolutionnaire». C'est pourquoi il nous faut toute la documentation sur les détails, les débats du C. E. du P. O. U. M.

A son avis, la résolution proposée est le minimum de ce que peut donner notre conférence. Il n'est pas d'accord avec ceux qui demandent qu'on agisse avec précaution à l'égard de la «faience de Delft» du gouvernement Blum. Un affaiblissement de la révolution est inacceptable.

Il ajoute quelques mots sur le rôle des organisations de classe et des organisations de masses. Les organismes de masse sont nécessaires pour la prise complète du pouvoir.

La Révolution espagnole a devant elle une tâche excessivemnt dure, mais elle ne peut manquer de clarifier bien des questions. En tout cas, nous ne devons avoir aucune indulgence envers la déformation idéologique stalinienne. Si l'on n'y résiste pas, si l'on ne recrée pas toute la théorie marxiste, il n'y a pas d'avenir pour la Révolution en Europe.

Signalons encore que de nombreux camarades prirent la parole. Nous nous excusons auprès des camarades qui ne sont pas cités dans ce bref compte-rendu, comme auprès des camarades dont la pensé pourrait être déformée par des erreurs de transmission. La Conférence de Barcelone permettra d'éclaircir encore plus les problèmes traités à Bruxelles, comme elle permettra, sur la foi de rapports préliminaires, d'aborder en pleine connaissance de cause les questions qui n'ont pu être discutées à fond.

CONFERENCE DE BARCELONE

Le Congrès de Bruxelles a décidé de convoquer à une date prochaine une Conférence des organisations politiques el syndicales qui acceptent la plate-forme de Bruxelles. Cette Conférence aura lieu à Barcelone. Le Bureau Socialiste de Londres et le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste sont chargés de l'organisation matérielle de cette Conférence.

Le Congrès de Bruxelles a adopté l'objectif suivant pour cette Conférence:

Examiner les conditions et impulser les forces nécessaires pour la formation d'une Internationale vraiment révolutionnaire.

La sous-Commission d'Organisation est composée de: Gorgin (P. O. U. M.), Schwab (S. A. P.), Brockway (I. L. P.).

COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMEET CENTRAL

Le nouveau Gouvernement central de Madrid comprend depuis la collaboration de la C. N. T., dix-huit membres répartis de la manière suivante: Socialiste 6; Communistes, 2; Confédération Nationale du Travail, 4; Izquierda Republicana (Gauche Républicaine), 3; Union Republicana, 1; Nationaliste Basque, 1; Esquerra Catalana (Gauche Catalane), 1.

La présidence du Conseil est assurée par le socialiste Largo Caballero qui détient également le portefeuille de la Guerre.

ENTREE DE LA C. N. T. DANS LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Nos lecteurs ont appris que quatre membres de la C. N. T. sont entrés, il y a peu de temps, dans le gouvernement de Madrid. Depuis longtemps, la C. N. T. demandait la participation au gouvernement central de toute les organisations ouvrières. Cette organisation exigeait aussi depuis longtemps que l'on procède activement à la defense de la capitale, réclamant dans ce but la constitution d'une Junte de Défense. Les résistances à ces mesures furent très grandes de la part des éléments qui, justement auraient du l'approuver. Le P. O. U. M. à Madrid et a Barcelone exprimait, lui aussi, ces revendications. Les organisations révolutionnaires voulaient par cela introduire une plus grand représentation des forces ouvrières dans l'organisme central de l'Espagne.

L'entrée, enfin accordée, de quatre membres de la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid constitue un évènement des plus importants, non seulement par l'impulsion que ce fait doit imprimer à la conduite de la guerre, mais aussi pour l'avenir même de la Révolution.

L'on doit reconnaitre que nos camarades de la Confédération, sans renoncer en rien à leur conception du «Communisme libertaire», ont fait abstraction de leur idéologie pour prendre leur part dans les responsabilités qui incombent à tous. La collaboration pure et simple de la C. N. T. dans un Gouvernement montre une évolution très nette de sa politique depuis la formation du Conseil de la Généralité de Catalogne, où elle avait montré certains scrupules d'ordre idéologique qui, à lépoque, ont empêché la formation en Catalogne d'un gouvernement de classe qui aurait obtenu plus facilement la victoire sur le fascisme armé et aurait en même temps réalisé la Révolution.

Nous devons cependant nous féliciter si cette collaboration doit signifier un pas en avant vers une perspective de plus grande importance, c'est-à-dire la possibilité d'une collaboration de nos camarades anarchistes avec les diverses organisations ouvrières révolutionnaires, pour la formation d'un gouvernement prolétarien sans immixtion petite-bourgeoise.

Nous estimons qu'au lieu d'un gouvernement de Front Populaire amplifié il était nécessaire de former un gouvernement ouvrier appuyé sur les organisations ouvrières de masses, et à défaut de ce gouvernement, un gouvernement à majorité ouvrière, groupant toutes les organisations révolutionnaires, absolument toutes, et qui aurait pu, de par sa composition, donner une force nouvelle au mouvement révolutionnaire.

La veille de son entrée au Gouvernement, la C. N. T. a publié la déclaration suivante:

«Le Gouvernement, à l'heure actuelle, doit être considéré »comme l'instrument régulateur des organes de l'Etat, il a cessé d'être une forme d'oppression de la classe ouvrière, comme »l'Etat ne représente déjà plus l'organisme qui sépare la socié»té en classes. Ni l'un, ni l'autre ne risquent plus d'opprimer le »peuple depuis l'intervention en leur sein des éléments de la »C. N. T.

«Les fonctions de l'Estat seront réduites, d'accord avec les »organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie éco»nomique et sociale du pays. Le Gouvernement ne tendra pas à »autre chose qu'à organiser la guerre et coordonner l'oeuvre ré»volutionnaire suivant un plan général.»

Avec nous, les camarades de la C. N. T. ont déclarés maintes fois qu'ils ne pouvaient accepter la militarisation pure et simple des milices, qu'ils ne pouvaient se soumettre à la caste militaire et admettre la formation d'un service militaire régulier qui échapperait au controle des organisations ouvrières. C'est là, justement, une des pierres de touche de la révolution. C'est un des points les plus importants sur lequel nous attirons l'attention de nos camarades au Gouvernement.

Les Camarades de la C. N. T., s'il ne survient aucune modification dans la ligne des partis qui collaborent avec eux, auront formé un Gouvernement d'Union Sacrée contre le fascisme, mais pas le Gouvernement de la Révolution. Seuls peuvent le former, les ouvriers, avec un programme nettement révolutinnaire. Un Gouvernement qui represente la volonté unanime des travailleurs peut seul oeuvrer avec l'énergie necessaire pour détruire le fascisme d'une manière définitive.

Junte de Défense de Madrid

Madrid, 7 Novembre

Lors du dernier Conseil des Ministres d'hier, il a été décidé de créer une Junte de Défense chargée d'organiser et de contrôler la défense de la capitale de la République.

Afin de constituer cette Junte il fut décidé que la représentation du Gouvernement de Madrid serait assurée par le Général Miaja, chef de la 1.ère Division.

A 5 heures se réunirent avec le Général Miaja, les commissaires politiques Mije, Crescenciano Bilbao et Angel Pestaña, et pour les Jeunesses Socialistes Unifiées, Santiago Cavilo. Une discussion eut lieu au sujet de la formation de la Junte de Défense qui doit comprendre tous les partis politiques et organisations syndicales et du Front Populaire. A la fin de la réunion, la liste suivante fut publiée:

Présidence, Délégué général du Gouvernement; Secrétariat, Parti Socialiste; Guerre, 2 représentants du Parti Communiste; Ordre Public; 2 représentants des Jeunesses Socialistes Unifiées; Production, 2 représentants de la C. N. T.; Ravitaillement, 2 représentants de la U. G. T.; Commnications, 2 représentants de la Izquierda Republicana; Finances, 2 représentants de l'Union Républicaine; Informations, 2 représentants des Jeunesses Libertaires; Evacuation, 2 représentants du Parti Syndicaliste.

Premier manifeste de la Junte de Défense

La note suivante fut, à la suite, communiquée à la Presse:

«Forces de Défense de Madrid. — Etat Major. — Ordre général du 7 Novembre.

Le Gouvernement de la République m'a confié avec la Junte de Défense de Madrid, que je préside, le commandement de toutes les forces qui couvrent les fronts Sud et Centre, et la mission de défendre la capitale coûte que coûte.

Je compte que toutes les forces à mes ordres, les colonnes Barcelo, Claridad, Galan, Escobar, Mena, Pradas, Lister et Bueno, sauront mettre en jeu l'enthousiasme le plus élevé qui les anime, dans la lutte pour le triomphe des idéaux que nous défendons; que, rivalisant d'abnégation et d'esprit de sacrifice, elles affronteront le combat avec la ferme volonté de vaincre, quels que soient les moyens avec lesquels l'ennemi attaque.

Il n'y a plus qu'une consigne, commune à toutes les unités et à tous les combattants; résister sans céder un pouce de terrain. Je suis sûr que tous sauront l'accomplir.

J'attends également des forces de l'arrière et de la population civile une coopération efficace, active et désintéressée, secondant les ordres du Commandement et supportant au bénéfice des combattants toutes les privations et les sacrifices qu'exige la résistance.

Tout Madrid doit sentir d'une manière unanime et ferme le désir de vaincre sur tous les fronts. Je préviens tous ceux qui montreront du relâchement dans l'accomplissement de leur devoir et à ceux qui pour des fins troubles tenteraient de troubler l'ordre intérieur au profit de l'ennemi, ou sémeraient par le crime ou le pillage la panique dans la population civile, que j'appliquerai avec une extrême rigueur les sanctions les plus dures.

La defense de Madrid est garantie par l'héroïsme de nos combattants et l'ordre et la sécurité extérieure, par les forces destinées à ce but et la ténacité des citadins.

Avec la coopération loyale de tous, le triomphe sera nôtre.

Por la Junte de Défense de Madrid ,le Général Président.»

Nous passerons!

Il y a peu de jours, la situation paraissait désespérée sur le front de Madrid. Les fascistes étaient aux portes mêmes de la capitale et le gouvernement avait du transporter précipitamment son siège à Valence. A l'étranger, on considérait la capitale comme perdue. Franco n'avait-il pas convié une équipe de journalistes étrangers à assister à la prise de Madrid? Certains de ces journalistes pris sans doute d'un étrange excès de zèle, n'ont-tils pas annoncé avec force détails que la capitale espagnole était déjà aux mains de Varela.

Quant à nous, pas un seul instant nous n'avons douté. Nous avions la sécurité morale, la conviction ferme que Madrid ne tomberait pas aussi facilement. Nous savions que, derrière les travailleurs madrilènes, se trouvait toute la classe ouvrière d'Espagne.

Les nouvelles que nous recevons maintenant sont, de jour en jour, plus rassurantes. Elles contrastent absolument avec celles que nous recevions ces jours passés. Nos milices ont déclenché une contreoffensive. Elles ont repris des positions stratégiques importantes. L'ennemi, attaqué à la fois de front et sur son arrière, se trouve dans une situation trés difficile. Il se vérifie ce que nous avons déjà souvent dit et que nous répétons aujourd'hui: *Madrid sera la tombe du fascisme.*

Personne n'ignore que la conquête de Madrid constituait une des dernières cartes des fascistes. Battus ou maintenus sur les autres fronts, sans régions industrielles pour renouveler leur matériel de guerre, et souffrant par dessus tout de la dure et inclémente saison d'hiver, ayant de grandes difficultés financières, il leur fallait produire un coup de théatre devant l'Es-

pagie et le monde entier. Rien de mieux que la conquête de Madrid. Tout était déjà réglé. Une fois installés à Madrid, les pays fascistes, et quelques autres encore, auraient reconnu le gouvernement fasciste. Celui-ci aurait pu négocier immédiatement un fort emprunt qui lui permît de poursuivre la guerre.

On comprend la précipitation de Franco. Il a concentré sur Madrid ses meilleures forces. Il a vou'u avancer à tout prix, sans assurer ses positions d'arrière. Il crut, sans doute, que son avance précipitée et le bombardement brutal de ses avions, provoqueraient la débandade à Madrid et qu'il lui serait facile de la conquérir. Cela n'a pas eu lieu. Non seulement il a été obligé de reculer devant la contre-attaque des vaillants miliciens madrilènes, mais, encore plus, il s'est vu attaqué aussi par l'arrière et pris dans une sorte de tenaille.

En même temps, l'offensive sur les autres fronts s'intensifie: à Oviedo, en Aragon, et au Nord... Nos forces accentuent leur pression sur tous les fronts.

Il faut intensifier l'effort. Il faut asséner un coup décisif au fascisme sur Madrid et pousser l'offensive encore plus, sur tous les autres fronts. Au front comme à l'arrière, il faut tendre tous nos efforts vers ce but. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons crier avec toute notre énergie, avec toute notre conviction:

Nous passerons! Nous pasesrons!

(«La Batalla» du 13 novembre.)

Seul le Socialisme abattra le fascisme

Peut-il encore subsister un doute dans l'esprit des ouvriers des pays capitalistes, que la guerre civile en Espagne ne peut se terminer que par la victoire des prolétaires ou par celle des fascistes? En un mot: il n'y a pas d'autre solution à la bataille actuelle que le triomphe du socialisme, édifié par les ouvriers eux-mémes, ou le triomphe du fascisme, c'est-à-dire du capitalisme sous sa forme la plus odieuse. Pour les vrais révolutonnaires, la seule issue de la situation est la Révolution prolétarienne. Cette apréciation ne se fonde pas seulement sur l'aspiration des révolutionnaires de voir enfin aboutir leur oeuvre poursuivie pendant des décades. Elle se base sur une appréciation de l'évolution politique et sur les rapports de classes dans la société espagnole. Après les convulsions successives qu'a connues l'Espagne depuis des années, le soulèvement fasciste du 19 juillet et la réaction prolétarienne qui s'ensuivit, la guerre enfin qui a lieu maintenant entre une armée fasciste et l'armée prolétarienne, indiquent que l'Espagne est entrée dans la phase ultime de la révolution prolétarienne. Le retour à un régime de domination bourgeoisie ou petite bourgeoisie dans le cadre du régime capitaliste est impossible. La république de M. Azaña, comme le dit le docte «Temps», a fait faillite, non pas seulement parce qu'elle détourna définitivement les ouvriers du régime, mais encore plus par le fait qu'elle est considérée par la bourgeoisie elle-même, comme une institution morte. Aucun regret petit-bourgeois, aucun frein stalinien ne pourraient nous ramener à cette politique, ou plutôt on ne le pourrait que grâce à l'écrasement de la classe ouvrière.

Et la question est posée actuellement au sein du front antifasciste: à qui appartiendra la victoire? Il n'y a pas d'antifascisme pur. La lutte doit avoir un caractère antifasciste prolétarien, elle doit être l'expression de la volonté de destruction du régime capitaliste, de la lutte des ouvriers en marche vers leurs buts ceux de la domination de leur classe. Les éléments petits-bourgeois qui font partie des Comités antifascistes ne peuvent et ne pourront participer à la lutte que dans la mesure où ils accepteront la marche en avant de la société. Il leur sera nécessaire de s'adapter aux désirs et à l'action du prolétariat. Si on ne les contrôlait pas, si on leur laissait les mains libres, ce sont eux qui, à ce moment, tenteraient une nouvelle expérience bourgeoise.

Aprés trois mois de lutte, il s'agit de savoir si la politique de la classe ouvrière a toujours été conséquente, si elle a toujours atteint l'objectif qui doit étre le sien: entrainer la petite-bourgeoisie hors de son ornière, lui faire abandonner ses vieux principes de collaboration avec les deux camps ennemis, le capitalisme d'une part et la classe ouvrière de l'autre.

Il est évident que la petite-bourgeoisie ou les restes de la bourgeoisie libérale, ont eu d'autant plus la possibilité de continuer à pratiquer une politique indépendante que la classe ouvrièere n'a pas montré assez de fermeté dans la direction de la lutte au lendemain du 19 juillet. C'est pourquoi les difficultés ont été plus grandes à Madrid où a siégé, jusqu'à maintenant, un gouvernement de tendances bourgeoises, qu'à Valence et à Barcelone, où les ouvriers ont dominé dès les premiers instants.

Cette situation à Madrid a connu une grande acuité lors de la marche des rebelles sur la capitale. On a du s'apercevoir à ce moment que la politique insouciante du gouvernement de la République était près de mener à un désastre. Les avertissements n'avaient cependant pas été ménagés par le sorganisations de la classe ouvrière. Mais on s'est refusé jusq'au dernier moment, par exemple, à l'entrée de la C. N. T. dans le gouvernement. Nous n'avons pas à estimer ici d'où sont venues les résistances a cette collaboration. Toujours est-il que la participation de la C. N. T. ne fut acceptée qu'in extremis, qu'on a rejeté délibérément aussi celle du P. O. U. M. Deux jours après, le Gouvernement abandonnait la capitale, confiant la direction des opérations militaires à cette Juste de Défense qui, elle, fut capable de sauver par una sorte de miracle, le siège du gouvernement de la «République» de la botte du fascisme.

Qu'on ne nous compare pas si légèrement la situation de Madrid en 1936 à celle de Pétrograd en 1919 Quoique attaquée par une bande de généraux à la solde du fascisme italien et allemand. l'Espagne ouvrière et paysanne n'a pas été abandonnée comme le fut la Russie de la révolution. Elle eut encore la possibilité de se procurer, dans une mesure insuffisante peut-être, mais elle put se procurer, des armements à l'étranger. Elle disposait de régions industrielles en pleine activité, dont le gouvernement central n'a pas tiré tout le profit qu'il pouvait. Enfin les organismes du pouvoir central, plein d'insouciance, combattirent les rebelles plus par des phrases que par une véritable action révolutionnaire.

Les ouvriers qui faisaient à Madrid une expérience très pénible, celle du soutien d'un gouvernement en contradiction manifeste avec leurs désirs, ne comprirent véritablement où ils en étaient que lorsque la menace sur Madrid se traduisit par l'echec des mesures de défense. Ils ne sauvèrent la situation que parce qu'ils la prirent en mains. C'est la Junte de Défense de Madrid, ce sont toutes les organisations antifascistes qui y participent, ce sont la C. N. T. et le P. O. U. M., qui, par leur énergie révolutionnaire, donnèrent l'impulsion définitive à la lutte offensive conte le fascisme.

La preuve vient donc d'être faite. Elle aurait pu coûter très cher, on peut même dire qu'elle a déjà été payée par de nombreuses victimes. Mais il a été démontré que pour la défense de leur intérêts les ouvriers ne devaient compter que sur eux-mêmes. La bourgeoisie, même si la menace fasciste s'étend à quelques-uns de ses représentants, ne peut faire la politique du prolétariat. C'est la classe ouvrière qui a sauvé Madrid, c'est elle qui s'est acquis des titres à l'exploitation de cette victoire. Il faut à Madrid même, qu'elle prenne en mains la gestion de ses intérêts. Elle a laissé passer un temps précieux. Madrid est maintenant en retard sur les cités ouvrière de la Catalogne et du Levant. Mais la classe ouvrière vaincra toutes ces difficultés.

Elle les vaincra à la condition expresse que les dirigeants du prolétariat ne lui mentent pas, qu'ils n'essaient pas de la détourner de son chemin. Les staliniens tentent depuis le début de la lutte d'endiguer le mouvement de la classe ouvrière dans les limites de la «république démocratique». Ce fut le cas à Madrid où les chefs communistes n'employèrent jamais un autre langage que celui des socialistes, se livrant seulement, en plus, à une propagande pour leur parti et pour l'U. R. S. S.

La victoire de Madrid est en même temps la faillite de la politique du Front Populaire. Dans une époque révolutionnaire comme celle que traverse la classe ouvrièere espagnole, il n'y a d'issue que dans la solution prolétarienne. Il faut aller de l'avant dans la voie de la révolution.

Collectivisation des Magasins de Nouveautés Vilardell

Nous avons eu la possibilité d'étudier sur place le fonctionnement d'une des plus importantes firmes commerciales de notre ville: l'ancienne «Société Anonyme Vilardell», aujourd hui entreprise socialisée et dirigée par un comité de quatorze camarade qui ont choisi entre eux un secrétaire et trois adjoints chargés de la direction permanente.

C'est le 9 septembre que le comité décida de reconnaitre l'actif et le passif de la firme et de poursuivre sa gestion. Il offrit aux gérants de l'entreprise, les fréres Vilardell, et spécialement au fondateur de l'entreprise, le camarade Francisco Vilardell, de continuer à apporter leur collaboration technique.

L'entreprise socialisée Vilardell comprend en plus de la maison centrale, quatre magasines à Barcelone. Elle occupe en tout 350 travailleurs hommes et femmes.

Les camarades qui nous reçoivent et facilitent notre travail d'information, nous font part des grandes réalisations en perspective et de celles qui ont déja été effectuées grâce à l'augmentation considérable du pouvoir d'achat des masses.

Nous introduisant dans le bureau qui sert de salle de réunion au Comité, ils nous font part des oeuvres réalisées dans l'ordre social. Ce sont, il faut le dire, celles qui leur tiennent le plus à coeur.

«Nous avons, nous disent-ils, monté en coopération avec d'autre entreprises socialisées un service d'échange dont bénéficieront grandement nos camarades. Incessament va fonctionner une école pour les enfants des ouvriers. Elle sera installée aux quatriéme et cinquiéme étages de notre maison centrale, sera dotée du matériel le plus moderne et placée sous le controle du CENU. Nous allons également installer une crêche pour les tout petits, ainsi que des cours du soir pour nos camarades qui veulent se perfectionner téchniquement ou apprendre des langues étrangères: anglais, français.

Nous envisageons également la création d'une cantine où les enfants pourront manger.»

Nous camarades nous parlent ensuite du plan d'assistance sociale relatif aux retraites et aux pensions que doit payer la collectivité. Il a été décidé, nous disent-ils, que tous les ouvriers qui auront vingt cinq annéees de présence dans la maison pourront prendre leur retraite qui se montera à la moitié de leur salaire. Agés de cinquante-cinq ans, ils bénéficieront d'une retraite avec les trois quarts de leur salaire. La retraite deviendra obligatoire à soixante ans et le salaire sera alors payé intégralement.

Il a été également institué des pensions pour les cas d'invalidité totale ou partielle. Nous payons déjà à trois camarades ayant atteint les soixante ans des retraites à solde entière, ainsi qu'une pension à un camarade malade depuis seize mois mais qui, nous l'espérons, pourra guérir et revenir bientôt parmi nous.

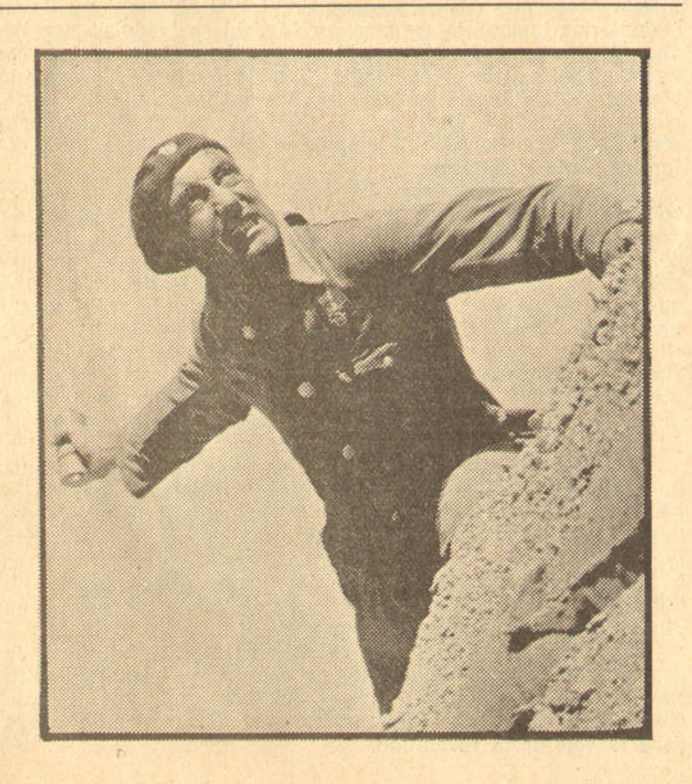
Nous avons versé pour les Milices Antifascistes, en fournitures et produits divers, une valeur de vingt-cinq mille pesetas. Nous devons aussi vous signaler que vingt-cinq de nos camarades luttent actuellement dans les milices antifascistes.

Nous avons également pourvu nos ateliers de confection et de façonnage du matériel le plus moderne. Prenons pour exemple l'atelier de confection: il y a là trnte-huit machines à coudre qui avant la socialisation étaient actionnées à la pédale. Nous leur avons fait poser des moteurs.

Ceci est un petit exemple des améliorations que nous avons apportées dans notre entreprise. En ce qui concerne l'hygiéne et la salubrité nous avons fait installer des lavabos et des douches, et nous sommes en train de procéder à une réorganisation compléte des magasins et des services d'expédition, où le personnel travaillait dans des conditions déplorables, sans confort ni hygiéne, où l'air manquait et où il fallait travailler des journées entières à la lumière artificielle.»

Ajoutons que nous avons ensuite parcouru les installations, depuis les différents magasins de vente jusqu'aux réserves et ateliers et que nous avons constaté partout l'ordre le plus parfait et une activité jointe à une bonne humeur qui ne peut exister que chez des ouvriers travaillant pour eux, pour la collectivité et non pour le profit égoïste de quelques capitalistes. Nos camarades nous ont fait part de leur intention d'ouvrir de nouvelles succursales, d'étendre de plus en plus le champ de leur activité pour le plus grand bien de tous.

Bravo, Camarades! En avant, construisez la société de demain.



Aux lecteurs de «La Révolution Espagnole»

Nous avisons nos lecteurs qu'à partir de ce numéro, LA REVOLUTION ESPAGNOLE paraîtra seulement tous les quinze jours. Ce sont des difficultés de transmission qui nous obligent à prendre cette mesure. Les numéros prochains de LA REVOLUTION ESPAGNOLE comporteront un nombre de pages plus important, afin de compenser la perte de matière que constituerait la suppression pure et simple d'un numéro sur deux.

Nous profitons de cet avis, pour rappeles à tous les lecteurs de langue française, qu'ils ont toutes possibilités de nous questionner par lettre sur les sujets qui les intéressent. Nous y répondrons, suivant les cas, par lettre ou par la voie de la Révolution Espagnole.

LISEZ ET DIFFUSEZ LE BULLETIN FRANCAIS DU P. O. U. M.: *LA REVOLUTION ESPAGNOLE*

I. C. S. I. G. / Barcelona (España)

1.ère année Num. 11 Barcelone, le 18 décembre 1936 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France: Pour la vente au n.°: *Librairie du Travail* 17, rue de Sambre et Meuse, Paris X°; ou: *Librairie Espagnole* 12, rue Gay Lussac, Paris V°.
Pour les abonnements: Colette Audry 7 square de Port Royal. Paris XIII°.
Chéque Postal n.° 1360-10.

Edition française bi-mensuelle
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Madrid sous la mitraille fasciste

par J. G. Gorkin

Sur la route de Valence à Madrid, nous croisons un grand nombre d'autocars et de voitures pleines de femmes et d'enfants. La capitale procède à l'évacuation de la population non-combattante. Cette mesure aurait du être prise depuis longtemps, c'est-à-dire lorsqu'ont commencé les barbares bombardements aériens. J'ai pu me rendre compte que ceci est le sentiment général, et un reproche que l'on fait au Gouvernement installé à Valence.

Avant d'arriver à Tarancon, nous rencontrons plusieurs groupes de miliciens. Ils ont pris part aux derniers combats et maintenant ils vont en permission à Valence et en Catalogne. Ils vont à pied, par groupes; les autos et les camions sont réservés aux femmes, aux vieillards et aux enfants. Ils se dirigent vers Albacete, à quelques quatre-vingt kilomètres; là ils prendront le train pour Valence. Ils sont joyeux; quelques-uns vont en chantant et en sifflant.

Tarancon. Il y a plusieurs voitures arrétées devant la pompe à essence et beaucoup de gens autour: des ouvriéres, beaucoup d'entre elles avec les traces des larmes—c'est si dur de laisser le foyer abandonné derrière soi—des enfants souriants et désoeuvrés, curieux et heureux du voyage; des miliciens avec une barbe de fleuve, mal soignée... Nous parlons quelques instants avec quelques-uns d'entre eux. Ils sont catalans. Ils font partie de la colonne Joaquin Maurin. Ils sont parvenus à Tarancon avec une camionette. Ils nous communiquent de bonnes impressions du front de Madrid. Ce qui est criminel, ce qui est horrible, nous disent-ils, ce sont les bombardements aériens. On assassine en masse la population civile. On détruit et on incendie les inmeubles. Les canailles!

Pour pouvoir continuer le voyage jusqu'à Madrid, nous avons besoin d'une autorisation de l'Etat-Major. Nous allons au local de l'Izquierda Républicana. Au rez-de-chaussée, dans une petite pièce, ils nous donnent l'autorisation. Et nous partons à toute vitesse pour Madrid, la capitale sur laquelle sont concentrés en ce moment les yeux du monde entier, dont le destin se joue presque à ses portes.

Madrid dans la nuit

Nous entrons à Madrid par le Pont de Vallecas, à la nuit tombante. L'entrée est impressionante. Au lieu de la ville illuminée que j'avais vu d'autres fois, je distingue maintenant une grande masse grise, enveloppée d'ombres, et l'obscure silhouette des immeubles... Sur les trottoirs, une multitude de silhouettes qui se meuvent, qui se croisent ou qui forment des groupes. De temps en temps, un garde qui nous arrète, qui examine nos papiers à la lueur d'une lanterne et qui nous recommande: «Avancez lentement avec les lumières éteintes. Faites attention.» Ce que nous faisons. Notre voiture avance comme à tâtons; le chauffeur, pour s'orienter, allume de temps en temps les phares, pas plus d'une seconde; pour éviter une collision avec une autre voiture et pour ne renverser personne, il actionne continuellement le klaxon. C'est l'un des seuls bruits que l'on entend, avec celui lointain de la fusillade, le tac-tac des mitrailleuses et de temps en temps l'explosion d'un coup de canon. Ce sont les nôtres du coté de la Moncloa. Madrid lutte de nuit et de jour; à ce qu'il paraît, le tir ne s'arrête pas un seul instant.

C'est ainsi que nous arrivons à la Place de Santo Domingo —appelée aujourd'hui plaçe de Etchebehere, en l'honneur de notre grand camarade tombé sur le front de Sigüenza—où est installé le Comité local du P. O. U. M.

Nos camarades nous informent sur la situation de Madrid. Quelques jours auparavant, ils ont connu des moments graves. La résistance héroïque des miliciens sut les vaincre. Il serait absurde d'affirmer que tout danger ait disparu. Il ne faut pas tromper les masses par un faux optimisme. Au contraire, il faut leur dire la vérité, la vérité qui est une arme de lutte. La vérité qui aide à forger la conscience héroïque du prolétariat. Les fascistes sont aux portes de Madrid, combattant pour y pénétrer et pour s'en emparer. L'aviation ennemie, envoyée par Hitler et par Mussolini, essaie de leur faciliter l'entrée, par un bombardement criminel, qui fait un grand nombre de victimes. Les fascistes n'entreront certainement pas à Madrid, mais ils la convertiront en un monceau de ruines.

Acompagnés par Baldris, chef militaire des forces du P. O. U. M. du front de Madrid, qui vient de lutter vaillament sur le front, nous faisons un tour dans les rues. Beaucoup d'entre elles sont infranchissables. Nous avançons dans l'obscurité, à tâtons; par moment nous aperçevons le rayon de lumière d'une lanterne. A l'entrée de la Puerta del Sol, par la rue de l'Arenal, nous entendons une voix dans l'obscurité, demandant le mot de passe. Baldris le donne et nous poursuivons notre route. La Puerta del Sol est presque infranchissable. On ne peut passer ni par la rue de Alcala, ni par la chaussée de San Jeronimo. Ils ont lançé des bombes de deux cent cinquante kilos.

C'est une belle nuit, nous dit Baldris. Les avions ne tarderont pas à revenir. Tu verras l'effet que produit le bombardement de nuit. Il y a beaucoup de militaires qui demeurent impassibles devant les combats du front et qui disent que cela est bien pire. Tu vas voir bientôt.

J'entends dans la nuit son rire jeune et sain. Baldris est un grand garçon robuste, fort, d'esprit ferme, à la face souriante et joviale, aux yeux glauques et rieurs. Son aspect inspire confiance. C'est l'incarnation de ces jeunes combattants qui ne connaissent pas de milieu, regardent le danger face à face, qui vont à la lutte et à la mort en blaguant et se moquant des balles ennemies. C'est le symbole de notre invincible jeunesse prolétarienne.

Un bombardement de nuit

Nous allons dormir à l'Hotel Suisse, dans la rue de Hortaleza, au coin de la Gran Via, pas loin de l'immense tour de la Téléphonie. Ils nous donnent des habitations au quatrième étage. Celui qui nous conduit nous avertit:

—Si vous entendez les avions, descendez à la cave. Ne laissez acune lumière allumée. Faites attention!

—Ami, on ne meurt qu'une fois, lui répond un de mes compagnons.

Je m'étends avec l'intention de ne pas bouger du lit de toute la nuit.

Vers deux heures et demi, quelques voix me réveillent dans la chambre contigüe. J'entends, loin encore, le bruit des moteurs d'avions. Le bruit augmente chaque seconde. Il s'approche de moi. C'est un bourdonnement qui pénètre dans le cerveau. Tout de suite deux explosions. Après, le bruit s'éloigne rapidement. Ils sont déjà passées. Reviendront-ils?

On frappe violemment à ma porte.

—Lève-toi vite! A la cave!

J'entends des pas qui s'éloignent rapidement. Un silence de quelques instants. Je commence à m'habiller dans l'obscurité. Je n'ai pas encore terminé que je recommence à percevoir le bruit des fatidiques moteurs. Ils approchent de nouveau de l'hôtel. Déjà ils doivent être en train de passer au-dessus de ma tête. Et s'il laissait tomber une bombe en ce moment? Je reste debout au milieu de ma chambre, attendant... De nouveau une terrible explosion. Les vitres de l'hôtel sautent en mille morceaux. Les murs ont tremblé comme si toute la maison allait s'effondrer. Le bruit des avions s'éloigne de nouveau. Où a eu lieu l'explosion?

Je sors sur le palier. Il n'y a personne. Dans l'obscurité, à tâtons je cherche la porte de sortie. Je descends les quatre étages de l'hôtel. Je distingue une faible lueur. Elle vient de la cave. Je descends. Il y a beaucoup de monde. Il y plusieurs personnes étendues sur des matelas. Une voix de femme:

—Les bandits! Les canailles! Que la foudre les extermine! Ce n'est plus une vie.

Un long silence. Arrive un camarade de la rue, disant qu'une des bombes a explosé dans la rue voisine, la rue Fuencarral, et une autre dans la Gran Via, sur la façade des Etablissements Rodriguez. Heuresement, on croit qu'il n'y a pas eu de victimes.





Les fronts de Madrid

La matinée suivante, avec Baldris, Julio Granell et d'autres camarades, je visite les fronts. En premier lieu, le front appelé front du Tage; sur la route d'Andalousie. Du coté de la place Legazpi et du Pont de la Princesse, par où les fascistes tentèrent d'entrer la première fois, il y a plusieurs maisons détruites par la mitraille et d'énormes trous d'obus dans le sol. Le front est assez loin. Des camions remplis de miliciens passent constamment. Les maisons ont été évacuées. Dans une cantine, il y quelques miliciens. Nous parvenons à la première ligne de tranchées. Un capitaine et un lieutenant accourent. Nous parlons avec la plus franche camaraderie. Le lieutenant a un accent andalou marqué. C'est un ancien banderillo.

—Au diable les taureaux et les banderilles! La guerre est bien plus intéressante. Maintenant nous faisons la révolution.

Il nous montre une colline. Les fascistes sont derrière. Mais sur ce front, ils font à peine feu. Je le questionne:

—Tu crois qu'ils passeront les fascistes?

—Qu'ils passeront? S'ils passent, je me coupe le cou!

Nous nous séparons d'eux par une forte poignée de mains. Nous nous dirigeons vers le Pont de Tolède; par où les fascistes tentèrent aussi d'entrer. Les maisons de la Glorieta de las Piramidas, à l'entrée du Pont, sont à moitié détruites. Le Pont est coupé de gros parapets. Nous les traversons. Nous sommes à Carabanchel. Ce quartier populeux de Madrid a été évacué. Derrière les parapets, il y a beaucoup de miliciens armés. Je distingue, non loin de là, un tank. Les fascistes, selon ce que nous dit un milicien, sont à plus de un kilomètre, presque à un kilomètre et demi. Nous pouvons avancer, pas par la rue, ce qui est dangereux, mais à travers des maisons abandonées. Ce que nous faisons. Les maisons communiquent entre elles au moyen de grandes ouvertures faites dans les murs. Nous avançons de maison en maison. Dans chacune d'elles nous trouvons des miliciens, qui nous saluent levant le poing.

—Croyez-vous qu'ils entreront, camarades?

—Qu'ils entrent et ils verront. D'abord ils devraient nous tuer tous.

Nous recevons la même réponse partout et quelques temps après au Pont de Ségovia. Nous allons vers la gare du Nord qui est à moitié en ruines. Par là, en face, à la Casa del Campo, on infligea une grande défaite aux Maures, il y a quelques jours. Ils eurent de grandes pertes. Ce fut une grande défaite pour les fascistes. La première grande défaite aux portes de Madrid. On ne nous permet pas de nous approcher vers le fameux pont des Français, qui se trouve à un kilomètre ou un kilomètre et demi de là. Le crépitement des mitrailleuses arrive jusqu'à nous et, de temps en temps, le bruit du canon. On est en train de déloger l'ennemi de l'Hopital et de la maison Velasquez, qui est détruite. Non seulement nos miliciens résistent, mais ils attaquent. Nous avons des victimes, mais les victimes des fascistes sont trois fois plus importantes.

Ils n'entreront pas! Les fascistes n'entreront pas à Madrid! Madrid sera effectivement la tombe du fascisme. Les miliciens

(Suite page 8)

Les caractères de la guerre en Espagne

Nos camarades de France n'ont pu connaitre que par des reportages fragmentaires les conditions de la lutte sur les différents fronts de la guerre civile en Espagne. Le combat qui a lieu actuellement sur la péninsule ibérque a perdu depuis longtemps la forme d'une guerre civile, suivant la signification habituelle de ce terme. Il s'agit d'une guerre entre le prolétariat et les mercenaires fascistes, défenseurs de la domination capitaliste. Seuls les petits-bourgeois et leurs soutiens de l'étranger peuvent tenter de faire croire que la «nation» espagnole est «déchirée» en deux par la «trahison» de généraux ayant vendu leur «patrie» à l'Etranger. Nous avons eu maintes fois l'occasion d'expliquer que, loin d'assister en Espagne à une lutte entre la démocratie et le fascisme —leitmotiv permanent des discours de la Pasionaria—, nous sommes en présence d'une lutte à mort entre le socialisme et le capitalisme.

Aujourd'hui, dans la guerre actuelle le prolétariat espagnol, d'une part, recoit l'aide du Mexique, de l'U. R. S. S. et du prolétariat international; le capitalisme espagnol, d'autre part, est soutenu par le capitalisme international et principalement par son avant-garde, celle qui y a un intérêt direct, l'Allemagne jointe à l'Italie. Est-ce à dire, cependant, que cette guerre a toujours revêtu les caractères d'une véritable guerre? Certains récits ont parlé de la prolongation des combats de rue sur les fronts de bataille. D'autres, lui donnent le visage d'une guerre moderne mettant en oeuvre les moyens belliqueux les plus destructeurs.

La vérité ne réside ni dans le premier aspect, ni dans le second. C'est assez lentement que par l'augmentation des effectifs, la militarisation, le perfectionnement des armements, la guerre s'est installée en maitre sur l'Espagne. L'amélioration des capacités guerrières se rencontre beaucoup plus de notre coté —du coté prolétarien— parce que nous disposons d'une grande réserve d'hommes et de grandes possibilités d'initiative de la base au sommet. Les rebelles, eux, ne disposent que de peu d'hommes, leur matériel est mis en marche par des soldats étrangers et leur incapacité militaire reste notoire.

Il nous est beaucoup plus facile de parler des qualités guerrières des milices et de leur défauts d'il y a deux mois, maintenant que de grands progrès ont été réalisés dans leur organisation.

* * *

Pour juger des méthodes de combat des miliciens espagnols, il faut toujours se souvenir que le capitalisme espagnol n'a pas participé à la guerre de 1914-18 en qualité de belligérant. Les enseignements qu'en ont tirés les Etats-Majors des autres pays sont restés inconnus en Espagne. L'armée espagnole était une armée du temps de paix, sans discipline et sans hommes. Les sentiments antimilitaristes d'une grande partie de la classe ouvrière l'avaient portée à se refuser à tout service militaire. L'armée était dépourvue d'armes modernes, de munitions, d'artillerie lourde, de chars de combats, d'aviation efficace. Les généraux, fort heureusement, n'avaient qu'une expérience de coupeurs de têtes de marocains et de policiers.

Lorsque la lutte du 19 juillet a éclaté à Barcelone, à Valence, à Madrid, le prolétariat s'est lancé dans la rue avec sa foi et son enthousiasme. Il a saisi les armes qu'il a trouvées et par son énergie et sa science innée de la guerrilla, il a vaincu les fascistes espagnols, les obligeant à se retrancher dans les places-fortes militaires.

Mais toute cette expérience de combats de rue, de guerrillas, d'opérations de controle et de surveillance des agglomérations urbaines et des voies de communication ne pouvait être que d'un faible secours lorsque la guerre se déroulait en rase campagne. C'est cependant avec de tels procédés que la lutte fut menée au début devant Saragosse et Huesca.

Les miliciens se sont battus dans les plaines et les montagnes sans abris, derrière les talus des routes, retranchés dans les fermes. Ou bien ils ont utilisé des parapets formés de sacs de terre ou de pierres. Ces semblants de protection devinrent vite périlleux en face d'un adversaire mettant en jeu l'aviation ou l'artillerie, car l'absence d'abris multipliait les pertes.

Le commandement militaire, quand il voulut apprendre au combattant à se protéger, se heurta à une certaine indolence du milicien («on monte le garde et il faut aussi creuser des tranchées?») et surtout aux sentiments chevaleresques des espagnols pour lesquels la lutte doit avoir lieu face à face, mais non contre un ennemi invisible.

Mais sous l'effet des résultats meurtriers que donnèrent des attaques mal calculées et grâce aux conseils prodigués avec insistance par les soldats ayant combattu pendant la guerre de 1914, on reconnut bientôt le bénéfice de la protection par les tranchées. Encore ces tranchées, creusées par les combattants ou par des fascistes prisonniers sont elles souvent mal établies. Pour prouver ce que nous avancons, il nous suffira de dire que Barcelone est couverte, en ce moment, d'Images d'Epinal, montrant, sous une forme primitive, comment on doit établir une tranchée, un nid de mitrailleuse, etc. Ludwig Renn fit également publier dans la presse espagnole une série de préceptes élémentaires des combats d'infanterie.

Au point de vue de la stratégie du début de la guerre, on a signalé en son temps cette tactique primitive qui consistait à contrôler les routes principales qui traversaient les lieux de combat, en établissant des fronts perpendiculaires à la route, à droite et à gauche. Du fait qu'au commencement on disposait de peu d'hommes, cette tactique provoquait les surprises les plus inattendues. Il était possible de s'infiltrer dans les lignes ennemies, d'un coté comme de l'autre. Des journalistes et des miliciens furent victimes de cette mésaventure, traversant les lignes sans s'en apercevoir, ou étant surpris à l'arrière du front par des adversaires qui, audacieusement, empruntaient des chemins vicinaux.

Par suite de l'activité indépendante des milices, il y eut très souvent un nombre insuffisant de combattants sur certains secteurs. La jonction pendant longtemps ne fut pas établie entre deux colonnes voisines mais dépendantes d'organisation différentes. Ces «trous», permirent quelquefois à l'ennemi d'encercler par surprise tout un campement.

Ajoutons encore que les ouvriers et les paysans durent apprendre à connaitre l'efficacité maximum des armes qu'ils avaient en mains. Ils gaspillent les munitions, tirant la nuit sur des objectifs invisibles ou bien de jour sur des points inaccessibles par leur éloignement.

Aragon

Donnons un bref tableau du front de Huesca au mois de novembre. Les tranchées sont maintenant correctement construites. Les mitrailleuses bien disposées placent sous leur rayon d'action tout le terrain à controler. Des abris sont établis pour se protéger contre les bombardements. Toutes mesures sont prises pour empêcher l'adversaire de réussir une offensive. Mais toute attaque de grande envergue de notre part, sur Huesca ou Saragosse, a été rendue presque impossible par le défaut de matériel. On n'a pas d'autres canons que les 75 ou les 155. La délivrance de places-fortes, comme les deux villes placées sous la domination fasciste, demande une artillerie lourde et une aviation moderne que les clauses de la «neutralité» ont interdit aux espagnols de se procurer. Ces derniers temps cependant, on a notablement avancé dans la Sierra d'Alcubierre et dans la direction de Belchite et Almudevar.

Le moral des troupes rebelles de l'Aragon rend impossible toute tentative de l'ennemi de se dégager de notre pression. On constate de nombreux cas de contacts des soldats rebelles avec nos miliciens. Les tranchées sont assez rapprochées et il arrive que, d'un commun accord, on décide d'arrêter le tir pendant une heure. Cet entr'acte est utilisé pour faire l'echange des journaux fascistes contre les nôtres. Des conversations avec les soldats rebelles apprennent, par exemple, que les soldats évitent

de tirer sur une de nos positions placée totalement sous leur vue. Mais les rebelles expliquent que, quelque soit leur désir de le faire, ils ne peuvent passer dans nos rangs, car leurs familles à Huesca seraient massacrées.

Le commandement devant Huesca fait des appels fréquents à la désertion au moyen de hauts-parleurs placés en avant des lignes. Ces appels sont souvent suivis d'effets.

Enfin les rebelles manquent de munitions. Leur artillerie est très peu active et leur aviation ne se livre qu'à des bombardements hebdomadaires, d'ailleurs peu efficaces!

Madrid

Tout différents sont les caractères de la lutte devant Madrid. On se livre là une lutte acharnée avec des moyens de guerre ultra-modernes. Les avions de bombardement et de chasse sont en activité constante. Les tanks modernes montrent toute leur efficacité. Incendies et destructions d'immeubles, massacres d'enfants et de femmes par les rebelles, allongent chaque jour la liste des victimes.

La vraie guerre est celle de Madrid. Les contingents de miliciens ouvriers et de soldats expérimentés opposent une barrière infranchissable à l'avance des fascistes. L'appoint de batailons composés de camarades antifascistes ouvriers, anciens combattants de la guerre de 1914-18, venus de tous les coins d'Europe, a élevé considérablement et très rapidement la valeur combattive des éléments qui se trouvent sur ce front.

Les journaux d'ici expriment l'admiration des espagnols pour la célèbre «Colonne Internationale». Citons quelques appréciations que nous lisons dans la presse:

«Nous avons pu voir un groupe de ces soldats que la solidarité internationale nous a adresée pour démontrer que le peuple espagnol n'est pas seul.»

«Nos lecteurs savent déjà quels sont ceux qui forment la Colonne Internationale. Ni des aventuriers, ni des mercenaires, ni des soldats de fortune. Simplement des hommes qui obéissent à la discipline imposée par un parti ou une organisation et qui, en outre, veulent démontrer au peuple espagnol que sa lutte a soulevé de profonds sentiments de solidarité.»

«Nous n'aimons par résister —dit un. Nous préférons attaquer. Et la vérité est que, après chaque attaque, la Colonne Internationale améliore ses positions. Sa tactique guerrière est en train de donner le bon exemple.»

L'admiration du journaliste à l'égard de la technique militaire, marque que la lecon a porté et portera chaque jour davantage.

«Il est utile de savoir se protéger. La tranchée est d'une grande utilité. Mais l'entonnoir creusé par l'explosion d'un obus ne l'est pas moins. Ces trous facilitent l'approche vers l'ennemi pour l'attaquer des points les plus proches avec des grenades plutot qu'avec des fusils.»

«Et quand il n'y a pas de dénivellation utilisable, ils rampent collés au sol.»

Nous avons donné ces exemples, non pas pour montrer qu'en Espagne la tactique la plus élémentaire soulève l'admiration, mais pour faire comprendre combien étaient superficiels les reproches des camarades étrangers, anciens combattants, aux miliciens espagnols. S'il est vrai qu'on fit «la guerre avec des cartes Michelin», il doit être admis que le prolétariat espagnol avait à faire sa propre expérience de la guerre. Commencée avec des moyens et par des procédés rudimentaires, avec peu d'hommes, la lutte antifasciste, au fur et à mesure qu'elle s'étendait et s'aggravait, a pris la forme d'une véritable guerre. Mais d'une guerre dans laquelle l'Armée Rouge est en train de se former et de s'acquérir des titres de gloire devant la classe ouvrière espagnole et devant tout le prolétariat international.

Les ouvriers espagnols sont tout prêts à recevoir les conseils de leurs camarades étrangers. S'ils sont en partie désarmés par la dite neutralité, ils se sentent soutenus par leurs frères des autres pays. Avec cette collaboration, ils écraseront le fascisme criminel, pendant que leurs camarades de l'arrière édifieront la nouvelle cociété socialiste.

Le P. O. U. M. et la question agraire

A Barcelone, le 15 novembre, s'est réunie une Conférence agraire organisée par le P. O. U. M. De nombreuses délégations de la Catalogne et du Levant y participèrent. Nous reproduisons plus bas le texte approuvé à l'unanimité par les délégations.

Nous avons souvent insisté sur l'importance fondamentale de la question agraire pour l'avenir de la Révolution. De la solution apportée à cette question dépend le mantien de l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Et sans cette alliance, la Révolution ne pourrait poursuivre son cours. Les camarades du P. O. U. M., forts de l'expérience des révolutions précédentes, de la Révolution russe en particulier, se donnent pour mission de maintenir les rapports entre la classe ouvriére et la paysannerie, afin d'eviter les difficultés qui pourraient naire d'une rupture de ces rapports.

Certaines organisations ou plutôt certains groupes politiques dont les initiatives restèrent incontrolées, appliquèrent à la campagne des mesures dont les effets créèrent des frictions entre les éléments dirigeants et les paysans. On a même été témoin quelquefois de procédés coercitifs qui risquaient de nous aliéner toute une classe qui doit être normalemenl l'ailliée du prolétariat.

Il est compréhensible, qu'au début de la guerre civile, les milices aient procédé à de nombreuses réquisitions à la campagne dans le but d'assurer l'approvisionnement des combattants. Mais dès que le régime fut normalisé en Catalogne, par la direction ouvrière des destinées politiques du pays, il était inévitable et nécessaire que le paysan bénéficie de nouveau du produit de sa terre. Ce fut le cas dans l'ensemble de la Catalogne.

Dans toutes les révolutions il y a toujours des groupes politiques de base qui, dépassant les consignes des partis révolutionnaires, croient pouvoir réaliser immédiatement la transformation de l'économie du pays, en la faisant passer sans transition du système capitaliste à un système socialiste. C'est ainsi que des organisations, à la campagne, prétendirent imposer la collectivisation des terres, non seulement des grandes propiétés agraires, mais aussi des petites propriétés paysannes dont le revenu suffit à peine à nourrir une famille. On prétendit même, dans certains villages, imposer la suppression de la monnaie pour instituer un régime de troc. Dans ces cas isolés les paysans, gens méfiants par nature, reportèrent la responsabilité du régime qu'on voulait leur imposer sur l'ensemble des organisations dirigeantes de la Catalogne. Si on avait laissé ces initiatives néfastes se propager, on aurait assisté en peu de temps à la naissance d'une hostilité très dangereuse de la paysannerie à l'égard du prolétariat. Le résultat en eût été d'autant plus regrettable que les paysans en Catalogne ne se sont pas génés de montrer leur sympathie à l'égard de la classe ouvrière et des combattants antifascistes qui défendent leur sol et leur ont promis de les émanciper.

La rupture de l'alliance entre la couche paysanne et les ouvriers ne manquerait pas de saper les fondements de l'économie catalane, de provoquer la raréfaction des produits alimentaires ou la hausse des prix, plongeant en definitive l'ensemble du pays dans une atmosphère hostile à la révolution.

Il faut reconnaitre que toutes les organisations ouvrières ont du admettre la nécessité de régler les rapports entre la

campagne et la ville de telle manière que leur solidarité en soit renforcée. Nous avons reproduit aussi dans le numéro 7 de la «Révolution Espagnole» l'opinion du Conseiller de l'Agriculture de la Généralité de Catalogne. Sans adhérer entièrement aux thèses dévelopées par Ardiaca — lequel ne semble pas reconnaitre la supériorité de l'exploitation collective sur la culture individuelle — nous les avons communiqués à nos lecteurs afin de les éclairer sur les problèmes agraires.

Dans le domaine de l'organisation et du contrôle du travail à la campagne, le P. O. U. M. avait un rôle de premier plan à jouer, car, dans les diverses «comarques», il influence de très importantes couches de paysans, tant par les syndicats agricoles que par son rayonnement propre, en qualité de parti révolutionnaire ayant acquis la confiance des masses.

Le P. O. U. M. n'a pas failli à son devoir. La résolution qui suit, si concise qu'elle soit, marque bien la voie qui scellera définitivement l'union des ouvriers et des paysans.

La terre est désormais socialisée; sa répartition sera faite par les municipalités. Le petit paysan dont le lopin de terre suffit juste pour nourrir sa famille continue à bénéficier de l'usufruit de sa culture. Les syndicats agricoles, dont l'existence devient obligatoire dans chaque commune, seront les intermédiaires indispensables entre le producteur et le consommateur. Toutes ces assurances étant fournies au petit producteur, il reste entendu qu'on s'efforcera, par l'éducation du paysan, de provoquer et d'étendre par la suite, l'exploitation collective de la terre, fournissant pour cela aux communautés les moyens dont elles ont besoin pour mener à bien une culture rationelle. La démonstration «de visu» prouvera au paysan mieux que la plus belle des harangues, les avantages nouveaux qu'il peut tirer des formes collectives de travail.

Résolution de la Conférence

1.° Toute la terre doit être socialisée.

2.° Les syndicats agraires seront chargés de l'éxécution de cette socialisation.

3.° La terre socialisée sera partagée, pour son exploitation, entre les paysans qui devront la cultiver, selon leurs nécessités.

4.° Les petits propriétaires actuels continueront à jouir de l'usufruit de la terre qu'ils cultivent. En aucun cas, un paysan ne devra posséder plus de terre que lui et sa famille ne peuvent cultiver.

5.° Le bénéGce de la production doit appartenir au cultivateur. Les syndicats et les cooperatives seront les uniques intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

6.° L'exploitation collective de la terre sera provoquée et l'on procurera toute l'aide economique et technique necessaire.

7.° Etant donné que l'exploitation colective de la terre implique en grande partie, un processus éducatif, on créera des exploitations modèles que seront dotées de tous les éléments de la technique moderne et démontreront au paysan qu'avec moins d'effort que dans une exploitation individuelle, on obtient un rendement supérieur.

Le leader anarchiste Durruti

Buenaventura Durruti est mort. — La Fédération Anarchiste Ibérique et la Confédération Nationale du Travail perdent avec lui un de leurs meilleurs militants, un de leurs militants les plus intégres et les plus valeureux. Après Ascaso tué le 20 juillet à Barcelone, et qui était depuis des années l'ami de Durruti, c'est le coup le plus dur qui est porté au mouvement anarchiste espagnol.

La Révolution elle, perd un de ses meilleurs chefs, une



des figures qui resteront dans les annales de la Révolution prolétarienne espagnole. Entraineur d'hommes, précieux par l'enthousiasme qu'il savait faire rayonner autour de lui, précieux par ses qualités d'organisateur.

Durruti est mort, ceux qui n'avaient pas pu l'abattre sur les champs de bataille l'ont lâchement assassiné dans les rues de Madrid lorsqu'il descendait de sa voiture.

Durruti est une des figures les plus marquantes du mouvement révolutionnaire anarchiste international, un de ceux qui avait le plus lutté pour l'émancipation du prolétariat.

Buenaventura Durruti naquit le 14 juillet 1895 dans la ville de Léon, d'une famille de neuf enfants. Son père était employé aux chemins de fer. Il commença à travailler dès l'âge de 14 ans dans les ateliers de la compagnie où était son père. En 1907 éclate la grève des cheminots. Durruti doit fuir de Léon, de cette date commence sa vie de révolutionnaire.

De Léon il s'enfuit à Paris où il travaille trois années chez Bréguet.

Il retourne en Espagne à St. Sébastien vers 1920 et entre en contact avec les groupes anarchistes; de là il vient à Barcelone où la dictature Primo de Rivera tient sous sa botte le prolétariat catalan, il y fait connaissance avec Ascaso, Garcia Olliver (aujourd'hui ministre de la Justice du Gouvernement central) Jover, Vivaneco, jeunes militants anarchistes avec qui il se lie et avec qui il mènera tout le travail illégal. La répression continue féroce contre les militants des organisations ouvrières.. Chaque jour le «jésuitisme» assassine les meilleurs défenseurs du prolétariat. Il faut en finir et venger les victimes. Le cardinal Soldevilla est exécuté par Ascaso et par Durruti.

Ils sont obligés de s'enfuir de l'Espagne et sont accueillis par des camarades d'Argentine, mais la police internationale veille et ils ne peuvent pas trouver de travail. A cette époque des attaques à main armée ont lieu dans ce pays contre les banques. La police les inculpe. Durruti et ses compagnons s'enfuient avant son arrivée. Ils parcourent l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, Cuba et le Mexique. De là ils se rendent à Paris dans l'intention d'en finir avec le roi. Le «complot est découvert et il est arrêté avec ses compagnons. Nous sommes en 1926, et ils passeront une année en prison.

L'Argentine demande son extradition. L'on doit encore se souvenir en France de la campagne d'agitation menée par les anarchistes français dans le «Libertaire» et à la suite de laquelle Durruti et ses compagnons sont remis en liberté le 9 juillet 1927.

Le Gouvernement français les frappa d'interdiction de séjour. Durruti se dirige sur la Belgique qui lui refuse l'hospitalité, de même que le Luxembourg. Il poursuit son chemin à pied vers l'Allemagne croyant que le gouvernement socialiste lui permettra de résider. Vaines illusions! L'Allemagne lui ferme ses portes. Il est obligé de s'en retourner. Trompant la police il se réfugie à Paris où il se cachera un mois. Mais comme il ne veut pas vivre de la solidarité de ses camarades, mais, de son travail il gagne Lyon où il peut travailler six mois au bout desquels il tombe dans les mains de la police. Le tribunal correctionnel le condamne à 6 mois de prison qu'il accomplit à la prison St. Paul. Pendant toutes ces étapes Ascaso a été son fidèle compagnon.

A leur sortie ils se rendent clandestinement en Belgique et de là à pied par les bois en Allemagne, où ils restent 4 mois sans pouvoir travailler. De là ils retournent à Bruxelles avec l'intention de se rendre au Mexique, projet qu'ils n'éxecutent pas, ayant eu connaissance que la police du Mexique sachant leur passage les livrerait à l'Argentine qui les recherchait. Pendant ce temps ils avaient fait des démarches afin de pouvoir se rendre en Russie, mais ce pays leur imposa des conditions qu'ils repoussérent.

Ils restèrent donc en Belgique où la police connaissait leur présence les surveillait, mais les laissait vivre tranquilles. Ils entrêrent en rapport avec Gasol et Macia et contribuèrent au mouvement qui devait mettre fin à la monarchie. Ils étaient depuis 2 ans en Belgique quand vint le 14 avril et que fut proclamée la République.

Le 15 du même mois ils retournèrent en Catalogne dans un train chargé d'émigrés espagnols qui avaient comme eux l'espoir de pouvoir vivre en paix de leur travail.

Mais la paix pour des hommes comme Durruti n'existe que dans la République des travailleurs. La proclamation de la République eut comme conséquence naturelle, une effervescence chez les révolutionnaires qui avaient vécu des années et des années privés de liberté.

Arrive le mouvement du 8 janvier 1933. A Figols pour la première fois dans l'histoire le communisme libertaire est proclamé. Durruti est arrêté et déporté à Fuerteventura.

Après sa libération il se rend à Saragosse oú l'intransigeance de la bourgeoisie et les autorités locales provoquent une réaction dans la classe ouvrière, réaction qui se traduit par une grève générale qui dure 33 jours, cette grève eut une résonnance énorme dans toute l'Espagne, et se termina par la victoire de la classe ouvrière. Dans cette occasion, Durruti fit preuve d'une énergie indomptable, cette énergie qu'il communiqua à tous et qui permit de remporter la victoire.

Toujours à Saragosse il constitua avec Isaac Puente—fusillé dès les premiers jours d'août à Alava—et Cipriano Méra un Comité Révolutionnaire. Ils furent arrêtés et passés en jugement. Il nous faut noter en cette occasion le coup d'audace réalisé par des compagnons de Durruti qui assaillirent la salle du juge, et s'emparèrent des dossiers où étaient les archives du procès en question.

Remis en liberté Duruti continua son agitation de militant. Lors du soulèvement révolutionnaire du 6 octobre 1934 il se trouvait à Barcelone. Il fut arrêté et transféré à Valence où il resta jusqu'en août 1935.

Quand éclate le coup fasciste du 19 juillet, il est le premier sur les barricades à l'assaut de la caserne d'Atarazanas, Francisco Ascaso tombe mort à côté de lui, la F. A. I. et la C. N. T. venaient de perdre dés le début de la lutte un de leurs meilleurs militants.

Dés que le calme est rétabli a Barcelone il prend la tête des miliciens qui s'élancent vers Saragosse et Huesca, c'est l'élan formidable des premiers jours, les départs en camions, en autocars en véhicules de toute sorte. Puis à cette guérilla succéde la guerre de tactique et de tranchée, Durruti se révele un chef militaire hors de pair. Pendant 3 mois à la tête de ses colonnes il combat sur le front d'Aragon. Ce n'est que derniérement lors de la poussée fasciste sur Madrid, que la Catalogne décide d'envoyer ses meilleures troupes pour la défense de la ville martyre.

C'est la qu'il devait trouver la mort. La Révolution venait de perdre un chef.

Salut Camarade Durruti.

Les taxis collectivises C. N. T.

De tous les syndicats contrôlés par la C. N. T. un des plus importants est sans aucun doute le Syndicat Unique des Transports de Barcelone.

Installé dans l'ancien immeuble de la banque d'Espagne, en plein centre du quartier commercial, c'est avec ses 22 sections un véritable ministère qui a sous sa dépendamce absolument tout le trafic de la ville et du port.

Nous avons pu grâce à l'amabilité du camarade Vincent Perret, vieux militant syndicaliste, visiter les différents services du syndicat. Les plus importantes sections sont celles des taxis, sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure pour examiner son fonctionnement et les réalisations apportées. depuis sa collectivisation, celle du métropolitain, des tramway, des autobus. Nous avons ensuite les sections: des dockers, des ouvriers du port, des livreurs, des déménageurs, des agents en douane, des ouvriers de garages, des porteurs en gare, des porteurs aux Halles, des services rapides, etc.

Nous trouvons dans son bureau le camarade Langa, secrétaire général du syndicat qui nous donne tous les renseignements concernant le fonctionnement de la centrale syndicale. Des camarades entrent et sortent à chaque instant; le téléphone sonne sans arrêt, c'est une ruche en pleine activité.

Le but de nostre syndicat, nous dit-il, est la centralisation, sous une direction unique, des différentes branches du transport urbain. Nous arriverons ainsi à éviter la concurrence qui pourrait surgir entre elles, au sujet de l'extension des lignes en activité, de leur prolongation, de l'élargissement des services, etc. Chaque branche garde néanmoins son administration autonome, mais par cette centralisation nous éviterons également ce qui se produisait en régime capitaliste, où, dans un quartier se trouvaient tous les moyens de transport, alors que d'autres en étient pour ainsi dire dépourvus, nous comptons, avec moins de frais pouvoir organiser un réseau de transports urbains qui donnera toute satisfaction aux usagers.

Le camarade Langa nous met ensuite en rapport tvec le secrétaire de la section «Taxis». Cest, comme nous l'avons dit, une des plus importantes, par la place qu'elle tient dans la ville et aussi une plus intéressantes du point de vue de la collectivisation.

«Nous connaissions avant le mouvement de juillet, dit-il, une crise terrible dans notre corporation. Les causes en étaient principalement le défaut d'organisation des patrons et la concurrence que se faisaient entre eux les chauffeurs qui n'avaient comme rémunération que les 25% de leur recette sans aucun salaire fixe. Et encore faut-il tenir compte que presque tous étaient affiliés à la C. N. T. et qu'après plusieurs années de luttes, nous avions arraché au patronat la journée de huit heures. Depuis que nous avons réorganisé notre industrie, nous avons supprimé le travail au pourcentage et établi un salaire fixe de 80 pesetas par semaine.

Notre syndicat avant juillet était divisé en 2 sous-sections: 1.º, celle des travailleurs qui roulaient pour le compte de patrons ou de compagnies, et 2.º celle de propriétaires d'une seule voiture que nous considérions comme des travailleurs émancipés.

Après le triomphe de la classe ouvriére dans Barcelone et toute la Catalogne et le retour à une vie normale dans notre cité, nous avons décidé la collectivisation intégrale du matériel et des annexes de l'industrie du taxi, en expropriant sans aucune indemnisation les ex-propiétaires et en les accueillant dans les rangs du personnel.

Nous avons trouvé le matériel en très mauvais état. C'est la conséquence logique du peu de soins, de l'effort continu

auquel il était soumis et de la misère dans laquelle cette industrie était tombée. Pour la remise en état du matériel et pour son entretien, nous avons monté des ateliers de mécanique et de peinture. D'accord avec la section des ouvriers de garage nous avons requisitionné plusieurs garages dans les endroits qui nous ont semblé les plus prospices, nous avons également monté un central téléphonique, qui est en communication avec les différents garages et avec des bornes d'appel. Pour la surveillance de ces différents services leur bonne marche et leur administration il a été créé un «Comité administratif» qui sous le contrôle du syndicat gère l'industrie du «Taxi».

Nos ateliers de peinture occupent 50 ouvriers et ceux de mécanique 70. Nous avons sorti jusqu'à ce jour 600 voitures qu'il fallu réparer et repeindre avant de les mettre en service, nous espérons pouvoir porter ce chiffre à 1000 avant la fin de l'année, ce qui assurera du travail à 2000 ou 2500 ouvriers. Il icrculait avant le mouvement 2650 voitures, nous en avons retrouvé 2350, le reste a été utilisé pour les besoins de la guerre. Ces voitures constituent une réserve où nous pourrons puiser après l'élimination du matériel par trop mauvais. Nous pensons que les nécessités de la ville seront couvertes avec 1500 ou 1600 voitures et nous devons par un roulement et une réduction d'heures employer tous les compagnons qui vivaient de l'industrie du «Taxi» avant le 19 juillet.

Nous envisageons également, après la fin de la guerre, le développement du tourisme qui est une source très importante de revenus et qui nous permettra d'occuper de nombreux camarades.

Cette branche était jusqu'ici entre les mains de quelques profiteurs sans scrupules qui, dans une période de prospérité, ont réalisé des fortunes. Au détriment de leur personnel qu'ils exploitaient honteusement. Il y avait encore là un autre genre de parasites, nous parlons de ces jeunes gens de familles bourgeoises qui ne voulaient pas travailler, possédaient des voitures particuliéres dans lesquelles il promenaient les étrangers, vivaient ainsi du tourisme et de toute sorte de trafic.

Nous pensons, en résume, qu'à present il nous faut faire un travail d'ensemble qui nous permettra d'éviter toutes les divergences qui pourraient aboutir à un bouleversement organique».

Nous avons visité ensuite sous la conduite de camarades du syndicat les différents ateliers de réparations où s'affairent les mécaniciens, ceux de peinture, où tous les taxis sont repeints en noir et rouge, couleur de la C. N. T. Nous avons vu ensuite les immenses garages où sont entreposées les voitures qui sont pour le moment inutilisées et que l'on remet en état pour un service prochain, les garages, où chaque jour sont revisées les voitures en service, les bureaux de l'administration, etc.

C'est une grande réalisation que l'on peut porter aujourd'hui au compte du Syndicat Unique des Transports de Barcelone. Les camarades de la C. N. T. ont réalisé dans le domaine de l'industrie du Taxi un progrès incontesté.

Nos camarades ont pris comme devise «NOTRE OEUVRE». C'est en effet, votre oeuvre, c'est par votre esprit syndicaliste et collectiviste que vous avez pu mener à bien la tâche qui vous incombait.

La Jeunesse et la Révolution

Dans sa séance du 14 novembre, le Conseil de la Généralité de Catalogne a décidé, sur la proposition de notre camarade André Nin, Conseiller à la Justice, d'accorder les droits civils, politiques et juridiques aux jeunes travailleurs à partir de 18 ans.

La concession des droits politiques et civils aux jeunes travailleurs était depuis toujours une des revendications fondamentales des organisations révolutionnaires de la classe ouvrière.

En Espagne, la petite bourgeoisie avait promis d'accorder ces droits sous un régime démocratique. Cependant en 1931, les jeunes travailleurs placerent leur confiance dans la République démocratique et le socialisme réformiste pour obtenir les droits qu'ils en attendaient. Ils furent cruellement désabusés. Les Cortes Constituantes repoussèrent leur demande à l'unanimité, depuis les conservateurs jusqu'aux socialistes. La République bourgeoise montra par cette attitude, une fois de plus, qu'elle était incapable de mener à bien une réforme favorable aux travailleurs dans les cadres du régime capitaliste.

La révolution qui eut pour origine le soulèment fasciste devait seule donner satisfaction aux jeunes travailleurs. La classe ouvrière, en prenant le pouvoir, niavait plus à consulter un Parlament, mais elle avait pour devoir de satisfaire las aspirations et les revendications issues d'elle-même.

Nous saluons doublement cette conquète révolutionnaire, parce qu'elle est une victoire du prolétariat et qu'elle fut acquise grâce à l'un des membres du Comité Exécutif du P. O. U. M., notre camarade André Nin.

Le Conseil de la Généralité, en prenant cette décision, a rendu justice aux jeunes combatttants de la Catalogne rouge, à ceux qui défendirent la Révolution espagnole.

Les droits politiques aux Jeunes

Il est nécessaire d'accorder à la Jeunesse révolutionnaire la capacité juridique, politique et civile. Ces droits ont toujours constitués une des aspirations fondamentales des partis politiques et des organisations syndicales qui luttent contre le fascisme.

Un délai dans la concession de ces droits aurait constitué un acte contre la jeunesse, si nous tenons compte de l'énorme contribution qu'elle a apportée dans la lutte contre le fascisme et pour la Révolution, étant donné, d'autre part, que dans l'ordre militaire on lui a imposé de se considérer mobilisée à partir de 18 ans. Ce qui fait supposer, de la part de la jeunesse, une maturité pour la défense de la Revolution, maturité qu'on ne peut pas lui nier quant à la plénitude de ses droits politiques et juridiques.

En conséquence et sur le proposition du Conseiller de Justice, d'accord avec le Conseil Exécutif:

Decrète:

Art. 1. La capacité d'une personne pour acquérir les droits politiques, civils et juridiques et pour les exercer est déterminée par la majorité légale.

La majorité est fixée à 18 ans.

Art. 2. Dans les cas exceptionnels, cette capacité pourra être fixée à 16 ans.

Art. 3. Toutes les dispositions contraires au présent décret se trouvent annulées.

Art. 4. Le présent décret entrera en vigueur à dater de sa parution dans le «Journal Officiel» de la Généralité de Catalogne.

Barcelone, le 17 novembre, 1936.

LE BUREAU INTERNATIONAL DES JEUNESSES

A côte du Congrès International contre la guerre et le fascisme qui s'est tenu à Bruxelles dans les premiers jours de novembre, a eu lieu la réunion du Bureau international des Jeunesses Révolutionnaires, où étaient représentées toutes les organisations adhérentes, ainsi que quelques organisations sympathisantes dont les délégués siégeain en qualité d'observateurs.

La Jeunesse Communiste Ibérique (P. O. U. M.), était representée par son secrétaire général Solano, et par Di Cabo. Solano fit un large exposé sur la situa-

tion espagnole. Toutes les organisations présentes exprimèrent leur solidarité aux camarades espagnols.

Sur une proposition de Solano appuyé par la Jeunesse maximaliste Italienne, le Bureau par solidarité pour la jeunesse prolétarienne espagnole décida de transférer son siége à Barcelone. Il fut également décidé la convocation pour le mois de février d'un Congrés International des Jeunesses Révolutionnaires à Barcelone, auquel seraient invitées toutes les organisations de jeunesses prolétariennes même non adhérentes au Bureau.

Le Bureau a également désigné à l'unanimité les quatre membres du Comité Executif International. Ont été désigné à l'unanimité les camarades: Solano (Espagne), Jeunesse Communiste Ibérique; Hans Fritz (Allemagne), S. A. P.; Bob Smillie (Angleterre), I. L. P.; Martini (Italie), Jeunesses Maximalistes.

Le camarade Solano a été nommé secrétaire général du bureau. Le Bureau s'est transferé immédiatement à Barcelone et a commencé de suite à fonctionner. Dans quelques jours il va faire sortir un organe imprimé en 4 langues: francais, espagnol, anglais et allemand.

LES DROITS DES PROLETAIRES ETRANGERS EN ESPAGNE

«Le Comité Exécutif du P. O. U. M. a décidé de mener une campagne dans la presse espagnole et d'intervenir auprès des organismes gouvernementaux aux fins d'obtenir pour tous les étrangers, combattant sur le front où remplissant des fonctions en relation avec la lutte antifasciste, les droits légaux d'adoption de la nationalité espagnole.»

Cette décision du P. O. U. M. est dans la ligne révolutionnaire. Un parti qui se réclame de la doctrine de Marx et de Lénine ne peut pas tenir compte des différence de nationalité, de race, mais doit seulement tenir compte de la solidarité prolétarienne internationale.

Il est juste en outre que les travailleurs étrangers qui luttent aux cotés de leurs frères d'Espagne pour la défense du prolétariat jouissent des mêmes droits qu'eux, et que ceux qui sont chassés par le fascisme de leurs pays d'origine trouvent enfin un endroit où ils puissen vivre en homme et non en bête traquée.

LES BULLETINS DU P. O. U. M.

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste a décidé de faire paraitre en plus des bulletins d'information en francais, et en anglais qui paraissent déjà, un bulletin en allemand et un autre en italien. Ces bulletins paraitront deux fois par mois de même que le bulletin francais.

Ces nouveaux bulletins permettront de faire connaitre encore mieux la position du P. O. U. M. devant les problémes posés par le développement de la Révolution, ainsi que les mots d'ordre et les taches que nous avons à remplir.

(Suite de la page 2)

sur tous les fronts me l'ont assuré. Ils sont disposés à résister jusqu'à la mort. C'est la première condition de la victoire et je suis persuadé qu'ils rempliront cette condition. Mais pour que les fascistes n'entrent pas à Madrid, pour que Madrid soit la tombe du fascisme, il faut que la classe ouvrière espagnole le veuille. Il ne faut pas se fier seulement à l'héroique résistance des miliciens du front madrilène, mais ils faut les aider activement et effiicacement, attaquant l'ennemi par les flancs et déclechant, en outre, une grande offensive sur tus les fronts de l'Espagne.

UN NOUVEAU BOMBARDEMENT.

A deux heures et demi de l'après-midi, nous nous trouvons dans le local du Comité Exécutif du P. O. U. M. De nouveau, nous entendons le bruit des moteurs d'avions. Nous sortons dans la rue. Le ciel semble presque couvert par les appareils. Combien y en a-t-il? Nous l'apprenons tout de suite: dix-huit appareils de bombardement lourds de la marque «Junker»; six avions légers de bombardement et vingt appareils de chasse qui protègent les autres. Ils commencent à bombarder intensément le quartier où nous nous trouvons. Nous nous précipitons à la cave. Au même instant, nous percevons un sifflement aigu et dans la cour de la maison de notre Parti, presque à nos pieds, tombe une bombe incendiaire. Heureusement, elle ne s'enflamme pas et nous pouvons la ramasser quelques instants après.

Quelqu'un vient nous dire que le toit de la maison de notre Partit est en train de brûler. Nous dominons rapidement le feu. Mais tout à coté, il y a deux maisons qui flambent. L'incendie s'étend rapidement; les flammes sont à chaque moment plus voraces. Dans la rue, passent quelques blessés; une femme avec le visage ensanglanté; un homme avec le corps à moitié brûlé; un enfant que l'on porte sur les bras-nous ne saurons pas s'il est vivant ou mort. Le monde crie et maudit les assassins du peuple. De nouveaux blessés passent. En moins d'une demie-heure la place de Santo-Domingo se remplit de gens avec des matelas, des fardeaux, des paniers... L'évacuation de ce quartier, durement atteint par l'aviation fasciste, commence. Cet exode d'un quartier à un autre provoque une véritable peine. Il y a une chose hautement réconfortante: les femmes ne pleurent pas. Les faces reflètent la fermeté, l'énergie, la résolution. Elles lancent des paroles de haine et de vengeance contre les criminels qui assassinent froidement, méthodiquement la population civile sans défense. Madrid, tout Madrid, celui qui lutte au front, celui qui lutte à l'arrière, tous se sentent unis fermement, unis par la solidarité dans l'effort et par la volonté de vaincre.

TOUS AUX COTES DE MADRID.

A Madrid, j'ai vu beaucoup de femmes, d'enfants, de vieillards assassinés par l'aviation fasciste.

A Madrid, j'ai vu des hopitaux bombardés.

A Madrid, j'ai vu de beaux immeubles détruits, des patés de maisons ovrières incendiés, des rues et des places avec d'immenses trous, qui révèlent les secrets du sous-sol...

Il y a des femmes, des enfants, et des malades qui dorment depuis deux semaines dans les gares du métro, dans les caves, sans sortir de là, comme des animaux sans défense, respirant une atmosphère envenimée, capable de provoquer le typhus ou la peste.

Il est nécessaire de procéder rapidement de toute urgence, a l'évacuation de la population civile. Toute la population noncombattante doit sortir de Madrid. Elle devrait déjà être loin. Le Levant et la Catalogne accueilleront avec une chaleureuse sollicitude leurs frères madrilènes.

Mais nous réclamons quelque chose de plus: au lâche bombardement de Madrid, on doit répondre, immédiatement par le bombardement des bâtiments officiels et des quartiers riches de Burgos, Valladolid, Salamanque, Séville, Palma de Majorque... A la guerre comme à la guerre.

Dans les rues de Madrid, j'ai lu, à de nombreuses reprises en hautes lettres épaisses cet ordre: Madrilènes, à l'attaque! La consigne est de vaincre! Cette consigne les travailleurs madrilènes l'accompliront. Ils l'accompliront avec le soutien des travailleurs de toute l'Espagne, du monde entier.

J. G. GORKIN

Imp. Nova Ibèria - Templaris, 12

1.ère année Num. 13 Barcelone, le 15 fevrier 1937 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France: Pour la vente au n.°: *Librairie du Travail* 17, rue de Sambre et Meuse, Paris X°; ou: *Librairie Espagnole* 12, rue Gay Lussac, Paris V°. Pour les abonnements: Colette Audry 7 square de Port Royal. Paris XIII°. Chèque Postal n.° 1360-10.

Edition française bi-mensuelle du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste d'Espagne

P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.) Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne

Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

Guerre d'indépendance nationale ou Révolution prolétarienne?

La petite-bourgeoisie espagnole, s'appuyant sur les éléments communistes orthodoxes du monde entier, s'efforce de présenter la guerre antifasciste comme une guerre d'indépendance nationale dans laquelle le peuple espagnol tout entier serait uniquement dressé contre des envahisseurs germaniques ou romains. Cet antifascisme, expression d'une funeste politique internationale, prend le caractère exclusif d'un antifascisme italo-germanophobe. Sciemment ses propagateurs espagnols oublient que des généraux fascistes espagnols furent les initiateurs du soulèvement et qu'un mouvement fasciste espagnol domine par la terreur la moitié de l'Espagne. Ils dissimulent et veulent faire oublier que le triomphe antifasciste et révolutionnaire ne s'arrètera pas à la détaite des mercenaires italiens et allemands, mais n'aura de cesse qu'il n'ait exterminé complètement le fascisme espagnol lui-même.

Nul n'oubliera que les républicains petits-bourgeois espagnols ont une responsabilité énorme dans la préparation et la réalisation du soulèvement du 19 juillet. Leur inaptitude et leur pusillanimité les ont déjà placés hors de la politique espagnole. Les prolétaires ne tolèreront pas qu'ils ramènent le mouvement antifasciste vers une république bourgeoise. Ce sont les travailleurs qui par leur seule initiative ont vaincu le fascisme. Ce sont eux qui par leur organisation l'écraseront. Eux-seuls ont des droits à l'édification du nouveau régime de l'Espagne.

Le milicien avec son fusil, l'ouvrier avec son marteau, le paysan avec sa faux, luttent contre le fascisme espagnol et ses soutiens Hitler et Mussolini en même temps qu'ils combattent la bourgeoisie de leur propre pays. S'emparant des usines et de la terre, ils sont en train d'édifier la République Socialiste Ibérique. Aucune force nationale ou internationale ne les fera dévier du chemin qu'ils ont élu.

Vive la Révolution Espagnole!

Vers la Révolution Prolétarienne ou vers une néo-république bourgeoise?

Il est indéniable que le mouvement révolutionnaire qui a soulevé l'Espagne au lendemain du soulèvement fasciste du 19 juillet a replacé au premier plan de l'action prolétarienne la lutte révolutionnaire des travailleurs contre le capitalisme. La contre-offensive immédiate et violente du prolétariat espagnol, dépassant les cadres de l'anti-fascisme à la mode petite-bourgeoise, a fait éclater dès la fin juillet les cadres de la République de 1931. L'abandon des usines par les capitalistes et la fuite des fascistes, dans les régions où la faillite de leur soulèvement était notoire, autant que l'initiative ouvrière ont placé l'Espagne — surtout ses régions où dominaient l'élément prolétarien avancé — dans un état. **d'expoliation de facto du capitalisme national ou étranger.** Nous nous sommes efforcés au cours de la parution de la **Révolution Espagnole** de faire connaître les caractères de cette «prise en charge» des usines par la classe ouvrière, et la manière par laquelle les travailleurs ont assuré la direction des usines dépossédées. Il nous resterait à examiner à une autre occasion les difficultés qu'ils rencontrèrent et les erreurs qu'ils purent commettre.

En tout cas, la lutte révolutionnaire en Espagne a soulevé au sein du prolétariat mondial les espoirs les plus grands de libération du travailleur de la griffe du capitalisme. La péninsule ibérique est devenue et reste le bastion avancé de la révolution prolétarienne mondiale. La révolution triomphante sur ce territoire sera la première étape de la marche en avant de la classe ouvrière de tous les pays. Au bout de près de vingt ans de défaites successives dans le monde entier, le prolétariat recouvrerait ses forces et se lancerait, de nouveau à l'assaut du pouvoir. La révolution espagnole doit-elle décevoir les espoirs qui ont été fondés en elle ou bien arrivera-t-elle à terme?

C'est la question que tous nos camarades doivent aujourd'hui se poser. Car le réponse qui lui sera donnée ne dépend pas que de la lutte héroïque des prolétaires ibériques, mais aussi, et dans une mesure non moins grande, de l'appui qu'ils recevront de la part des travailleurs des autres pays.

Aprés sept mois de lutte, l'Espagne anti-fasciste en est à la croisée des chemins. La cohabitation pendant cette longue période de l'antifascisme le plus primitif comme le plus petit-bourgeois, avec les désirs prolétariens de prise du pouvoir fut possible, nous avons eu souvent l'occasion de l'expliquer, grâce à la guerre contre le fascisme espagnol et étranger, et seulement grâce à cela. Mais aujourd'hui, même la conduite de la guerre oblige à décider le chemin qui sera emprunté. C'est pourquoi l'Espagne «gouvernementale» est placée dans une position d'equilibre instable qui tôt ou tard doit se résoudre par le recul ou l'avance.

Au début du mouvement insurrectionnel, les ouvriers, étant les seuls à mener la lutte armée contre le fascisme, se sont acquis des droits à la direction politique du mouvement antifasciste et ils surent les utiliser, comme nous le savons. Nul ne vint leur contester à cette époque leur droit à la gestion publique. Les petits-bourgeois atterrés durent assister impuissant et muets à l'écroulement de leurs derniers espoirs en une république capitaliste à direction petite-bourgeoise. Ils subirent, acceptèrent et plus tard même vantèrent la politique de gestion prolétarienne.

Ce n'était évidemment qu'un jeu. Ils n'ont pas renoncé à leur dépossession. Si leurs troupes se sont déplacées — les unes rejoignant les rangs révolutionnaires, les autres se dissimulant sous l'étiquette communo-réformiste — les chefs de la petite-bourgeoisie ont gardé toute leur rouerie. Rompus aux manoeuvres de la politique républicaine, et grandis par la disparition du capitalisme monopolisateur, ils attendirent leur heure.

Toute révolution et toute guerre connaissent des périodes pleines de difficultés et l'Espagne vit la révolution et la guerre. Le blocus économique a été la principale cause de ces difficultés. Car on ne doit pas ignorer que les puissances «démocratiques», non seulement ont dénié le droit aux espagnols d'acheter des armes à l'étranger, mais que plus encore elles ont rompu toute relation économique normale avec les industries espagnoles. La division de l'Espagne en deux camps antagonistes a, de plus, supprimé une grande part des marchés industriels, aboli l'utilité de certaines productions et réduit considérablement les possibilités d'approvisionnement alimentaire ou industriel. Les préoccupations actuelles de l'Espagne antifasciste, autant qu'à la conduite de la guerre, se portent sur le ravitaillement de la population et sur la continuité de la production des usines. Dans une période agitée comme celle qu'elle connait, ces difficultés ne sont pas sans provoquer des remous et des conflits.

... dont le bourgeoisie «anti-fasciste» profite! On l'a vu ces derniers temps relever la tête. Céla s'est traduit par des attaques contre le POUM et le CNT, par des appels constants à l'obéissance aveugle à l'égard d'un gouvernement Caballero — sans pouvoir — gouvernement d'une République agonisante Cela s'est traduit encore par l'interdiction de nouvelles expropiations de la bourgeoisie, et par l'opposition de barrières à toute mesure à caractère socialiste. Le mot d'ordre «gagner **d'abord** la guerre» est devenu le cri de ralliement de tous les contre-révolutionnaires, de tous les suppôts de la république bourgeoisie. Celui qui prétend poursuivre la Révolution **en même temps** que la guerre soulève le cris d'orfraie de toute la gent réformiste.

Mais cette bourgeoisie aspirant au pouvoir rencontre deux obstacles dans sa tâche d'affaiblissement de l'oeuvre révolutionnaire. Le premier est qu'il est impossible de continuer la guerre sans fabriquer le matériel destiné à la soutenir. Et ce matériel ne peut être élaboré que par des usines fonctionnant à plein rendement Et seuls les ouvriers, six mois de guerre civile l'ont demontré, sont capables d'installer et de mettre en route les fabrications dont la guerre a besoin. Poursuivre la guerre, c'est assurer la collectivisation et la socialisation des grandes entreprises industrielles. C'est de là que peut naître en Espagne le courant bourgeois d'acceptation d'une suspension des hostilités contre le fascisme. Cesser de combattre le fascisme signifierait le retour à la démocratie bourgeoise.

Le deuxiéme obstacle opposé à la politique bourgeoisie c'est le courant prolétarien. Il existe, très fort numériquement et armé de ses aspirations révolutionnaires, en Catalogne surtout. Les prolétaires de cette province ont en mains une forte industrie de guerre qui place le gouvernement central de la République dans un état de vassalité pour les besoins de la guerre. Les organisations révolutionnaires, d'autre part, la Centrale syndicale — la CNT —, le parti marxiste — le POUM—, ont vu croître considérablement leurs effectifs. Ces organisations attirent à elles les éléments combattifs du prolétariat, ceux qui veulent en finir à jamais avec le capitalisme.

En six mois de lutte violente où les meilleurs des chefs prolétariens sont tombés, les révolutionnaires, le POUM au premier chef, ont forgé l'instrument de leur victoire. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, sans une concession au réformisme, méprisant les criminelles insultes que l'on déverse sur lui, poursuit sa voie de regroupement de l'élite prolétarienne marxiste, collaborant en même temps avec les autres secteurs prolétariens qui entreprennent les tâches révolutionnaires.

Que la petite-bourgeoisie conservatrice et contre-révolutionnaire reçoive l'appui des bourgeoisies françaises et anglaises cela ne fait pas de doute. Ce doit être une raison supplémentaire pour les prolétaires de France et des autres pays capitalistes de soutenir la lutte de leurs fréres révolutionnaires d'Espagne.

La péninsule ibérique est en ce moment un creuset dans lequel doit s'élaborer la nouvelle conscience révolutionnaire du prolétariat mondial. «¡Hasta vencer o morir!», (Vaincre ou mourir!), est le cri de ralliement qu'a lancé le POUM. La classe ouvriére espagnole ne décevra pas les travailleurs des autres pays. A eux de se montrer solidaires de l'avant-garde espagnole, de soutenir par tous les moyens sa lutte jusqu'à obtention de la victoire: l'écrasement du fascisme et l'expropriation totale du capitalisme!

LES PAYSANS DANS LA REVOLUTION

Le probléme agraire en Catalogne et en Espagne a été l'objet de plusieurs articles qui ont paru dans la «Révolution Espagnole». Ces articles commentaient, soit des décrets et des déclarations de la Généralité de Catalogne, soit des résolutions adoptées par le P. O. U. M. sur ce sujet. Nous reproduisons ci-dessous les déclarations que nous a faites notre camarade Armengol, du Secrétariat Central Agraire du P. O. U. M., au cours d'une entrevue que nous avons eue avec lui.

—*Où en est actuellement le probléme agraire en Catalogne et en Espagne?*

—Le probléme agraire dans la Péninsule prend différents aspects dont il faut tenir compte si l'on désire ne pas aboutir à un échec. En Andalousie, en Extramadure et en Nouvelle Castille, par exemple, se trouvent des exploitations de plusieurs milliers d'hectares, qui ont toujours appartenu à un seul propriétaire et sur lesquelles travaillaient des centaines de paysans qui, pour une journée de travail épuisant, touchaient un salaire dérisoire. Par contre, il y a d'autres régions comme la Catalogne, la Galice et le Levant où les terres sont réparties dans les mains d'une multitude de petits propriétaires.

Ce serait une faute, que de procéder à une distribution des terres entre les paysans dans les régions énumereées au début. Ce serait créer chez ces paysans qui, en qualité de journalier y ont travaillé jusqu'à maintenant le même égoïsme qui existe chez le paysan catalan, et si nous leur répartissions les terres pour qu'il les travaillent individuellement, nous n'accomplirions pas autre chose qu'un travail contraire au développement de la révolution. La meilleure solution est donc de continuer l'exploitation collective de ces terres tout en éliminant le propriétaire et supprimant ainsi l'exploitation dont ils étaient l'objet.

En revanche dans les lieux où, comme dans les régions citées antérieurement, les exploitations agricoles se composent de petites propriétés, nous devons tenir compte des facteurs déja exposés et conseiller la redistribution des terres par les syndicats. Vouloir imposer la collectivisation sans tenir compte de la mentalité du paysan nous conduirait sans aucun doute à un échec. Cependant on ne doit pas cesser de prêter tout l'appui nécessaire aux essais d'exploitation collective qui se font par l'entremise des syndicats, pour autant d'ailleurs qu'ils donnent des résultats satisfaisants en augmentant la production. En même temps, il nous faut pousser le plus possible à la création de coopératives de consommation et de production par le moyen desquelles le paysan trouvera la possibilité de se libérer de son second ennemi: l'intermédiaire.

Les conceptions bourgeoises sur le probléme paysan ont échoué carrément en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. La Célébre Réforme Agraire de même que la loi des Contrats de Culture, ont été dépassées par l'actuel courant révolutionnaire. Nulle part on n'a mis en pratique une seule des dispositions des lois adoptées par la République bourgeoise.

La classe ouvrière, seule, a le pouvoir de donner à ce problème une solution satisfaisante pour le paysan. La révolution socialiste en abolissant le système de la propriété privée, et en lui substituant la socialisation de tous les moyens de production, mettra dans les mains des travailleurs la direction de tout l'engrenage économique du pays, permettant à ceux-ci de construire la nouvelle économie sur des bases plus justes et plus humaines que celles de l'actuel système bourgeois.

En régime capitaliste nous avons vu des provinces entières mener une existence misérable, parce que le propriétaire des terres, au lieu de les faire produire, préférait les conserver comme terrains de chasse. Nous avons vu des masses de paysans se livrer à un travail épuisant pour un salaire dérisoire avec lequel ils pouvaient à peine mal vivre. Nous avons vu les taux de fermage monter d'une façon continue, maintenant le paysan dans son eternelle misère. Nous ne parlerons pas des crimes commis par la bourgeoisie sur le terrain industriel. Grèves forcées de la faim. Des millions d'hommes condamnés à l'inactivité, à ne pas pouvoir donner à manger à leurs enfants. Des milliers de sacs de café jetés à la mer, tandis que l'ouvrier ne peut même pas en consommer par suite de son prix toujours croissant. Des puits de pétrole non exploités tandis que le prolétariat meurt de froid dans ses mansardes. C'est cela l'héritage du systéme capitaliste.

Une économie socialiste pourra seule faire disparaitre cet horrible spectacle. Il faut abolir la propriété privée. Nous devons donner la terre aux paysans en même temps que nous devons lui donner les moyens de l'exploiter; nous formerons des techniciens capables de les orienter et d'améliorer leur système de culture. Le paysan, libéré de la tyrannie du propriétaire, certain que son effort sera recompensé, produira plus et mieux. Nous en finirons ainsi avec l'exploitation de l'homme, base du régime bourgeois, que protégent tous ceux qui défendent la consigne de la république démocratique, contre l'unique consigne juste: celle de la révolution socialiste.

—*Qu'elles doivent-être les relations entre le prolétariat et les travailleurs des champs?*

—Elles doivent être cordiales; ils sont les deux bras du même corps social; c'est par la collaboration de tous les deux que nous pourrons construire le nouveau système social. Autrefois il existait entre eux une certaine rivalité, habilement fomentée par les politiciens bourgeois pour maintenir un divorce qui les aidaient dans la tache de l'exploitation de la classe ouvrière. Aujourd'hui cela n'est déjà plus possible, parce que le prolétariat s'est rendu compte que c'est seulement par une étroite collaboration entre les champs et la ville que sera possible l'affermissement du nouveau système que nous sommes en train de construire. Dans la guerre civile qui se déroule sur notre sol, le prolétariat des champs et celui de la ville luttent pour le même objectif: la destruction du vieux système capitaliste et la construction du nouvel ordre de choses basé sur une économie socialiste. Qui voudra s'opposer à leurs désirs sera abattu. Jamais plus, ils ne voudront retourner aux formules démocratiques bourgeoises dont ils gardent de douloureux souvenirs.



Décret fasciste

Le Journal officiel de la «Junta militaire factieuse de Burgos» a publié un décret qui ordonne: (Nous citons textuellement)

Un delai de 40 heures est fixé pendant lequel devront être brûles tous les livres de caractère social de tendance anarchiste ou communiste.

La méthode nazi qui, dans le but de purifier la civilisation, consiste à brûler les oeuvres du génie humain représentant l'évolution de la pensée vers un stade supérieur de l'humanité, a lancé son édition espagnole.

Les provinces de l'Espagne qui ont le malheur de se trouver présentement sous la domination des représentants de l'ordre, de la famille et de la religion vont connaitre de nouveau l'époque de la sainte Inquisition. Les matériaux combustibles ont enfin été trouvés pour l'inauguration sur les places publiques des premiers autodafés. Ces premiers matériaux sont les livres. Les fascistes brûlent les livres et assassinent les travailleurs.

Assassinat et barbarie. Inculture et crime.

Le fascisme espagnol ne diffère pas de ceux qui l'ont précédé.



Résolution sur le pr taire du parti, adopt Militaire du P. (

1. La prolongation et les caractères propres de la guerre civile espagnole nous obligent, un peu plus chaque jour, à créer une armée prolétarienne, qui doit être une organisation disciplinée et cohérente, tout en respectant l'organisation des colonnes par les partis ou syndicats, comme l'on a fait depuis le commencement de l'insurrection. La nécessité fondamentale du commandement unique oblige également à la centralisation des forces pour leur donner la plus grande efficacité.

L'expérience nous a démontré qu'il est absolument nécessaire de renforcer la discipline et l'organisation pour affronter avec succés les évènements survenant au cours de la guerre civile. Notre parti se rend parfaitement compte des caractéristiques de guerre moderne qu'à prises aujourd'hui la lutte en Espagne. En tant que parti révolutionnaire réaliste, nous nous sommes depuis le premier moment prononcé en faveur de la discipline et du commandement unique. Pour faire front aux arméees mercenaires de Franco, aux allemands, aux italiens et aux portuguais, il nous faut avant tout, créer une puissante armée prolétarienne, avec la plus grande discipline et dont l'organisation constitue un des principaux moyens d'action. Pour une armée parfaitement édifiée le P.O.U.M. n'a jamais caché son avis totalement favorable.

2. Le fait que le prolétariat, en conséquence de l'abandon de la défense des intérets révolutionnaires par certains partis et organisations de la classe ouvriére, n'assume pas tout le pouvoir politique, place la partie des ouvriers la plus avancée politiquement, principalement notre parti, devant des tâches spéciales. L'armée qui sera créée, et dont nous sommes en principe les plus fervents partisans, ne sera politiquement que le reflet exact de la composition des gouvernements actuels, c'est à dire, sera basée sur le principe du front populaire, et par conséquent ne sera pas une armée de la classe ouvriére. Le fait de nommer des commissaires politiques, avec des fonctions peu définies, quoique désignes par des partis et des organisations ouvriéres, n'est pas pas encore une garantie suffisante pour assurer l'orientation politique de la nouvelle armée. Le fait que quelques partis et organisations aient abandonné la défense de leurs principes traditionnels de classe pour se convertir en paladins de la démocratie bourgeoise, les met sur le même plan que les organisations petites-bourgeoises.

C'est donc à notre Parti et également à la F.A.I. que revient la besogne fondamentale d'orienter la nouvelle armée sur le chemin de la Révolution prolétarienne et du socialisme. C'est la tâche qu'ont à remplir tous nos militants, tous les miliciens de nos unités et les sympathisants de notre Parti.

3. Devant la conception générale et prédominante de constituer la nouvelle armée sur la base de grandes divisions, nous estimons, du point de vue de la tactique politique de notre Parti et des possibilités de notre influence sur la totalité de l'armée, comme un mauvais procédé celui de grouper tous nos militants d'une même ville ou région dans la même unité ou division. On peut faire une exception à cette régle, si nous pouvons monter une division entiérement sous notre direction politique et sous notre contrôle, avec le commandement entiérement nôtre, car dans ce cas nous avons la possibilité concrète de donner du prestige à notre Parti par l'action collective de notre division. Mais en général, nous devons partir de ce principe que l'objectif fondamental pour un parti révolutionnaire

Face aux attaques et aux le P. O. U. M. poursuit sa

oblème politico-mili- ée par la Conférence). U. M. à Lerida

comme le P.O.U.M. est de doter l'armée d'un moral combattif et d'une conscience de classe ainsi que de l'influencer par nos consignes révolutionnaires. Cela impose au Parti des tâches extraordinaires dans l'organisation, afin de rendre plus intense et plus efficace le travail politique d'influence dans les couches ouvrières de la nouvelle armée «populaire».

4. A l'exception du cas où il y aurait la possibilité de constituer sous notre contrôle direct, et avec un commandement à nous, une division entière de la nouvelle armée, nos militants et sympathisants doivent être répartis entre les différentes unités. Cette distribution doit être faite d'une manière consciencieuse et intelligente, en tenant compte de la plus ou moins grande éducation politique des militants et sympathisants, et de leur plus ou moins grande qualité de propagandistes. Devant le développement de la Révolution et les périls qui la menacent par suite de la création de la nouvelle «armée populaire» dotée de l'esprit anti-fasciste démocratique, le rôle du P.O.U.M. consiste à donner à l'armée une conscience de classe qui donne l'assurance que la Révolution sera menée jusqu'au but.

5. Pour ces mêmes raisons, les comités militaires du P.O.U.M. qui, jusqu'à présent, avaient pour fonction immédiate de procéder au recrutement et à l'intendance des milices du Parti, devront dorénavant porter leur activité sur l'organisation du travail politique dans les rangs de «l'armée populaire». Ils devront donc, en vue de la diffusion des consignes du Parti, répartir les militants et sympathisants de manière que le rayonnement de nos idées soit le plus grand possible. Actuellement les milices du P.O.U.M. se trouvent uniquement sur les fronts d'Aragon et de Madrid, ne jouant aucun rôle politique parmi le reste des miliciens et des soldats. Une nouvelle distribution de nos militants et sympathisants dans toutes les unités permettra d'étendre l'influence de notre Parti sur les fronts du sud, où jusqu'à cette heure nous n'avons pas donné signe de vie.

La situation est maintenant essentiellement differente de ce qu'elle fut aux premiers jours de la révolution. Il ne s'agit plus simplement que nos miliciens s'en aillent pour le front, mais de réaliser une politique révolutionnaire intense dans la nouvelle armée.

6. Le Comité Exécutif du P.O.U.M. nommera un comité militaire de caractère national, qui aura pour mission fondamentale d'organiser le travail politico-révolutionnaire à l'intérieur de la nouvelle armée. Ce Comité militaire aura pour obligation de veiller à la répartition des membres ou des sympathisants du Parti, c'est à dire de constituer des cellules composées de membres du Parti ou de sympathisants sur tous les fronts, dans les casernes, les forces spéciales, les écoles de guerre, etc. Dans chacun des lieux où se trouvent des membres ou des sympathisants, on assurera la propagande des consignes du Parti Dans chaque division doit exister un comité qui a pour but d'organiser le travail politique de chacune des unités. Ces Comités fourniront aux secrétaires de cellules d'unités, le matériel nécessaire pour le travail de propagande et l'exposition de notre idéologie révolutionnaire sur chacune des problémes concrets qui sont posés. Le secrétaire du comité de chacune des divisions constituera, avec le Comité national, le plénum du Comité Central de notre organisation politico-militaire.

Réglement intérieur de la Caserne Lénine

Ces jours derniers a eu lieu à la Caserne Lénine de Barcelone une assemblée générale de tous les soldats du 3me. Régiment d'infanterie. Plus de mille trois cent ouvriers mobilisés y assistaient.

Les Comités de compagnies s'étaient réunis antérieurement et s'étaient mis d'accord, pour présenter à l'assemblée un réglement disciplinaire. Aprés une ample discussion, le suivant réglement a été adopté:

Art. 1. Les appels journaliers auront lieu le premier à 8 h., le second à 15 h. 30. Le camarade qui, sans raison valable, sera porté absent sera puni de trois jours de corvées. Celles-ci seront désignées par le Comité de soldats.

Art. 2. Tous ceux qui n'accompliront pas leur service seront punis conformément à l'article premier.

Art. 3. Tout camarade qui jouera de l'argent, s'enivrera, ou se livrera à des actes immoraux, sera puni de six jours de travaux de terrassement.

Art. 4. Les camarades qui commettent des actes contre l'hygiéne ou la proprete seront obligés de nettoyer ce qu'ils ont sali, et le fait sera rendu public devant la compagnie.

Art. 5. Les camarades qui, par négligence, contracteraient des maladies vénériennes, et qui ne le signaleraient pas au service sanitaire, seront punis et leurs noms rendus publics. Ceux dont le cas est chronique seront réformés.

Le présent réglement est applicable aux soldats comme aux officiers sans distinction de grade.

Un article additionnel signale que toutes les recrues ayant déserté de la caserne, seront recherchées par le Comité de soldats dont ils dépendent et aprés leur réintégration passeront devant le Comité, qui leurs appliquera les sanctions meritées par leur action contre-révolutionnaire.



agressions staliniennes, lutte pour la Révolution!

Un exemple de l'activité rétrograde de la bourgeoisie. Les 58 décrets de la Généralité

Nous signalons par ailleurs les efforts qu'accomplissent les éléments anti-révolutionnaires en Espagne pour ramener l'évolution politique du pays dans la voie de la république bourgeoise. La petite bourgeoisie qui en Catalogne comme dans les autres provinces, fait front unique avec les staliniens, tente actuellement par un certain nombre de mesures gouvernementales de la Généralité de Catalogne de détruire ou de contrecarrer tout ce qui peut signifier une marche en avant de la Révolution espagnole.

Du 8 au 2 Janvier, le Premier Conseiller, Terradellas, qui détient, le portefeuille des Finances de la Généralité, a résidé à S'Agaro, élaborant 58 décrets qui constituent un monument d'activité contre la Révolution. Il n'en paraît rien à première vue, bien entendu, car l'habileté est la première qualité du petit bourgeois. Le motif présumé de chaque décret est la nécessité de revenir à une vie normale. Mais un examen plus approfondi de leur essence laisse apparaître les buts qu'on assigne à ces mesures législatives.

Ces décrets portent sur la réglementation des finances, le développement de la vie municipale, la défense de l'épargne, etc.... Jetons rapidement un regard sur l'ensemble.

Les décrets du n.° 1 au n.° 9 traitent de la réglementation des municipalités. Ils leur enlèvent tout le droit d'initiative indispensable dans une période révolutionnaire comme celle que nous traversons, ainsi que l'autonomie que leur concéde la loi municipale de Catalogne datant de la république réformiste et le statut municipal du 8 mars 1924 époque de la dictature.

Les décrets 10 et 11 créent une Commission des responsabilités. En 1931 dans les premier temps de la République on a crée d'innombrables commissions de responsabilités qui n'ont fait que servir de frein et ont rendu possible l'arrivé au pouvoir de la réaction.

Les décrets 12, 15 et 16 se réferent aux appropriations d'immeubles et de fonds. Il ne s'agit en vérité que de préparer la voie pour déloger les organisations ouvrières des locaux dont elles se sont emparés après le 19 Juillet et qui leur ont permi de faire un travail impossible avant, —y compris les deux premières années de républiques réformiste— parce que les républicains et les socialistes au pouvoir s'étaient beaucoup plus intéressés au maintien du sacro-saint droit de propiété privée, qu'à une évolution quelconque du prolétariat vers un avenir meilleur.

Nous pourrions même ajouter que ces décrets visent surtout à restituer à la bourgeoisie une source de revenu tarie aujourd'hui.

Le 13° et 14° décrets créent une Commission de réparations dont pour les juger nous ne pouvons mieux faire que d'extraire l'article 10. «Aurons droit à la réparation des dommages causés par la rebellion: a) tous les citoyens qui résidaient en Catalogne antérieurement au 19 Juillet 1936.»

Rien ne peut être plus clair.

Les décrets compris entre le n.° 17 et le n.° 29 inclus se réferent à la banque et à la bourse. Ils suppriment certaines commissions pour les remplacer par d'autres, mais en aucun cas ils ne parlent de la socialisation de la banque ni même seulement de nationalisation. On peut dire que la situation reste exactement la même sur ce point, c'est à dire un contrôle plus ou moins vague de l'état. On ne régle nullement ce probléme qui est cependant un des plus important, il semble qu'il ne s'agisse que de gagner du temps.

Les décrets 30 et 31 traitent de l'épargne, ceux du 32 au 34 de l'assistance sociale. Les 35° et 36° réglent l'organisation financière de la Généralité. Le 37° nomme un rapporteur pour étudier les problémes concernant le commerce extérieur.

Les 38° et 39° créent l'impôt sur le chiffre d'affaire y compris sur celui que réalisent les coopératives et entreprises collectivisées ou controlées et cédent aux municipalités une partie de l'impôt qui ne dépassera 20 %. Cet impôt la petite bourgeoisie (l'Esquerra) aurait du le faire adopter entre les années 1931 et 1934 quand elle avait tout pouvoir en Catalogne et non pas aujourd'hui ou les ouvriers ont organisés l'économie pour leur propre compte. Pourquoi ne l'ont ils pas fait avant? Probablement pour ne pas porter préjudice à la bourgeoisie. Pour quelle raison actuellement? Serait-ce pour faire obstacle à la nouvelle forme de l'économie?

Le décret n.° 40 crée un impôt exceptionel sur les traitements des fonctionnaires. On y découvre la marque réactionnaire. Les fonctionnaires qui touchent de 6000 à 8000 pesetas annuellement se voient obligés de verser 10 % de leur salaire et au lieu d'établir une échelle progressive qui abaisse les gros salaires ou les ramenent simplement de 8000 à 10.000 pesetas, on établi un misérable 1 % pour chaque fraction de 2000 pesetas qui excéde 8000. On ne cherche donc rien d'autre que de conserver les gros salaires des hauts fonctionnaires!

Le décret n.° 41 modofie la base d'impôsition sur les richesses mobilaires et immobilaires.

Le décret n.° 42 établit un nouveau tarif pour le timbre d'enregistrement de la Généralité. Quand «l'Esquerra» gouvernait elle ne s'était jamais souciée d'imposer un droit de 500 pesetas pour la constitution d'une société commerciale bourgeoise. Aujourd'hui elle s'avise de le faire pour les entreprises collectivisées et ceci avec effet rétroactif. Pour son transfert d'entreprise privée en entreprise collectivisée une entreprise peut avoir à payer jusqu'à 3217,50 pesetas, et ce chiffre pour une entreprise de 50 à 100 ouvriers seulement. Il est clair que l'on veut mettre une entrave aux collectivisations.

Le décret n.° 43 crée un nouvel impôt sur les spectacles, abolissant celui que percevait jusqu'à maintenant les comités locaux pour la protection de l'enfance. C'est une nouvelle inmixtion dans la vie des municipalités.

Le 44.° décret annule les sommes dues par les contribuables qui n'ont pas payé, sauf dans le cas où il est possible de se payer sur les comptes courants que les interessés ont déposés dans le banques ou les caisses d'épargne. Excellente formule pour être appliquée par un gouvernement d'ouvriers et de paysans. Aux mains de la bourgeoisie que peut elle bien rendre?

Le décret n.° 45 est le plus impopulaire de tous. Il crée une taxe sur les appareils de radio ce qui pour beaucoup d'ouvriers supprime la possibilité d'utiliser cet instrument de culture et de distraction jusqu'ici accessible aux travailleurs les plus modestes.

Les décrets suivants traitent de l'organisation intérieure des différents services de la Généralité de Catalogne.

Comme on le voit ces décrets présupposent une volonté bien déterminée de bloquer l'élan révolutionnaire, de marquer nettement une concession à l'égard du gouvernement central de l'Espagne. La responsabilité en retombera sur l'ensemble des Conseillers qui ont accepté et proposé des mesures aussi impopulaires. Leur application en sera probablement très difficile. Ces mesures marquent en tout cas un pas vers le retour à la propriété capitaliste et à la défense de la bourgeoisie, que les organisations révolutionnaires devront arrêter.

MANIFESTE DE LA C. N. T.-F. A. I.

LA REVOLUTION ET LA GUERRE SONT INSEPARABLES

Les milliers de combattants prolétariens qui se battent sur les différents champs de bataille, ne luttent pas pour la «République démocratique». Ce sont des prolétaires révolutionnaires qui ont pris les armes pour faire la révolution. Proposer son avènement pour aprés la guerre, c'est amoindrir considérablement les forces combatives du prolétariat. Prétendre retourner à la situation antérieure au 19 Juillet serait trahir vilement les militants ouvriers tombés héroïquement dans les rues et sur les champs de bataille de l'Espagne.

Les ouvriers révolutionnaires ont toujours considéré la démocratie comme une des formes que prend l'état bourgeois pour contenir les désirs de liberté du prolétariat. C'est dans ce sens qu'on a fait la critique la plus acerbe de la théorie réformiste du «moindre mal».

La bourgeoisie ne se dispense pas volontairement de la mascarade démocratique. Elle peut y être obligée par les contradictions internes du régime capitaliste et à cause de la pression directe des masses radicalisées. Elle recoure à la dictature déclarée, c'est à dire au fascisme, comme remède héroïque, comme arme politique contondante contre les organisations directrices du prolétariat révolutionnaire. C'est pourquoi il est necessaire d'en finir inmédiatement avec les illusions démocratiques des travailleurs. La démocratie ne donne, ni ne peut donner rien. La bourgeoisie la fit à son image et il est utopique de prétendre qu'elle puisse servir à des fins différentes de celles pour lesquelles elle fut crée.

Aussi, malgré Ossorio y Gallardo et autres chantres énamourés du libéralisme bourgeois, le dilemme est: fascisme ou révolution. Il n'y a pas de solutions intermédiaires. Les indécisions, les doutes, les résolutions et contre-résolutions de certains partis qui se disent révolutionnaires ne favorisent et ne peuvent favoriser que l'ennemi.

Au contraire, si nous voulons exalter l'âme de nos combattants et injecter l'enthousiasme révolutionnaire aux masses anti-fascistes, il nous faut avec fermeté donner toute son impulsion à la révolution, liquider les derniers restes de la démocrâtie bourgeoise, socialiser l'industrie et l'agriculture en même temps que nous créerons les organes directeurs de la nouvelle situation, en conformité avec les buts révolutionnaires du prolétariat.

Nous ne combattons pas, qu'on l'entende bien, pour le triomphe de la République démocratique; nous combattons pour le triomphe de la Révolution prolétarienne. Aujourd'hui la Révolution et la guerre en Espagne sont inséparables. Tout ce qui se fait dans un sens différent n'est que du charlatanisme réformiste.

Retourner à la République du 14 Avril ce serait donner à la bourgeoisie de nouvelles possibilités de nous attaquer.

Et c'est à quoi ne peuvent consentir ceux qui aiment véritablement la cause de la liberté.

Office de propagande C. N. T. - F. A. I.

ERRATUM

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs pour les erreurs de composition qui se sont produites dans notre article sur la **«Municipalisation des immeubles de la ville de Badalone»**, article paru dans notre dernier numéro.

Il faut lire aux articles 3, 4, 6 et 8.

Article 3) Aux actuels propriétaires d'immeubles, qui n'ont pas d'autres moyens d'existence que celui que leur procure leurs immeubles, il sera concédé par la ville, une rente qui ne devra pas exéder le salaire moyen d'un ouvrier. Si les propriétaires travaillent ou ont d'autres sources de revenu, ils auront seulement l'usufruit de la maison dans laquelle ils habitent, conformément à l'article précedent.

4) Pour calculer la rente dont il est question dans l'article précedent, on déduira de la dite rente le montant des impôts qu'ont a payer les anciens propriétaires plus 20 % pour frais de réparation et de conservation.

La rente dont il est question dans cet article subsistera seulement pendant la vie de celui qui jusqu'à présent en était le propriétaire et reviendra ensuite définitivement à la ville.

Le salaire moyen d'un ouvrier est évalué a 450 pesetas par mois.

6) Les contributions, impôts de la Généralité et de l'Etat qui pesent actuellement sur les immeubles urbains seront payés par la ville. Par contre les propiétaires d'un immeuble auquel a été concedé l'usufruit, continueront a payer les impôts de l'Etat, de la Généralité et ceux permanents ou provisoires que fixera la ville.

A l'article 8 il faut lire: Les locaux utilisés par les syndicats et le organisations politiques formant le front anti-fasciste paieront comme loyer une somme équivalente à 3 % de la valeur de l'édifice......

Formation du nouveau Gouvernement de la province de Valence

Le nouveau Conseil du Gouvernement de la province de Valence a été composé avec la participation des organisations suivantes: C. N. T. 5 membres — U. G. T. 5 — F. A. I. 1 — P. O. U. M. 1 — Républicains de Gauche 1 — Parti Valencien de Gauche 1 — Parti Socialiste 1 — Parti Syndicaliste 1 — Union Républicaine 1.

Le Parti Communiste et la Gauche Républicaine espagnole n'ont pas désigné leurs représentants et ont déclaré ne pas pouvoir accepter d'être representé seulement par un délégué chacun.

La première réunion a été présidée par le Gouverneur. Les camarades Miro de la C. N. T. et Carbonero de l'U. G. T. ont été només respectivement président et vice-président, le camarade Sixto Rabinate du P. O. U. M. a été nommé secrétaire.

Formation du nouveau Gouvernement de la province de Castellon

Le nouveau Conseil du gouvernement de la Province de Castellon a été formé par 3 représentants de la C. N. T. — 3 de l'U. G. T. — et 1 représentant pour chacun des partis suivant: P. O. U. M., F. A. I., Parti Communiste, Parti Socialiste, Républicain de Gauche.

L'Activité de l'Editorial Marxista

L'Editorial Marxiste bureau d'édition du P. O. U. M. a édité derniérement les ouvrages suivants:

En langue catalane; El P. O. U. M. i la Collectivització d'Industries i Comercos, par Oltra Pico.

En espagnol; El P. O. U. M. ante la revolución española, par le Comité Exécutif.—Pétrograd en péril, par Victor Serge.—Résolutions du Plénum du Comité Central du P. O. U. M.—El Ejercito y el pueblo, par Zinoview.—La revolución española de 1936 y la revolución alemana de 1917-18, par Wolf Bertram.

Ces brochures dont le prix varie entre 0.50 et 1.00 peseta se sont vendus par dizaines de mille d'exemplaires et ont obtenu un gros succés.

COMITE CENTRAL AMPLIFIE DE LA "JEUNESSE COMMUNISTE IBERIQUE"

Les 29, 30 et 31 Janvier s'est tenu à Barcelone le Comité Central Amplifié de la Jeunesse Communiste Iberique, organisation des jeunes du P. O. U. M. Plus de 200 délégués venus de Catalogne, d'Aragon, du Levant et de Madrid représentaient l'élite de la jeunesse révolutionnaire d'Espagne.

Nous donnons ci-dessous un bref compte-rendu des résolutions adoptées.

Les jeunes ouvriers et paysans espagnols se trouvent devant de grâves problémes. Après la capitulation des jeunesses socialistes et communistes unifiées, qui réclament l'union avec les catholiques et les sympathisants fascistes ayant comme mot d'ordre: **Le Front de la Jeunesse**, il ne reste plus que deux organisations révolutionnaires des jeunes, les Jeunesses Libertares et la J. C. I. dont le mot d'ordre doit être: **Front de la Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire.**

La J. C. I. groupe en Catalogne plus de 10.000 membres. Ses miliciens combattent au nombre de 4.000 sur le front d'Aragon et de Madrid. Elle dispose d'un vaste réseau de presse qui diffuse ses mots d'ordre dans toutes les régions de l'Espagne ouvrière. Son organe central **«Juventud Comunista»** hebdomadaire tire à plus de 16.000, l'ensemble des publications atteint 40.000 exemplaires. Ces chiffres donnent une idée de l'importance de la J. C. I. et de l'influence qu'elle a acquise sur la masse ouvrière.

La J. C. I. demande la création d'une armée révolutionnaire sur la base de comités de soldats et non pas comme les réformistes le préconisent, la création d'une armée régulière.

La J. C. I. exige le maintien des organismes sortis spontanément de la classe ouvrière pendant les premiers jours de la lutte, c'est à dire les comités et les patrouilles de contrôle, comprenant des représentations des différents secteurs prolétariens, germes de la future démocratie ouvrière et unique garantie de l'ordre révolutionnaire.

La J. C. I. demande l'extention à toute l'Espagne de la loi adoptée par la Généralité de Catalogne sur la proposition de l'ancien conseiller à la Justice, notre camarade André Nin: Loi donnant les droits politiques, civils et juridiques aux jeunes travailleurs a partir de 18 ans.

La J. C. I. compte sur ses membres de la jeunesse paysanne pour créer dans les campagnes un état d'esprit favorable au travail collectif.

Les jeunes ouvriers sont appelés également à imposer les mots d'ordres révolutionnaires dans la domaine de la culture et a créer ainsi une véritable culture de classe. Ce sont eux qui, libre des vices du réformisme, doivent mener contre la culture bourgeoise la lutte la plus acharnée.

La J. C. I. a donné par les résolutions approuvées par son C. C. A. une preuve de plus de la compréhension de la révolution par les jeunes travailleurs et a démontré la manière dont ils entendent résoudre les problémes spécifiques à la jeunesse.

Le C. C. A. s'est clos par un meeting au Grand Price à Barcelone, meeting qui à réuni des milliers de jeunes travailleurs et auquel prirent la parole les camarades: Pilar Santiago, Pallace, Rodríguez, Roc, Sanders au nom du Bureau international des Jeunesses Révolutionnaires et Solano secrétaire général de la J. C. I. Le meeting était présidé par Nin secrétaire général du P.O.U.M.

La J. C. I. est à l'avant-garde de la révolution espagnole. Elle a donné ses meilleurs militants à la révolution et continuera à les donner pour le triomphe de la révolution prolétarienne et socialiste.



1.ère année Num. 14 Barcelone, le 15 mars 1937 Prière de reproduire

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France: Pour la vente au n.º: *Librairie du Travail* 17, rue de Sambre et Meuse, Paris Xº; ou: *Librairie Espagnole* 12, rue Gay Lussac, Paris Vº.
Pour les abonnements: Colette Audry 7 square de Port Royal, Paris XIIIº.
Chèque Postal n.º 1360-10.

Edition française bi-mensuelle
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France . . . . . 0'50 fr.
Espagne . . . . 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. . . . 5'00 fr.

SOMMAIRE

A BAS LE BLOCUS DE L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE!

Les dernières décisions du Comité de Londres marquent une nouvelle phase de l'attitude des grandes puissances à l'égard de la guerre civile espagnole. Avec la participation des «neutres», France et Angleterre, et des agresseurs, Italie et Allemagne, on organise le blocus terrestre et maritime de l'Espagne.

Depuis le début on connait l'attitude des puissances fascistes Italie, Allemagne et Portugal. Les unes comme les autres ont vu avec faveur la préparation du soulèvement fasciste. Elles l'ont encouragé et soutenu dès son déclenchement. Elles lui ont apporté, sans aucune crainte, leur soutien le plus effectif en armes, en munitions et en hommes. Aucun pacte n'a pu les retenir de se mettre au service de leur vassal, d'autant plus que les unes et les autres y ont acquis des avantages territoriaux ou économiques incontestables.

L'Anglaterre conservatrice et la France démocratique se sont liées, comme dans d'autres problèmes européens, pour mener la politique du bloc démocratique Londres-Paris-Moscou contre le bloc fasciste. La politique de l'Angleterre et de la France, la première entrainant la seconde, a été déterminée autant par le souci de ne pas permettre le succès d'une Espagne révolutionnaire que par celui d'empêcher le triomphe du pantin Franco, derrière lequel les puissances fascistes menaçantes se cachent. Les démocraties européennes craignent la Révolution plus que le fascisme et leur préoccupation dominante a été de garder à la guerre civile espagnole son caractère local.

Le succès de Franco serait une menace directe au bloc démocratique. Le triomphe des travailleurs espagnols serait par contre une atteinte aux droits de la bourgeoisie mondiale. En présence de cette alternative, la Russie également s'est placée, malgré son intervention directe, aux côtés du bloc impérialiste démocratique en conditionnant son aide au maintien de la République bourgeoise en Espagne.

Devant les violations scandaleuses et répétées du pacte de non-intervention par les puissances fascistes, la France et l'Angleterre ont fait adopter les mesures de blocus de l'Espagne.

Quelles vont être les conséquences de ce blocus?

Le blocus ne servira pas les intérêts de la Révolution espagnole. Il est déjà entré en application contre elle. La France, depuis le 20 Février a fermé sa frontière avec la Catalogne, empêchant tout passage d'étrangers et de marchandises. Elle applique dès maintenant de sévères mesures de contrôle.

Son empressement est loin d'être égalé par celui du Portugal et de l'Italie et de l'Allemagne.

Qui empêchera les mercenaires des pays fascistes, déguisés en «volontaires» de la Légion Espagnole de débarquer dans les ports factieux? Une marine française ou anglaise atteinte de cécité?

Qui contrôlera les côtes et les ports des territoires gouvernementaux? Les marines allemandes et italiennes prêtes à renouveler leurs lâches agressions contre la population civile!

L'expérience de ces sept mois de guerre civile, qui a démontré l'impuissance des pays démocratiques face à l'agression des puissances fascistes, justifie le plus grand septicisme quant aux conséquences de l'application du contrôle.

Il y a des rapports directs entre la date du 6 Mars choisie pour l'application du contrôle maritime et terrestre et la dernière offensive de Franco sur Madrid. Mais celui-ci a échoué une nouvelle fois dans sa tentative. Dans ces conditions il est fort probable que le blocus des côtes fascistes ne sera pas appliqué encore.

Le blocus de l'Espagne est une mesure coercitive de ceux qui veulent imposer aux travailleurs, sous peine d'asphyxie, l'abandon de leur révolution et la conclusion d'une paix honteuse avec leurs pires ennemis de classe.

Les prolétaires d'Espagne n'ont aucun secours à attendre des gouvernements démocratiques de l'Europe. Ils sont décidés à défendre jusqu'à la fin leurs conquêtes révolutionnaires.

Aux prolétaires du monde entier de les soutenir!

A bas le blocus de l'Espagne révolutionnaire!

Il faut réagir devant le péril contre-révolutionnaire

Dans un article de «LA NOCHE» le camarade Jaime Balius met les travailleurs en garde contre l'avance évidente de la contre-révolution et il proclame la nécessité de réagir immédiatement sans accepter qu'on fasse un pas de plus en arrière.

Nous qui ne cessons de signaler cette avance de la réaction, nous nous félicitons que nos inquiétudes soient partagées par l'organe du soir d'une organisation (1) avec laquelle nous coincidons fondamentalement dans l'appréciation du caractère du moment révolutionnaire actuel et du rôle de la classe ouvrière. Il nous plait encore plus que l'on reconnaisse les erreurs commises et qu'on l'affirme avec la franchise et la sincérité qui doivent toujours caractériser les révolutionnaires.

«Nous nous trouvons dans une époque semblable à celle que connut la France, au cours de sa révolution du XVIII siècle, quand on exigeait à grands cris la suspension des Clubs, et dans un moment pareil a celui que vécut l'U. R. S. S. quand on réclama l'élimination des Soviets.

«Il n'y a pas à chercher des parallèles historiques. Nous sommes les coupables, nous, qui tenant la révolution dans nos propres mains, nous effrayons devant la grandeur du moment et qui, de peur devant la mitraille des bateaux étrangers, cédons la révolution aux partis qui indubitablement doivent l'étrangler. N'est-ce pas vrai? Sommes-nous à la hauteur des circonstances? Certainement pas.

«Dans notre révolution on exige la dissolution des Comités et des Patrouilles de Contrôle. Il n'y a pas de doute que nous nous trouvons en pleine vague contre-révolutionnaire.

«Chaque moment de la vie des peuples a ses caractéristiques spécifiques. Si on n'opère pas le redressement nécessaire, le résultat du développement des faits journaliers aura des effets antagonistes à la Révolution sur le terrain politique et social. Pendant ces sept mois de guerre nous en trouvons des exemples innombrables. Nous, les anarchistes, nous sommes arrivés aux limites des concessions. Si nous continuons à céder des positions, il n'y a pas de doute que d'ici peu nous serons débordés et la révolution deviendra un souvenir de plus. C'est pour cette raison fondamentale qu'il faut désirer d'imprimer à notre mouvement une nouvelle direction.

«Il n'est pas justifié que pour amener les masses aux champs de bataille, il faille étouffer les désirs révolutionnaires. Cela devrait être tout le contraire! Il faut étayer encore plus la Révolution pour que les ouvriers se lancent avec un allant inusité à la conquête du nouveau monde, qui en ces instants d'indécision n'est plus qu'une promesse.»

La responsabilité de ce qui est arrivé retombe, en effet, pour la plus grande part sur ceux qui exercent le contrôle des puissantes masses ouvrières et qui, occupant des positions décisives, les ont abandonnées peu à peu aux partis qui devaient étrangler la Révolution et qui ont été injustement et sournoisement valorisés. La manoeuvre contre-révolutionnaire, réalisée avec ténacité et système, a atteint son point culminant dans la tentative de formation d'une Armée Populaire du vieux style, apolitique —c'est-à-dire bourgeoise—, avec prédominance de l'officialité professionelle et un seul drapeau, le républicain —ou ce qui est la même chose: le bourgeois. Cette manoeuvre s'est produite aussi lors de la réorganisation des services d'Ordre Public, réorganisation qui n'a pas d'autre but que de supprimer les instruments répressifs créés par la Révolution pour reconstruire, purement et simplement, le mécanisme de répression bourgeois. Le coup porté à la Révolution ne pouvait pas être plus adroit; l'Etat démocratico-bourgeois dispose ainsi entièrement des forces coercitives, bras armé du Pouvoir. De là au désarmement total de la classe ouvrière, but suprême recherché par la bourgeoisie dans toutes les révolutions, il n'y a plus qu'un pas.

Persistera-t-on dans la voie des concessions —voie fatale pour la révolution— ou comprendera-t-on à la fin qu'il est temps de réagir? Il n'est pas trop tard pour le faire. Le prolétariat possède encore des positions importantes. Il faut les consolider résolument et se consacrer à la tâche de reconquérir celles qui ont été malheureusement perdues. La classe ouvrière, grâce à l'héroïsme duquel le fascisme ne put obtenir la victoire fulminante qu'il attendait, la classe ouvrière qui verse généreusement son sang dans les tranchées et est disposée à mourir plutôt que de permettre le triomphe de la plus barbare des réactions, cette classe ouvrière ne peut consentir qu'on retourne au passé. Le passé ne peut revenir. L'expérience de cinq années de République démocratique a été suffisamment douloureuse pour ne pas la renouveler, créant par celà les conditions favorables pour une nouvelle et victorieuse attaque du fascisme.

Le moment est grave et décisif. Tout l'avenir du prolétariat est en jeu. Le P. O. U. M., de nombreuses fois, a jeté le cri d'alarme. Sera-t-il entendu par les autres organisations révolutionnaires? Les concessions incompréhensibles faites en ce qui concerne la réorganisation de l'Ordre Public éveillent en nous les plus vives inquiétudes. Mais l'article que nous commentons et le Manifeste publié hier par le Comité Régional de la C. N. T. nous donne de l'espoir.

«Plus un pas en arrière. Il est l'heure de réagir. Sauvons la Révolution.» dit le camarade Balius.

«Gagner la guerre. Oui, mais ajoutant à cet effort celui de diriger la Révolution.» dit le manifeste du Comité Régional de la C. N. T.

Et très justement le même manifeste dénonce plus loin «l'intérêt marqué de certaines organisations politiques et syndicales à dévier les courants franchement révolutionnaires du pays au travers des lunettes de la guerre, guerre cependant trop tragique pour qu'on puisse spéculer avec elle.»

Que ces positions, soutenues par nous avec une insistance opiniâtre, se traduisent en une activité claire et résolue et la Révolution, en péril mortel aujourd'hui, sera sauvée.

André NIN,
Secrétaire du P. O. U. M.

(1) «LA NOCHE», est un journal du soir de Barcelone placé sous le contrôle de la C. N. T.

Pour une Armée régulière révolutionnaire du prolétariat

Après un certain nombre d'échecs militaires de l'Etat-Major gouvernemental, la perte de la ville de Málaga est venue placer au centre de l'attention de toutes les organisations antifascistes espagnoles la question de l'Armée antifasciste. On sait que la ville de Málaga, fut abandonnée aux mains des fascistes italiens presque sans combat. La responsabilité de cette reddition, pour les revolutionnaires retombe entièrement sur l'Etat-Major de l'armée gouvernementale dont la résidence est à Valence. Il est difficile de trouver les causes de cet échec dans l'absence d'une armée régulière et d'un commandement unique, puisque les forces qui devaient défendre la ville étaient aux ordres d'un Commandement qui avait été nommé par le Ministère de la Guerre du Gouvernement Central de la République espagnole et qui recevait ses ordres directement de lui. Nous donnons par ailleurs dans le même numéro des éléments d'appréciation sur la politique militaire du Ministère de la Guerre. On peut juger par ces documents du danger d'abandonner la conduite de la guerre actuelle aux mains d'incapables ou de gens prêts à trahir même la cause antifasciste simplement républicaine.

En tout cas, l'impression produite par la chute de Málaga a été utilisée par les réformistes pour tenter de revenir à la reconstruction pure et simple de la vieille armée de la Bourgeoisie. En Catalogne, au travers de projets plus ou moins absurdes et hors de question, on a essayé de faire adopter par le Conseil de la Généralité la conception d'une **Armée Populaire Régulière.** A Valence où réside actuellement le gouvernement Central des manifestations, provoquées et orchestrées par les dirigeants de la U. G. T., ont été organisées pour masquer les responsabilités du Gouvernement dans la

conduite de la guerre et enchaîner les organisations antifascistes dans les cadres de l'action gouvernementale républicaine. Il est clair que, comme à d'autres occasions, les organisations révolutionnaires, celles qui maintiennent les postulats de la Révolution socialiste, ont été l'objet, à la suite de ces campagnes pour **l'Armée Populaire**, des attaques les plus vives et des menaces les plus violentes. Les organisations révolutionnaires, en effet, le P. O. U. M. aussi la F. A. I. et la C. N. T., tout en propageant le mot d'ordre de la création d'une puissante armée destinée à vaincre les fascistes, n'acceptent pas qu'on donne à cette armée le caractère d'une **armée soi-disant neutre** et qui serait en réalité le **plus grand soutien de la Bourgeoisie et de la Réaction contre le Prolétariat.**

Il faut être ignorant comme certains socialistes catalans ou hypocrite comme les staliniens espagnols pour prétendre que, dans les conditions actuelles de guerre civile dans lesquelles vit l'Espagne, l'Armée doit être **neutre.** L'histoire même des luttes révolutionnaires des temps passés a fourni la preuve que toutes les armées qui furent crées à ces époques étaient des armées aux caractères éminemment politiques. Sans remonter à Cromwell et à la révolution anglaise, on peut citer l'exemple de l'oeuvre de Carnot pendant la Révolution française. Pour Carnot l'armée était un parti en armes, c'est-à-dire une armée avec un contenu politique déterminé, au service de la cause de la Révolution. Trotski lorsqu'il fonda l'Armée Rouge soviétique, en fit de même un instrument précis au service du prolétariat et de la Révolution prolétarienne. Dans toutes ces armées, il y avait des **commissaires politiques**, dans lesquels les soldats plaçaient leur confiance et qui, contrôlés par les organisations responsables de l'évolution politique de la Révolution, avaient pour tâche de donner à l'armée son caractère d'instrument de victoire pour la transformation du régime social existant.

Les staliniens d'Espagne ne l'ignorent d'ailleurs pas. Qu'on n'oublie pas que sur les Fronts du Centre où **l'Armée dite Populaire** est entièrement aux mains des communistes par l'intermédiaire du Gouvernement Central et de son Etat-Major, **cette Armée possède des commissaires politiques.** Seulement comme les staliniens sont les meilleurs défenseurs de la République démocratique bourgeoise espagnole et partant les ennemis des révolutionnaires, et que les commissaires politiques sont leurs hommes, cette Armée a nettement et volontairement pris le caractère d'une Armée bourgeoise au service de la République. Les commissaires politiques ont été les agents de cette transformation d'une Armée à base prolétarienne et révolutionnaire, en une armée mise au service de la bourgeoisie renaissante. Les mots d'ordre de la campagne des staliniens en Catalogne: «Gagner la guerre!», «Armée Populaire!», «Commandement Unique», «Un seul drapeau: celui de la République espagnole!», etc., cachent en réalité le fond de la question afin de tromper la masse et de l'entraîner dans la voie du réformisme contre les tendances révolutionnaires du prolétariat. Si ces mots d'ordre ne cachaient pas cette aspiration contre-révolutionnaire, ils seraient de simples lapalissades, puisque toutes les organisations, y compris les révolutionnaires, sont partisans d'une forte armée disciplinée et du commandament unique.

Le P. O. U. M. est pour le service militaire obligatoire, mais seulement pour les ouvriers et les paysans pauvres, car on ne peut confier l'honneur de porter les armes à la bourgeoisie.

Il faut encore une fois répéter que la mobilisation est une excellente mesure, mais qu'elle ne peut être pratiquement réalisée que si on peut doter les classes qui viennent d'être appelées de l'armement qui est nécessaire pour en faire des unités combattantes. Et ces armes, par suite de la résistance du gouvernement de Madrid à les livrer, la Catalogne ne les possède pas encore. Le P. O. U. M. signale que la mobilisation de 4 ou 6 classes de plus que celles qui viennent d'être appelées provoquerait un grave problème économique, dans le fait de les maintenir encasernées, en attendant de les envoyer au front.

Faisant preuve d'esprit constructif, le P. O. U. M. propose qu'au lieu de recourir à des mobilisations sans effet, on décrète plus simplement **l'instruction militaire obligatoire,** en dehors des heures de travail, de telle manière que les futures classes, au moment d'être appelées, puissent partir immédiatement au front.

De la même façon que le P. O. U. M. est contre une Armée Populaire du type bourgeois, il n'accepte pas dans la situation présente l'intégration des actuelles milices ouvrières dans la nouvelle Armée. Ce serait seulement un pas en avant si l'on acceptait dés maintenant que la nouvelle Armée ait le même esprit révolutionnaire que les milices ouvrières. Dans ce cas seulement, en s'unissant à la nouvelle Armée, les milices augmenteraient son esprit combatif et révolutionnaire. Malgré bien des déficiences techniques et de grands défauts d'armement, les milices ouvrières ne peuvent disparaitre ainsi, car en même temps qu'elles sont une garantie pour la Révolution, elles ont démontré en pratique leur valeur sur les différents fronts de combat.

Le P. O. U. M., de même, ne s'oppose pas au **Commandement Unique,** mais il réclame son contrôle politique par les organisations prolétariennes, non seulement dans un esprit révolutionnaire, mais aussi parce que ce **Commandement Unique existe** aussi bien sur le Front d'Aragón que sur les autres fronts de la Péninsule, et que sur ce Front défendu par les troupes catalanes, le contrôle du Gouvernement de Valence a donné des résultats contraires à ceux qu'on en attendait. Toute offensive des troupes catalanes a été retenue depuis des mois et le slogan «Pourquoi n'attaque-t-on pas sur le Front d'Aragón?» s'est retourné aujourd'hui contre les meilleurs défenseurs de la République et de l'autorité des gouvernements de Valence ou de Barcelone. Chacun sait que les raisons à l'inertie du Front d'Aragón sont autant le défaut d'ordre d'attaque que le défaut d'armement, deux choses dont les catalans ne sont pas maitres.

Les commissaires politiques et les Comités de Soldats, avec une pensée politique révolutionnaire, sont la garantie de l'esprit révolutionnaire de la nouvelle armée. Tout ce qui s'oppose à cela va contre la Révolution socialiste. Il ne peut pas être admis, comme un projet le prétend, que les «Commissaires de Guerre» soient désignés par le Commandement c'est-à-dire par les Officiers.

Telle est la position du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste sur la formation de la nouvelle armée. Armée Régulière, mais en même temps armée révolutionnaire.

Le P. O. U. M., conscient de son rôle d'avant garde de la Révolution, ne suivra pas le chemin de ces réformistes qui ont cessé d'être révolutionnaires à l'époque même de la Révolution. Il est confiant que dans sa lutte pour imposer **l'Armée Régulière Révolutionnaire,** il ne sera pas seul. A son coté seront les autres organisations nettement révolutionnaires, la C.N.T., la F. A. I. et les Jeunesses Libertaires.

Le problème de l'unité syndicale en Catalogne

(Suite de la page 8)

En réponse à cette proposition d'établissement de Comité de liaison la Fédération locale de la C.N.T. a répondu le **20 Février** dans «Solidaridad Obrera». Nous citons les passages suivants:

«Vous nous faites savoir que consultée par vous, la Commission Exécutive de l'U.G.T. locale déclare ne pas être autorisée pour traiter directement avec nous en vue d'unifier les efforts de la classe ouvrière, abattre le fascisme et diriger la Révolution. Cette tache selon votre Exécutif dépend des Comités Nationaux de l'U.G.T. et de la C.N.T. Nous sommes très étonnés que dans les entrevues que nous avons eues ensemble vous ne nous ayiez en rien parlé de cela. En aviez-vous connaissance? Nous nous permettons de douter que vous ignoriez des accords d'une telle importance.

Nous tenons à déclarer, que l'accord qui fut pris par le dernier Plenum régional de la C. N. T. et qui selon vous signifie que seuls les Comités Nationaux de l'U.G.T. et de la C. N. T. ont qualité pour rechercher les bases d'unité en ce qui concerne la guerre et la Révolution, a en réalité, une autre interprétation que celle que vous lui donnez. Il ne s'est agi simplement, **une fois de plus,** que d'accorder des pouvoirs au Comité National pour qu'il poursuive ses travaux conjointement avec l'U.G.T. dans le but d'établir un pacte de caractère national...

(Suite page 7)

CONTRE LE PARTI DE LA REVOLUTION, L'INJURE

LA CALOMNIE

Nous devons lutter sans arrêt contre les éléments «trotskistes». Ils sont le meilleur soutien de Franco dans notre pays (Mundo Obrero, organe du Parti Communiste Espagnol, du 27 Janvier 1937).

Dans tout mouvement révolutionnaire, les plus dangereux sont ceux qui se cachent sous le masque de l'amitié pour mieux poignarder dans le dos. Dans toute guerra les plus dangereux ne sont pas les ennemis qui occupent les tranchées du front, mais les espions et les saboteurs. Le P. O. U. M. est de ceux la. (Mundo Obrero du 29 Janvier 1937).

Liquidons une fois pour toute cette fraction de la cinquième colonne. Le Peuple soviétique avec sa justice implacable contre le groupe de saboteurs et d'assassins trotskistes nous montre le chemin (Ahora, organe de la Jeunesse Socialiste Unifiée, 27-1-37).

Ceux qui critiquent le Conseil de la Généralité, sont des agents provocateurs qui remuent les plus basses couches sociales (Discours de Juan Comorera, Grand Price, 24-1-37).

Le P. O. U. M. et son organe combattent et injurient l'U. R. S. S. avec fureur et dans un but très clair (Treball du du 29-1-37).

Les stations de radio de Turin et de Bolzano sont parfaitement synchronisées avec la «Batalla» et les stations de radio du P. O. U. M. (Claridad, organe de l'U. G. T.).

La politique des trotskistes, lorqu'ils disent que nous luttons pour la Révolution sociale, est la politique des envahisseurs, la politique des fascistes (Discours de Carillo secrétaire de la Jeunesse Socialiste Unifiée, au Grand Price le 24-1-37).

Mille fois nous avons signalé que le P. O. U. M. et la Jeunesse Communiste Iberique sont des organisations de la cinquième colonne, des groupes contre-révolutionnaire qui opèrent sous les ordres du fascisme international.

Qui ens ajuda a nosaltres?

La U. R. S. S.!

Qui ataca la U. R. S. S.?

Hitler, Mussolini, Franco i els dirigents del P. O. U. M.

Hi sobren els comentaris

Papillon anonyme appasé à Barcelone

Texte: Qui nous aide l'U. R. S. S. Qui attaque l'U. R. S. S., Hitler, Mussolini, Franco et les dirigeants du P. O. U. M. Sans commentatre

...jusqu'à quand permettra-t-on l'existence de ces éléments. On ne peut pas perdre de temps. Il faut adopter des méthodes de guerre (Ahora, organe des J. S. U.).



Reproduction d'une affiche, placardée dans les rues de Madrid

Légende: A bas le masque

Pour gagner la guerre il faut extirper le cancer du trotskisme (Discours d'Uribe député communiste, au Grand Price le 24-1-37).

Un petit nombre d'adhérents se rattachèrent à cette organisation, des gens de diférents partis qui pour avoir commis des actes de sabotage, des vols où des escroqueries, avaient été exclus de leur organisation.

Les gens du P. O. U. M. emploient de plus en plus les procedés terroristes. Le journal «TREBALL» démasquant l'agence trotskiste en Espagne, un groupe de jeunes gens se présenta à la rédaction pour dire que «TREBALL» aurait a supporter les conséquences très grave de sa conduite.

Une tentative d'assassinat fut commise quelques jours plus tard sur la personne de Juan Comorera, secrétaire des partis socialistes unifiés de Catalogne, dont «TREBALL» est l'organe central.

Voilà qui prouve que partout où la main criminelle de Trotski se pose, il n'y a que mensonge, trahison et assassinat. En Espagne, les disciples de Trotski sont les agents de Franco et des interventionnistes fascistes. (De l'Humanité de Paris du 24-1-37 sous la signature de Koltsov.)

E STALINIENNE ET CONTRE - REVOLUTIONNAIRE

LA VERITE

En l'honneur de la vérité nous devons dire que ce n'est pas le P. O. U. M. qui a cultivé cette littérature qui nous semble sincèrement inadmissible (C. N. T. de Madrid organe Central de la Confédération Nationale du Travail).

Pour nous le P. O. U. M. n'est pas une force négligeable et surtout au point de vue révolutionnaire. Dans sa presse est exposé son opinion sur la situation actuelle de l'Espagne et sur les différents fronts combattent ses militants. Pour tout cela il mérite tout notre respect (C. N. T. de Madrid).

Nous ne sommes pas disposés à nous solidariser avec ceux qui prétendent plonger des camarades dans un honteux discrédit pour de simples appétits politiques, lançant de gigantesques vagues de calomnie contre eux, bien qu'ils sachent parfaitement qu'ils mentent, comme il arrive aujourd'hui contre la Jeunesse Communiste Ibérique (Manifeste des Jeunesses Libertaires de Barcelone).

Nous crions aujourd'hui de toute la force de nos poumons: Assez! Assez! Il n'est pas juste que pour des appetits malsains on veuille éliminer une organisation qui a lutté et qui lutte avec les autres pour le triomphe de la Révolution espagnole (Manifeste des Jeunesses Libertaires).

Que le camarade Comorera ne se fache pas, nous lui donnons un conseil fraternel. Ceci: Qu'il soit prudent, qu'il contrôle sa langue qu'il donne des preuves de posséder le sens des responsabilités qu'il recommande aux autres, qu'il abandonne ses aspirations puériles pour travailler noblement pour la cause commune sans provoquer de tempêtes d'indignation par ses interventions inopportunes, qu'il pense que la vieille politique et ses procédés ne sont pas tolérables, qu'il se souvienne que nous sommes en Catalogne, que la guerre continue et que nous luttons pour la Révolution (Solidaridad Obrera, organe régional de la C. N. T., 6-2-37).

Ceux qui disent que critiquer le Conseil de la Généralité est faire oeuvre de provocateur et d'agitateur des plus basses couches sociales rompent également la discipline que nous devons tous nous imposer... Nous affirmons une chose. Que l'exemple du sacrifice, de l'austérité, de la responsabilité, de la discipline doivent partir d'en haut, des gouvernants et des dirigeants lesquels doivent servir le peuple, être ses mandataires et non pas se servir de lui (La Noche, quotidien indépendent de tendance anarcho syndicaliste, 25-1-37).

Le P. O. U. M. et la J. C. I. déclarent qu'ils sont étrangers au trotskisme lequel les a combattu plusieurs fois et étranger également au stalinisme qui les attaque aujourd'hui. Cela ne signifie pas qu'ils sont ennemis de l'Union Soviétique (C. N. T. de Madrid).

C'est un non sens, auquel personne ne croit, même pas ceux qui l'écrive, de dire que le P. O. U. M. serve le fascisme. Le P. O. U. M. a démontré qu'il est un parti nettement antifasciste et authentiquement révolutionnaire (Discours du maire de Gerona, Expedito Duran, de la C. N. T. pendant la session municipale du 12-2-37).

Nous ne pouvons rien dire des camarades du P. O. U. M., ni aujourd'hui, ni avant, leur conduite a toujours été nettement révolutionnaire et anti-fasciste. Ils méritent toute notre confiance et nous désirons leur collaboration dans les tâches municipales (Discours prononcé par le premier adjoint au maire de Gerona, Busquet, membre de l'Esquerra Republicana de Catalogne).

L'Assemblée Municipale de Tarragone condamne la campagne de diffamation contre le P.O.U.M.

Le 22 février, le Plenum de l'Assemblée Municipale de Tarragone se réunit sur la demande de la minorité du P. O. U. M. et avec la présence du Comité Politique de ce Parti à titre informatif. La résolution suivante fut adoptée à l'unanimité:

1. Nous déclarons, en représentation de nos organisations, que nous condamnons cette campagne anonyme qui diffame le P. O. U. M., le qualifiant de contre-révolutionnaire et encore plus, de fasciste et d'agent de Hitler et de Franco. Cette campagne ne favorise, de fait, d'autres intérêts que ceux de la réaction et du fascisme.

2. Comme il suit de cette déclaration et de cette condamnation, nous sommes résolus à traiter commes alliés du fascisme, ennemis masqués de la classe ouvrière et également comme saboteurs de l'unité antifasciste, tous individus qui, personnellement ou en représentation d'une organisation quelconque, se feraient l'écho de cette campagne indigne, car si le P. O. U. M. est aujourd'hui le calomnié, demain cela pourra être une autre organisation ouvrière ou politique du front de lutte antifasciste qui soit l'objet de campagnes dénigrantes.

Tarragone, 22 février 1937.

Signé: C. N. T., Esquerra Republicana de Cataluña, Union de Rabassaires P. O. U. M., Action Catalane.

Le Conseil provincial de Valence a publié la note suivante:

«En présence de la campagne d'injures, menée par un Parti déterminé contre le P. O. U. M., qui est représenté dans ce Conseil Provincial, campagne au cours de laquelle on est arrivé à dire que ce Parti faisait partie de la «cinquième colonne», ce qui, si c'était vrai, impliquerait la complicité de tous les Partis antifascistes de Valence avec des éléments contre-révolutionnaires et ce qui, ne l'étant pas, constitue une injure pour nous tous, nos organisations à l'unanimité décident:

1. De protester contre la campagne menée contre le P. O. U. M., représenté dans ce Conseil Provincial et de condamner le langage indigne qui est employé contre ce Partit.

2. De déclarer que tous les membres du Conseil Provincial sont des antifascistes sincères et représentent des organisations authentiquement antifascistes.

Valence, 23 février 1937.

C. N. T., U. G. T., F. A. I., P. O. U. M.,
Républicains de Gauche, Esquerra valenciana
Parti Socialiste, Parti Syndicaliste, Union Républicaine.


¡Proletarios de todos los países, unid!
Mundo Obrero
ORGANO CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA (S.E.I.C.)
El P.O.U.M. es una avanzadilla fascista en nuestro propio campo

Titre sur 3 colonnes du «Mundo Obrero» du 29 Janvier 37
«Le P. O. U. M. est un avant-poste fasciste dans notre propre camp»

NOTRE REPONSE: VIVE LA REVOLUTION!

EPURATION DANS L'ARMEE.....?

La recente «démission» du Général Asensio Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre et bras droit de Largo Caballero, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, a fait couler et fait encore couler tant d'encre par suite du retentissement même qu'elle est appelée à avoir dans la suite même des événements militaires que nous estimons nécéssaire d'informer nos lecteurs des conditions dans laquelle elle s'est produite cette affaire éclairant d'une manière totale toute la politique militaire de l'actuel gouvernement.

Qu'était politiquement le Général Asensio? Officier de l'armée monarchiste il était passé comme tant d'autres à la République en 1931 et avait sympathisé avec Leroux. Resté fidèle au 19 Juillet, Largo Caballero l'avait pris comme Sous-secrétaire d'Etat lors de la constitution de son ministère.

Les différents secteurs antifascistes avaient déja à plusieurs reprises demandé sa destitution l'accusant d'être «l'organisateur» des défaites. Après la prise de Malaga la campagne redoubla et «Politica» organe de la Gauche Républicaine ouvrit la campagne par une attaque en régle. De nombreux secteurs politiques se joignirent à cette campagne.

Le journal «Nosotros», organe de la Fédération Anarchiste Iberique des groupes du Levant écrivait:

«Nous ne vivons pas en dictature, mais en démocratie et qui plus est en révolution. Malgré l'avis du Ministre de la Guerre, le peuple qui est au dessus du Gouvernement, accuse le Général Asensio d'être le responsable des défaites. Et si Largo Caballero, ne se reniait pas lui même comme fils du peuple, il aurait du abandonner le Ministère de la Guerre et ne pas empêcher l'épuration des Hauts Cadres de l'Armée.»

D'autres journaux donnaient la liste d'officiers sincèrement républicains toujours, destitués et déplacés des commandements dont ils avaient la charge. Nous citons:

Le Commandant militaire de Valence; le Commandant militaire d'Almeria; un adjudant du Ministère de la Guerre; le Secrétaire général du Sous-secrétariat de Guerre; le Chef du Service d'Informations et de Contrôle.

Trois de ceux-ci ont été détenus à Andujar et à Bilbao et poursuivis par le Général Asensio.

A ce sujet «Nosotros» déclarait:

«Par contre, tous les officiers qui ont été nommés en remplacement de ces derniers, sont des officiers dont on n'a jamais connu les opinions républicaines et qui sont des indifférents ou même des déloyaux.»

Quelques jours avant la reddition de Malaga, le Commandant militaire de cette place avait été déplacé et c'est le fameux colonel Villalba, déplacé du front d'Aragon à la suite de ses nombreux échecs, qui avait été nommé au commandement militaire de la ville.

A la suite de la pression politique déclanchée par cette campagne le Général Asensio démissionnait ou peut être plus exactement était démissionné.

Mais ladestitution d'un militaire ne résout pas le problème. Cette affaire a mis au grand jour les compromissions et les attaches d'un grand nombre d'officiers supérieurs et subalternes de l'Armée régulière. Plus que jamais nous devons veiller au moindre geste d'officiers qui s'il ne nous sont pas franchement hostiles sont indifférents ou incapables. Dans une situation comme la nôtre l'incapacité elle même est un crime. Tout officier doit être tenu responsable de ses actes. Il ne peut pas être question pour nous de confier le sort de la guerre et de la révolution à des hommes dont l'intérêt est souvent diamétralement opposé au nôtre. Nous ne pouvons pas accepter la création d'une Armée Populaire ou tout le pouvoir serait dans les mains de l'Etat-Major comme le demandent les républicains, les social-réformistes, et les staliniens. Nous voulons une Armée de classe ou les militaires utilisés comme techniciens seront sous le contrôle de commissaires politiques. La seulement est la garantie de la victoire, la salut de notre Révolution.

Contre un Projet réactionnaire de réforme de l'Ordre Public

A la suite de la reaction prolétarienne provoquée par la rebellion militaro-fasciste du 19 juillet, toutes les forces coercitives de l'Etat—Armée, Police, Garde civile, Garde de Sécurité et Garde d'Assaut—ont été virtuellement détruites. La classe ouvrière, avec les milices de l'arrière et les Patrouilles de Contrôle, créa les nouveaux organes coercitifs, cargés d'écraser la réaction et de défendre les conquêtes révolutionnaires. Comme toutes les vraies révolutions, la nôtre a donné naissance à de nouveaux organes sortis du sein même de la classe ouvrière.

Ces derniers temps, cependant, la bourgeoisie tente de relever la tête et spéculant sur les échecs qui ne sont pas autre chose que les fruits de sa propre incapacité, cherche à détruire les conquêtes du prolétariat et à retourner à l'état de choses antérieur au 19 juillet. On appelle celà retourner

UN NOUVEL ACTE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Les Patrouilles de Contrôle, police ouvrière révolutionnaire, sont dissoutes

Le Gouvernement de la Généralité de Catalogne a réalisé le 3 Mars la réforme contre révolutionnaire de l'Ordre Public. Les dispositions principales de ce Décret sont les suivantes:

1. Dissolution des Corps de Garde National Républicaine, de Sécurité et d'Assaut, d'Investigation et de Vigilance..... **mais dissolution également des Patrouilles de Contrôle.**

2. On y substitue un Corps Unique de Sécurité Intérieure.

3. **Dissolution de la Junte de Sécurité Intérieure dans laquelle étaient représentées toutes les organisations antifascistes y compris le P. O. U. M.**

4. Création du Conseil de Sécurité, dans lequel seront représentées toutes les organisations faisant partie du Gouvernement et **dont sera absent le P. O. U. M.!**

5. Création d'une Direction Générale de Sécurité à base de fonctionnaires au service de la bourgeoisie.

6. **Dissolution de tous les Conseils d'Ouvriers et de Soldats et de tous les Comités en relation avec l'Ordre Public.**

7. **Interdiction à tout fonctionnaire, garde, officier, d'appartenir à une quelconque organisation politique ou syndicale sous peine d'expulsion immédiate du Corps!**

8. **Dissolution de tous les Conseils de Sécurité et de Défense des Municipalités de Catalogne.**

Avant l'approbation de ce Décret par le Conseil de la Généralité, le Comité Exécutif du P. O. U. M. avait appelé l'attention des travailleurs de Catalogne sur le caractère éminemment réactionnaire et contre-révolutionnaire de ce projet de dissolution de la police ouvrière révolutionnaire que les travailleurs avaient été amenés à créer au lendemain du soulévement fasciste pour l'épuration de l'arrière des éléments fascistes et des espions dissimulés.

Il s'était également adressé aux délégués des autres organisations révolutionnaires pour qu' elles refusent de contresigner ce texte. Cependant le projet vient d'être adopté.

Nous reproduisons à la suite le texte du tract qui fut édité par le Comité Exécutif du P. O. U. M.

à la normalité, ce qui en réalité signifie revenir à la normalité bourgeoise.

Pour y parvenir on attaque systématiquement les institutions créées dans le feu de la lutte révolutionnaire. D'où l'offensive contre les Comités, la tentative de créer une Armée Populaire mise au service de la bourgeoisie, ainsi que la reconstruction de tout l'appareil de répression antérieur.

Dans cette voie, le Gouvernement de Valence a fait un grand pas en avant. Et maintenant le Gouvernement de la Généralité de Catalogne tente de suivre le même chemin.

Le Conseiller de la Sécurité Intérieure a élaboré un projet de réforme des services d'Ordre Public que nous n'hésitons pas à qualifier de contre-révolutionnaire.

En vertu de ce projet, la Garde Nationale Républicaine, les Corps de Sécurité et d'Assaut, d'Investigation et de Vigilance et les Patrouilles de Contrôle seraient fondues en un Corps unique de Sécurité Intérieure.

Nous n'avons rien à objecter en principe à la fusion de tous les Corps de Sécurité Intérieure. Ce que nous ne pouvons pas admettre c'est la composition qu'on veut donner à ce Corps, ni son système de commandement, ni son fonctionnement général. D'après le projet, les Patrouilles de Contrôle, uniques organismes qui méritent la confiance des travailleurs révolutionnaires, seraient étouffées par les éléments des autres Corps armés et par cela leur caractère serait dénaturé. Ajoutons à cela que 50 % des places vacantes qui se produiraient seraient remplies à l'ancienneté et le restant serait fourni par concours. On a ainsi une idée claire du but de la réforme projetée. Pour nous, au contraire, la fusion devrait se faire sur la base des Patrouilles de Contrôle, en en augmentant le nombre et en incorporant au nouveau Corps les éléments procédents des anciens Corps qui auront démontré leur fidélité à la cause prolétarienne.

Quant au commandement, le projet est encore plus réactionnaire puisqu'il le confie aux chefs et officiers provenant des anciens Corps et que pour couvrir les places vacantes, il serait concédé des droits de préférence «à ceux qui auront fait des études spéciales», c'est-à-dire que le nouveau Corps de Sécurité Intérieure serait entièrement aux mains de l'ancienne officialité et des «enfants de bonne famille».

Jusqu'à maintenant il a existé une Junte de Sécurité, formée de représentants de tous les partis et organisations antifascistes, qui en réalité exerce la direction et le contrôle de l'Ordre Public en Catalogne et constitue une puissante garantie contre tout abus de pouvoir. D'après le nouveau projet la Junte serait remplacée par un Conseil de Sécurité qui, comme son nom l'indique, aurait des fonctions purement consultatives et dans lequel la représentation des organisations ouvrières serait contrebalancée par les membres qui la composent: le Conseiller, le Directeur Général de Securité, un chef du Corps de Sécurité Intérieure, élu par un vote de tous les Chefs et Officiers (tous provenant des anciens Corps), et un Commissaire ou Inspecteur élu par les Commissaires et Inspecteurs. En plus, on créerait neuf Commissaires d'Ordre Public (un par province) à la tête desquels il y aurait un Commissaire désigné par le Conseiller et qui serait le seul désigné pour déterminer la composition du personnel. On dissolverait les Conseilleries de Sécurité Intérieure et de Défense des Municipalités. On retirerait les services de Vigilance des frontières aux patrouilles, miliciens et Comités d'Investigation et de Contrôle pour les confier aux anciens corps armés. Le régime de passeports, d'immigrations et d'émigration étrangère, d'extradition et d'expulsion, etc., serait confié exclusivement au Conseiller. On éliminerait les Conseils d'Ouvriers et de Soldats et les Comités de tous les corps et organismes d'Ordre Public. On prohiberait aux fonctionnaires, aux gardes, aux officiers ou aux chefs d'appartenir à aucune organisation politique ou syndicale. Et finalement on propose, comme couronnement, le rétablissement de la censure pour tous les imprimés, les publications et la presse journalière et hebdomadaire.

Chacune de ces réformes est un attentat à la classe travailleuse, aux conquêtes de la révolution et une garantie pour l'ordre bourgeois que l'on tente de rétablir. Le Conseiller tient tous les ressorts de l'Ordre Public dans ses mains; dans les localités la classe ouvrière reste désemparée et désarmée. La vigilance des frontières, d'une importance vitale dans les moments de guerre civile et de révolution que nous vivons, passe dans les mains, sans aucun contrôle, de corps envers lesquels la classe ouvrière ne peut avoir confiance et on élimine les Conseils d'Ouvriers et de Soldats qui pourraient être une garantie de contrôle. Et pour accentuer encore plus le caractère contre-révolutionnaire du projet, on veut détacher les ouvriers qui font partie des Corps de Sécurité Intérieure des organisations politiques et syndicales, autrement dit on veut les isoler de leur classe, les protéger de la contagion révolutionnaire pour les convertir en automates au service de la bourgeoisie, réaliser, en un mot, une des aspirations traditionnelles de la réaction.

Quant à la tentative de rétablir la censure, il vaut mieux ne pas en parler. Chaque ouvrier conscient comprendra la monstruosité de cette tentative qui tend à étouffer la voix de la classe ouvrière, à faciliter la tâche de ceux qui veulent étrangler la révolution en l'enfermant dans les limites étroites de la République démocratique. Et que l'on prenne note qu'en nous élevant contre cette tentative, nous ne nous opposons pas à l'établissement de la censure pour les informations de caractère purement militaire.

Voici, exposé rapidement le caractère de la réforme de l'Ordre Public qui se prépare et que, conscient de notre devoir révolutionnaire, nous dénonçons à la classe ouvrière. Ce projet ne peut devenir une réalité. Le proletariat de Catalogne a le devoir d'empêcher que la bourgeoisie, efficacement aidée par les réformistes, parvienne à l'objectif qu'elle se propose. Pour notre part, nous repoussons le projet en bloc et nous voulons espérer que la C. N. T. et la F. A. I., dont nous ne pouvons pas mettre en doute les sentiments révolutionnaires, s'associeront décidément à notre attitude d'opposition. Le projet ne peut passer, ne doit pas passer. L'accepter c'est nous rendre, pieds et mains liés, à la bourgeoisie, c'est contribuer à créer les organismes de coercition destinés à nous écraser.

L'Ordre Public doit être aux mains de la classe ouvrière. Et pour l'obtenir il faut maintenir la Junte de Sécurité Intérieure sous sa forme actuelle; créer un Corps de Sécurité Intérieure basé fondamentalement sur les Patrouilles de Contrôle. Ce n'est qu'ainsi que nous garantirons l'ordre révolutionnaire sans lequel la victoire sur le front est impossible.

Barcelone, 23 février 1937.

Le Comité Exécutif du P. O. U. M.

Le problème de l'unité syndicale en Catalogne

(Suite de la page 3)

Mais sans aller plus loin, à Barcelone même, où selon vous, vous n'êtes pas avalisés pour mener à bien les questions d'unification, ont eu lieu des assemblées communes ou prirent part côte a côte des ouvriers des deux centrales C.N.T.-U.G.T.... qui ensemble ont mené à bien la collectivisation de leur industrie. Si tout cela s'est fait sans que l'Exécutif de l'U.G.T. les aient desavoués nous ne comprenons pas pourquoi, aujourd'hui, on repousse notre demande qui sans aucun doute répond à l'impérieuse nécéssité de nous unir fraternellement **pour gagner la guerre et faire la révolution prolétarienne en Espagne.**

Votre proposition de former un Comité de liaison a déja été repoussé par nous parce qu'elle n'apporte pas de solution au problème de l'unification des efforts nécéssaires au triomphe, dans la lutte à mort entreprise contre ce qu'il y a de plus abject dans la réaction espagnole. Nous croyions et nous continuons a croire, qu'un pacte peut seulement être efficace avec les fins proposées par nous, quand il est ratifié par les masses ouvrières, un que manière de concevoir le triomphe qui donne à notre pays ce qui est le plus fervent désir de tout homme digne et libre...

Signé:

Comité de la Fédération Locale
des Syndicats Uniques (C.N.T.)

Nous pensons que le développement des pourparlers, tel que nous venons de l'indiquer, ainsi que la position des deux Fédérations locales suffira au lecteur pour fixer lui même ses conclusions.

Le problème de l'unité syndicale en Catalogne

L'EVOLUTION DES POURPARLERS

Depuis le début de la révolution la question de l'unité syndicale s'est imposée chaque jour davantage, particulièrement en Catalogne à cause des nombreuses collectivisations d'industries et de commerces. Cette nécessité de l'unité syndicale entre la C. N. T. et la U. G. T. ne s'est pas fait sentir avec la même force dans les autres régions des territoires gouvernementaux. Car à part la Catalogne, province industrielle où sous la poussée prolétarienne l'économie a évolué dans un sens socialiste, seuls l'Aragón et le Levant, provinces agricoles, ont également transformé leur système de production et d'échange.

Par suite de la transformation économique en Catalogne, les syndicats, quoique n'ayant pas encore perdu totalement leur caractère d'instrument de lutte contre le patronat, ont acquis en plus sur le terrain économique un rôle d'agent directeur de la marche vers un régime collectiviste.

L'unité syndicale est devenue nécessaire à la progression vers un régime de production socialisée. Et cela particulièrement dans la situation de guerre où se trouve l'Espagne. Seule l'unité syndicale peut permettre un regroupement des entreprises et des industries et supprimer les conséquences néfastes de la concurrence que se font entre elles les maisons collectivisées. Elle seule peut permettre la répartition satisfaisante des matières premières et donner la possibilité d'augmenter la production.

Mais l'attitude des deux centrales syndicales dépend évidemment de leurs positions politiques sur la situation actuelle. Et celles-ci sont en relation directe avec les influences sous lesquelles elles sont placées.

La Confédération Nationale du Travail a beaucoup augmenté ses effectifs. Sont venus à elle de nombreux travailleurs des industries de base. Elle est politiquement influencée par la F. A. I. qui est acquise à la transformation sociale du régime capitaliste.

L'Union Générale des Travailleurs a aussi augmenté ses effectifs, mais son recrutement s'est fait parmi les éléments réformistes du prolétariat et parmi la petite-bourgeoisie. Elle est placée sous l'influence presque totale du P. S. U. C. qui est le frein de la Révolution et joue de l'U. G. T. comme masse de manœuvre contre les tendances socialisantes de l'industrie.

C'est pourquoi les tendances adverses, Révolution ou Réformisme, s'opposent actuellement dans la polémique sur l'unité syndicale entre les deux Centrales syndicales.

Le 25 Janvier la Fédération locale des Syndicats Uniques (C. N. T.) adressait à la Fédération locale des Syndicats de l'U. G. T. une lettre dans laquelle elle demandait à l'U. G. T. de lui répondre dans un délai de 8 jours, si elle acceptait de rédiger un ordre du jour en commun qui puisse servir de base de discussion aux syndicats des deux organisations pour rechercher dans un Congrès commun la voie qui mène à une véritable fusion.

Le 28 du même mois la Fédération locale de l'U. G. T. répondait affirmativement et le 2 Février la Fédération Locale des Syndicats Uniques organisait une première réunion à laquelle assistaient le secrétaire de la Fédération locale ainsi que d'autres représentants de l'U. G. T. Les délégués de la C. N. T. leur soumirent les textes suivants susceptibles de servir de future base de discution:

Structure Sociale

1. Tous les organismes représentatifs du peuple doivent-ils passer au pouvoir exclusif des producteurs des deux centrales syndicales, C. N. T. et U. G. T.?
2. Dans l'affirmative les différents départements doivent-ils être remplacés par des Conseils à représentation proportionnelle?
3. Chaque Fédération ou Syndicat d'industrie C. N. T. - U. G. T. doit-il former ses comités de liaisons?
4. Chaque Fédération ou Syndicat d'industrie C. N. T.-U. G. T., doit-il régler les questions intérieures à la branche dans des assemblées mixtes des deux organisations?
5. Doit-on épurer à fond les cadres des deux centrales syndicales?
6. Doit-on créer la carte de producteur?
7. Doit-on créer la carte de consommateur?

Problème économique

1. Doit-on aller à la socialisation de toute la production sur la base de la Fédération d'industrie et sous la direction d'un conseil technique formé sur la base d'une représentation proportionelle des deux centrales syndicales?
2. Doit-on créer le Conseil Général de l'Economie, qui rassemble les finances et contrôle le Conseil technique de chaque industrie de façon à organiser la production?
3. Doit-on établir le salaire unique familial?
4. Sous quelle forme?
5. La propriété urbaine doit-elle passer au pouvoir des municipalités?

Organisation de l'armée et défense de la Révolution

1. Croit-on nécessaire l'organisation de l'armée unique du peuple?
2. Dans l'affirmative doit-on confier son organisation au Conseil de défense?
3. Les cadres techniques de l'armée doivent-ils être formés proportionnellement par des camarades des deux organisations?

Ces textes furent déclarés acceptables par les délégués de l'U. G. T., mais vu leur importance ils demandèrent jusqu'au 8 pour en étudier les différents points. Une réunion commune au cours de laquelle serait mis au point l'ordre du jour commun devait avoir lieu ce jour-là.

Le 6 la Fédération locale des Syndicats Uniques reçut une lettre, dans laquelle la Fédération locale de l'U. G. T. demandait, vu l'importance de la question un délai supplémentaire de huit jours pour donner sa réponse.

Aucune réponse ne lui étant parvenue et une campagne pour l'unité syndicale ayant été déclanchée dans la presse, la Fédération locale des Syndicats Uniques publiait, le 17 Février, un manifeste dans lequel elle déclarait ne pas être responsable du retard apporté à la marche des pourparlers et s'adressant à l'opinion publique et particulièrement aux affiliés de l'U. G. T., dégageant sa responsabilité, elle donnait à envoyait une lettre à la Fédération locale de la presse tous les documents échangés entre les deux organisations.

C'est à la suite de ce manifeste que la Fédération locale de l'U. G. T. envoyait une lettre à la Fédération locale de la C. N. T., lettre dont nous détachons les passages suivants et qui fut insérée dans le journal «TREBALL», organe du P.S.U.C.

> «Dans notre dernière lettre nous annoncions une prompte réponse à vos propositions, il est naturel que nous consultions les organismes responsables de l'U.G.T. devant l'importance des questions qui nous ont été soumises.
>
> Comme nous le pensions, le Secrétariat de Catalogne nous a communiqué que la réponse de la Commission Exécutive de l'U.G.T. d'Espagne était que tous les pourparlers d'unité syndicale dépendent du Comité National de la C.N.T. et de notre Commission Exécutive et que par conséquent, les Fédérations locales, ne peuvent entamer aucun pourparler particulier puisque l'unification des deux centrales syndicales ne peut se faire sur le plan local mais dans toute l'Espagne. Nous avons connaissance que c'est dans le même sens que s'est prononcé le dernier Plenum regional de la C.N.T.
>
> Tandis que nos organismes nationaux discutent des méthodes les plus adéquates pour arriver à un resserrement des liens du prolétariat espagnol, nous insistons aujourd'hui sur notre proposition de former un comité de liaison entre nos Fédérations locales, proposition qui a déjà été faite immédiatement après la signature du pacte C.N.T.-U.G.T., F.A.I.-P.S.U.C.»

(Suite page 3)

Imp. Nova Ibèria / Barcelona (España)